

**Juin 2008**

Manuscrit clôturé le  
3 juin 2008

# **L'ÉCONOMIE LUXEMBOURGEOISE EN 2007 ET ÉVOLUTION CONJONCTURELLE RÉCENTE**

**statec**

SERVICE CENTRAL DE LA STATISTIQUE  
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Directeur de la publication: Serge ALLEGREZZA

Rédaction: Ferdy ADAM  
Bastien LARUE  
Véronique SINNER

Contributions de: Jérôme HURY  
Claude LAMBORAY  
Liliane REICHMANN  
Guy SCHULLER  
David SOPPELSA  
Germaine THILL

Prix de l'abonnement annuel: 11.00.- EURO

Prix de ce numéro: 8.00.- EURO

La reproduction totale ou partielle de la présente étude est autorisée  
à condition d'en citer la source

ISSN 1019-6463

STATEC

Service central de la statistique et des études économiques

Centre Administratif Pierre Werner

13, rue Erasme

L-1468 LUXEMBOURG-KIRCHBERG

Tél.: 247-84219 / Fax: 46 42 89

E-mail: [info@statec.etat.lu](mailto:info@statec.etat.lu)

Internet: [www.statec.public.lu](http://www.statec.public.lu)

# TABLE DES MATIÈRES

PAGE

## PRÉFACE

<b>1. CONJONCTURE INTERNATIONALE</b>	<b>1</b>
<b>2. CONJONCTURE LUXEMBOURGEOISE</b>	<b>7</b>
2.1 Faits principaux	7
2.2 L'évolution du PIB en 2007	9
2.3 Prévisions macro-économiques 2008-2009	12
2.3.1 Hypothèses exogènes	12
2.3.2 Principaux résultats	14
<b>3. ACTIVITÉ PAR BRANCHES</b>	<b>19</b>
3.1 Industrie	19
3.2 Construction	24
3.3 Commerce	29
3.4 Hôtellerie, restaurants	32
3.5 Transports et communications	34
3.6 Services financiers	37
3.6.1 Contexte financier international	37
3.6.2 Le secteur bancaire	41
3.6.3 OPC	44
3.6.4 Assurances	45
3.6.5 Professionnels du secteur financier (PSF)	46
3.6.6 Bourse de Luxembourg	47
3.7 Immobilier, Location et Services aux entreprises	49
<b>4. RELATIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES</b>	<b>59</b>
4.1 Progression continue des exportations de biens métalliques	60
4.2 Envolée des exportations de services financiers	61
4.3 Déficit croissant des balances des revenus et des transferts courants	62
<b>5. INFLATION ET SALAIRES</b>	<b>63</b>
5.1 Prix à la consommation	63
5.1.1 Évolution générale	63
5.1.2 Évolution au niveau des douze divisions de l'indice	66
5.1.3 Analyse par type de biens et services	69
5.1.4 Contributions au taux d'inflation moyen de 2007	71
5.1.5 Le Luxembourg dans la comparaison européenne	72
5.1.6 Évolution des prix au début de 2008 et perspectives	77
5.2 Salaires	80
5.2.1 Évolution des salaires à long terme	80
5.2.2 Évolution des salaires en 2007	82
5.2.3 Évolution récente des salaires par branches	82
5.2.4 Prévisions d'indexation des salaires	84
5.2.5 Salaire social minimum	85
5.2.6 Comparaison européenne	85

<b>6.</b>	<b>MARCHÉ DU TRAVAIL</b>	<b>87</b>
6.1	Contexte démographique	87
6.2	Population active et emploi	90
6.2.1	Évolution globale	90
6.2.2	Structure de l'emploi	91
6.2.3	Travail intérimaire	96
6.2.4	Temps de travail	98
6.2.5	Taux d'emploi	99
6.3	Chômage	100
6.3.1	Évolution du chômage au Luxembourg	100
6.3.2	Structure du chômage	101
6.3.3	Évolution récente du chômage au Luxembourg (ADEM)	103
6.3.4	Mesures pour l'emploi	104
6.3.5	Chômage partiel	104
6.3.6	Perte d'emplois des travailleurs frontaliers	106
6.3.7	Chômage Grande-Région	107
6.3.8	Comparaison internationale	108
<b>7.</b>	<b>FINANCES PUBLIQUES</b>	<b>109</b>
7.1	Politique budgétaire et fiscale	109
7.1.1	Les recettes publiques	109
7.1.2	Les dépenses publiques	112
7.2	La situation d'ensemble des comptes publics	116
7.2.1	Capacité/besoin de financement par sous-secteur	116
7.2.2	Capacité/besoin de financement des administrations publiques	119
7.2.3	Analyse par rapport à la situation conjoncturelle: solde structurel et impulsion budgétaire	122
7.2.4.	Dettes publiques et avoirs financiers de l'Etat	129
<b>ANNEXES</b>		
I	STATISTIQUES CONJONCTURELLES	131
II	ENQUÊTES SUR L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE	165
III	ENCARTS PUBLIÉS DANS LES DERNIÈRES NOTES DE CONJONCTURE	169
IV	ABRÉVIATIONS ET NOTATIONS	171
<b>LISTE DES ENCADRÉS</b>		
I	La faible diversification de l'économie luxembourgeoise est-elle un facteur de risque	50
II	Comparaison européenne de l'inflation sur les dix dernières années	75
III	Écarts entre prévisions et réalisations effectives des soldes publics pour les années 2005-2007	125

# Préface

## Ralentissement supplémentaire

### Prévision et statistique

Les médias et le grand public confondent trop souvent *prévision* et *statistique*. Une définition simple est que les statistiques se rapportent au passé (dernier mois, trimestre, année) et les prévisions se risquent à donner le chiffre qui devrait se réaliser dans le futur (mois, trimestre, année). Les comptes trimestriels qui ont été publiés en mai de cette année donnent une première *estimation* de la croissance économique réelle de 2007. Le taux de croissance de 4.5% – moins élevé que la dernière *prévision* qui était de 5% – est toutefois susceptible de révision comme c'est normalement le cas. De trimestre en trimestre, les statistiques sont revues car les chiffres sont plus complets et les erreurs redressées. Les prévisions sont revues également puisque les données de départ changent.

### Une croissance au ralenti en 2008

Très tôt, en septembre 2007, lors de l'établissement du projet de budget 2008, le STATEC avait communiqué au Gouvernement et publié dans sa Note de Conjoncture une fourchette de croissance économique pour 2008, basée sur un scénario prenant en compte l'impact négatif de la crise financière qui était en train de se développer par plusieurs canaux en Europe. Dans la dernière note de conjoncture (NDC 3-07, publiée le 4 mars 2008), les risques de ralentissement se sont précisés. La présente Note de Conjoncture franchit un pas de plus: les perspectives de croissance pour l'année en cours sont encore réduites, à quelque 3%.

Nombreux sont ceux qui s'enorgueillissent de ce chiffre relativement flatteur comparé à nos voisins directs, mais il est plutôt faible par rapport aux performances nationales passées. La prévision sera réactualisée chaque fois que de nouveaux comptes trimestriels seront publiés, comprenant une estimation pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 (et d'une révision des trimestres précédents) qui devrait être disponible en juin, si nos fournisseurs des statistiques administratives tiennent leurs engagements. La très forte volatilité des marchés financiers laissent planer des incertitudes singulièrement fortes quant aux prévisions.

### Inflation modérée en 2007: 2.3%

Les derniers mois de l'année de 2007 ont enregistré une forte hausse des prix des biens de consommation – prix des carburants et des produits alimentaires – qui ont focalisé l'attention de l'opinion publique. L'inflation a finalement connu une envolée au cours des premiers mois de 2008, du même ordre que celle des autres pays de la zone euro. L'année 2008 connaîtra une hausse des prix de 3.6%.

La législation en vigueur n'admet le paiement que d'une seule tranche indiciaire, selon les prévisions du STATEC, en mars 2009. Il semble acquis que la modulation de l'indexation, proposée par l'accord tripartite de 2006, a déployé un bouclier de protection contre l'emballlement de l'inflation salariale et ralenti la boucle prix-salaires.

### Le pouvoir d'achat progresse toujours

Le pouvoir d'achat continue d'augmenter en 2007 et 2008, mesuré par le revenu disponible par tête des ménages en termes réels. Il progresserait de 2% par an, soutenant de ce fait la consommation privée.

Les statistiques disponibles, qui méritent une analyse plus approfondie, laissent penser que le pouvoir d'achat ne progresse pas nécessairement de la même manière pour tous les ménages. Ceux-ci se différencient par la catégorie de revenu à laquelle ils appartiennent et par la structure de leur budget de consommation.

### L'objectif de la Stratégie de Lisbonne se rapproche

La forte croissance de l'emploi (4.3% en 2007) a inversé l'évolution du taux de chômage à la baisse, même si résidents de nationalité luxembourgeoise n'en ont que modérément profité (30% de la main-d'œuvre est maintenant de nationalité luxembourgeoise).

L'objectif de la Stratégie de Lisbonne – taux d'emploi de 70% – se rapproche mais lentement. Il est de 64% en 2007 selon l'enquête communautaire sur les forces de travail (EFT), grâce aux citoyens étrangers de sexe féminin, dont la contribution a fortement augmenté sur les dernières années.

### **Finances publiques contra-cycliques**

L'excédent important de 3% du PIB constaté en 2007 s'explique autant par l'embellie conjoncturelle, portant les recettes, que par le contrôle des dépenses publiques, qui ont progressé plus lentement. L'analyse ex post des soldes structurels, c.à.d. des soldes corrigés du cycle conjoncturel, suggère que la politique budgétaire n'a pas été pro-cyclique au cours des années 2006 et 2007. Les

nouvelles mesures annoncées lors du débat de l'Etat sur la Nation seront introduites dans les mises à jour des prévisions conjoncturelles pour 2008 et 2009; elles semblent exprimer la volonté de soutenir la conjoncture à court terme tout en se positionnant favorablement dans la compétition fiscale internationale.

Dr Serge Allegrezza  
Directeur

# 1. Conjoncture internationale

**Tableau 1: Conjoncture internationale, observations récentes**

	Etats-Unis	Japon	EU27	Zone euro	Allemagne	France
	Variations annuelles en %, sauf taux de chômage (en % de la population active)					
Croissance du PIB en volume	T1 08	T1 08	T1 08	T1 08	T1 08	T1 08
dernier trimestre publié	2.5	1.1	2.4	2.4	2.6	2.2
moyenne sur les 4 derniers trimestres	2.4	1.5	2.7	2.7	2.4	2.1
Taux de chômage standardisé	mars-08	mars-08	mars-08	mars-08	mars-08	mars-08
dernier mois publié	5.1	3.8	6.7	7.1	7.4	7.8
un an avant	4.4	4.0	7.3	7.6	8.6	8.6
Taux d'inflation (prix à la consommation)	avr-08	mars-08	avr-08	avr-08	avr-08	avr-08
dernier mois publié	3.9	1.2	3.6	3.3	2.6	3.4
un an avant	2.6	-0.1	2.2	1.9	2.0	1.3
Taux d'intérêt à court terme	mars-08	mars-08	nov-07	mars-08		
dernier mois publié	2.8	1.0	5.0	4.6		
un an avant	5.4	0.7	3.9	3.9		
Taux d'intérêt à long terme (Maastricht)	avr-08	avr-08	avr-08	avr-08	avr-08	avr-08
dernier mois publié	3.7	1.4	0.0	0.0	...	...
un an avant	4.7	1.7	4.5	4.4	4.2	4.2
Cours de change (par EUR) <sup>1</sup>	mai-08	mai-08				
dernier mois publié	1.55	161.7				
un an avant	1.35	163.3				

<sup>1</sup> Données au 20.05.2008

Sources: Eurostat, FMI (inflation USA et Japon)

## Freinage appuyé de la croissance aux Etats-Unis en 2008

Les Etats-Unis ont subi un ralentissement en 2007, la croissance du PIB retombant de 2.9% en 2006 à 2.2%. La **crise de l'immobilier**, liée au départ aux défauts de paiement sur les prêts du segment subprime, a eu plusieurs conséquences. D'une part, elle a fortement affecté l'activité du secteur de la construction, participant à la **remontée du chômage** sur le deuxième semestre 2007. D'autre part, elle s'est concrétisée par un net durcissement des conditions d'octroi de crédit. Les ménages les plus endettés ne pouvant plus contracter de nouveaux crédits (ceux-ci étant fortement conditionnés par la valeur de leur patrimoine immobilier, actuellement orientée à la baisse), ils doivent rogner sur leurs dépenses de consommation. La crise des subprime ayant débouché sur une véritable crise financière, avec une baisse de la valeur des actifs financiers liée à la chute des marchés, une menace croissante de récession et une perte de confiance de la part des consommateurs, le ralentissement de la dynamique interne est appelé à se renforcer. La consommation privée est de plus très affectée par la **hausse des prix de l'énergie**, alors que le

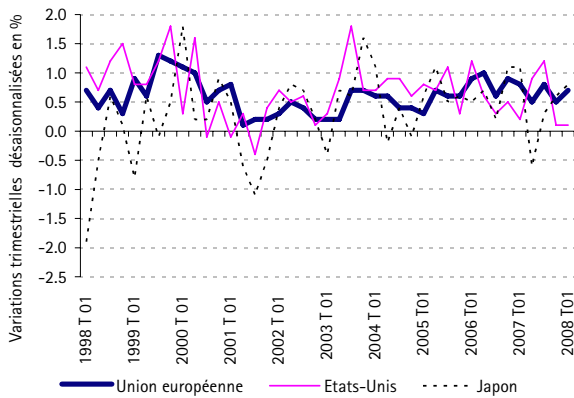
mode de consommation de l'américain moyen est l'un des plus intensifs en énergie de par le monde.

Face aux menaces de ralentissement, plusieurs décisions de politique économique ont été mises en œuvre: baisse des taux d'intérêt par la Réserve Fédérale, programme d'allègements fiscaux pour soutenir la consommation. Face aux tensions inflationnistes plus fortes, les ménages américains ne peuvent pas vraiment compter sur une hausse des salaires dans la situation conjoncturelle actuelle, le ralentissement de l'activité et la remontée du chômage ne les plaçant pas dans une position de force pour négocier.

L'année 2008 devrait par conséquent voir la croissance américaine effectuer un freinage encore plus marqué, celle-ci devant se situer autour de 1% selon les prévisions des organisations internationales<sup>1</sup>, avec une **consommation privée en berne** et un investissement attendu en recul. Seule la composante extérieure devrait réellement soutenir la croissance: les importations vont nettement ralentir sous l'effet du repli de la consommation et de la dépréciation du dollar US, dépréciation qui va cependant renforcer la compétitivité des exportations.

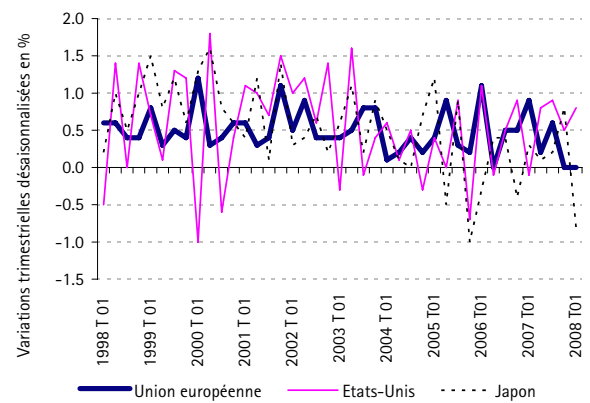
<sup>1</sup> Le PIB US a progressé de 0.9% (rythme annualisé) au 1<sup>er</sup> trimestre 2008.

**Graphique 1: PIB**



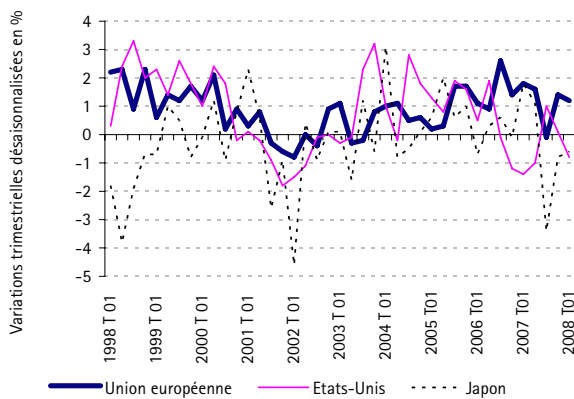
Source: EUROSTAT

**Graphique 4: Consommation publique**



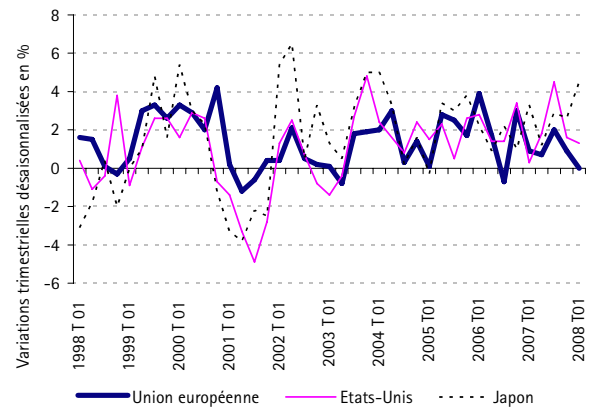
Source: EUROSTAT

**Graphique 2: Formation brute de capital**



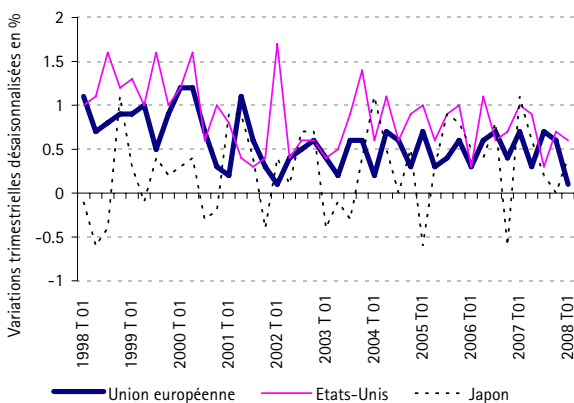
Source: EUROSTAT

**Graphique 5: Exportations de biens et services**



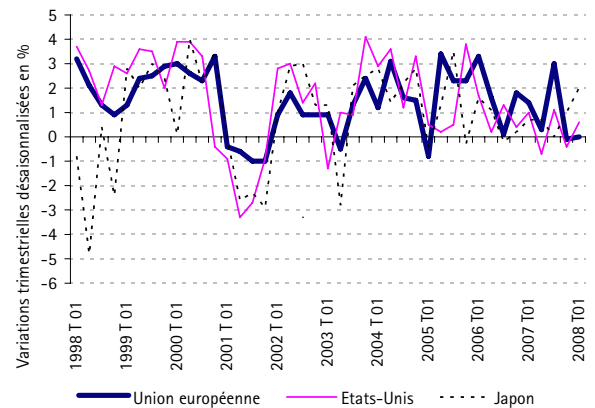
Source: EUROSTAT

**Graphique 3: Consommation finale des ménages**



Source: EUROSTAT

**Graphique 6: Importations de biens et services**



Source: EUROSTAT

## Ralentissement plus modéré en Europe

Les économies de la zone euro ont encore connu une année de **croissance forte en 2007**, avec une hausse du PIB de 2.6% (contre 2.7% en 2006). La dynamique de croissance s'est cependant nettement affaïssée sur le 4<sup>ème</sup> trimestre de l'année<sup>1</sup>, avec un **recul prononcé de la consommation**. Comme aux Etats-Unis, la consommation privée est affectée par la hausse des prix de l'énergie (malgré un effet de change favorable sur le prix du pétrole lié à l'appréciation de l'euro) et des produits alimentaires.

La croissance du 1<sup>er</sup> trimestre 2008 a pourtant surpris par sa vigueur (+0.7% sur un trimestre), mais cette bonne performance ne lève pas les doutes sur le ralentissement qui se prépare. En effet, ce résultat est fortement lié à la **croissance exceptionnellement élevée de l'Allemagne** (+1.5% au 1<sup>er</sup> trimestre), susceptible d'enregistrer un contrecoup au 2<sup>ème</sup> trimestre du fait de la forte contribution des stocks au 1<sup>er</sup> trimestre (+0.7 points de %). Au niveau de la zone euro, l'Allemagne reste certes le pays le mieux placé sur le créneau des exportations de marchandises, profitant de l'expansion toujours dynamique des pays émergents via les expéditions de biens d'équipement. Cependant, en Allemagne comme

dans l'ensemble de la zone euro, les indicateurs conjoncturels pointent clairement vers un **ralentissement de l'activité manufacturière**, auquel s'ajoute une dégradation du climat des affaires dans le domaine des services au cours des derniers mois. Le moral des consommateurs européens, nettement orienté à la baisse depuis la fin 2007, achève d'assombrir le tableau des perspectives.

Cependant, le ralentissement attendu devrait être moins prononcé qu'aux Etats-Unis, avec une croissance du PIB légèrement supérieure à 1.5% selon les dernières prévisions des organisations internationales. Cette meilleure résistance en 2008 se justifie par un marché de l'immobilier en meilleure santé (même si des pressions à la baisse sur les prix de l'immobilier se font ressentir dans plusieurs pays de la zone euro), une inflation moins forte, un endettement des ménages européens nettement inférieur à celui de leurs homologues américains et un **taux de chômage qui poursuit toujours une tendance baissière**. Dans ce contexte, la Banque centrale européenne devrait maintenir son principal taux d'intérêt directeur à 4.0%, sauf en cas de ralentissement plus prononcé que prévu et/ou si l'inflation venait à s'assagir (il faudrait pour cela que la hausse du pétrole s'interrompe).

Tableau 2 : Évolution macro-économique 2007-2009

	PIB à prix constants			Prix implicites à la consommation privée			Nombre de chômeurs			Solde de la balance des paiements courants		
	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009
				Variation en %			En % de la pop. active			En % du PIB		
Belgique	2.7	1.7	1.5	2.0	3.5	2.2	7.5	7.3	7.5	3.3	2.7	2.5
Allemagne	2.5	1.8	1.5	1.7	2.1	1.5	8.4	7.3	7.1	6.9	7.2	7.3
Irlande	5.3	2.3	3.2	3.8	2.6	2.4	4.5	5.6	5.8	-5.0	-4.8	-4.7
Grèce	4.0	3.4	3.3	3.1	3.7	3.6	8.3	8.3	8.0	-16.2	-16.2	-16.2
Espagne	3.8	2.2	1.8	2.8	3.8	2.6	8.3	9.3	10.6	-10.0	-11.0	-11.2
France	1.9	1.6	1.4	1.5	2.8	1.9	8.3	8.0	8.1	-2.6	-2.9	-3.0
Italie	1.5	0.5	0.8	2.2	3.0	2.2	6.1	6.0	5.9	-1.7	-2.0	-2.0
<i>Luxembourg</i> <sup>1</sup>	5.1	3.6	3.5	2.3	3.4	2.4	4.7	4.5	4.4	9.1	6.2	6.3
Pays-Bas	3.5	2.6	1.8	1.7	2.7	2.8	3.2	2.9	2.8	8.4	9.0	10.0
Autriche	3.4	2.2	1.8	2.1	3.0	2.0	4.4	4.2	4.3	4.7	5.0	5.2
Portugal	1.9	1.7	1.6	2.7	2.8	2.2	8.0	7.9	7.9	-9.8	-10.1	-9.4
Finlande	4.4	2.8	2.6	1.6	3.1	2.1	6.9	6.3	6.1	4.4	3.4	3.2
Danemark	1.8	1.3	1.1	1.9	3.3	2.4	3.7	3.1	3.2	1.1	0.9	1.1
Suède	2.6	2.2	1.8	1.3	2.6	2.2	6.1	6.2	6.5	6.5	5.9	5.6
Royaume-Uni	3.0	1.7	1.6	2.6	2.8	2.2	5.2	5.4	5.7	-4.2	-3.2	-3.2
<b>UE27</b>	<b>2.8</b>	<b>2.0</b>	<b>1.8</b>	<b>2.2</b>	<b>3.0</b>	<b>2.2</b>	<b>7.1</b>	<b>6.8</b>	<b>6.8</b>	<b>-0.9</b>	<b>-0.9</b>	<b>-0.9</b>
<b>Zone euro</b>	<b>2.6</b>	<b>1.7</b>	<b>1.5</b>	<b>2.0</b>	<b>2.8</b>	<b>2.1</b>	<b>3.7</b>	<b>7.3</b>	<b>7.3</b>	<b>0.0</b>	<b>-0.1</b>	<b>-0.1</b>
E.-U. d'Amérique	2.2	0.9	0.7	2.5	3.2	1.7	4.6	5.4	6.2	-5.1	-5.0	-4.0
Japon	2.0	1.2	1.1	-0.5	0.2	0.1	3.9	4.0	4.2	4.8	5.1	5.0

<sup>1</sup> Les prévisions de la Commission européenne pour le Luxembourg peuvent diverger de celles du STATEC.

Source: Commission européenne, avril 2008

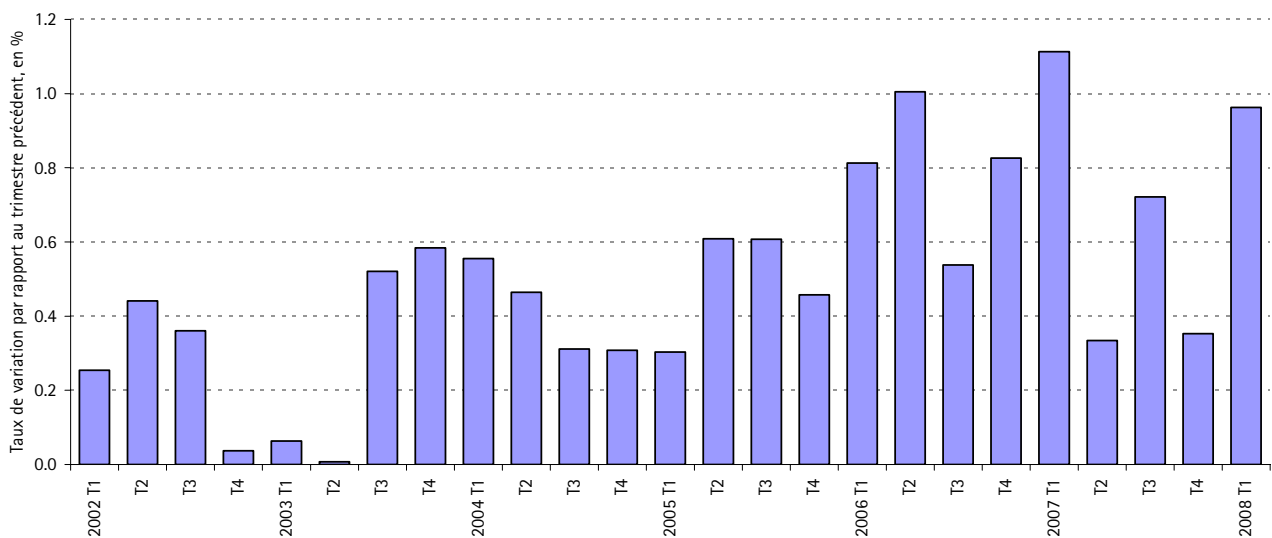
<sup>1</sup> Le PIB de la zone euro progressant de 0.4%, contre +0.7% en moyenne sur les 3 premiers trimestres de 2007.

**Tableau 3: Indicateurs conjoncturels**

	Indicateur du climat économique	Indicateur du climat économique	Indicateur de climat conjoncturel	IFO Geschäfts-erwartungen	ZEW Konjunktur-erwartungen	Indicateur de la Banque nationale de Belgique	Indicateur composite avancé	Indicateur composite avancé	Purchasing Managers Index
Source	Commission européenne	Commission européenne	Commission européenne	IFO	ZEW	BNB	OCDE	OCDE	ISM / Reuters
Zone observée	Zone Euro	Luxembourg	Zone Euro	Allemagne	Allemagne	Belgique	Zone Euro	Luxembourg	USA
Indicateur visé	PIB	Industrie	Industrie	Industrie	PIB	Industrie	PIB	PIB	Industrie
Qualité de prévision	coïncident	coïncident	coïncident	avancé (court terme)	avancé (court terme)	avancé (court terme)	avancé (long terme)	avancé (long terme)	avancé (long terme)
Moyenne à long terme (janvier 1995 - décembre 2005)	101.2	-6.5	0.00	96.2	41.2	-7.7	1.7	2.7	52.4
Minimum lors du dernier creux	86.6	-34.2	-1.34	87.6	-28.5	-26.5	-1.3	-6.2	41.1
2001	100.5	-15.5	-0.31	91.5	2.8	-12.8	-2.9	-9.9	43.9
2002	93.8	-22.5	-0.65	94.3	45.3	-9.5	2.9	6.7	52.4
2003	92.5	-17.0	-0.54	95.6	38.4	-15.3	1.8	2.1	53.3
2004	98.7	2.0	0.19	97.8	44.6	-2.8	2.7	9.0	60.5
2005	97.4	-10.9	-0.11	96.3	34.8	-10.0	0.5	0.4	55.7
2006	105.3	-11.2	0.92	103.4	38.0	3.3	3.4	13.0	54.9
2007	108.4	1.1	1.3	101.4	-3.0	1.6	0.2	0.8	52.2
janvier-07	108.6	-1.4	1.30	103.2	-3.6	1.1	1.5	1.9	49.3
février-07	109.0	5.9	1.47	102.6	2.9	2.0	1.3	0.6	52.3
mars-07	110.6	1.6	1.47	103.2	5.8	-1.0	1.1	0.5	50.9
avril-07	110.4	8.9	1.56	104.3	16.5	2.3	1.0	2.0	54.7
mai-07	111.6	-1.9	1.47	104.7	24.0	3.9	1.2	3.8	55.0
juin-07	111.1	2.3	1.49	102.7	20.3	6.5	1.0	4.0	56.0
juillet-07	110.4	0.5	1.31	101.7	10.4	4.5	0.5	3.2	53.8
août-07	109.4	-5.1	1.35	100.4	-6.9	2.8	-0.5	0.5	52.9
septembre-07	106.3	0.7	1.06	98.7	-18.1	1.4	-1.0	-1.2	52.0
octobre-07	105.4	-4.3	0.87	98.5	-18.1	-1.8	-0.9	-1.4	50.9
novembre-07	104.1	2.3	1.03	98.3	-32.5	-0.5	-1.0	-1.9	50.8
décembre-07	103.4	3.7	0.88	98.2	-37.2	-1.8	-1.2	-1.9	47.7
janvier-08	101.7	-1.1	0.76	99.0	-41.6	-0.8	-1.4	-1.8	50.7
février-08	100.2	-5.0	0.71	98.1	-39.5	0.5	-1.8	-2.2	48.3
mars-08	99.6	-5.2	0.79	98.4	-32.0	1.1	-2.6	-4.1	48.6
avril-08	97.1	-4.8	0.43	96.7	-40.7	-7.4	...	...	48.6
mai-08	97.1	1.0	0.54	97.3	-41.4	0.0	...	...	...

Sources: comme indiquées

**Graphique 7: Croissance du PIB de la zone euro**



Source: EUROSTAT

Graphique 8: Indicateurs précurseurs de l'OCDE



Source: OCDE



## 2. Conjoncture luxembourgeoise

### 2.1 Faits principaux

Tableau 1: Conjoncture luxembourgeoise, aperçu synoptique

	1985-2007	2006	2007	2008	2009
	Évolution en % (sauf si spécifié différemment)				
PIB (en vol.)	5.4	6.1	4.5	3.0	4.0
Emploi total intérieur <sup>2</sup>	3.4	3.7	4.3	3.8	3.0
Taux de chômage <sup>1</sup>	2.9	4.8	4.2	4.0	4.4
Indice des prix à la consommation (IPCN)	2.1	2.7	2.3	3.6	2.7
Coût salarial nominal moyen <sup>2</sup>	4.0	4.5	3.4	2.9	3.5
Capacité/besoin de financement (adm. publ., % du PIB) <sup>3</sup>	2.3	1.3	3.0	1.5	0.9

Source: STATEC (1985-2007: comptes nationaux observés; 2008-2009: prévisions juin 2008)

<sup>1</sup> Harmonisé, c.-à-d. sur base du concept BIT, en % de la population active.

<sup>2</sup> Concept comptes nationaux

<sup>3</sup> Prévisions du STATEC, moyenne 1990-2007 au lieu de 1985-2007

#### Croissance légèrement inférieure aux attentes en 2007

Sur la base des données de comptes trimestriels, qui incorporent maintenant le 4<sup>ème</sup> trimestre 2007, la croissance du PIB s'élève à 4.5%<sup>1</sup> pour l'ensemble de l'année 2007. Ce résultat, un peu décevant par rapport à la dernière prévision (de 5%) du STATEC, est principalement dû aux révisions effectuées au niveau de la branche "activités financières et services aux entreprises" sur les trois premiers trimestres de 2007. Cette même branche a cependant généré les deux tiers environ de la croissance économique en 2007.

#### Ralentissement perceptible de l'activité du secteur financier

Le **secteur financier** peut se targuer de résultats globalement satisfaisants sur l'ensemble de 2007. Cependant, un net revirement de tendance s'est opéré à partir du deuxième semestre, dans le sillage de la crise financière internationale. L'impact direct de la crise des subprime semble certes très limité, notamment à cause de la faible exposition des acteurs financiers luxembourgeois dans ce domaine. Cependant, les événements découlant de cet épisode (notamment la crise de confiance sur les marchés) semblent déjà avoir eu un impact sur les performances du secteur financier national, comme en témoignent le très haut niveau des provisions bancaires, l'arrêt de la progression du patrimoine des OPC à partir de novembre et les mauvais résultats des sociétés d'assurances sur le dernier trimestre 2007. Les statistiques portant sur le début de 2008, dont certaines n'ont été diffusées que très récemment, confortent l'idée d'un ralentissement

sensible de l'activité dans cette branche pour l'année en cours.

Les entreprises de la branche "immobilier, location et services aux entreprises" ont dans l'ensemble traversé sereinement l'année 2007. Sur la base des données de chiffre d'affaires, on peut observer en 2007 une poursuite de la très bonne dynamique déjà enregistrée en 2006. Le vrai moteur de croissance pour cette branche continue à se situer dans les **services fournis directement aux entreprises**, même si l'on peut craindre à terme pour certaines de ces activités un effet de contagion du ralentissement amorcé par le secteur financier.

La branche des **transports et communications**, malgré des évolutions contrastées en 2007 selon les domaines d'activité, laisse apparaître des résultats plutôt positifs dans l'ensemble. Le chiffre d'affaires de la branche subit certes un ralentissement par rapport à 2006, mais celui-ci s'explique plus par des effets statistiques que réellement conjoncturels. L'emploi de la branche, très dynamique depuis 2006, reste bien orienté sur l'ensemble de l'année.

L'**industrie** et la **construction** sont deux branches qui ne sont pas spécialement reliées sur le plan conjoncturel. Cependant, elles ont suivi une dynamique relativement comparable en 2007, avec un début d'année très satisfaisant en termes de production suivi d'un net affaiblissement à la fin du 2<sup>ème</sup> trimestre. Les perspectives d'activité pour 2008 sont mitigées, alors que les premiers résultats de production marquent un recul par rapport à 2007.

<sup>1</sup> La croissance annuelle calculée sur base des données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables s'élève à 4.6%. Les deux modes de calcul aboutissent en général au même résultat, mais il peut arriver qu'une différence minimale subsiste après le traitement des données brutes.

La branche du **commerce** n'a pas réellement brillé en 2007. Des modifications d'ordre statistique viennent doper artificiellement les résultats, mais le secteur dans son ensemble a tourné au ralenti, malgré le rebond conséquent du commerce de gros sur les tout derniers mois de l'année. Le moral des consommateurs, au Luxembourg comme dans l'ensemble de la zone euro, est orienté à la baisse depuis l'été 2007 et ne laisse pas envisager une frénésie de consommation en 2008.

### **Une inflation plus forte face à une modération des hausses de salaires, principalement constatée dans le secteur financier**

La consommation des ménages devrait également accuser le coup d'une hausse des pressions inflationnistes. Le taux d'inflation est ancré au-dessus de 3% depuis novembre 2007 et atteint même 3.5% en mars et avril 2008. Les causes de ce regain d'inflation sont connues et peu de pays peuvent s'en affranchir pour le moment: ce sont en premier lieu les relèvements de **prix des produits pétroliers**, qui suivent la montée régulière et soutenue du cours du pétrole, ainsi que la hausse des **prix de l'alimentation**, conséquence directe de la flambée actuelle du cours des denrées agricoles. La hausse des prix de certains produits alimentaires de base participe sans aucun doute à la détérioration des perspectives économiques du point de vue des consommateurs, du fait qu'il s'agit de produits de consommation courante ou de première nécessité.

Les **salaires** montrent pour leur part une décélération en 2007. Le coût salarial moyen progresse de 3.5% sur l'ensemble de l'année, contre 4.5% en 2006. Le ralentissement est cependant essentiellement localisé dans le **secteur financier**, les autres branches connaissant en moyenne la même croissance qu'en 2006 (environ 3%).

### **Une année 2007 positive pour le marché du travail**

Dans un contexte économique dynamique, l'immigration a encore largement participé, à hauteur de 80% environ, à l'augmentation de la population du Luxembourg, qui dépasse les 480 000 habitants au début 2008.

L'**emploi** intérieur est resté bien orienté en 2007, surtout dans les services financiers et les services aux entreprises, progressant de 4.5% sur l'ensemble de l'année. Les données les plus récentes suggèrent cependant que cette hausse est en train de plafonner, à un rythme annuel encore élevé, proche de 5%. L'emploi intérimaire a déjà commencé pour sa part à ralentir depuis le début 2007.

L'année 2007 est marquée par la baisse du **chômage**. Celle-ci a concerné en particulier les jeunes – alors que les plus de 40 ans et surtout les plus de 50 ans suivent une tendance à la hausse – et les étrangers. Ces derniers, qui avaient largement contribué à la hausse du chômage

sur les années précédentes, notent cependant en 2007 un taux de chômage toujours supérieur à celui des nationaux.

### **Croissance revue à la baisse en 2008 et 2009**

Les prévisions de croissance sont marquées par la dégradation de l'environnement économique international: baisse des marchés boursiers, taux d'intérêt plus élevés, pétrole plus cher. Le PIB en volume devrait ainsi progresser de seulement 3.0%, reflétant une baisse d'un point par rapport à la dernière prévision. Cette révision à la baisse découle principalement de celle de la demande étrangère, mais également d'une consommation privée moins dynamique (en ligne avec le freinage des salaires réels) ainsi que d'un contrecoup subi par l'investissement, qui ne progresserait que modestement suite à une année 2007 très favorable.

Le taux de chômage poursuivrait sa baisse pour atteindre 4.0% sur l'ensemble de 2008, mais il est susceptible de montrer une tendance au retournement sur la deuxième partie de l'année. Quant à l'inflation, elle est attendue à un niveau légèrement supérieur à 3.5% sur l'ensemble de 2008.

La perte de dynamique prévue pour 2008 s'appliquerait également à 2009, avec une croissance du PIB escomptée de 4.0% (soit là encore une baisse d'un point de croissance par rapport à la prévision antérieure).

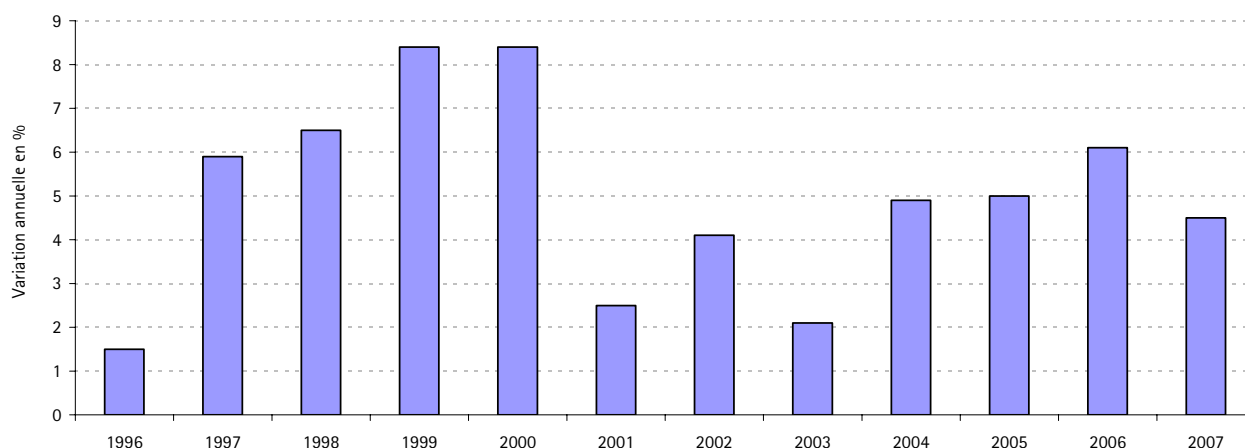
### **Évolution favorable des finances publiques en 2007**

En 2007, les finances publiques renouent avec les bonnes performances du début des années 2000, avec un excédent global de 3% du PIB. Plusieurs phénomènes ont joué, entraînant une croissance des recettes supérieure à la moyenne de long terme et une évolution des dépenses moins forte que par le passé. Du côté des recettes, ce sont surtout les impôts directs et les cotisations sociales qui ont sur-performé, les impôts indirects restant quelque peu à la traîne. Ceci peut s'expliquer par les hausses moins spectaculaires des ventes de produits accisables, de sorte à ce que les recettes de TVA ont certes encore bien progressé (+7.4%) mais moins que par le passé, surtout du côté de la TVA perçue sur la consommation des non-résidents, qui a stagné.

La modération des dépenses publiques s'est fait sentir surtout au niveau des frais de fonctionnement (consommation intermédiaire) qui n'ont augmenté que de 2.5% en moyenne par an sur 2006 et 2007, évolution à comparer avec la moyenne de long terme (+8.3% par an). Les prestations sociales ont également été freinées, phénomène qui découle directement des mesures tripartites décidées en 2006.

## 2.2 L'évolution du PIB en 2007

Graphique 1: Évolution du PIB en volume



Source: STATEC

### Une croissance un peu plus faible que prévue

Sur base des données de comptes trimestriels, qui incorporent maintenant le 4<sup>ème</sup> trimestre 2007, la croissance du PIB s'élève à 4.5% pour l'ensemble de l'année 2007, un résultat relativement décevant. En effet, l'acquis de croissance à la fin du 3<sup>ème</sup> trimestre laissait espérer une croissance plus proche de 5%, niveau qui correspondait par ailleurs à la prévision centrale du STATEC. Ce n'est cependant pas à cause d'un très mauvais résultat sur le dernier trimestre que la croissance de 2007 est inférieure aux attentes, mais en raison de révisions conséquentes sur les données des trimestres précédents.

C'est principalement au niveau de la branche "activités financières et services aux entreprises" que les révisions, à la baisse, ont été les plus importantes. Certains agrégats relatifs au secteur financier, basés en partie sur des estimations, ont dû être recalculés et révèlent maintenant un profil moins favorable sur les 1<sup>er</sup> et 3<sup>ème</sup> trimestres. Il faut néanmoins garder à l'esprit que le processus de révision est permanent: dans les prochaines versions des comptes trimestriels<sup>1</sup>, il est tout à fait possible que d'autres révisions viennent jouer positivement sur les résultats de 2007.

Il convient également de rajouter que par rapport à la prévision de 5.0% pour 2007, un résultat de 4.5% reste, du point de vue purement statistique, dans une marge d'erreur que l'on peut qualifier d'acceptable, surtout pour une économie de faible taille et aussi volatile que le Luxembourg.

Néanmoins, cette croissance plus faible qu'attendue en 2007, et le profil trimestriel du PIB qui s'y rattache, sont difficiles à interpréter au regard de deux éléments que sont le cycle européen et la progression de l'emploi.

Les cycles européen et luxembourgeois sont d'ordinaire relativement bien corrélés. Or, les dernières données disponibles pour le Luxembourg montrent, contrairement à celles de la version précédente, une dynamique de croissance relativement déconnectée de celle de l'Union européenne, avec un recul au 3<sup>ème</sup> trimestre suivi d'un fort rebond au 4<sup>ème</sup> trimestre (cf. graph. 2).

Cette moindre croissance en 2007 peut également sembler quelque peu contradictoire avec la performance de l'emploi, qui ne subit pas encore d'inflexion. L'évolution de l'emploi est certes toujours décalée par rapport à celle de l'activité (d'environ un an, cf. graph. 3), mais, alors que la croissance du PIB a atteint un pic vers la mi-2006, l'emploi intérieur continue d'accélérer sur la fin de 2007.

Ces différents éléments plaident, une fois de plus, pour une grande prudence vis-à-vis de ces données et de l'interprétation dont elles peuvent faire l'objet. Sans regarder les chiffres à la virgule près, le message conjoncturel est cependant relativement clair: la croissance a été moins forte en 2007 qu'en 2006, rejoignant sa moyenne de long-terme (ou, plus techniquement, son potentiel), avec une dynamique plus faible à partir du 2<sup>ème</sup> semestre.

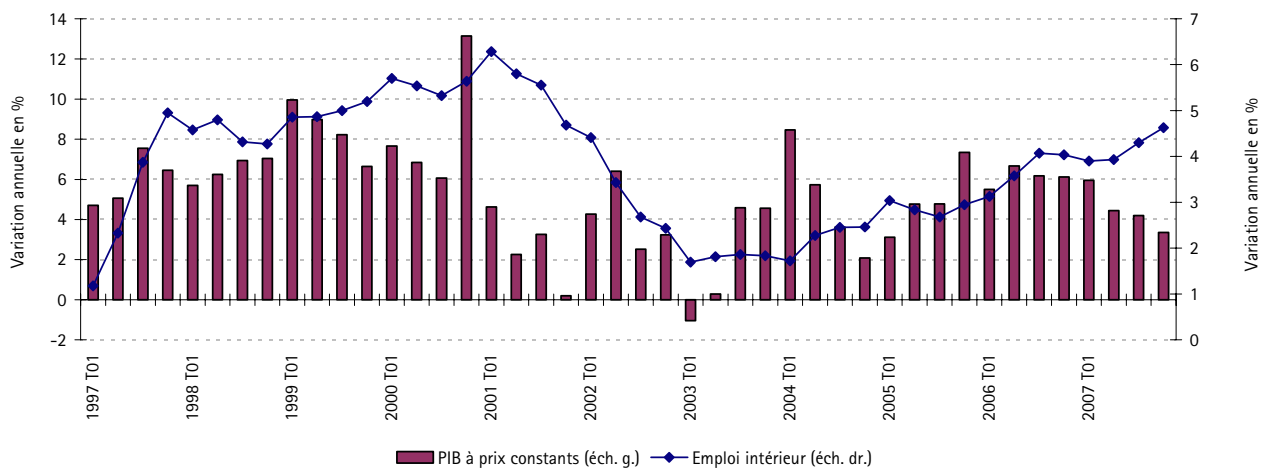
<sup>1</sup> En particulier en octobre 2008, lorsque certaines données annuelles provenant d'autres sources (enquêtes structurelles) seront disponibles.

**Graphique 2: Croissance trimestrielle du PIB – comparaison internationale**



Sources: STATEC, Eurostat

**Graphique 3: Évolution du PIB et de l'emploi**



Source: STATEC

**Contribution moins forte du secteur financier en 2007**

Sur l'ensemble de l'année 2007, la branche "activités financières et services aux entreprises" a généré environ les deux tiers de la croissance économique. La répartition entre les deux principales composantes de cette branche laisse toujours l'avantage aux activités financières (contribution de 37%, contre 30% environ pour les services aux entreprises), mais de manière beaucoup moins prononcée qu'en 2006.

Le PIB a en effet subi un recul au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2007<sup>1</sup>, mouvement qui s'explique notamment par la performance décevante du secteur financier (-5% environ en termes de valeur ajoutée par rapport au 2<sup>ème</sup>

trimestre). Le rebond de la croissance du 4<sup>ème</sup> trimestre s'interprète plus comme une compensation, un rattrapage, du trimestre précédent que comme la promesse d'un nouveau cycle de croissance forte. Les résultats considérés en variation annuelle (cf. graph. 1) ne laissent en effet que peu de doutes sur la tendance globale au ralentissement.

L'industrie et la construction participent également, mais modestement, au redressement du 4<sup>ème</sup> trimestre. Deux domaines continuent d'afficher leur meilleur profil, en contribuant positivement à la croissance pour le 3<sup>ème</sup> trimestre d'affilée: celui des services aux entreprises et celui des entreprises de la branche "Commerce, Horeca, Transports et communications".

<sup>1</sup> Considérant les données désaisonnalisées en variation trimestrielle.

On retrouve le recul concédé par le secteur financier au 3<sup>ème</sup> trimestre dans l'affaïssement des exportations de services (et notamment de services financiers), selon l'optique dépenses. La consommation privée, assez bien orientée au 3<sup>ème</sup> trimestre, ne participe que modestement à la croissance sur les derniers mois de 2007, mais les

dépenses de consommation publiques viennent en partie compenser cette faiblesse. Quant à l'investissement, très bien orienté sur la première moitié de 2007, il n'accélère quasiment plus à partir du 3<sup>ème</sup> trimestre 2007, mais reste au moins sur un niveau de dépenses relativement élevé<sup>1</sup>

**Tableau 2: PIB et valeur ajoutée par branche de production**

	2007 T4		2007 T1		2007 T2		2007 T3		2007 T4	
	Pourcentage de variation par rapport au trimestre précédent		Pourcentage de variation par rapport au même au trimestre de l'année précédente		Pourcentage de variation par rapport au même au trimestre de l'année précédente		Pourcentage de variation par rapport au même au trimestre de l'année précédente		Pourcentage de variation par rapport au même au trimestre de l'année précédente	
<b>PIB</b>	<b>1.8</b>		<b>5.5</b>		<b>4.8</b>		<b>4.2</b>		<b>3.8</b>	
Agriculture, chasse et pêche	-4		4		3.8		-2.2		-6.2	
Industrie y compris énergie	-0.3		5.2		4.7		0.3		-1.8	
Construction	2.3		5.8		1.9		-0.5		0.3	
Commerce, transport et communications	1.2		2.6		3.6		5.2		4	
Activités financières et services aux entreprises	1.3		9.2		6.2		5.8		6	
Autres activités de services	1.1		2.2		1.8		1.2		2.3	
<b>Valeur ajoutée totale</b>	<b>1.9</b>		<b>5.8</b>		<b>4.8</b>		<b>4.1</b>		<b>4.3</b>	

Source: STATEC, (aux erreurs d'arrondis près)

**Tableau 3: PIB et composantes de la demande**

	2007 T4		2007 T1		2007 T2		2007 T3		2007 T4	
	Pourcentage de variation par rapport au trimestre précédent		Pourcentage de variation par rapport au même au trimestre de l'année précédente		Pourcentage de variation par rapport au même au trimestre de l'année précédente		Pourcentage de variation par rapport au même au trimestre de l'année précédente		Pourcentage de variation par rapport au même au trimestre de l'année précédente	
<b>PIB</b>	<b>1.8</b>		<b>5.5</b>		<b>4.8</b>		<b>4.2</b>		<b>3.8</b>	
Consommation finale des ménages	-1.0		1.2		2.0		4.0		0.8	
Consommation finale des administrations publiques	1.1		2.1		2.3		2.4		2.8	
Formation brute de capital fixe	-0.9		8.1		15.2		18.6		13.3	
Exportations	1.0		5.7		2.1		7.7		6.5	
Importations	-2.5		4.0		1.5		11.0		4.3	

Source: STATEC, (aux erreurs d'arrondis près)

**Tableau 4: Contributions à la croissance du PIB-optique dépenses**

	2007			
	T1	T2	T3	T4
	En points de %			
Consommation privée	-1.0	-1.0	0.7	0.3
Consommation publique	-0.4	-0.3	0.1	0.4
FBCF	0.8	0.9	0.1	0.2
Exportations nettes	1.6	1.2	-1.1	0.9
<b>Total (=PIB)</b>	<b>1.2</b>	<b>0.9</b>	<b>-0.2</b>	<b>1.8</b>

Calculs STATEC

**Tableau 5: Contributions à la croissance du PIB-optique production**

	2007			
	T1	T2	T3	T4
	En points de %			
Agriculture	0.0	0.0	0.0	0.0
Industrie	-0.2	0.0	-0.1	0.1
Construction	0.2	-0.2	-0.1	0.1
Commerce, Horeca, Transports et communications	-0.1	0.1	0.6	0.3
Services aux entreprises	-0.3	0.4	0.8	0.5
Services non-marchands	0.1	-0.1	0.2	0.1
Services financiers	1.4	0.8	-1.1	0.3
<b>Total (=VAB)</b>	<b>1.1</b>	<b>1.0</b>	<b>0.3</b>	<b>1.5</b>

Calculs STATEC

<sup>1</sup> L'investissement a progressé de 15% en volume sur l'ensemble de l'année 2007.

## 2.3 Prévisions macro-économiques 2008-2009

Tableau 6: Évolution macro-économique

	1985-2007	2006	2007	2008	2009
	Évolution en % (sauf si spécifié différemment)				
PIB (en vol.)	5.4	6.1	4.5	3.0	4.0
Emploi total intérieur <sup>2</sup>	3.4	3.7	4.3	3.8	3.0
Taux de chômage <sup>1</sup>	2.9	4.8	4.2	4.0	4.4
Indice des prix à la consommation (IPCN)	2.1	2.7	2.3	3.6	2.7
Coût salarial nominal moyen <sup>2</sup>	4.0	4.5	3.4	2.9	3.5
Capacité/besoin de financement (adm. publ., % du PIB) <sup>3</sup>	2.3	1.3	3.0	1.5	0.9

Source: STATEC (1985-2007: comptes nationaux observés; 2008-2009: prévisions juin 2008)

<sup>1</sup> Harmonisé, c.-à-d. sur base du concept BIT, en % de la population active.

<sup>2</sup> Concept comptes nationaux

<sup>3</sup> Prévisions du STATEC, moyenne 1990-2007 au lieu de 1985-2007

### 2.3.1 Hypothèses exogènes

Par rapport aux dernières prévisions du STATEC, publiées dans la NDC 3-07, l'environnement international s'annonce plus défavorable. Alors que la croissance du PIB de la zone euro prévue pour 2008 est inchangée (à 1.7%), la demande étrangère adressée au Luxembourg est révisée à la baisse. Pour les pays de la zone euro, ceci est essentiellement dû à une révision à la baisse des importations (surtout de l'Allemagne). Mais le Luxembourg est également exportateur en dehors de la zone euro, entre autres vers le Royaume-Uni et les USA. Pour ces pays-là, pour 2008, la croissance du PIB et celle des importations ont été revues à la baisse, ce qui tire vers le bas la demande étrangère adressée au Luxembourg.

Cette demande étrangère mentionnée précédemment concerne uniquement les biens et les services non-financiers. Les exportations de services financiers dépendent essentiellement de l'évolution des indices boursiers, surtout européens. Pour ce qui concerne l'indice EuroStoxx 50, le STATEC était parti, dans la NDC précédente, sur une hypothèse de stagnation en 2008. Les évolutions des premiers mois laissent plutôt penser à une baisse, sur l'ensemble de l'année, de l'ordre de 10%. En 2009, sous l'hypothèse que la crise des marchés financiers soit terminée, une légère hausse des indices boursiers pourrait à nouveau se réaliser.

Alors que la révision à la baisse de la demande étrangère pour 2008 est indépendante de la prévision (inchangée) en matière de croissance du PIB de la zone euro, pour 2009, cette dernière se voit en revanche révisée à la baisse, de 2.2% prévus dans la dernière NDC à 1.5%. L'évolution de la demande adressée au Luxembourg (de biens et de services) est ainsi divisée par deux. D'autre part, la croissance prévue de l'indice boursier européen est revue à la baisse de 10 points de pour-cent en 2008 et de 5 points en 2009.

Par rapport aux dernières prévisions, les taux d'intérêt à court terme, dans la zone euro, sont plus élevés en 2008

et plus faibles en 2009. Les taux plus faibles en 2009 traduisent la révision à la baisse de la croissance de la zone euro, prévue pour cette année-là, et la réaction de la BCE. Pour les USA, les taux d'intérêt avaient été correctement anticipés pour le début de 2008 mais les marchés s'attendent, pour 2009, à une baisse supplémentaire, toujours du fait d'une dégradation de la situation conjoncturelle et de la crise des marchés financiers (en ce moment, par rapport à la perception ayant prévalu en début d'année 2008).

Sur les dernières années, le niveau des prix pétroliers a régulièrement été sous-estimé dans les prévisions des organisations internationales. Ceci découle d'une part du fait que, pour les besoins de la prévision, on admet généralement un prix fixe sur tout l'horizon, conforme à celui observé sur le mois précédant l'exercice. L'adoption de cette technique s'explique souvent par la soi-disant imprévisibilité des prix pétroliers, respectivement leur grande volatilité. A titre d'exemple, fin 2006, début 2007, ces derniers avaient substantiellement baissé.

Mais la sous-estimation récurrente découle peut-être également de la non-perception de leur caractère endogène. Tant que la dynamique de croissance des pays émergents ne se dément pas et que l'offre de pétrole ne s'accroît pas de façon substantielle, les prix pétroliers n'ont que peu de raison de se stabiliser ou de baisser, mise à part leur volet spéculatif, par ailleurs difficile à quantifier. En d'autres mots, prévoir des prix pétroliers stables à 100 ou 120 USD/baril sur tout l'horizon de prévision et s'attendre parallèlement à une dynamique économique peu brisée en Chine, en Inde, au Brésil, etc. relève pour le moins d'un pari osé.

Toutefois, comme d'habitude, le STATEC suit les principales organisations internationales et admet un baril de 114 USD en 2008 et de 120 USD en 2009. Cette révision à la hausse des prix du pétrole exprimés en USD est légèrement compensée par l'appréciation

supplémentaire de l'euro (1.55 USD pour 1 EUR actuellement contre 1.47 dans la NDC 3-07).

Les finances publiques sont décrites en détail dans le chapitre 7. Pour ce qui concerne les principales catégories de dépenses, censées influencer sur la trajectoire du PIB, les données observées sur 2007 montrent une croissance plus forte des dépenses d'investissement, par rapport aux précédentes prévisions du STATEC. Pour 2008, le STATEC révisé ainsi légèrement à la baisse la croissance prévue des investissements. Cette dernière est d'ailleurs en accord, en terme d'évolution, avec le dernier programme de stabilité de croissance (PSC). Les autres

catégories de dépenses, censées déterminer l'évolution du PIB et des principaux agrégats, c.-à-d. la masse salariale et les prestations sociales, sont quasiment inchangées, en terme de croissance, par rapport à la dernière prévision. Seule l'évolution de la consommation intermédiaire c.-à-d. essentiellement les achats de matériel de bureau, de consommation d'énergie, etc. est revue à la baisse. Dans l'ensemble, par rapport aux dernières prévisions, le jugement sur le caractère expansif de la politique budgétaire du Gouvernement n'a pas changé: sur 2008 et 2009, au total, l'impulsion conjoncturelle positive serait de 1.4 point de PIB (contre 1.5 point dans la prévision précédente).

**Tableau 7: Principales hypothèses exogènes**

	1985-2007	2006	2007	2008	2009
	Évolution en % (ou spécifié différemment)				
<i>Environnement international</i>					
PIB zone Euro	2.3	2.8	2.6	1.7	1.5
Demande mondiale, biens (vol.)	6.2	9.5	3.5	3.9	3.4
Demande mondiale, services (vol.)	4.5	4.2	3.1	2.8	2.7
Indice boursier européen EuroStoxx <sup>1</sup>	9.1	8.2	15.4	-10.1	4.3
Prix pétroliers (USD/baril)	26.4	65.2	72.7	114.0	120.3
Taux de change (USD/EUR)	1.12	1.26	1.37	1.54	1.55
Taux de change effectif nominal (augm. = dépréc.)	0.0	0.0	-0.3	-1.2	-0.1
Taux de chômage Grande Région (% de la pop. active)	9.3	9.5	7.9	7.2	7.3
Taux d'intérêt court terme EUR	6.1	3.1	4.3	4.2	3.8
Taux d'intérêt long terme EUR	6.9	3.8	4.2	4.0	4.0
Taux d'intérêt court terme USD	5.3	5.2	5.3	2.7	2.6
Taux d'intérêt long terme USD	6.5	4.8	4.6	3.6	3.9
Taux d'intérêt hypothécaires (Luxembourg)	5.9	4.0	4.7	4.6	4.3
<i>Secteur public</i>					
Masse salariale	7.0	4.9	6.5	5.1	5.8
dont: emploi total	2.6	2.5	2.7	2.8	2.8
coût salarial moyen	4.2	2.6	3.4	2.3	3.0
FBCF (nominale)	7.5	-9.8	13.1	6.7	15.9
Prestations sociales <sup>2</sup>	8.2	5.1	4.7	7.7	7.4
<i>Autres variables</i>					
Solde naturel (1000 pers.)	1.33	1.75	1.61	1.63	1.66
Durée de travail moyenne	-0.1	-1.0	0.5	-0.4	-0.2
Taux d'activité féminin (% pop. âge de travailler)	48.5	58.2	59.4	60.5	61.7

Source: STATEC (1985-2007: comptes nationaux observés; 2008-2009: prévisions juin 2008)

<sup>1</sup> Moyenne 1988-2007 au lieu de 1985-2007

<sup>2</sup> Moyenne 1990-2007 au lieu de 1985-2007

**Tableau 8: Modifications des principales hypothèses exogènes**

	2007	2008	2009
	Ecart en points de %*		
<i>Environnement international</i>			
PIB zone euro (vol.)	0.0	0.0	-0.7
Demande mondiale biens (vol.)	-4.6	-1.3	-3.4
Demande mondiale services (vol.)	-2.8	-1.0	-2.2
Indice boursier européen EuroStoxx	0.0	-10.1	-4.9
Prix pétroliers (USD/baril)	0.2	20.4	26.7
Taux de change (USD/EUR) <sup>1</sup>	0.00	0.07	0.08
Taux de chômage Grande Région (% de la pop. active)	0.0	-0.3	-0.2
Taux d'intérêt court terme EUR	0.1	0.3	-0.2
Taux d'intérêt long terme EUR	-0.1	-0.3	-0.4
Taux d'intérêt court terme USD	0.0	-0.1	-0.4
Taux d'intérêt long terme USD	-0.1	-0.9	-0.4
Taux d'intérêt hypothécaires (Luxembourg)	0.0	0.2	-0.3
<i>Secteur public</i>			
Masse salariale	0.2	0.0	-0.1
FBCF (nominale)	9.1	-4.7	0.0
Prestations sociales	0.4	0.9	0.0

Source: STATEC (prévisions juin 2008)

\* en comparaison avec la NDC 3-07, publiée en mars 2008 (prévision actuelle - prévision de mars)

<sup>1</sup> Augmentation = appréciation de l'EUR

### 2.3.2 Principaux résultats

#### Produit intérieur brut et principaux agrégats

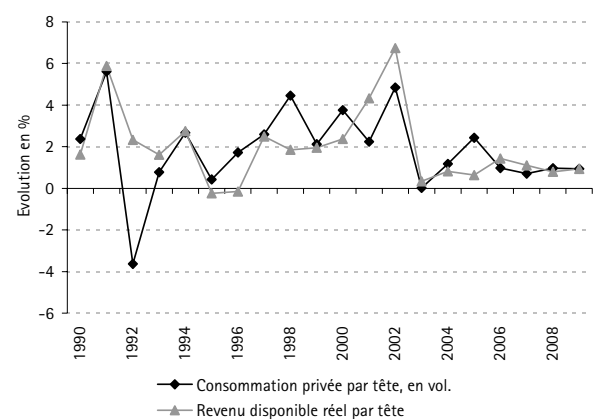
Du fait de l'impact de la crise financière internationale et du ralentissement conjoncturel mondial induit, les prévisions de croissance du PIB de l'économie luxembourgeoise sont révisées à la baisse. Alors que pour 2007, les premiers comptes nationaux indiquent une différence de -0.5 point (commentée et décrite en détail dans la partie 2.2 pages 9-11), la correction est plus marquée sur 2008 et 2009, avec 1 point de moins par an.

La baisse de la demande étrangère ainsi que la moindre performance anticipée des marchés boursiers internationaux joueront sur les exportations (biens, services non-financiers et services financiers). Aussi, les exportations de biens et de services non-financiers devraient-elles se redresser en 2008 du fait de la disparition de certains éléments qui les avaient tirés vers le bas par le passé (dans le domaine des services de communication par Internet cf. NDC 3-07 p. 44, volatilité élevée des exportations de biens sidérurgiques): ces deux catégories verraient en fait une accélération par rapport à 2007. Les exportations de services financiers en vol. devraient par contre ralentir davantage +4.7% en 2008 contre +14.4% encore en 2006 et +10.0% en 2007. Seules les années 2002 et 2003 avaient vu une performance moins bonne (+2.2% en moyenne par an).

Mais le ralentissement économique plus prononcé que prévu découle également d'une demande intérieure moins dynamique, surtout du fait d'une consommation privée *par tête* quelque peu décevante. Cette dernière peine à retrouver les taux d'expansion élevés, observés sur la période 1997-2000. Son expansion reste inférieure à la moyenne, sur les dernières années ainsi que sur l'horizon de prévision: le freinage du coût salarial, dû à la modulation du mécanisme de l'échelle mobile, n'y est pas étranger: actuellement, pour la période 2006-2009, le retard des salaires sur l'inflation dû à la modulation du mécanisme d'indexation est de 2.5 points<sup>1</sup>. En d'autres mots, les salaires réels par tête progressent également moins: en tenant compte des transferts sociaux ainsi que des impôts et cotisations sociales (c'est-à-dire en considérant le revenu disponible réel par tête), le constat est le même: la progression est faible, inférieure à la moyenne historique. La réduction de la fiscalité en 2008 et le bonus pour enfants compensent à peine l'envolée des prix pétroliers. Une autre illustration en est la part salariale (masse salariale en % du PIB), qui, du point de vue historique, est basse, à 49.9% en 2007 (moyenne: 53%, dernier pic à 55% en 2001/2002).

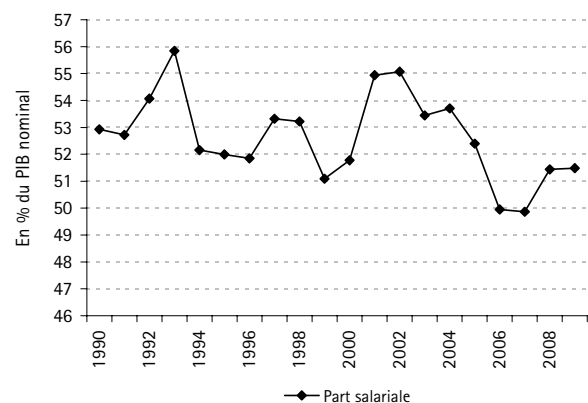
Le ralentissement de la demande intérieure en 2008 est également à mettre en relation avec la formation de capital (FBCF), qui ne devrait augmenter que de 2.5%. Mais cette faiblesse est due en partie à l'expansion très élevée observée en 2007 (+15%, soit environ 8% sur les deux années en moyenne, ce qui est supérieur à la moyenne de long terme). La forte expansion de 2007 quant à elle affectait tous les compartiments: machines et équipements (+18%<sup>2</sup>), secteur public (+10%), financier (+12%) et résidentiel (+11%). La hausse des taux d'intérêts (à partir de 2006), le ralentissement général de l'activité (à partir de 2007) et la décélération de la croissance de la population devraient faire baisser l'investissement total en 2009.

**Graphique 4: Consommation par tête et revenu disponible**



Source: STATEC

**Graphique 5: Part salariale**



Source: STATEC

<sup>1</sup> A titre d'exemple, pour 2008, la hausse des salaires due à l'échelle mobile est ancrée à +2.1%, quelque soit l'inflation. Or, cette dernière a sans cesse été révisée à la hausse, en raison de la poursuite de la montée des prix pétroliers. Il en résulte donc une certaine perte de pouvoir d'achat, sous l'hypothèse que les salariés n'arrivent pas à en compenser une partie ou l'intégralité. Or, dans une économie aussi ouverte que le Luxembourg, caractérisée par un excès global de main-d'œuvre (en dépit de tensions sectorielles), les pressions à la baisse sur les salaires sont récurrentes. La progression des salaires relativement modérée sur 2007 (+3.5%, contre +4% initialement prévus par le STATEC) en est une illustration.

<sup>2</sup> Les éléments ayant joué le plus sont les avions, les satellites et les investissements en logiciels.

Tableau 9: Résultats détaillés

	1985-2007	2006	2007	2008	2009
<i>Décomposition du PIB en vol. (opt. dépenses)</i>				<i>Évolution en % (ou spécifié différemment)</i>	
Consommation finale nationale	3.5	2.1	2.0	2.1	1.9
Consommation publique	4.7	2.1	2.4	4.2	4.4
Formation brute de capital fixe (hors var. stocks)	7.3	3.1	15.2	2.5	-2.1
Variation stocks (% du PIB)	...	0.6	-0.5	-0.3	-0.1
Demande nationale	4.5	0.8	3.7	3.5	1.7
Exportations de biens et services	7.8	9.6	5.5	4.2	5.6
<i>dont biens</i>	4.9	10.1	-0.6	4.0	3.1
<i>dont services</i>	10.4	10.7	7.9	4.4	6.6
<i>dont consommation des non-résidents</i>	1.6	-8.3	-1.1	0.9	1.1
Importations de biens et services	7.5	7.2	5.3	4.0	4.6
<i>dont biens</i>	4.9	9.1	0.0	3.4	1.7
<i>dont services</i>	10.5	6.0	8.6	4.3	6.2
<i>dont résidents à l'étranger</i>	2.7	2.2	0.5	2.7	1.8
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>5.4</b>	<b>6.1</b>	<b>4.5</b>	<b>3.0</b>	<b>4.0</b>
<i>Prix et salaires</i>					
Indice des prix à la consommation (IPCN)	2.1	2.7	2.3	3.6	2.7
Coût salarial moyen nominal <sup>1</sup>	4.0	4.5	3.4	2.9	3.5
Revenu disponible des ménages (réel) <sup>2</sup>	3.4	2.5	2.5	2.0	2.0
Déflateur implicite du PIB <sup>1</sup>	2.3	6.4	2.2	1.9	2.5
Productivité apparente du travail <sup>3</sup>	2.2	3.0	0.5	-0.6	0.9
Coût salarial unitaire	2.0	1.7	3.0	3.7	2.7
Termes de l'échange <sup>4</sup> (biens et services)	0.0	1.0	-0.3	-0.5	-0.6
<i>dont biens</i>	-0.4	2.2	2.2	-1.3	-0.1
<i>Divers</i>					
Taux de croissance du PIB potentiel	5.1	4.5	4.6	4.3	4.1
Ecart de production (% du PIB potentiel)	...	0.7	0.5	-0.7	-0.9
PIB nominal (niveau en milliards d'EUR)	...	33.85	36.14	37.93	40.41
Idem, évolution en %	7.8	12.7	6.7	5.0	6.5
RNB (nominal, niveau en milliards d'EUR) <sup>5</sup>	...	27.70	29.38	30.63	32.43
Idem, évolution en %	6.4	10.8	6.0	4.3	5.8
Echelle mobile des salaires (EMS)	2.2	2.1	2.3	2.1	2.5
Coût salarial moyen hors EMS	1.8	2.4	1.1	0.8	1.0
Coût salarial moyen hors inflation (IPCN)	1.8	1.8	1.0	-0.7	0.8

Source: STATEC (1985-2007: comptes nationaux observés ou estimés; 2008-2009: prévisions juin 2008)

<sup>1</sup> Source: Comptes nationaux

<sup>2</sup> Moyenne 1990-2007 au lieu de 1985-2007

<sup>3</sup> VAB en vol. sur l'emploi total

<sup>4</sup> Rapport entre prix à l'exportation et prix à l'importation

<sup>5</sup> Moyenne 1995-2007 au lieu de 1985-2007

## Marché du travail

Le marché du travail réagit habituellement avec un certain retard à l'activité, ceci d'autant plus que dans une économie marquée par un manque structurel de main-d'œuvre (qualifiée), les entreprises sont probablement réticentes à se séparer de leur personnel lorsque l'incertitude quant à la durée de la dépression conjoncturelle est élevée (c'est-à-dire surtout au début).

D'autre part, les statistiques administratives sont affectées par le cadre réglementaire, dont celui affectant les demandeurs d'emplois classés comme travailleurs à capacité de travail réduite et handicapés. Ils ont contribué à gonfler le taux de chômage enregistré (ADEM). Or, les enquêtes sur les forces de travail, que le STATEC effectue depuis 2007 sur une base trimestrielle, permettent – avec du retard, il est vrai – de compléter l'image en se concentrant sur les aspects structurels et

en apurant les mouvements du chômage enregistré des effets de la législation. Ainsi, pour 2007, le chômage BIT indique effectivement une baisse, non négligeable, alors que le chômage ADEM reste constant (en moyenne annuelle, par rapport à 2006, cf. graphique 7).

Le STATEC suppose que l'embellie sur le front du chômage sera de courte durée. En effet, le ralentissement de l'activité entraîne, avec un certain retard, un ralentissement des créations d'emplois et donc une hausse du chômage. Que cette hausse du chômage intervienne alors que la croissance de l'emploi dépasse encore les 3% n'est pas inhabituel. Il est en effet admis qu'en raison de la très grande ouverture du marché du travail sur la région frontalière, la croissance de l'emploi, nécessaire pour agir à la baisse sur le taux de chômage se situe à quelque 4.0% (Graphique 8). Aussi le taux de chômage au sens du BIT devrait-il tomber à 4.0% en 2008 avant de retrouver un niveau de 5% d'ici deux ans.

**Tableau 10: Marché du travail**

	2007	1985-2007	2006	2007	2008	2009
	Nombre de personnes		Évolution en % (ou spécifié différemment)			
Population totale <sup>1</sup>	483 777	1.2	1.1	1.6	1.3	1.0
Population en âge de travailler	328 863	1.1	1.3	2.1	1.6	1.2
Population active	218 605	1.5	2.3	2.3	0.8	1.7
Taux d'activité (% de la pop. en âge de trav.) <sup>2</sup>	...	0.3	66.4	66.5	65.9	66.3
dont femmes <sup>2</sup>	...	0.8	58.2	59.4	60.5	61.7
Emploi total intérieur	333 298	3.4	3.8	4.3	3.8	3.0
dont: frontaliers entrants	135 852	10.2	6.7	7.9	6.5	5.3
économie marchande hors sect. financier	257 202	3.2	3.7	4.1	3.8	3.1
Durée de travail moyenne <sup>3</sup>	...	-0.1	-1.0	0.5	-0.4	-0.2
Emploi national <sup>3</sup>	207 559	1.4	2.0	2.0	1.9	1.3
Nombre de chômeurs (BIT) <sup>4</sup>	8 943	3.1	3.6	-8.2	-1.4	11.0
Taux de chômage (BIT, % de la pop. act.) <sup>2,4</sup>	...	0.1	4.8	4.2	4.0	4.4

Source: STATEC (1985-2007: comptes nationaux observés; 2008-2009: estimations/prévisions juin 2008)

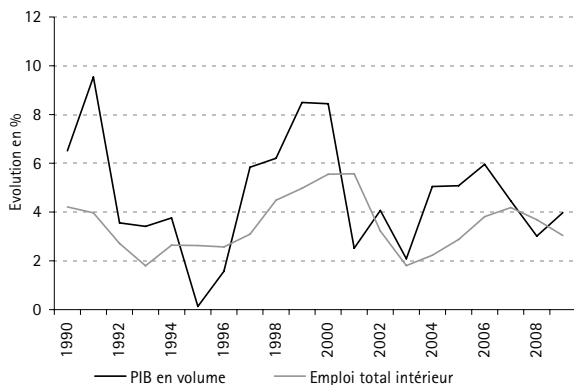
<sup>1</sup> Au 31 décembre

<sup>2</sup> Évolution 1985-2007 en points de %

<sup>3</sup> Source: Comptes nationaux

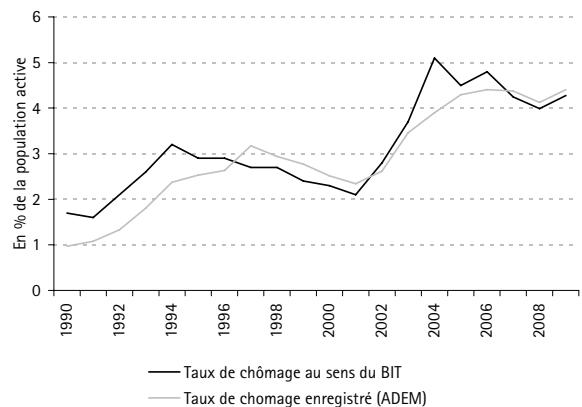
<sup>4</sup> Source: Enquêtes sur les forces de travail

**Graphique 6: PIB et emploi**



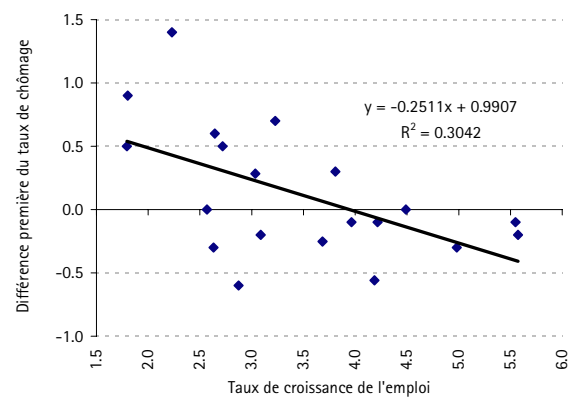
Source: STATEC, Comptes nationaux

**Graphique 7: Taux de chômage BIT et ADEM**



Source: STATEC, ADEM

**Graphique 8: Taux de chômage et croissance de l'emploi**



Source: STATEC

## Prix et salaires

En raison des hausses des prix pétroliers, l'inflation telle que mesurée par les prix à la consommation dépassera sans doute les 3.5% au Luxembourg en 2008. Ce chiffre se rapproche des sommets atteints sur les dernières quinze années, dans des contextes toutefois différents. Au début des années '90, l'inflation était élevée car il y avait une surchauffe économique en Europe, due au boom généré par la réunification allemande. Vers les années 2000, l'inflation était élevée en raison à nouveau d'une expansion économique forte, générée par les perspectives de développement liées à l'expansion des nouvelles technologies. A chaque fois, les salaires suivaient les prix à la consommation et la productivité, de sorte que l'augmentation des salaires réels (coût salarial nominal déflaté par les prix à la consommation) était élevée, de l'ordre de 1.7% par an<sup>1</sup>.

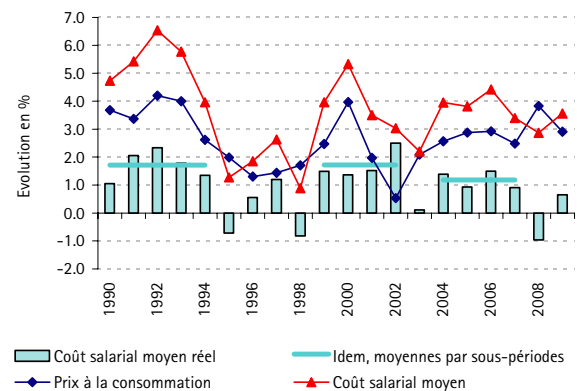
Sur les années récentes, l'inflation est davantage alimentée par des chocs extérieurs que par la dynamique conjoncturelle, même si cette dernière était relativement forte sur 2006 et 2007 (mais l'output-gap n'a pas atteint les sommets réalisés antérieurement). Autre différence, la hausse des salaires réels a été moins forte lors de la phase récente de croissance économique élevée: +1.2% (à comparer aux 1.7% mentionnés précédemment, cf. graphique 9). La modulation de l'adaptation automatique des salaires n'y est sans doute pas étrangère. Par ailleurs, des simulations effectuées par le STATEC permettent de quantifier approximativement l'impact de cette modulation du mécanisme de l'échelle mobile: celle-ci aurait freiné l'inflation des prix à la consommation de quelque 0.2 point de % par an.

Le déflateur du PIB est un indice important, qui renseigne sur les richesses créées pouvant être réparties entre travailleurs et employeurs, plus encore que le PIB en volume, car il incorpore la dimension "prix", c'est-à-dire la réalisation du gain net (après déduction des coûts, hors salaires) en cédant la marchandise sur les marchés. Au Luxembourg, l'évolution du déflateur du PIB est très heurtée, nettement plus que celle des prix à la consommation (cf. graphique 10)<sup>2</sup>. Ceci est dû aux prix implicites de la VAB du secteur financier (cf. graphique 11). Ceux-ci sont influencés par les indices boursiers et les taux d'intérêt (cf. NDC 3-07 p. 66). Pour 2008, le STATEC s'attend ainsi à une baisse des prix de VAB dans le secteur financier: d'une part, la courbe de rendement dans le secteur financier est inversée depuis 2007 (taux d'intérêt à court terme supérieurs aux taux à long terme),

et, de l'autre, les indices boursiers européens vont très probablement baisser en 2008, en moyenne annuelle (environ -10% pour l'Eurostoxx déjà sur les premiers cinq mois de l'année).

Le dernier fait marquant est la baisse des termes de l'échange, sur l'horizon de prévision, mouvement qui a été enclenché en 2007. Par termes de l'échange, on entend le rapport entre les prix à l'exportation et les prix à l'importation. A long terme, c'est-à-dire depuis 1990, les prix à l'exportation augmentent légèrement plus vite que les prix à l'importation (3.1% contre 2.9%). En 2007, cette tendance s'est inversée, la hausse annuelle des prix à l'importation dépassant d'environ 0.5 point celle des prix à l'exportation. Ceci doit être vu pour partie en relation avec les prix à l'importation de *biens*, qui, hormis pour l'année 2006 (baisse de 0.5%), augmentent sur les dernières années à un rythme annuel moyen de quelque 4%. La hausse des prix énergétiques n'y est pas étrangère: ainsi, les prix de l'énergie importée ont été multipliés par 3.5 depuis le dernier point bas, en 1998 (cf. graphique 12). Sur les années antérieures à 2007, les termes de l'échange, au niveau des biens, s'étaient par ailleurs appréciés, surtout du fait d'une hausse des prix sidérurgiques et de la baisse des produits de haute technologie (Hi-Fi, ordinateurs, etc.)

Graphique 9: Coût salarial nominal et réel

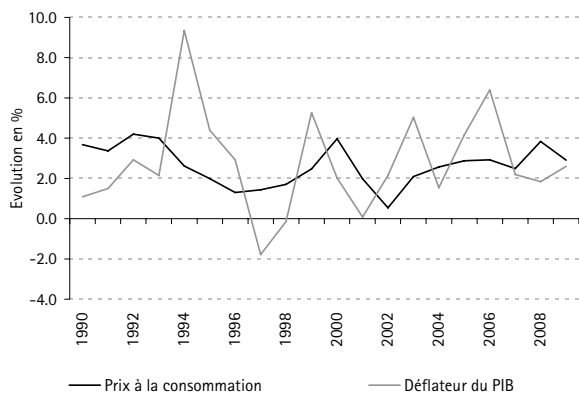


Source: STATEC

<sup>1</sup> En regroupant les années 1990-1994 et 1999-2002, soit celles où l'inflation était la plus élevée.

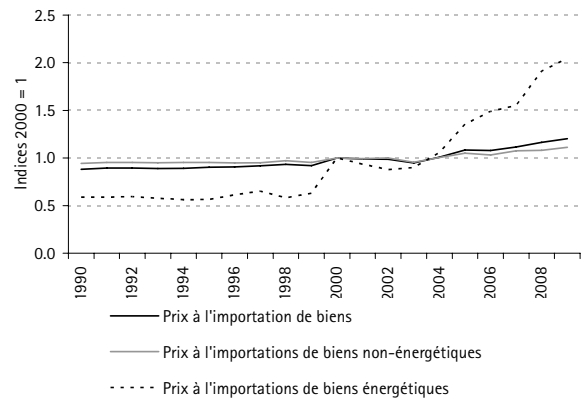
<sup>2</sup> Pour le déflateur de la VAB dans le privé non-bancaire, le taux de croissance annuel moyen, de 1990 à 2007 est de 1.9%, l'écart-type de 1.4; pour le secteur financier, le déflateur a augmenté de 5.0% en moyenne sur la même période mais l'écart-type est de 13.9; le déflateur a notamment baissé en 1990, 1993, 1997, 1998, 2001 et (prévisiblement) en 2008.

**Graphique 10: Prix du PIB et prix à la consommation**



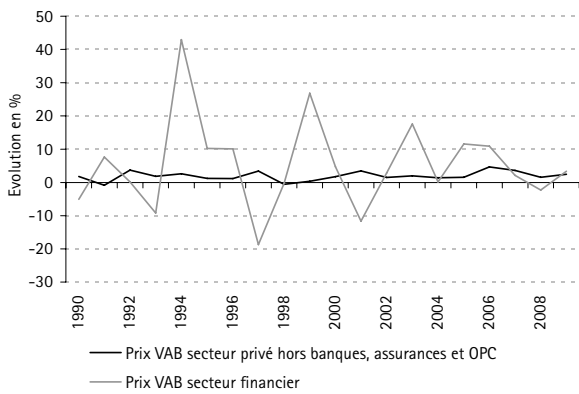
Source: STATEC

**Graphique 12: Prix à l'importation: énergie et autres biens**



Source: STATEC

**Graphique 11: Prix de VAB sectoriels**



Source: STATEC

## 3. Activité par branches

### 3.1 Industrie

Tableau 1: Indices de l'activité industrielle en 2007

Nace Rev. 1	Branche d'activité	Production par	Volume de	Chiffre d'affaires	Nombre de salariés
		jour ouvrable en	travail presté		
		volume		Variation annuelle en %	
C+D+E	Ensemble de l'industrie	0.3	-1.2	4.9	-1.0
(C+D+E) - 27.10	Industrie totale hors sidérurgie	0.5	-1.3	2.0	-1.1
14	Extraction de pierres, de sable et d'argiles	1.6	1.9	12.4	0.8
15.1 à 15.8	Industrie alimentaire	6.7	-1.7	10.2	1.3
15.9 + 16.0	Industrie des boissons et du tabac	-5.3	-7.3	2.7	-5.0
17-19	Industrie textile, habillement etc.	-0.8	-11.5	-0.4	-4.3
20	Travail du bois, fabrication d'articles en bois	6.9	1.0	11.6	1.8
21 +22	Industrie du papier, imprimerie	-14.8	-23.3	0.1	-12.9
24	Industrie chimique	-5.9	-3.1	-13.5	-9.6
25.1	Industrie du caoutchouc	5.8	3.9	-3.2	-0.1
25.2	Transformation des matières plastiques	-2.6	-2.4	-3.9	-3.5
26.1 à 26.3	Fabrication de verre, articles en verre, céramiques	5.7	-4.9	10.7	-6.6
26.4 à 26.8	Fabrication de matériaux de construction, produits abrasifs	5.9	-2.0	9.6	-2.6
27.1 + 27.2	Sidérurgie et fabrication de tubes	-0.7	-0.8	18.1	-0.1
27.3	Première transformation de l'acier, production de métaux ferreux, fonderie	4.6	-4.3	4.9	-1.9
28	Travail des métaux	2.4	9.4	-4.4	7.6
29	Fabrication de machines et d'équipements	9.3	1.0	9.3	2.4
30 à 33	Fabrication d'équipements électriques et électroniques	17.6	1.2	9.8	1.4
34 à 36	Fabrication de matériel de transport-Autres ind. manufacturières	-1.1	-3.2	0.2	-2.6
40	Production et distribution d'électricité et de gaz	-4.3	-7.9	8.8	0.3

Source: STATEC (enquête d'activité mensuelle)

Malgré un bon début d'année, l'industrie a connu une quasi-stagnation de la production en 2007, un résultat décevant par rapport à la performance moyenne des autres pays de la zone euro. En termes de chiffre d'affaires cependant, le résultat progresse de presque 5% sur l'ensemble de l'année, aidé – comme en 2006 – par des hausses de prix conséquentes sur les produits sidérurgiques. Les premières données disponibles pour 2008 sont orientées vers un recul de la production et les perspectives pour la suite de l'année ne témoignent pas d'un optimisme particulier.

#### Stagnation de la production en 2007

Après un début d'année relativement satisfaisant, la production industrielle luxembourgeoise s'est nettement repliée, ce qui se solde au final par une quasi-stagnation sur l'ensemble de l'année 2007 (+0.3% par rapport à 2006).

Au début du premier semestre, l'industrie sidérurgique avait bénéficié d'un niveau de commandes tout à fait exceptionnel qui avait favorisé la production jusqu'en juin (+10% environ par rapport à 2006 sur les six premiers mois). Pour les autres industries, la hausse était certes plus modérée, mais néanmoins supérieure à celle d'une année 2006 quelque peu décevante.

A partir de l'été 2007, ce sont à la fois les commandes et la production qui s'inscrivent en repli, en ligne avec un net fléchissement des résultats des enquêtes d'opinion effectuées auprès des industriels. Cet affaissement intervient tant du côté des activités sidérurgiques que des autres industries.

Au niveau de la zone euro, la production industrielle a eu tendance à se stabiliser à partir du 3<sup>ème</sup> trimestre, témoignant également d'une conjoncture moins favorable. Cependant, sur l'ensemble de 2007, elle se permet d'afficher une progression de 3.5%, résultat auprès duquel le Luxembourg fait pâle figure. Les meilleures performances sont enregistrées par l'Irlande (+7.3%), la Slovaquie (+6.7%), l'Allemagne<sup>1</sup> (+6.3%) et l'Autriche (+4.9%). Dans le fond du classement, on retrouve l'Italie (-0.3%), le Luxembourg, la France (+1.5%) et le Portugal (+1.8%).

Une des particularités pour le Luxembourg en 2007 concerne la sidérurgie, où l'on note une différence très forte entre l'évolution de la production (-1% environ sur l'ensemble de 2007) et celle du chiffre d'affaires (+18% sur la même période). Ce phénomène est lié à celui de la hausse des prix des produits sidérurgiques, qui s'étaient nettement appréciés tout au long de 2006 et qui ont poursuivi leur ascension jusqu'à la fin du 2<sup>ème</sup> trimestre 2007 (voir ci-après).

<sup>1</sup> Celle-ci, de par son poids élevé, contribue très largement au bon résultat d'ensemble de la zone euro.

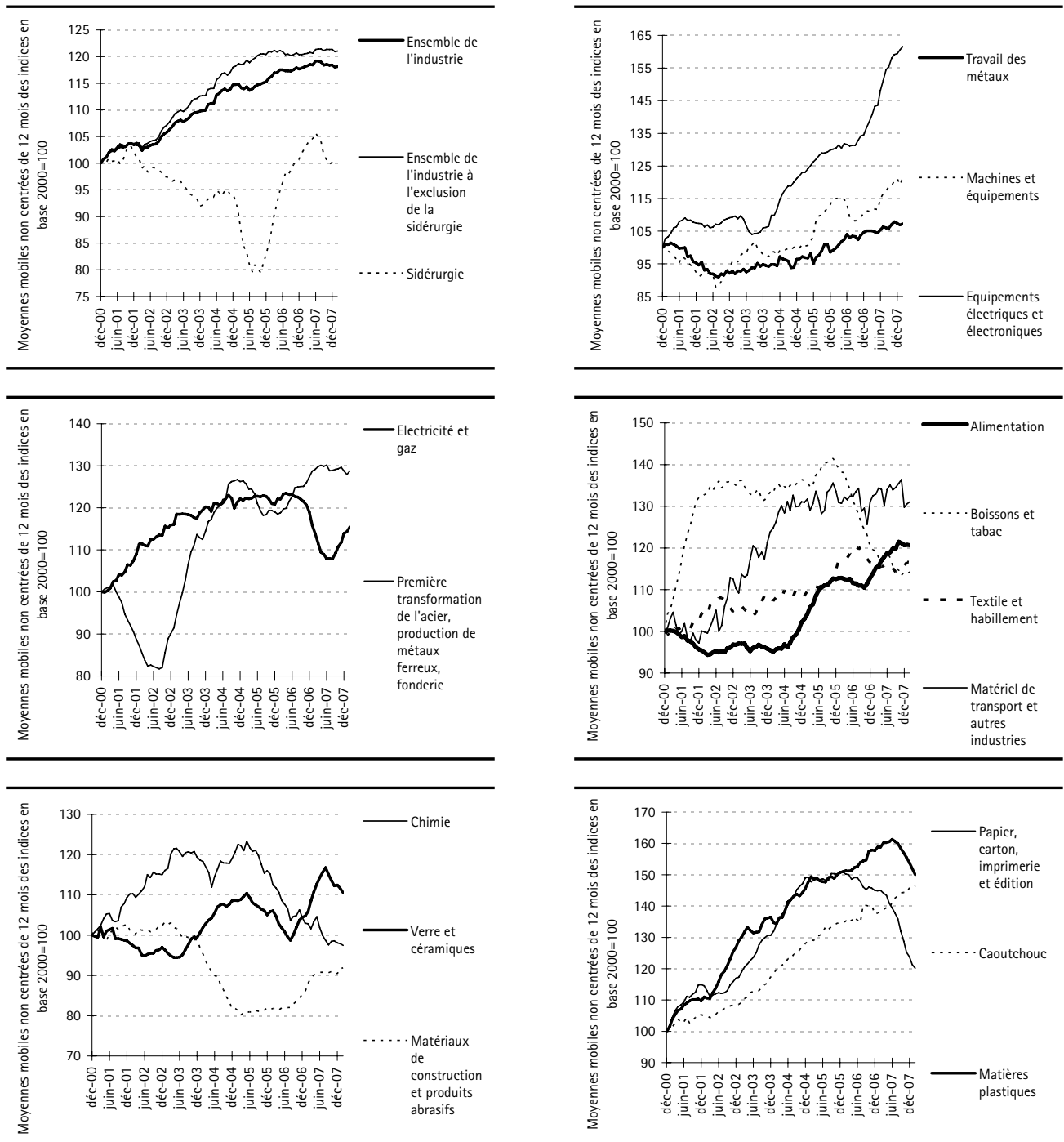
### 3. Activité par branches

Quant aux autres domaines d'activité, dans 10 des 17 branches suivies dans le cadre des enquêtes mensuelles de l'activité industrielle, la production a augmenté par rapport à 2006. Les plus fortes hausses de l'activité ont été signalées par les producteurs d'équipements électriques et électroniques (+18%), de machines et équipements (+9%), de produits du bois (+7%) et de produits d'alimentation (+7%). Il convient de noter également les performances satisfaisantes des industries de matériaux de construction (+6.0%) et de celles de la catégorie "Fabrication de verre, d'articles en verre et de produits céramiques" (+5%). En revanche, plusieurs

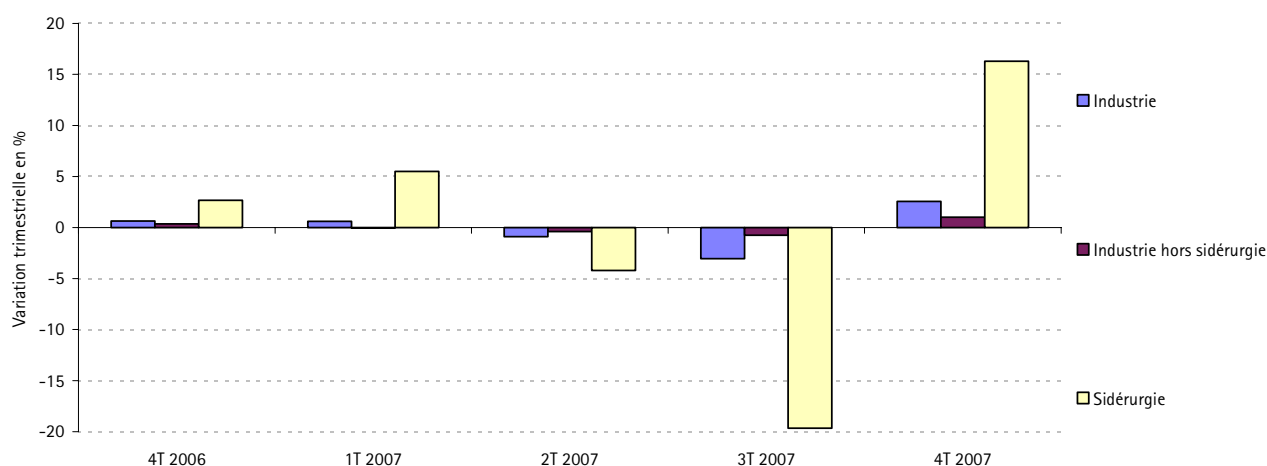
branches affichent des résultats décevants, comme l'industrie du papier et carton (-15%), la chimie (-6%), l'industrie des boissons et du tabac (-5%) et la production et distribution d'électricité et de gaz (-4%).

D'une manière plus générale, le domaine dans lequel la production industrielle a le plus favorablement évolué en 2007 est celui des biens d'équipements. Par contre, on constate un recul assez fort dans le secteur des biens de consommation (-6% environ, les baisses intervenant dans la production de boissons et tabac ou de textile et d'habillement), déjà sensiblement affecté en 2006 (-4%).

**Graphique 1: Production du mois par branche**



Source: STATEC

**Graphique 2: Production industrielle, corrigée des variations saisonnières**

Source: STATEC

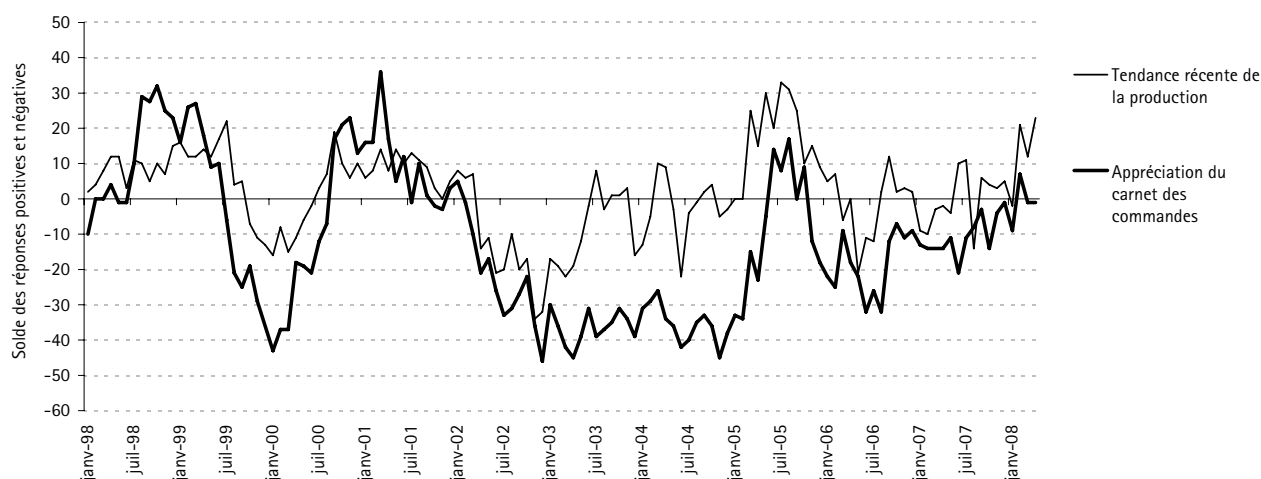
### Perspectives mitigées pour la zone euro et le Luxembourg

L'année 2007 s'est achevée sur une note pessimiste pour l'industrie européenne. Malgré un rebond des commandes sur le dernier trimestre, principalement liée aux commandes d'aéronefs, la production de la zone euro n'a que faiblement progressé d'octobre à décembre. Le début 2008 s'est montré plus dynamique (janvier et février), mais la baisse de la production en mars est venu ternir les espoirs d'une reprise durable et conforte la tendance au ralentissement par rapport à la performance de 2007. De plus, le PMI manufacturier a atteint en avril son niveau le plus faible depuis presque 3 ans et la confiance industrielle (enquête commission européenne) s'est détériorée en avril.

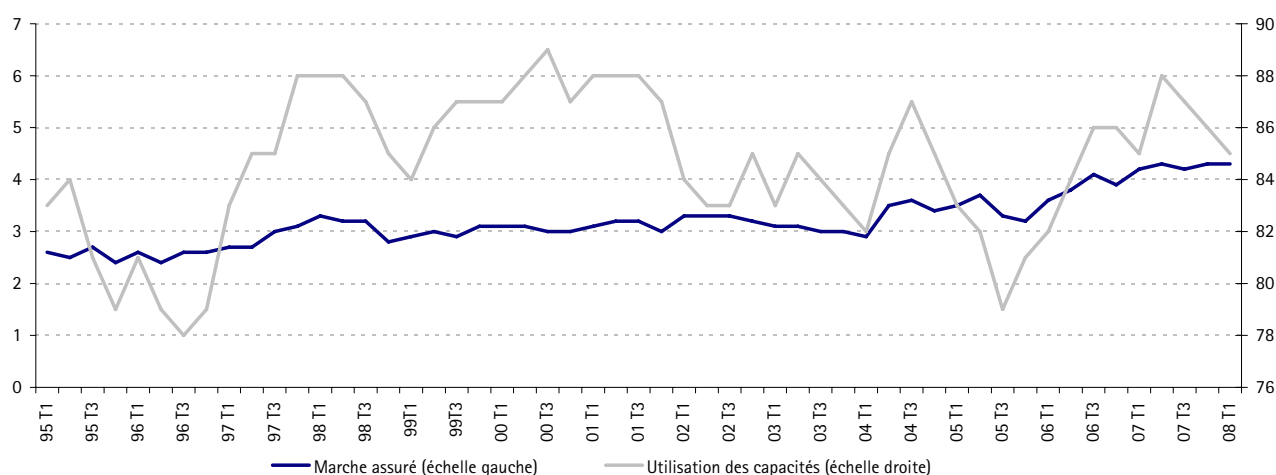
Côté luxembourgeois, la production industrielle accuse sur les deux premiers mois de 2008 un recul d'environ

2% par rapport à l'année précédente, celui-ci affectant les biens intermédiaires (dont les produits issus de la sidérurgie) et les biens de consommation (-5% sur la même période). Les biens d'équipements conservent en revanche le dynamisme dont ils avaient fait preuve en 2007 (+7% environ sur un an en janvier et février).

Les enquêtes d'opinion effectuées auprès des industriels luxembourgeois n'arrivent malheureusement pas à délivrer un message clair sur les perspectives des industries nationales. Les jugements sur la tendance de la production, après avoir littéralement piqué du nez en janvier, se sont nettement redressés en mars et avril 2008. De même, les opinions sur l'évolution attendue de l'emploi traduisent un certain dynamisme jusqu'en avril (dernière donnée disponible). Cependant, l'appréciation globale sur les carnets de commandes reste ancrée autour de sa moyenne de long-terme, ne révélant pas pour le moment d'évolution notable à moyen terme de la production, que ce soit à la hausse ou à la baisse.

**Graphique 3: Enquête de conjoncture, production et carnets de commandes**

Source: STATEC

**Graphique 4: Durée de production assurée; utilisation de la capacité de production**

Source: STATEC

**Tableau 2: Durée de marche assurée dans l'industrie**

Branche d'activité	Janvier				
	2004	2005	2006	2007	2008
					Mois
Métallurgie	1.2	1.7	1.9	2.6	2.1
Produits minéraux non métalliques	3.9	5.4	5.1	6.8	7.4
Chimie	1.8	4.6	4.6	9.8	5.0
Ouvrages en métaux	2.5	2.7	2.6	2.5	3.2
Machines et matériel mécanique et électrique	4.4	4.6	5.3	5.7	5.4
Automobiles et pièces détachées	.	.	.	.	.
Autres industries manufacturières <sup>1</sup>	1.7	2.2	1.8	4.8	6.0
Textile et habillement	2.0	2.2	2.3	2.1	5.5
Imprimerie	4.5	4.9	4.6	5.7	4.5
Industrie du caoutchouc et des plastiques	2.4	3.2	2.3	2.7	3.2
<b>Ensemble de l'industrie</b>	<b>2.7</b>	<b>3.3</b>	<b>3.4</b>	<b>4.0</b>	<b>4.3</b>

<sup>1</sup> Extension du champ de l'enquête (y compris "automobiles et pièces détachées")

Source: STATEC (enquête de conjoncture)

**Moins d'investissements en 2008**

Les investissements des industriels ont fortement progressé en 2007, d'environ 30% par rapport au montant de 2006. Ce résultat est un peu meilleur que celui qui était prévu par les industriels, lorsqu'ils avaient été interrogés à la fin 2006. Cette nette envolée des investissements provient en grande partie des industries de biens intermédiaires, mais la production de biens de consommation a également généré un montant substantiel d'investissements supplémentaires en 2007.

Concernant les prévisions pour l'année 2008, la dernière enquête effectuée (octobre 2007) laisse entrevoir une baisse de l'ordre de 5%. Cette évolution, négative, doit être considérée avec un peu de recul: après une année aussi exceptionnelle que 2007, le niveau des investissements prévus dans l'industrie pour 2008 reste historiquement élevé.

**Tableau 3: Investissement de l'industrie**

Branche	Variation en %	
	2007/2006 <sup>1</sup>	2008/2007 <sup>2</sup>
Ensemble de l'industrie	29.0	-4.7
Energie et eau	17.8	17.6
Biens intermédiaires	30.1	-12.4
Industrie automobile	-11.5	-16.3
Biens d'équipements	8.5	0.6
Biens de consommation durables (hors industrie automobile)	-16.5	276.3
Industries agricoles et alimentaires	62.5	29.2
Biens de consommation non-durables	39.3	-30.0

<sup>1</sup> estimation<sup>2</sup> prévision

Source: STATEC (enquête de conjoncture - octobre 2007)

### Des hausses de prix encore fortes en 2007 et sur le début 2008

Avec une progression de quelque 9% en 2007, les prix<sup>1</sup> des produits industriels luxembourgeois connaissent pour la 4<sup>ème</sup> année consécutive une inflation élevée. Cette poussée de fièvre sur les prix industriels au cours des dernières années est largement conditionnée par celle des prix des produits sidérurgiques (cf. tab. 4). Ces derniers sont influencés d'une part par la demande croissante des pays émergents en produits sidérurgiques (essentiellement destinés à des chantiers d'infrastructure) et d'autre part par une hausse générale du prix des matières premières (dont les métaux de base).

De ce fait, on assiste également à des tensions sur les prix à la production des métaux non ferreux, produits de fonderie et ouvrages en métaux.

Depuis 2004, les prix industriels au Luxembourg augmentent de 8.5% par an en moyenne. Hors sidérurgie, cette progression est environ deux fois moindre sur la même période.

Les hausses de prix en 2007 n'ont pas suivi une évolution linéaire. En effet, le deuxième semestre (plus exactement la période de juillet à novembre) a été marqué par une certaine stabilité. Les prix sont nettement repartis à la hausse en décembre 2007 et janvier 2008, pour de nouveau se stabiliser jusqu'en mars. Ils progressent d'environ 6% sur un an au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2008.

Plusieurs évolutions, concernant d'autres domaines que la sidérurgie et la production de produits métalliques, sont à relever.

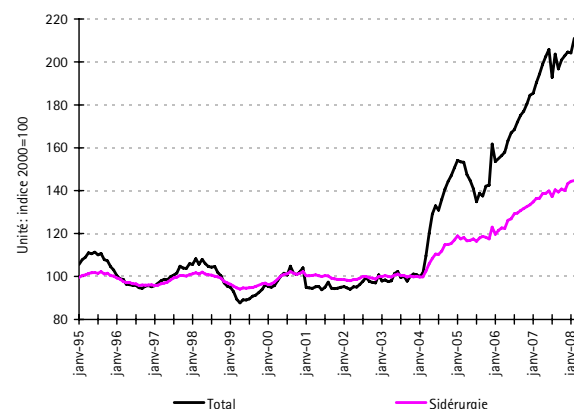
Les prix des produits alimentaires ont connu une ascension très rapide en 2007, de plus de 6% sur l'ensemble de l'année (avec une nette accélération à partir du 2<sup>ème</sup> trimestre), à cause essentiellement de la

hausse du prix des matières premières agricoles au niveau mondial. Il faut remonter jusqu'en 2000 pour trouver une progression si élevée dans ce domaine. Ce phénomène se reflète également au niveau des prix à la consommation, où les produits alimentaires ont fortement contribué à l'inflation en 2007.

Les prix de l'énergie<sup>2</sup> ont pour leur part stagné en 2007, après deux années de fortes hausses. Cependant, le début 2008 est marqué par une augmentation conséquente des prix à ce niveau (+10% entre décembre 2007 et janvier 2008). Là encore, on retrouve une évolution similaire du côté des consommateurs, qui subissent au début 2008 des hausses tarifaires d'ampleur sur le prix de l'eau, du gaz et de l'électricité (cf. partie inflation, pp. 63-79).

Enfin, le début de l'année en cours voit les prix des articles en caoutchouc et matières plastiques s'élever d'environ 5% par rapport à l'année passée, une hausse encore jamais vue sur ce type de produits, sans doute en lien avec l'évolution actuelle des prix des produits pétroliers.

### Graphique 5: Prix des produits industriels



Source: STATEC

Tableau 4: Indices des prix à la production des produits industriels (Base 100 en 1995)

Classification des produits (Prodcod)	2005	2006	2007	Variation annuelle en %
<b>ENSEMBLE DES PRODUITS INDUSTRIELS 14 - 37</b>	8.1	7.4		9.1
Biens intermédiaires	10.4	8.1		12.5
Biens d'équipement	0.1	0.9		5.0
Biens de consommation	0.9	1.2		0.5
Biens énergétiques	11.2	19.8		0.1
Prix sur le marché intérieur	3.9	13.1		6.4
Prix sur le marché UE	9.1	6.8		9.6
Prix à l'exportation (hors UE)	11.8	1.5		11.9
<b>PRODUITS:</b>				
14 Pierres, sables, etc.	2.5	2.1		2.3
15.1 à 15.8 Produits alimentaires	0.5	3.1		6.3
15.9 + 16 Boissons et tabac	1.4	0.8		-0.4
17 à 19 Textiles, habillement, etc.	-1.0	0.3		-1.7
21 + 22 Articles en papier - Imprimés	5.7	2.1		3.2
24 Produits chimiques, fibres artificielles ou synthétiques	-4.7	-6.3		-5.8
25 Articles en caoutchouc et en matières plastiques	-0.7	2.2		0.7
26 Autres produits minéraux non métalliques	0.0	5.0		12.2
27.1 à 27.3 Produits sidérurgiques et ferro-alliages, tubes	13.5	13.8		18.3
27.4 + 27.5 Métaux non ferreux et produits de fonderie	10.9	28.2		7.2
28 Ouvrages en métaux	24.0	-0.9		7.8
29 Machines et équipements	-2.2	-0.6		3.2
30 à 33 Equipements électriques et électroniques	-2.1	1.0		2.7
20, 34 à 37 Autres produits des industries manufacturières	5.2	5.8		6.1
40 + 41 Electricité, gaz et eau	11.2	19.8		0.1

Source: STATEC

<sup>1</sup> Il s'agit ici des prix à la production.

<sup>2</sup> Production et distribution d'électricité, gaz et eau.

## 3.2 Construction

Tableau 5: Activité récente dans la construction

	Production par jour ouvrable			Chiffre d'affaires		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007
	Variation en %					
Total	-0.8	2.5	1.4	3.1	5.3	5.6
Bâtiment	1.1	2.3	0.4	2.2	6.7	7.3
Génie civil	-8.0	3.2	5.7	-8.0	3.2	5.7

Source: STATEC (enquête mensuelle d'activité)

L'activité dans la construction a été relativement satisfaisante en 2007, en particulier sur le début d'année. La production sur le début 2008 accuse un retard par rapport à l'année passée, mais celle-ci avait bénéficié de conditions relativement exceptionnelles. Malgré la stabilisation en termes de volume des autorisations de bâtir accordées en 2007, les entrepreneurs semblent relativement inquiets des perspectives de production pour l'année en cours. Les prix de vente de l'immobilier résidentiel, que ce soit au Luxembourg ou en Europe d'une manière générale, font l'objet de pressions accrues à la baisse, liées notamment à la remontée des taux d'intérêt et à des conditions de crédit plus restrictives.

### Une année 2007 un peu décevante en termes de production, mais avec une progression confortable du chiffre d'affaires

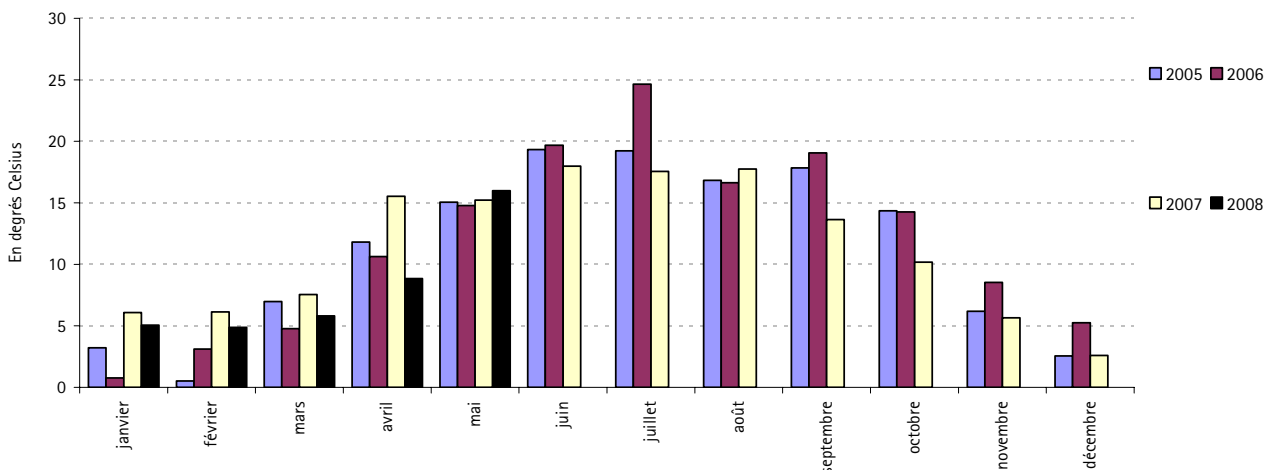
L'année 2007 voit la **production** par jour ouvrable du secteur de la construction progresser de 1.4%, soit sur un

rythme inférieur à celui de 2006 (2.5%) et à la progression moyenne enregistrée depuis 2000 (+1.6%).

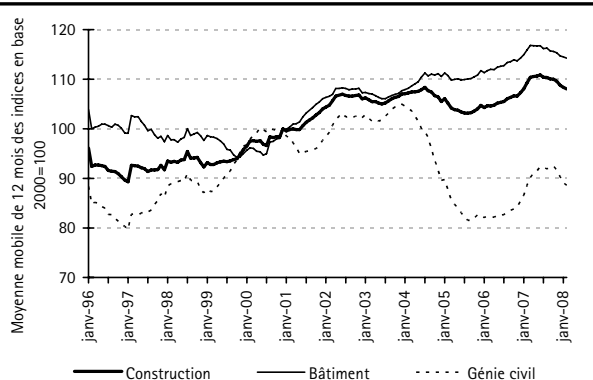
L'activité a été bien plus élevée qu'en temps normal sur le début 2007, comme c'était déjà le cas sur la fin 2006, ce qui s'explique par les conditions météorologiques propices de l'hiver 2006/2007 (cf. graph. 6). Passé cette période, l'activité est revenue à un niveau plus habituel, ce qui explique le recul de la production aux 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> trimestres 2007 (en données corrigées des variations saisonnières). La production de décembre 2007 marque également un très net recul par rapport à décembre 2006 (de quelque 10%) mais, là encore, il est possible que la météorologie ne soit pas étrangère à ce mouvement.

Que ce soit dans le domaine du bâtiment ou dans celui du génie civil, le profil d'évolution de la production est sensiblement le même: forte augmentation sur les premiers mois de 2007 (surtout dans le génie civil), puis net relâchement par la suite (là encore plus marqué dans le génie civil).

Graphique 6: Températures moyennes relevées à Luxembourg (Merl)



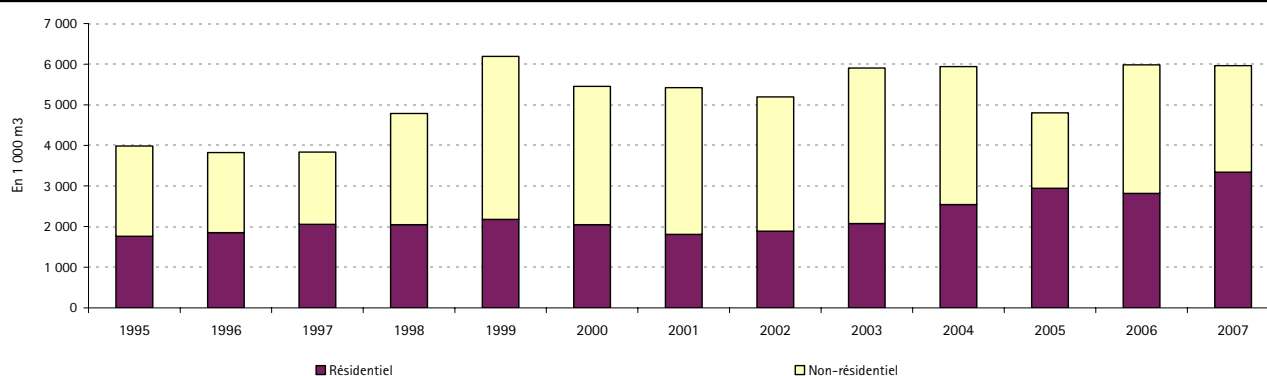
Source: Administration des services techniques de l'Agriculture

**Graphique 7: Production par jour ouvrable dans la construction**

Source: STATEC

Les deux domaines d'activité révèlent un certain contraste entre la production (basée sur le volume d'heures travaillées) et le **chiffre d'affaires**<sup>1</sup>. En effet, le bâtiment enregistre une quasi-stagnation de la production et un gain de 8% pour le chiffre d'affaires alors que le génie civil montre une hausse de la production de 6% associée à une baisse de 1% du chiffre d'affaires. Considérant le chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises de la branche, on se situe, avec une hausse d'environ 6% pour 2007<sup>2</sup>, sur le rythme tendanciel de croissance des dernières années (+6% par an en moyenne depuis 2000).

Les **prix de la construction**<sup>3</sup> évoluent grosso modo autour de 3% en rythme annuel depuis la mi-2006. Le début de 2007 a été marqué par des hausses un peu plus fortes, essentiellement pour des prestations liées à l'utilisation de produits métalliques (en lien avec la flambée des prix des métaux de base au niveau mondial) et du vitrage. Les prix évoluent de nouveau plus modérément sur le 2<sup>ème</sup> semestre 2007 (cf. graphique 8), malgré quelques hausses notables sur les travaux de charpente, le vitrage et le parquet.

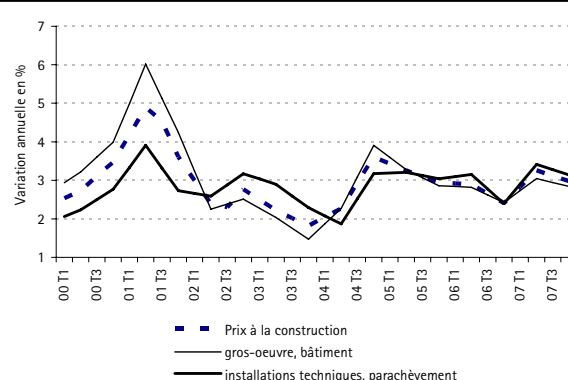
**Graphique 9: Autorisations de bâtir, volume bâti**

Sources: Administrations communales et STATEC

<sup>1</sup> Ces deux données sont relevées dans le cadre des enquêtes d'activité du STATEC.

<sup>2</sup> D'après une autre source, l'Administration de l'enregistrement, la croissance du chiffre d'affaires des entreprises de la construction s'élèverait à environ 9% en 2007. A la différence des enquêtes d'activité (où l'échantillon d'entreprises est fixe), ce résultat peut être influencé par des effets de structure (comme par exemple la venue de nouvelles entreprises).

<sup>3</sup> Prix des prestations pour la construction de bâtiments résidentiels et semi-résidentiels.

**Graphique 8: Prix à la construction**

Source: STATEC

**Stabilité du volume des autorisations de bâtir en 2007, avec d'avantage de logements prévus**

Le volume correspondant aux autorisations de bâtir délivrées en 2007 montre une stabilisation par rapport à l'année précédente (-0.3%). Dans le détail cependant, deux évolutions sont à relever. D'abord, on assiste à un repli du côté des bâtiments non-résidentiels, de l'ordre de 17%, avec un volume d'environ 2.5 millions de m<sup>3</sup>, soit en deçà des 3.1 millions observés en moyenne chaque année depuis 10 ans.

A l'inverse, le volume consacré aux bâtiments d'habitation a nettement progressé, en particulier sur le dernier trimestre de 2007 et dans le segment des maisons à appartements (+33%). Cette évolution s'accompagne d'un résultat record pour le nombre de logements à bâtir, avec presque 5 000 unités (contre 3 600 par an en moyenne sur les 10 années précédentes). En termes de répartition géographique, cette poussée du nombre de logements autorisés est générale, à l'exception de Luxembourg-Ville (200 logements de moins qu'en 2006).

Tableau 6: Autorisations de bâtir

Année	Nombre de logements				Volume bâti			
	Total	Maisons individuelles	Appartements	Logements dans bâtiments non résidentiels	Total	Bâtiments résidentiels	Bâtiments non résidentiels	
				Nombre de logements				1 000 m <sup>3</sup>
2000	3 411	1 091	2 193	127	5 450	2 047		3 403
2001	2 846	972	1 723	151	5 421	1 807		3 592
2002	2 956	948	1 869	139	5 194	1 889		3 306
2003	3 364	969	2 172	223	5 901	2 079		3 822
2004	3 919	1 066	2 648	205	5 942	2 540		3 402
2005	4 692	1 305	3 199	188	4 802	2 942		1 860
2006	4 411	1 358	2 880	173	5 983	2 816		3 168
2007	4 934	1 387	3 365	182	5 962	3 338		2 625
	Variation en %				Variation en %			
2000	-8.8	-2.7	-6.8	-52.3	-11.9	-6.1		-15.1
2001	-16.6	-10.9	-21.4	18.9	-0.5	-11.7		5.6
2002	3.9	-2.5	8.5	-7.9	-4.2	4.5		-8.0
2003	13.8	2.2	16.2	60.4	13.6	10.1		15.6
2004	16.5	10.0	21.9	-8.1	0.7	22.2		-11.0
2005	19.7	22.4	20.8	-8.3	-19.2	15.8		-45.3
2006	-6.0	4.1	-10.0	-8.0	24.6	-4.3		70.3
2007	11.9	2.1	16.8	5.2	-0.3	18.6		-17.1

Sources: Administrations communales et STATEC

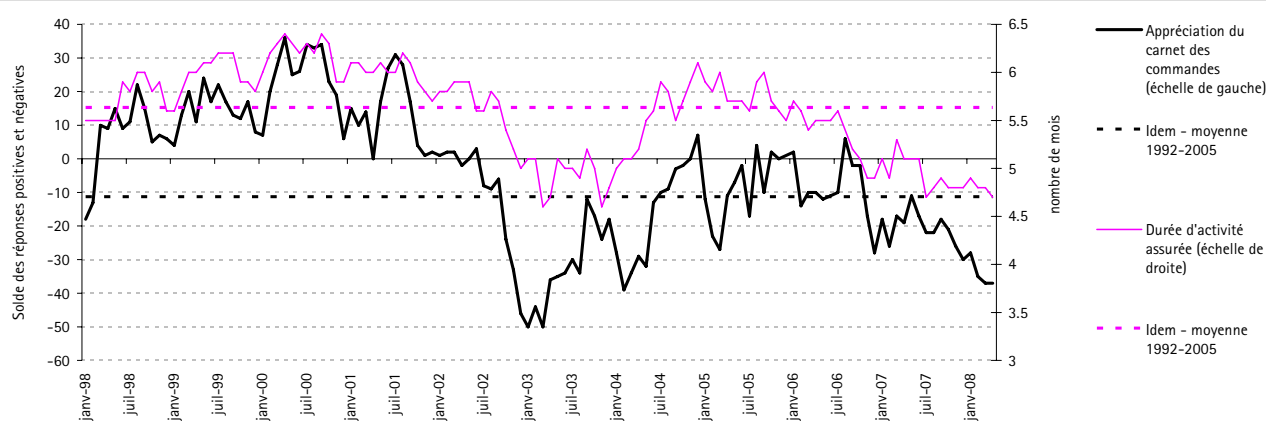
### Perspectives d'activité mitigées au début 2008

Les opinions des entrepreneurs de la construction sur la tendance récente de l'activité, très optimistes au début 2007 (en lien avec l'orientation favorable de la production), se sont affaïssées au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2007. Par la suite, elles se sont lentement redressées<sup>1</sup> et ce jusqu'en avril 2008 (dernière donnée disponible), principalement sous l'influence du secteur du bâtiment, tandis que celui du génie civil est resté à la traîne. Cette évolution suggère une certaine résistance de la production sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2008. Malheureusement, les données de production (disponibles sur les deux premiers mois de 2008), montrent un recul de l'ordre de

10%<sup>2</sup> par rapport au début 2007, qui s'explique sans doute par le niveau particulièrement élevé du 1<sup>er</sup> trimestre de l'année passée.

Les perspectives pour la suite de l'année sont plutôt inquiétantes, pour au moins trois raisons. D'abord, le jugement sur l'état des carnets de commandes s'est nettement détérioré depuis février et atteint son plus bas niveau depuis 2003. Ensuite, la durée d'activité assurée estimée par les entrepreneurs s'affiche à seulement 4.7 mois<sup>3</sup> et continue à suivre une tendance baissière. Enfin, un quart environ des entreprises jugent la demande insuffisante en avril 2008, alors qu'elles n'étaient que 10% il y a encore deux ans.

### Graphique 10: Enquêtes d'opinion dans la construction



Source: STATEC

<sup>1</sup> Pour les besoins de l'analyse conjoncturelle, les données ont été corrigées des variations saisonnières; l'activité dans le secteur de la construction est en effet très marquée par la saisonnalité (peu d'activité en début et fin d'année et activité très réduite en août pour cause de congé collectif).

<sup>2</sup> Le recul est encore plus fort pour la production par jour ouvrable, de 4% sur un an. Il est cependant possible que l'effet dit de "jour ouvrable" ait été exagéré (cette opération de redressement est générée par une procédure automatique), à cause notamment des 29 jours de février 2008.

<sup>3</sup> Elle dépasse 6 mois dans les périodes de forte activité.

### Une très bonne année pour l'immobilier professionnel

Après une année 2006 déjà exceptionnelle, le marché de l'immobilier professionnel a de nouveau atteint des sommets en 2007. La superficie de prise en occupation (take-up) a atteint le niveau record de 190 000 m<sup>2</sup>, soit une hausse de 11%<sup>1</sup>.

La conjoncture économique favorable des dernières années continue à dynamiser fortement le secteur de l'immobilier de bureaux. Sans surprise, puisque ce sont elles qui ont le plus largement contribué au développement économique depuis 4 ans, on retrouve essentiellement impliquées dans ces transactions des entreprises du secteur financier (pour 50% environ de la

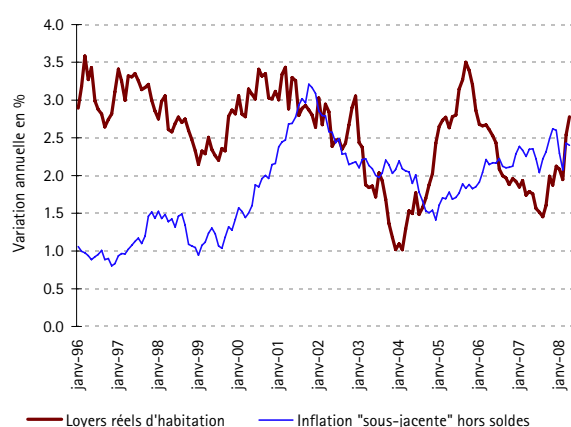
prise en occupation), suivies par les sociétés de services aux entreprises. Signes de tension, le taux de vacance poursuit sa baisse (il atteint seulement 2.1% au 4<sup>ème</sup> trimestre 2007 pour la ville de Luxembourg, soit le taux de vacance le plus bas de toutes les capitales européennes) et les loyers sont sur une pente nettement ascendante. Les investissements professionnels dans l'immobilier représentent quant à eux quelques 2.8 Mia EUR sur l'ensemble de 2007, à comparer avec les 1.2 Mia EUR de 2006. Pour 2009, la prise en occupation devrait diminuer légèrement (150 000 m<sup>2</sup> environ sur la base des projets en cours), à moins que le ralentissement conjoncturel s'avère plus marqué que prévu.

**Tableau 7: Nouveaux crédits immobiliers consentis pour des immeubles situés au Luxembourg**

Période	Total des crédits immobiliers	Crédits aux résidents					Crédits aux non-résidents
		Total du secteur résidentiel	Crédits aux ménages	Secteur non résidentiel			
				Secteur résidentiel	Secteur communal		
							Mio EUR
1990	1 344	954	804	150	314	73	3
1995	1 512	1 159	1 053	106	252	83	18
2000	2 362	1 724	1 609	115	366	124	148
2005	4 746	3 962	3 634	328	566	120	98
2006	5 285	4 379	3 912	467	758	29	119
2007	5 500	4 712	4 233	479	452	111	225
T1 2007	1 245	1 060	999	61	110	38	37
T2 2007	1 395	1 239	1 145	94	99	14	43
T3 2007	1 305	1 135	1 028	107	108	42	20
T4 2007	1 553	1 276	1 059	217	135	17	125
							Taux de variation annuels en %
2000	4.9	1.4	1.1	5.5	-1.4	5.1	134.9
2001	17.7	13.2	14.1	0.9	39.9	85.5	-41.9
2005	13.8	16.8	15.6	31.2	11.6	33.3	-46.2
2006	11.4	10.5	7.7	42.4	33.9	-75.8	21.4
2007	4.1	7.6	8.2	2.6	-40.4	282.8	89.1

Sources: BCL, Caisse de Pension des Employés privés

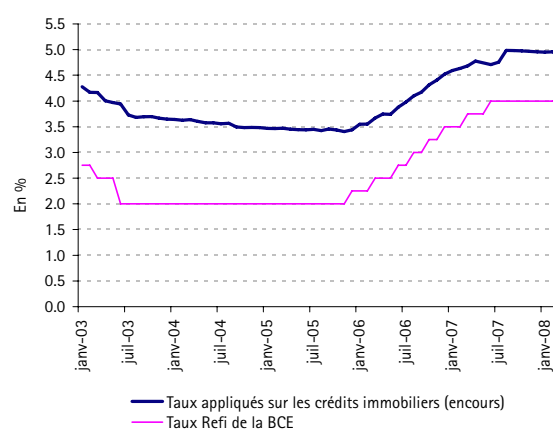
**Graphique 11: Loyers d'habitation réels<sup>1</sup>**



Source: STATEC

<sup>1</sup> Le terme "réels" ne s'apparente pas à une évolution en volume; il signifie qu'il s'agit des loyers, hors charges, effectivement payés par les locataires (les loyers imputés par les propriétaires sont donc exclus).

**Graphique 12: Taux appliqués aux crédits immobiliers et taux Refi<sup>1</sup> de la BCE**



Sources: Eurostat, BCL

<sup>1</sup> Taux officiel des opérations de refinancement

<sup>1</sup>Jones Lang LaSalle, City Profile Luxembourg Q4 2007.

#### **Pressions à la hausse sur les loyers d'habitation, à la baisse sur les prix de vente de l'immobilier résidentiel**

Du côté du logement, on note une accélération substantielle des loyers d'habitation sur la fin 2007 (cf. graphique 11), accélération qui se poursuit sur le début de 2008, que ce soit pour les maisons ou pour les appartements.

D'après les données de l'Observatoire du Logement<sup>1</sup> (basées sur les annonces immobilières de biens à louer ou à vendre), on observe également une accélération des prix de location sur l'ensemble de 2007. Selon la même source, les prix de vente annoncés (pour les maisons ou pour les appartements) ont connu des hausses bien plus modérées en 2007 que sur les deux années précédentes. En 2007, les prix de vente de l'immobilier se sont détendus dans la zone euro. Le dernier rapport du CEPI<sup>2</sup> confirme les effets sur le marché immobilier du ralentissement économique général en Europe, malgré

des divergences marquées selon les pays. Si certains pays comme l'Irlande et plus récemment l'Espagne et la Lettonie ont subi des baisses de prix, d'autres, tels que la Bulgarie, la Slovaquie et la Finlande, ont bénéficié d'une hausse constante.

Du côté des crédits immobiliers, les résultats du 4<sup>ème</sup> trimestre 2007 viennent confirmer la tendance au ralentissement. D'après l'enquête de la BCL sur la distribution du crédit bancaire, les critères d'octroi de crédit destinés aux ménages pour le logement se sont durcis au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre 2007, confirmant la rupture avec les années 2005 à 2006 pendant lesquelles on a assisté à un net assouplissement sur les conditions de prêt immobilier. Ce durcissement, associé à la remontée des taux d'intérêt appliqués aux crédits immobiliers depuis 2006 (cf. graph 12), devrait continuer à exercer une pression à la baisse sur le nombre et le montant des crédits accordés.

---

<sup>1</sup> <http://www.logement.lu/habitat.html>.

<sup>2</sup> Conseil européen des professions immobilières ([www.cepi.eu](http://www.cepi.eu)).

### 3.3 Commerce

Tableau 8: Commerce: chiffre d'affaires en volume

	Nace	Poids		Année		2007			
		2004	2005	2006	2007	T1	T2	T3	T4
		en %				Variation en%			
<b>Commerce</b>	<b>50-52</b>	<b>100.0</b>	<b>3.4</b>	<b>7.3</b>	<b>4.6</b>	<b>4.0</b>	<b>-0.6</b>	<b>5.5</b>	<b>8.9</b>
Automobile	50	11.0	0.0	1.8	-5.4	-3.5	-9.6	-1.5	-6.4
De gros	51	79.7	4.4	7.3	4.7	3.4	-0.1	5.9	8.8
Détail	52	9.3	3.2	14.6	16.4	16.6	9.8	12.2	25.5
<i>Détail, hors vente par correspondance</i>	<i>52 hors 5261</i>		<i>-0.5</i>	<i>3.1</i>	<i>1.1</i>	<i>2.7</i>	<i>0.1</i>	<i>0.3</i>	<i>1.3</i>

Sources: Administration de l'Enregistrement et des Domaines, STATEC (données mensuelles issues des déclarations de chiffre d'affaires)

D'après les données de chiffre d'affaires exprimées en volume, la branche du commerce n'a pas réellement brillé en 2007. Des modifications d'ordre statistique viennent doper artificiellement les résultats du commerce de détail, mais le secteur dans son ensemble a tourné au ralenti, malgré le rebond conséquent du commerce de gros sur les tous derniers mois de l'année. Le moral des consommateurs, que ce soit au Luxembourg ou dans la zone euro, est orienté à la baisse depuis l'été 2007 et ne laisse pas envisager une frénésie de consommation en 2008.

#### Bilan mitigé pour le commerce en 2007

Comme déjà précisé dans la précédente Note de conjoncture, un changement de nature statistique important a eu lieu dans la rubrique du commerce de détail. Plusieurs entités liées au domaine du commerce électronique, auparavant réparties dans d'autres branches, sont depuis peu regroupées sous la catégorie "vente par correspondance" (elle même incluse dans la rubrique "Hors magasin" du commerce de détail). Cette modification a pour conséquence de largement rehausser les résultats de chiffre d'affaires du commerce de détail à partir de 2004 et sur les années suivantes, pendant lesquelles de nouvelles sociétés actives dans le domaine du commerce électronique se sont installées au Luxembourg. Elle a par contre pour inconvénient que l'évolution du chiffre d'affaires du commerce de détail,

souvent utilisée comme indicateur avancé de la consommation des ménages (et comme un indicateur de santé du commerce dit "traditionnel"), perd beaucoup de sa pertinence d'un point de vue conjoncturel.

Ainsi en 2007, le chiffre d'affaires en volume du commerce de détail affiche une tendance à la hausse d'environ 16% par rapport à 2006. Cependant, si l'on omet la part des résultats liés aux sociétés susmentionnées, la progression n'est plus que de 1.1%, reflétant une progression anémique.

Dans la zone euro, la dynamique est relativement similaire pour le commerce de détail, avec une progression de seulement 0.8% en 2007, contre 2.1% en 2006. Les performances décevantes de l'Allemagne (-2.3%) et de l'Italie (-1.7%) justifient en premier lieu ce ralentissement, tandis que l'Irlande (+7.5%) et la France (+3.0%) font bonne figure.

Le **commerce de gros**, qui représente environ 80% de la branche du commerce en termes de chiffre d'affaires, montre un net ralentissement sur le 1er semestre 2007, principalement lié à une baisse du volume des ventes sur des produits de consommation non-alimentaires. Un rattrapage s'est cependant effectué sur les deux derniers mois de l'année à ce niveau, permettant au commerce de gros d'afficher sur l'ensemble de l'année une croissance d'environ 5% du chiffre d'affaires en volume.

Tableau 9: Commerce de détail: chiffre d'affaires en volume

	Nace	2004	2005	2006	2007
					Variation en %
<b>Commerce de détail</b>	<b>52</b>	<b>7.0</b>	<b>3.2</b>	<b>14.6</b>	<b>16.4</b>
Magasin non spécialisé	52.1	1.0	-1.5	5.7	0.9
Alimentaire spécialisé	52.2	5.1	-1.3	-5.6	3.0
Pharma et parfumerie	52.3	1.5	-0.3	1.3	5.8
Magasin spécialisé	52.4	3.8	1.5	1.4	0.1
Occasion	52.5	22.7	-15.8	-48.1	-57.3
Hors magasin	52.6	86.4	37.7	92.5	72.0
Articles personnels et domestiques	52.7	9.5	-2.8	1.5	-3.4

Source: STATEC

Tableau 10: Commerce automobile: chiffre d'affaires en volume

	Nace	2004	2005	2006	2007
					Variation en %
<b>Commerce Automobile</b>	<b>50</b>	<b>1.3</b>	<b>0.0</b>	<b>1.8</b>	<b>-5.4</b>
Véhicules automobiles	50.1	-0.7	-0.8	10.2	-5.8
Entretien et réparation de véhicules	50.2	10.5	3.4	8.2	18.0
Equipements automobiles	50.3	5.3	2.3	2.7	6.9
Commerce et réparation de motocycles	50.4	2.0	-12.1	-15.4	-14.1
Commerce de détail de carburants	50.5	2.9	2.1	-4.8	-8.5

Source: STATEC

Tableau 11: Immatriculations de véhicules neufs (au 31 décembre)

	2004	2005	2006	2007	2007/2006
					Variation en %
				Nombre de véhicules	
Voitures particulières	28 812	28 090	29 632	30 070	1.5
Voitures commerciales	19 422	20 427	21 205	21 262	0.3
Voitures utilitaires*	39	...	...	...	...
Autobus et autocars	126	158	168	176	4.8
Camions	334	461	354	453	28.0
Camionnettes	2 502	2 894	2 934	3 371	14.9
Tracteurs routiers	603	874	950	1 125	18.4
Véhicules spéciaux	230	218	269	190	-29.4
Tracteurs agricoles	213	195	182	211	15.9
Autres véhicules agricoles	60	25	29	21	-27.6
Autres véhicules automoteurs	272	311	398	358	-10.1
<b>Total</b>	<b>52 613</b>	<b>53 653</b>	<b>56 121</b>	<b>57 237</b>	<b>2.0</b>

Source: Ministère des Transports (Service National du Contrôle Technique)

\* Plus de nouvelles immatriculations dans cette catégorie à partir de 2005

Les ventes du commerce dit "**automobile**" reculent en volume, conséquence de résultats moindres sur les ventes de véhicules (et ceci malgré la très légère hausse des immatriculations de véhicules neufs en 2007) et sur celles de carburants. Les détaillants en carburants enregistrent ainsi pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive une baisse de leurs ventes en volume, peut-être en lien avec les fortes hausses de prix des produits pétroliers. Les immatriculations de véhicules neufs montraient un déficit d'environ 4% par rapport à 2006 jusqu'à la mi-2007, mais le second semestre, beaucoup plus

dynamique, a permis de combler ce manque. Au final, le nombre d'immatriculations<sup>1</sup> enregistre un gain de 1% sur l'ensemble de 2007, un résultat en retrait de celui de 2006 (+4.8%).

Les données les plus récentes (concernant le 1<sup>er</sup> trimestre 2008) montrent cependant un net repli des immatriculations, de l'ordre de 6%, par rapport au début 2007, un résultat de mauvais augure pour la consommation des ménages du 1<sup>er</sup> trimestre 2008.

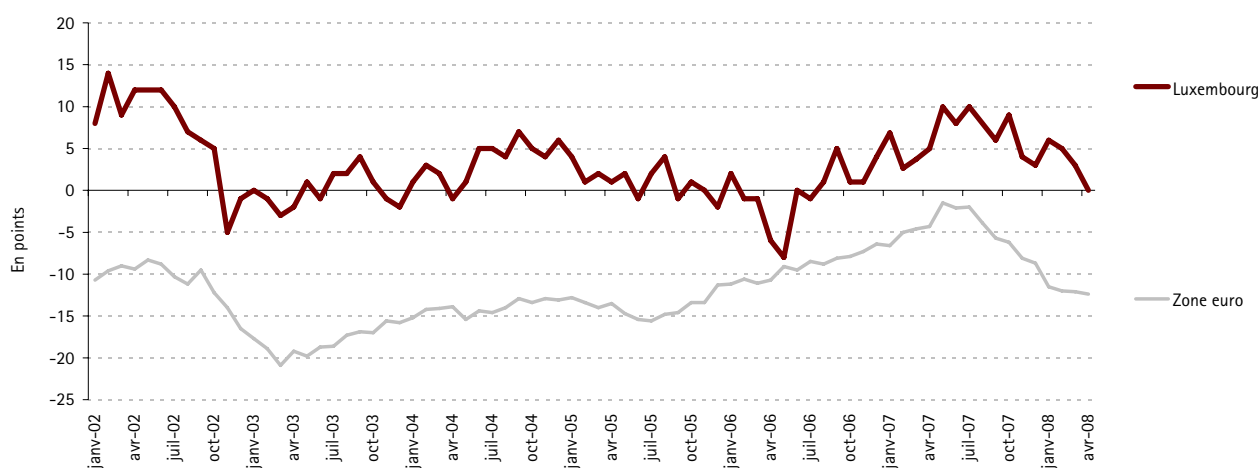
<sup>1</sup> Nouvelles immatriculations de voitures particulières.

### Recul du moral des consommateurs à partir de l'été 2007

Le **moral des consommateurs** de la zone euro est nettement orienté à la baisse depuis l'été 2007 et les résultats du début 2008<sup>1</sup> viennent confirmer cette dégradation. Depuis janvier 2008, la baisse du moral est surtout due à la dégradation du sentiment sur la situation économique générale future et aux anticipations plus négatives sur le chômage. Tous les pays de la zone euro ne sont cependant pas logés à la même enseigne: à partir de mars notamment, on assiste

à une amélioration de la confiance en Allemagne et en Finlande, alors que l'Espagne, les Pays-Bas, la France ou le Portugal ont du mal à s'extirper de la déprime. Le Luxembourg partage certes le pessimisme croissant des autres pays européens depuis l'été 2007, mais de manière moins marquée. Il continue à creuser l'écart avec l'ensemble de la zone euro sur cet indicateur de confiance des consommateurs: la différence entre les deux, à l'avantage du Grand-Duché, n'a pas été aussi prononcée depuis la mi-2005.

**Graphique 13: Indicateur de confiance des consommateurs**



Sources: BCL, Eurostat

<sup>1</sup> Dernières données disponibles: avril 2008.

### 3.4 Hôtellerie, restaurants

**Tableau 12: Horeca: chiffres d'affaires en valeur**

Branche	Nace	Poids		Année		2007				
		2004	2005	2006	2007	T1	T2	T3	T4	
										Variations annuelles en %
Hôtels et restaurants	55	100.0	5.3	1.8	3.1	0.8	2.9	3.9	4.4	
Hôtels	55.1	23.1	4.9	2.5	0.7	2.3	0.8	3.0	-3.0	
Autres hébergements	55.2	2.2	2.5	4.3	-4.6	-10.2	-0.9	-5.2	-3.6	
Restaurants	55.3	46.9	3.9	2.0	2.2	0.1	2.7	3.0	2.8	
Cafés	55.4	18.1	2.9	-1.1	3.9	2.1	6.6	3.4	3.2	
Cantines et traiteurs	55.5	9.7	11.7	2.4	7.7	1.7	3.4	9.4	15.5	

Sources: Administration de l'Enregistrement et de Domaines, STATEC

Le **chiffre d'affaires** du secteur Horeca enregistre une progression de 3.1%, légèrement supérieure à celle de 2006.

Les restaurants, principaux acteurs du secteur de par leur poids économique, n'enregistrent qu'une hausse de 2.2% de leur chiffre d'affaires, une progression relativement basse (en dessous de l'inflation générale) alors que prix de la restauration<sup>1</sup> ont subi des hausses relativement prononcées en 2007. Il se peut que ce résultat soit sous-estimé, mais il est également possible que les répercussions de la hausse des prix alimentaires sur les prix affichés à la carte aient joué à la baisse sur la fréquentation. Les cantines et traiteurs n'ont apparemment pas trop souffert de cet état de fait et ont vu leurs résultats progresser confortablement, tout spécialement sur le deuxième semestre 2007.

Concernant l'hôtellerie, la progression du chiffre d'affaires, inférieure à 1% sur l'ensemble de 2007, semble également faible au regard de la progression des nuitées d'environ 5%. Au Sud du pays, l'hôtellerie s'est massivement développée (+28.6% d'arrivées) et affiche des résultats exceptionnels qui s'expliquent surtout par

plusieurs établissements proches des autoroutes spécialisés dans le tourisme de passage.

Les autres hébergements ont connu pour leur part ce que l'on peut appeler une "mauvaise année" en termes de chiffre d'affaires, un phénomène que l'on peut relier directement à la baisse très nette de la fréquentation dans les campings en 2007. Cette dernière participe également au recul des nuitées totales (toutes catégories d'hébergements confondus).

Du côté des principaux pays de provenance des hôtes, on notera le net repli des Néerlandais et des Belges (cf. tab. 14), qui constituent précisément notre principale clientèle touristique. A l'inverse, nos voisins Allemands sont venus plus nombreux, compensant notamment le recul des touristes en provenance de Belgique.

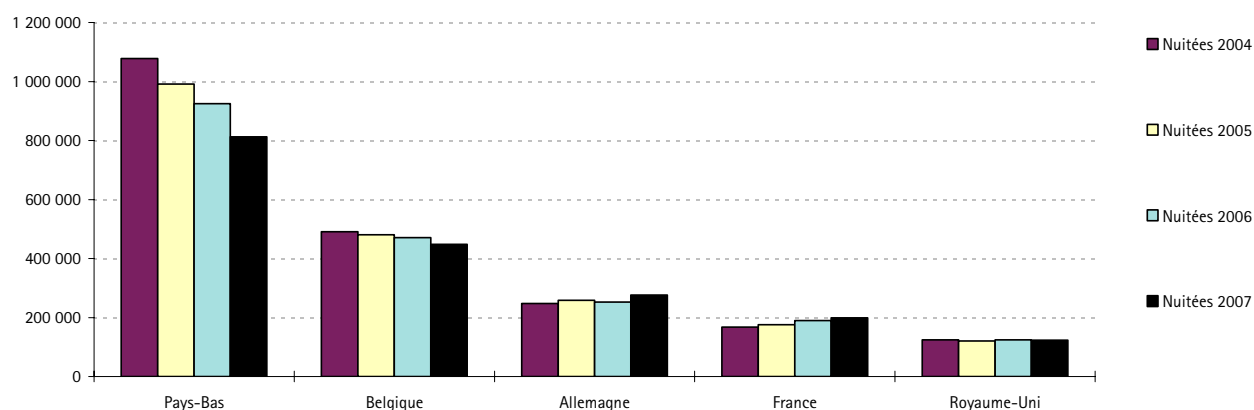
Les statistiques de fréquentation touristique, arrivées et nuitées présentent au final des résultats un peu décevants pour 2007, alors que cette année était notamment consacrée au programme de "Luxembourg et Grande Région 2007, Capitale européenne de la culture".

**Tableau 13: Arrivées et nuitées selon la catégorie d'hébergement**

	2005	2006	2007	2007/2006
	Unité: milliers			Variation en %
<b>Arrivées</b>				
Toutes catégories d'hébergement	977.4	970.3	981.3	1.1
Hôtels, auberges, pensions	696.3	702.4	737.6	5.0
Campings	188.2	173.0	145.0	-16.2
Hébergement complémentaire	92.9	94.9	98.7	4.0
<b>Nuitées</b>				
Toutes catégories d'hébergement	2 711.5	2 637.2	2 548.3	-3.4
Hôtels, auberges, pensions	1360.1	1361.2	1437.5	5.6
Campings	1046.0	972.5	803.5	-17.4
Hébergement complémentaire	305.5	303.6	307.3	1.2

Source: STATEC

<sup>1</sup> Tels que relevés dans le cadre de l'indice des prix à la consommation national (cf. partie 5.1).

**Graphique 14: Nuitées selon la résidence habituelle des hôtes – Toutes catégories d'hébergement**

Source: STATEC

Concernant le tourisme au niveau mondial, le Baromètre de l'OMT (Organisation Mondiale du Tourisme) révèle qu'en 2007, les arrivées internationales de touristes se sont développées de 6% environ pour atteindre un nouveau chiffre record d'environ 900 millions. Ce résultat est quelque peu impressionnant étant donné que la barre des 800 millions avait été atteinte seulement deux ans

plus tôt. Ceci représente presque 52 millions d'arrivées supplémentaires par rapport à 2006, un chiffre supérieur à la fréquentation totale pour le Moyen-Orient ou l'Afrique. En fait, le tourisme mondial a connu en 2007 sa quatrième année consécutive de croissance au-dessus de la moyenne de long terme de 4.1% et au-dessus des 5.5% enregistrés en 2005 et 2006.

**Tableau 14: Nuitées selon la résidence habituelle des hôtes – toutes catégories d'hébergement**

	2005	2006	2007	2007/2006 en %
Allemagne	258 323	252 159	275 936	9.4
Belgique	480 530	470 768	448 182	-4.8
France	175 498	189 731	198 919	4.8
Italie	47 194	46 159	49 778	7.8
Pays-Bas	991 150	924 954	812 495	-12.2
Royaume-Uni	120 811	123 805	123 433	-0.3
Danemark	19 560	17 640	20 202	14.5
Grèce	8 661	7 969	6 055	-24.0
Irlande	7 555	9 526	9 715	2.0
Portugal	15 615	15 852	16 662	5.1
Espagne	32 573	32 867	29 980	-8.8
Suède	16 120	16 299	14 859	-8.8
Finlande	8 870	9 111	7 270	-20.2
Autriche	11 614	14 488	12 456	-14.0
République tchèque	8 945	7 260	7 488	3.1
Hongrie	6 471	6 697	5 154	-23.0
Pologne	17 314	17 825	18 323	2.8
Slovénie	2 885	2 543	2 574	1.2
Slovaquie	3 982	2 624	3 202	22.0
Estonie	2 164	1 755	1 811	3.2
Lettonie	1 858	1 689	1 751	3.7
Lituanie	3 570	3 612	2 424	-32.9
Bulgarie	2 984	4 014	5 182	29.1
Roumanie	4 847	4 554	8 453	85.6
Chypre	1 664	1 689	1 280	-24.2
Malte	3 016	3 089	2 647	-14.3
Suisse	28 486	31 584	37 011	17.2
Autres pays d'Europe	36 870	38 851	56 180	44.6
Etats-Unis d'Amérique	52 422	54 346	50 779	-6.6
Autres pays d'Amérique	19 944	24 006	25 994	8.3
Autres pays	73 983	76 777	85 123	10.9
<b>Total pays étrangers</b>	<b>2 465 479</b>	<b>2 414 243</b>	<b>2 341 318</b>	<b>-3.0</b>
Luxembourg	246 090	222 956	206 942	-7.2
<b>Total tous pays</b>	<b>2 711 569</b>	<b>2 637 199</b>	<b>2 548 260</b>	<b>-3.4</b>

Source: STATEC

### 3.5 Transports et communications

Tableau 15: Transports et communications: chiffre d'affaires en valeur et emploi

Branche	Nace	Poids				2007			
		2002	2005	2006	2007	T1	T2	T3	T4
		En %				Variation annuelle en %			
Chiffre d'affaires en valeur									
<b>Transports et communications</b>	<b>60-64</b>	<b>100.0</b>	<b>11.3</b>	<b>8.8</b>	<b>4.0</b>	<b>2.8</b>	<b>7.0</b>	<b>-0.1</b>	<b>6.9</b>
<b>Transports</b>	<b>60-63</b>	<b>72.0</b>	<b>18.7</b>	<b>5.8</b>	<b>1.7</b>	<b>-0.2</b>	<b>9.6</b>	<b>-2.5</b>	<b>0.7</b>
Transports terrestres	60	22.2	9.7	12.2	12.4	18.5	17.8	5.5	9.5
Transports par eau	61	22.0	51.2	4.6	-17.7	-31.2	31.3	-28.0	-25.1
Transports aériens	62	20.0	16.6	2.6	2.3	2.3	2.8	-0.8	4.7
Auxiliaires du transport	63	7.9	8.0	14.0	9.2	4.8	8.3	17.6	6.6
<b>Communications</b>	<b>64</b>	<b>28.0</b>	<b>1.1</b>	<b>13.8</b>	<b>7.5</b>	<b>5.8</b>	<b>2.9</b>	<b>3.8</b>	<b>21.2</b>

Sources: Administration de l'Enregistrement et des Domaines, STATEC

Branche	Nace	Emploi salarié							
		2002	2005	2006	2007	T1	T2	T3	T4
<b>Transports et communications</b>	<b>60-64</b>	<b>100.0</b>	<b>2.6</b>	<b>5.2</b>	<b>4.6</b>	<b>5.2</b>	<b>4.2</b>	<b>2.8</b>	<b>6.2</b>
<b>Transports</b>	<b>60-63</b>	<b>84.4</b>	<b>3.8</b>	<b>5.5</b>	<b>4.9</b>	<b>5.4</b>	<b>4.4</b>	<b>3.3</b>	<b>6.7</b>
Transports terrestres	60	47.5	0.1	4.5	6.6	6.7	7.1	6.0	6.6
Transports par eau	61	13.4	20.1	15.2	-1.0	5.4	-4.4	-6.8	3.6
Transports aériens	62	13.3	3.6	4.2	4.3	4.0	4.4	3.7	5.3
Auxiliaires du transport	63	10.2	5.3	0.6	5.7	1.3	3.9	4.6	12.8
<b>Communications</b>	<b>64</b>	<b>15.6</b>	<b>-3.5</b>	<b>3.6</b>	<b>2.9</b>	<b>4.4</b>	<b>3.4</b>	<b>0.4</b>	<b>3.6</b>

Source: IGSS

La branche des transports et communications, malgré des évolutions très hétérogènes en 2007 selon les domaines d'activité, laisse apparaître des résultats plutôt positifs dans l'ensemble. Le chiffre d'affaires de la branche subit certes un ralentissement par rapport à 2006, mais celui-ci s'explique plus par des effets statistiques que réellement conjoncturels. L'emploi de la branche, très dynamique depuis 2006, reste bien orienté sur l'ensemble de l'année.

#### Une bonne année pour le transport, si l'on exclut les transports par eau

Les résultats de chiffre d'affaires des **transports** sont très affectés en 2007 par l'évolution des "transports par eau". Cette catégorie spécifique ne rentre pratiquement pas en ligne de compte dans le calcul de la valeur ajoutée (et donc de la croissance économique), étant donné qu'elle correspond à des activités qui s'exercent en majorité hors du territoire national. Hors transports par eau, le chiffre d'affaires des transports évolue de quelque 8% sur 2007.

Le domaine du transport aérien semble suivre une évolution un peu moins favorable qu'en 2006, de même que les services d'auxiliaires de transport<sup>1</sup>. Les

mouvements à l'aéroport de Luxembourg<sup>2</sup> ont pourtant été plus importants, surtout pour le fret aérien alors que la fréquentation des passagers progresse modestement (cf. tableau 17).

D'après les chiffres de l'AEA (Association of European Airlines), la compagnie Cargolux a enregistré une progression du fret transporté de 5% sur l'ensemble de 2007. Selon, la même source, Luxair a en revanche subi un repli du nombre de passagers transporté (-5.2%<sup>3</sup>). Au niveau du trafic total, l'AEA mentionne pour l'ensemble des compagnies affiliées une hausse de 4.1% pour le nombre de passagers et de 2.7% pour le fret sur l'ensemble de 2007. Les premières tendances pour 2008 sont relativement peu engageantes: Luxair montre à nouveau un recul (de 4% environ sur un an) pour le 1<sup>er</sup> trimestre tandis que Cargolux n'enregistre qu'une faible progression du fret (0.8%); pour l'ensemble des compagnies affiliées à l'AEA, on constate un ralentissement sur la même période pour le transport de passagers (+2.6% sur un an) mais une accélération pour le fret (+4.2%).

<sup>1</sup> Pour ces derniers, il faut cependant relativiser le ralentissement étant donné la progression exceptionnelle connue en 2006.

<sup>2</sup> L'aéroport de Luxembourg a occupé la 27<sup>ème</sup> position en 2006 parmi les principaux aéroports de fret du monde. Au niveau européen il se classe au cinquième rang (source: Bulletin du STATEC n°11-2007, "L'impact économique de l'aéroport de Luxembourg").

<sup>3</sup> Le groupe Luxair a cependant connu une très nette progression des ventes de séjours (vols vacances) via le voyageur LuxairTours (400 000 passagers en 2007).

Plusieurs évènements relatifs aux infrastructures de transport ont eu lieu en 2007 et sur le début de 2008.

La liaison Luxembourg-Paris par le TGV-Est a été mise en service en juin 2007, mettant les deux capitales à 2h15 de distance (contre presque 4 heures auparavant). La mise en service du TGV-Est renforce de fait la concurrence avec certaines liaisons aériennes, surtout pour les trajets Luxembourg-Paris<sup>1</sup> et Strasbourg-Paris.

Le lancement commercial de l'autoroute ferroviaire entre Bettembourg et Perpignan a eu lieu à l'automne 2007. Ce projet, qui consiste à transporter par train les remorques des camions, répond à plusieurs objectifs: désengorger le trafic autoroutier, permettre de s'affranchir des restrictions de circulations (comme l'interdiction de circulation des poids lourds sur autoroute le weekend), valoriser un mode de transport plus écologique. Pour le Luxembourg, il s'inscrit également dans le cadre du développement économique de structures liées au secteur de la logistique.

Du côté du transport aérien, la nouvelle aérogare de l'aéroport du Findel est devenue opérationnelle en mai 2008. Cette nouvelle structure permettra d'accueillir 3 millions de passagers par an.

Pour les infrastructures routières, signalons enfin l'ouverture à la circulation en janvier 2008 du tronçon de l'autoroute du Nord A7 reliant Lorentzweiler à Mersch.

Du côté des services de **communications**, les données de chiffre d'affaires témoignent d'une progression ralentie des services de télécommunications. Pour ce qui

concerne les activités de poste et de courrier en revanche, les résultats marquent une nette accélération en 2007 (de 20% environ), après deux années déjà très satisfaisantes.

En février 2008, le Parlement européen a approuvé l'ouverture complète à la concurrence des services postaux dans l'UE d'ici à 2011. Le Luxembourg, ainsi que dix autres pays, ont obtenu un délai supplémentaire de deux ans.

Signalons enfin que deux nouvelles licences UMTS<sup>2</sup> ont été attribuées en avril 2008, aux sociétés Astralis et Luxembourg Online. Ces nouveaux opérateurs viendront concurrencer sur le créneau les entreprises P&T, Tango et Voxmobile.

**Tableau 16: Satellites ASTRA (depuis 2000)**

Nom du satellite	Date de lancement
ASTRA 2B	14.09.2000
ASTRA 2D	19.12.2000
ASTRA 2C	16.06.2001
ASTRA 3A	28.03.2002
ASTRA 1K <sup>1</sup>	26.11.2002
ASTRA 4A	03.02.2005
ASTRA 1KR	20.04.2006
ASTRA 1L	04.05.2007
ASTRA 1M	(2008)
ASTRA 3B	(fin 2009)

<sup>1</sup> Chute contrôlée le 10.12.2002  
Source: SES

**Tableau 17: Aéroport de Luxembourg**

Année	Passagers				Fret			
	Arrivée	Départ	Transit	Total	Arrivée	Départ	Transit	Total
				Nombre				Tonnes
2003	720 854	732 440	7 846	1 461 140	312 047	290 847	54 557	657 451
2004	752 286	761 719	7 801	1 521 806	326 223	290 549	96 213	712 985
2005	776 338	788 304	9 183	1 573 825	331 444	293 555	117 766	742 766
2006	794 323	803 112	8 102	1 605 537	323 453	310 000	118 722	752 175
2007	812 454	822 328	3 514	1 638 296	249 921	369 876	153 817	856 287
								Variation en %
2003	-3.6	-4.0	-33.3	-4.0	17.2	2.1	85.2	13.2
2004	4.4	4.0	-0.6	4.2	4.5	-0.1	76.4	8.4
2005	3.2	3.5	17.7	3.4	1.6	1.0	22.4	4.2
2006	2.3	1.9	-11.8	2.0	-2.4	5.6	0.8	1.3
2007	2.3	2.4	-56.6	2.0	-22.7	19.3	29.6	13.8

Source: Ministère des Transports

<sup>1</sup> Luxair a annoncé avoir perdu une part de marché conséquente sur cette liaison, avec une baisse du nombre de passagers d'environ 35% (interview de Marc Gerges dans la Voix du Luxembourg, 23 janvier 2008).

<sup>2</sup> L'Universal Mobile Telecommunications System (UMTS) est l'une des technologies de téléphonie mobile de troisième génération (3G) européenne. Grâce à sa vitesse accrue de transmission de données, l'UMTS permet notamment de transférer plus rapidement des contenus multimédia tels que les images, les sons et la vidéo. De nouveaux services en relation avec cette technologie concernent principalement l'aspect vidéo: visiophonie, MMS vidéo, vidéo à la demande, télévision.

### 3. Activité par branches

**Tableau 18: CFL – transport de marchandises**

Nature du trafic	2000	2005	2006	2007	2007/2006
				Millier de tonnes nettes	Variation en %
<b>Total</b>	<b>19 992</b>	<b>10 738</b>	<b>12 133</b>	<b>8 266</b>	<b>-31.9</b>
dont:					
Intérieur	2 909	1 910	2 108	2 201	4.4
International	17 083	8 828	10 025	6 065	-39.5
Départ/arrivée	8 919	5 628	6 141	6 065	-1.2
Transit <sup>1</sup>	8 164	3 200	3 884	...	...

Source: CFL

<sup>1</sup> Rupture de série à partir du 4ème trimestre 2006 (le trafic lié au transit n'est plus compabilisé)

**Tableau 19: Activité du port de Mertert**

	2000	2005	2006	2007	2007/2006
				Tonnes	Variation en %
<b>Chargement (exportations)</b>	<b>490 599</b>	<b>263 282</b>	<b>232 383</b>	<b>135 356</b>	<b>-41.8</b>
Produits sidérurgiques	160 309	115 067	179 797	128 911	-28.3
- laminés	147 157	113 482	178 577	128 911	-27.8
- laitiers et divers	13 152	1 585	1 220	...	...
Autres produits	330 290	148 215	52 586	6 445	-87.7
dont Clinker	316 383	142 065	41 879	...	...
<b>Déchargement (importations)</b>	<b>1 108 872</b>	<b>1 031 964</b>	<b>1 056 578</b>	<b>976 935</b>	<b>-7.5</b>
Combustibles	420 138	563 365	565 176	541 501	-4.2
- solides	112 102	62 423	62 238	48 075	-22.8
- produits pétroliers	308 036	500 942	502 938	493 426	-1.9
Matériaux de construction	86 741	69 853	45 034	48 325	7.3
Produits sidérurgiques	421 614	235 046	331 111	305 769	-7.7
Autres produits	180 379	163 700	115 257	81 340	-29.4
Dépendance Bech-Kleinmacher <sup>1</sup>	106 231	157 341	126 530	169 195	33.7
<b>Total transbordements</b>	<b>1 705 702</b>	<b>1 452 587</b>	<b>1 415 491</b>	<b>1 281 486</b>	<b>-9.5</b>

<sup>1</sup> Exportations et importations

Source: Société du port fluvial de Mertert

**Tableau 20: Parc automobile (au 1.1.2008)**

Catégorie	2000	2005	2006	2007	2007/2006
				Nombre	Variation en %
Motocycles (> 50 ccm)	11 486	14 269	14 607	14 946	2.3
Voitures particulières	211 901	210 861	208 150	204 895	-1.6
Voitures à usage mixte *	55 586	93 630	104 392	114 963	10.1
Véhicules utilitaires **	5 599	2 771	2 162	1 662	-23.1
Autobus et autocars	1 051	1 340	1 379	1 455	5.5
Camionnettes	15 380	19 730	20 591	21 765	5.7
Camions	5 035	5 151	5 178	5 278	1.9
Tracteurs routiers	4 228	4 724	4 979	5 489	10.2
Véhicules spéciaux (sur chassis camion)	1 985	2 353	2 404	2 468	2.7
Tracteurs agricoles et sylvicoles	14 123	13 849	14 068	14 121	0.4
Machines agricoles et sylvicoles	1 335	1 134	1 122	1 117	-0.4
Autres véhicules automoteurs	5 428	6 337	6 573	6 758	2.8
<b>Véhicules au total</b>	<b>333 137</b>	<b>376 149</b>	<b>385 605</b>	<b>394 917</b>	<b>2.4</b>

Source: Ministère des Transports / SNCT

\* Voitures à usage mixte = voitures du type "break", "combi" etc., pouvant être utilisées comme voiture particulière ou comme voiture utilitaire. Ce qui explique les tendances des variations des catégories "Voitures particulières" et "Voitures à usage mixte".

\*\* La catégorie des Véhicules utilitaires va disparaître avec la mise hors circulation des véhicules y renseignés

## 3.6 Services financiers

Le secteur financier peut se targuer de résultats globalement satisfaisants sur l'ensemble de 2007. Cependant, un net revirement de tendance s'est opéré à partir du deuxième semestre, dans le sillage de la crise financière internationale. L'impact direct de la crise des subprime semble certes très limité, notamment à cause de la faible exposition des acteurs financiers luxembourgeois dans ce domaine. Cependant, les événements découlant de cet épisode (crise de confiance sur les marchés, restriction du crédit) semblent déjà avoir

### 3.6.1 Contexte financier international

#### Marchés d'action

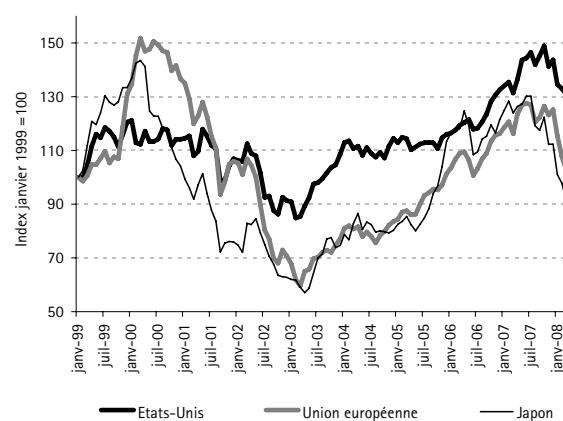
La hausse quasi-continue enregistrée par les marchés d'actions depuis la mi-2003 a été brusquement interrompue durant l'été 2007. A l'origine de cette situation, on trouve les prêts immobiliers à risques dits "subprime" du marché américain. Ces crédits, accordés avec des conditions de ressources minimales mais avec des taux d'intérêt qui revêtent un caractère usurier passé un délai assez court, ont favorisé l'endettement des ménages. Dans l'impossibilité de faire face aux échéances, les ménages ont dû renoncer à l'acquisition de leur logement. Le nombre de logements libérés suite aux défauts de paiement sur ces prêts (par le biais de l'hypothèque) est venu gonfler le stock de logements vacants, exerçant une pression à la baisse sur le marché immobilier américain. Les organismes qui ont octroyé ces prêts ont pu amoindrir leur part de risque en titrisant ces créances douteuses sous forme de produits financiers à haut rendement. D'autres produits dérivés, plus complexes, ont également incorporé une partie de ces titres risqués. De fait, le risque lié aux prêts subprime s'est réparti dans l'ensemble du système financier, même si – on le sait aujourd'hui – cette répartition s'est faite de manière inégale. La montée des défauts sur ce type de crédit aux Etats-Unis a provoqué une poussée des craintes quant à la solvabilité des institutions exposées via leurs investissements dans les supports de titrisation.

Entre la mi-juillet et la mi-août, les principaux indices d'actions ont subi un net repli (de 7% environ en Europe et 10% aux Etats-Unis). Cette correction, de par son ampleur, n'avait pour ainsi dire rien d'exceptionnel, elle se comparait plus ou moins à celle de mai-juin 2006. La différence, c'est que les indices boursiers, malgré une légère remontée jusqu'à la mi-octobre, n'ont pas réussi à renouer avec les niveaux qui prévalaient avant cette correction. Cette évolution est symptomatique du degré d'incertitude qui régnait alors vis-à-vis de l'impact de la crise du subprime, en l'absence de résultats bancaires pour le 2<sup>ème</sup> semestre 2007.

eu un impact sur les performances du secteur financier national, comme en témoignent le très haut niveau des provisions bancaires, l'arrêt de la progression du patrimoine des OPC et les mauvais résultats des sociétés d'assurances sur la fin 2007. Peu d'éléments statistiques sont disponibles au niveau national sur le premier semestre 2008 pour juger de l'évolution du secteur, mais il paraît d'ores et déjà compromis d'éviter, au mieux, un ralentissement.

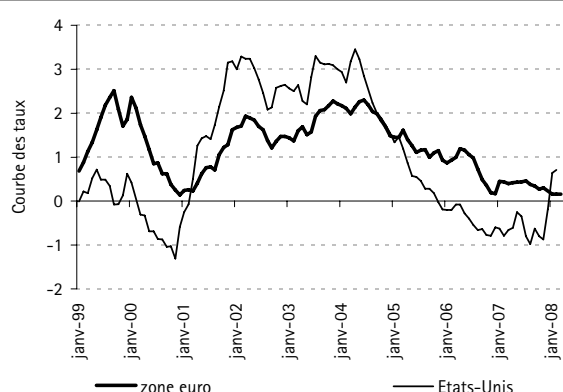
Sur l'ensemble de l'année 2007, par rapport à 2006, les principaux indices actions enregistrent tout de même de bonnes performances: +15% sur le DowJones US, +14% pour le DJ EuroStoxx 50, +5.3% pour le Nikkei japonais<sup>1</sup>. Mais l'essentiel de celles-ci est due à l'évolution favorable du 1<sup>er</sup> semestre ainsi qu'à l'acquis de croissance important de 2006.

Graphique 15: Indices boursiers



Source: Eurostat

Graphique 16: Ecart entre taux longs et courts<sup>1</sup>



Source: Eurostat

<sup>1</sup> Différence entre les taux longs selon la définition du Traité de Maastricht et les taux monétaires à 3 mois

<sup>1</sup> On notera également les très belles performances des marchés émergents et plus particulièrement des places boursières asiatiques (+150% pour le Shanghai Composite, +40% pour les indices Hang Seng de Hong Kong et le BSE indien) et sud-américaines (+40% pour l'IBOVESPA brésilien et l'IPC mexicain, +20% pour le Merval argentin).

Le 1<sup>er</sup> trimestre 2008, dans le sillage de mauvaises nouvelles concernant plusieurs établissements financiers renommés et le risque accru de récession aux Etats-Unis, est marqué à nouveau par de fortes corrections sur les marchés financiers, en janvier principalement (ainsi qu'en mars). Les cours se sont quelque peu redressés en avril, mais accusent toujours des pertes considérables par rapport aux sommets de juillet 2007.

#### Politiques monétaires

L'année 2007 a été marquée par une évolution presque opposée des politiques monétaires américaine et européenne.

Après avoir laissé leur taux directeur (objectif des Fed Funds) inchangé depuis la mi-2006, les autorités monétaires américaines ont opté pour l'assouplissement à partir de l'été 2007. Les taux ont ainsi été ramenés de 5.25% à 4.25% à l'issue du mois de décembre. Au début 2008, plusieurs baisses de forte ampleur se sont succédées. Le mois de janvier, marqué par une forte correction sur les marchés financiers, a laissé place à une diminution de 125 points de base du taux directeur (0.75 pdb le 23 janvier puis 50 pdb le 30 janvier). Après une pause en février, l'assouplissement s'est poursuivi avec une baisse de  $\frac{3}{4}$  de point à la mi-mars, là encore dans un contexte de forte volatilité sur les marchés d'action lié notamment aux menaces croissantes de récession de la 1<sup>ère</sup> économie mondiale. L'objectif de lutte contre l'inflation a clairement été relégué au second plan au profit d'un objectif de soutien à la croissance, malgré les hausses prononcées de l'indice des prix à la consommation induites notamment par la flambée des prix pétroliers. Le dernier mouvement à la baisse, de 25 pdb au 30 avril 2008, ramène le taux directeur américain à 2.0%<sup>1</sup>. Etant donné l'infléchissement du discours prononcé à l'issue de la réunion, dans lequel les risques baissiers dus à la croissance n'ont pas été mentionnés et où la hausse des prix des matières premières et du pétrole en particulier ont été mises en avant, cette dernière baisse de taux devrait probablement conclure le cycle d'assouplissement monétaire aux Etats-Unis.

La Banque Centrale européenne reste pour sa part circonspecte face à une inflation qu'elle juge menaçante et, à défaut de poursuivre la hausse des taux d'intérêt,

elle maintient le statu quo monétaire engagé depuis juillet 2007 (le principal taux directeur – Refi – est à 4.0%). Il faudrait une inflexion significative de la croissance en Europe pour que les autorités monétaires européennes se dirigent vers un assouplissement, une option qui n'a pas encore été évoquée, ou alors de manière équivoque<sup>2</sup>.

Depuis le début de la crise financière, les banques centrales ont également dû confirmer leur rôle de prêteur en dernier ressort, en injectant massivement des liquidités sur les marchés pour prévenir une situation de credit-crunch (crise du crédit).

#### Taux de change

L'année 2007 a été largement marquée par le recul du dollar US face à l'euro ou, d'une manière plus générale, par une dépréciation de la monnaie américaine face à l'ensemble des autres devises. Entre janvier et décembre 2007, l'euro est passé de 1.30 USD à 1.45 USD, ce qui correspond à une appréciation légèrement supérieure à 10%. On constate également une appréciation du même ordre de grandeur face au dollar US pour la plupart des autres devises (yen japonais, dollar canadien, dollar australien, franc suisse, etc.) en 2007.

Le ralentissement économique américain, dans un contexte de déficits toujours importants, justifie en partie ce phénomène. Avec la détérioration des perspectives américaines pendant l'été 2007 (conséquences de la crise des prêts subprimes, possibilités accrues de récession et remontée du chômage), le mouvement s'est amplifié, surtout vis-à-vis de l'euro, à la fin de 2007 et au début de 2008. L'euro a atteint le niveau record de 1.60 USD à la mi-avril pour se replier quelque peu ensuite<sup>3</sup>.

Concernant l'euro en particulier, certaines évolutions revêtent un caractère structurel. L'euro se situe dans un système de changes flexibles, contrairement à d'autres monnaies d'Asie ou du Moyen-Orient qui sont en changes fixes ou quasi-fixes, et va donc par nature réagir plus vite aux évolutions économiques. Ensuite, l'euro acquiert progressivement un statut de monnaie de réserve: le dollar US reste certes une référence en la matière mais, depuis la création de l'euro, il est passé de 70% à 65% des réserves et l'euro de 20% à 25%<sup>4</sup>.

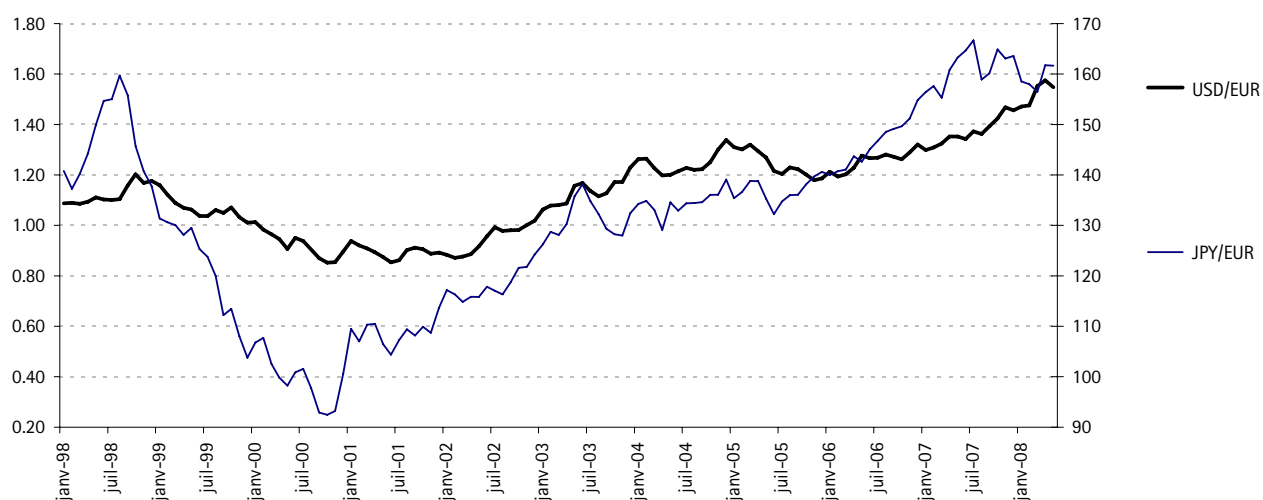
---

<sup>1</sup> Avec une inflation générale de l'ordre de 4% sur le début 2008, les Etats-Unis se trouvent donc dans une situation de taux d'intérêt réels négatifs, qui révèle le caractère fortement expansif de leur politique monétaire actuelle.

<sup>2</sup> Une nouvelle hausse des taux n'a d'ailleurs pas été exclue non plus.

<sup>3</sup> Il cote 1.55 USD au 05 mai 2008.

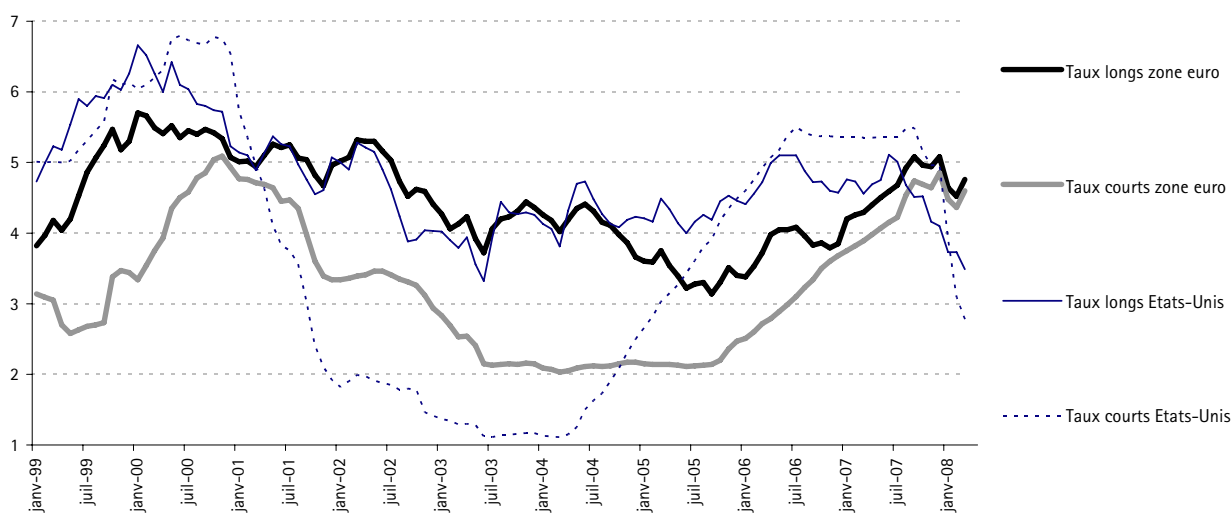
<sup>4</sup> D'après Alexandre Bourgeois, chef économiste adjoint chez Natixis, "Ce n'est pas tant la santé de la zone euro qui attire les investisseurs que la défiance envers la zone dollar, le fait que la Chine ait encore un système de changes de pays émergent (le yuan n'est pas convertible) ou que la livre sterling, le yen et le franc suisse opèrent sur des zones trop petites." (interview publiée dans le magazine Challenge, 13 mars 2008).

Graphique 17: Taux de change de l'euro face au dollar américain et au yen<sup>1</sup>

Source: Eurostat

<sup>1</sup> Augmentation = appréciation de l'euro face à la devise étrangère

Graphique 18: Taux d'intérêt dans la zone euro et aux Etats-Unis



Source: Eurostat

Taux courts = taux interbancaires à 3 mois

Taux longs = rendements obligataires, selon le critère de Maastricht

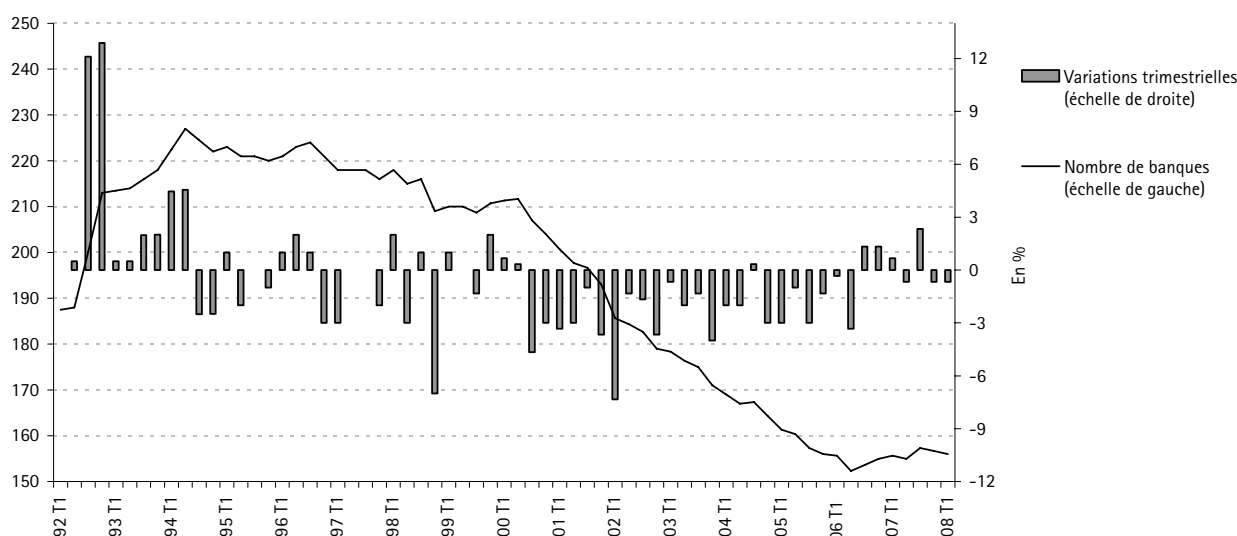
### 3. Activité par branches

**Tableau 21: Aperçu synoptique du secteur financier luxembourgeois**

Dénomination	2005	2006	2007	2005	2006	2007
	Nombre de salariés			Taux de variation en %		
<b>Emploi du secteur financier</b>	31 358	34 232	36 270	-5.6	9.2	6.0
Intermédiation financière (Nace 65)	24 682	25 845	27 759	0.9	4.7	7.4
Assurance (Nace 66)	2 621	2 720	2 850	0.0	3.8	4.8
Auxiliaires financiers et d'assurance (Nace 67)	6 676	8 388	8 511	2.7	25.6	1.5
<b>Autres indicateurs sur les entités soumises au contrôle prudentiel</b>	Nombre absolu			Variation absolue		
Nombre de banques	159	154	156	-8	-5	2
Nombre d'Organismes de placement collectif (OPC)	2 021	2 143	2 444	99	122	301
Nombre d'autres Professionnels du secteur financier (PSF)	185	196	215	26	11	19
Nombre de sociétés d'assurance	95	95	...	0	...	...
	Mio EUR			Taux de variation en %		
Somme des bilans des banques	746 623	829 380	889 122	9.8	11.1	7.2
Résultat net des banques avant provisions	4 582	6 671	7 071	18.6	45.6	6.0
Actifs nets des Organismes de placement collectif	1 315 834	1 704 510	2 013 737	25.7	29.5	18.1
Primes vie et non-vie émises par les assurances	10 924	12 859	12 243	23.2	17.7	-4.8

Sources: IGSS, STATEC, BCL, CAA et CSSF

**Graphique 19: Nombre de banques**



Source: BCL

**Tableau 22: Somme des bilans des établissements de crédit**

	2006		2007	
			Décembre	
			Variation décembre 2006-décembre 2007	
			en Mio EUR	en %
Créances interbancaires	417 943	455 682	37 739	9.0
Créances sur la clientèle	161 250	195 350	34 100	21.1
Portefeuille titres	233 602	236 700	3 098	1.3
Autres actifs	26 770	27 717	947	3.5
<b>Total de l'actif</b>	<b>839 565</b>	<b>915 448</b>	<b>75 883</b>	<b>9.0</b>

Source: Banque centrale du Luxembourg

### 3.6.2 Le secteur bancaire

#### Nombre d'établissements

L'année 2007 a vu la constitution de trois nouvelles entités bancaires<sup>1</sup>, deux fusions<sup>2</sup> et un abandon de statut bancaire, ces mouvements débouchant au final sur une stabilité du nombre d'établissements de crédit présents sur la place bancaire luxembourgeoise.

En ce qui concerne l'origine géographique des banques, les établissements allemands (avec 45 unités à la fin 2007) restent prépondérants sur la place bancaire luxembourgeoise. Suivent les banques françaises (15 établissements), italiennes (13), suisses (13 aussi), belges (12) et luxembourgeoises (7 établissements), celles-ci constituant, avec les banques allemandes, les 2/3 des établissements présents au total au Luxembourg.

#### Somme des bilans

La somme des bilans des établissements de crédits a poursuivi sa croissance en 2007, et ce pour la 4<sup>ème</sup> année consécutive. Malgré les bouleversements qui ont affecté la sphère financière à partir du mois d'août, les banques luxembourgeoises voient leurs activités bilantaires se développer d'environ 9% en 2007 (variation sur un an en fin d'année). Ce résultat se compare favorablement à la croissance de quelque 6% enregistrée en 2006, année déjà considérée comme très satisfaisante pour les banques de la Place.

Cette progression de 9% en 2007 n'est cependant pas le fruit d'une évolution linéaire de l'activité bancaire. Le mois d'août a montré une quasi-stagnation de la somme des bilans (notamment du fait du recul des créances interbancaires) et le dernier trimestre 2007 s'est révélé peu dynamique, avec en particulier un mois de décembre affecté par une baisse de 2.7%<sup>3</sup>.

Les créances interbancaires, qui représentent environ la moitié de l'actif du bilan, ont dicté la tendance générale

(+9% sur l'ensemble de l'année), mais celles-ci ont été affectées sur le 2<sup>ème</sup> semestre par la crise de confiance affectant les milieux financiers et plus particulièrement les relations entre les différents établissements de crédit.

Fort heureusement, les créances vis-à-vis de la clientèle non-bancaires ont largement soutenu l'activité, progressant de quelque 21% sur l'année. D'après la BCL<sup>4</sup>, cette réorientation [vers les créances sur la clientèle non-bancaire] "favorise des revenus plus élevés dans le chef des banques puisque les marges sur les crédits à la clientèle sont souvent plus élevées que celles dégagées par l'activité interbancaire".

Cet accroissement des créances vis-à-vis de la clientèle non-bancaire vient principalement de la clientèle résidente et plus particulièrement des autres intermédiaires financiers<sup>5</sup>. Outre le développement tendanciel de leur activité au Luxembourg, la BCL justifie ce mouvement par les turbulences sur les marchés financiers et la crise de liquidité afférente, qui aurait généré une forte demande de crédit de la part des OPC (non-monétaires), des sociétés de gestion et des sociétés holdings à partir du 3<sup>ème</sup> trimestre, tendance qui s'est même renforcée au 4<sup>ème</sup> trimestre.

Toujours du côté des résidents, on constate une hausse de 20% des crédits accordés aux ménages, quasiment du seul fait de la progression des crédits immobiliers<sup>6</sup>.

Le poste qui connaît l'évolution la moins favorable dans l'actif des banques en 2007 est celui du portefeuille titres, qui progresse de seulement 3.5% sur un an (contre plus de 8% en 2006).

Concernant le début 2008, il faut noter une progression encourageante de la somme des bilans en janvier et en février. Le mois de janvier en particulier, avec une croissance de 2.2% vient quasiment compenser le net recul subi en décembre 2007, essentiellement du fait de nouvelles créances sur les établissements de crédit.

<sup>1</sup> PayPal (Europe) S.à.r.l. et Cie, S.C.A, Dexia LdG Banque S.A. et PFPC Bank Limited, Luxembourg Branch.

<sup>2</sup> Entre BNP Paribas Luxembourg et la Banca Nazionale del Lavoro International S.A. en mars et entre la BPU Banca International S.A. et la UBI Banca International S.A. en octobre.

<sup>3</sup> Il faut remonter jusqu'au mois d'août 2001 (-3.7%) pour retrouver une baisse aussi forte.

<sup>4</sup> Revue de stabilité financière 2008, BCL.

<sup>5</sup> Les crédits pour cette catégorie ont plus que doublé en un an. Ils représentent à la fin 2007 la moitié des crédits aux résidents, contre un peu plus du tiers à la fin 2006.

<sup>6</sup> Voir également la partie 3.2, pp. 27-28.

Tableau 23: Compte de profits et pertes des établissements de crédit en fin d'année

Nature des revenus et des dépenses	2000	2005	2006	Variation 2006-2007	
				Mio EUR	En %
1. Intérêts et dividendes perçus	49 725	36 515	49 972	62 452	25.0
2. Intérêts bonifiés	46 149	32 531	45 069	56 350	25.0
3. Marge sur intérêts (1-2)	3 576	3 984	4 903	6 102	24.5
4. Résultat net sur réalisations de titres	290	376	94	353	275.5
5. Résultat net sur commissions	3 078	3 285	3 761	4 115	9.4
6. Résultat net sur opérations de change	298	335	446	455	2.0
7. Résultats divers nets	466	503	1 674	914	-45.4
<b>8. Résultat brut (3+4+5+6+7)</b>	<b>7 708</b>	<b>8 483</b>	<b>10 878</b>	<b>11 939</b>	<b>9.8</b>
9. Frais de personnel	1 656	2 016	2 208	2 432	10.1
10. Frais d'exploitation	1 428	1 518	1 628	1 832	12.5
11. Impôts divers, taxes et redevances	98	38	46	54	17.4
12. Amortissements sur immobilisé non financier	313	286	235	257	9.4
<b>13. Résultat avant provisions (8-9-10-11-12)</b>	<b>4 213</b>	<b>4 625</b>	<b>6 761</b>	<b>7 364</b>	<b>8.9</b>
14. Provisions et amortissements sur disponible réalisable et immobilisé financier	1 575	1 007	712	3 587	403.8
15. Extourmes de provisions	719	630	519	688	32.6
16. Constitution nette de provisions (14-15)	856	377	193	2 899	1 402.1
<b>17. Résultat après provisions (13-16)</b>	<b>3 357</b>	<b>4 248</b>	<b>6 568</b>	<b>4 465</b>	<b>-32.0</b>
18. Impôts sur le revenu et les bénéfices	932	775	852	795	-6.7
Idem, en % des résultats avant provisions <sup>1</sup>	22	17	13	11	-14.3
Idem, en % des résultats après provisions <sup>1</sup>	28	18	13	18	37.3
<b>19. Résultat net (17-18)</b>	<b>2 425</b>	<b>3 473</b>	<b>5 716</b>	<b>3 670</b>	<b>-35.8</b>

Résultats des établissements de crédit luxembourgeois, y compris les succursales à l'étranger.

<sup>1</sup> Taux d'imposition implicite calculé par le STATEC.

Source: BCL

### Comptes de profits et pertes

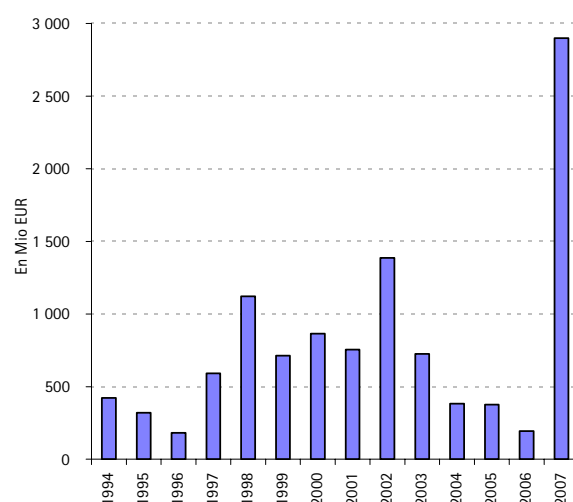
Concernant les comptes de profits et pertes, les résultats pour 2007 sont relativement difficiles à interpréter de prime abord. Le résultat avant provisions enregistre un gain de 9% sur l'ensemble de 2007, mais celui-ci est lié à une progression spectaculaire de la marge d'intérêt, dont une grande partie provient de la hausse des dividendes reçus des filiales<sup>1</sup>.

Les revenus de commissions, en croissance de 9% environ sur l'année, témoignent pour leur part de la vigueur des activités de gestion patrimoniale durant l'année écoulée. Enfin, les revenus sur divers (à caractère non-récurrent) subissent le contrecoup d'un niveau tout à fait exceptionnel en 2006 et marquent un repli important de quelque 45%.

Du côté des coûts, il faut noter la hausse toujours prononcée, bien qu'en légère décélération, des frais de personnel (+10% environ, contre +11% en 2006). Etant donné le ralentissement prévisible de l'emploi bancaire (cf. graphique 21), il faut s'attendre à une progression encore moindre pour 2008. En fait, ce sont surtout les frais d'exploitation qui se sont envolés en 2007 (+13% en 2007, contre 9% en 2006), sans doute sous l'effet de loyers plus chers et d'une inflation générale plus forte.

Enfin, l'image donnée par ces chiffres ne serait pas complète si l'on n'évoquait pas la progression très forte des provisions sur le 2<sup>ème</sup> semestre (cf. graphique 20), qui entraîne une baisse d'environ 36% du résultat net des banques en 2007 et qui traduit une inquiétude certaine vis-à-vis de l'environnement financier.

Graphique 20: Constitutions nettes de provision des banques



Source: BCL

<sup>1</sup> Du point de vue de la comptabilité nationale, ce type d'opération n'a pas d'influence sur la valeur ajoutée créée par le secteur bancaire et donc sur le PIB

Les données des comptes de profits et pertes ne sont malheureusement **pas encore disponibles pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2008**, en raison de modifications de règles comptables (passage aux normes IAS/IFRS<sup>1</sup>). Seule une estimation en provenance de la CSSF<sup>2</sup> indiquerait un recul prononcé des résultats bancaires, d'environ 20% sur un an, à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2008. Il est difficile de commenter cette performance en l'absence de données plus détaillées, mais ce résultat provisoire n'incite pas à l'optimisme pour l'année en cours.

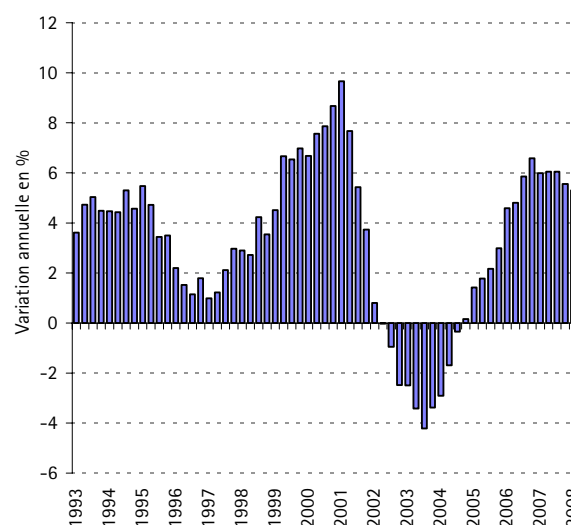
### Ralentissement de l'emploi bancaire

L'emploi dans les établissements de crédit de la Place financière a progressé de 5.9% en 2007 et fait suite à une année 2006 déjà favorable dans ce domaine (+5.2%). Ce regain de dynamisme, en lien avec le surcroît d'activité dans le secteur financier à partir de 2005, ne permet cependant pas de retrouver la cadence élevée des années 1999 à 2001, pendant lesquelles l'emploi bancaire progressait de presque 7% par an.

De plus, les perspectives pour 2008 sont a priori peu encourageantes: les résultats des banques, déjà impactés sur la fin de 2007, devraient continuer à pâtir de la crise financière actuelle et l'emploi pourra difficilement s'affranchir d'un ralentissement. Il marquait déjà une inflexion sur le dernier trimestre 2007 et selon les chiffres provisoires communiqués par la BCL<sup>3</sup> le 1<sup>er</sup>

trimestre 2008 (avec une progression de 5.3% sur un an, cf. graph. 21) confirmerait ce revirement de tendance.

**Graphique 21 : Emploi dans les banques**



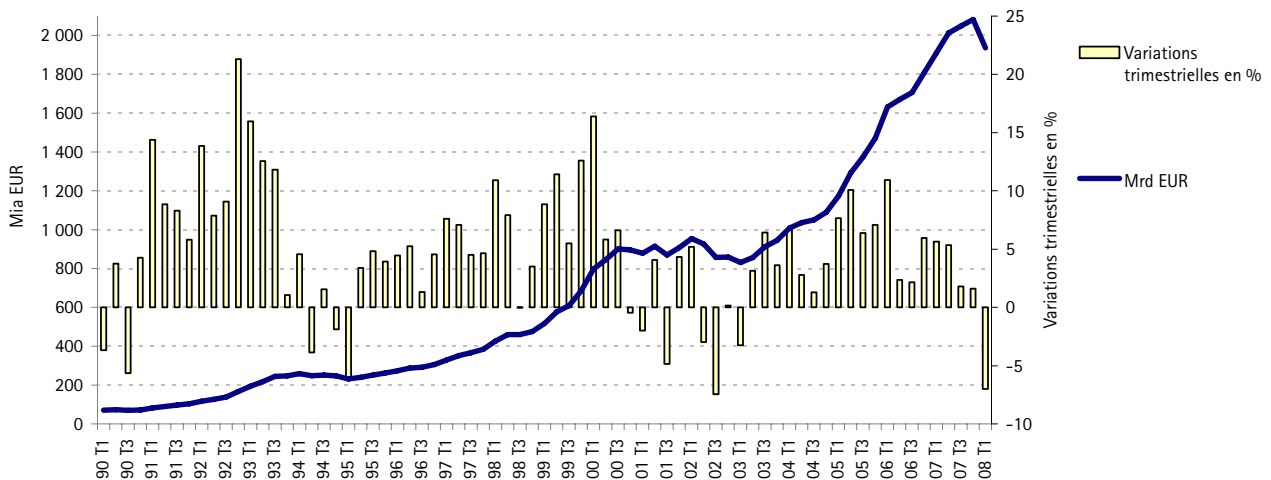
Source: BCL

<sup>1</sup> Les normes de comptabilité internationale IAS / IFRS (International Accounting Standards / International Financial Reporting Standards ou Normes Internationales d'Information Financière) sont un corpus de normes comptables de haute qualité destiné aux grandes entreprises internationales.

<sup>2</sup> Mentionnée lors de la présentation du rapport annuel de la CSSF, le 22 avril 2008.

<sup>3</sup> Communiqué de presse du 06 mai 2008.

Graphique 22: Actifs nets des OPC en fin de période



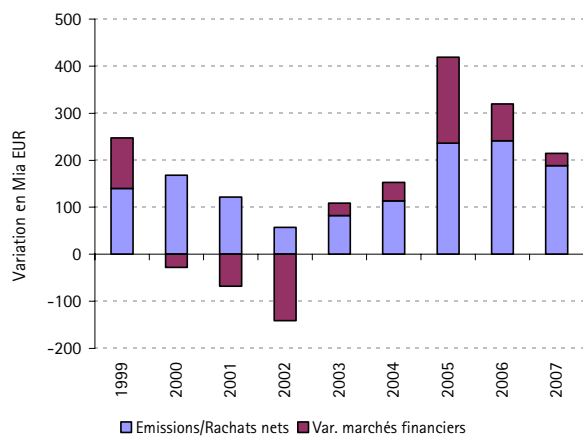
Source: CSSF

### 3.6.3 OPC

Les actifs nets gérés par les organismes de placement collectif au Luxembourg atteignent le montant de 2 059 Mia EUR au 31 décembre 2007. Sur l'ensemble de l'année, la croissance des actifs nets affiche 18%, contre 30% environ en 2006.

En dépit de cette inflexion, le secteur des OPC luxembourgeois enregistre tout de même, et ce pour la quatrième année consécutive, une croissance à deux chiffres que l'on peut qualifier de "soutenue". En revanche, la hausse des actifs due uniquement aux variations sur les marchés financiers a été beaucoup plus limitée en 2007 que sur les deux années précédentes (cf. graph. 23). Cette évolution résulte de l'affaissement des marchés financiers (matérialisée par la baisse des principaux indices boursiers) à partir du troisième trimestre 2007.

Graphique 23: Composantes de l'évolution du patrimoine net des OPC – données annuelles

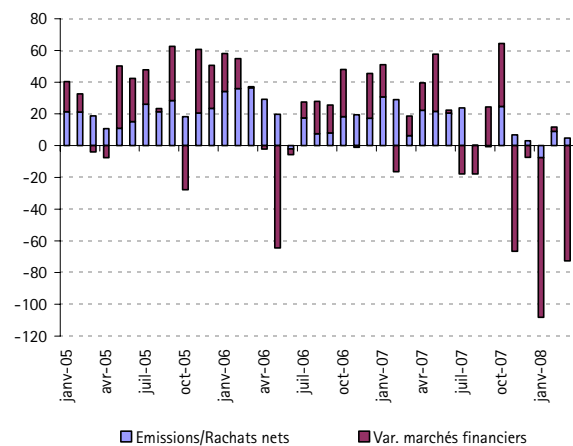


Source: CSSF

D'après une étude menée par la CSSF (en juillet-août 2007), la part des actifs nets d'OPC luxembourgeois investis en titres subprime était extrêmement faible, comptant pour 0.14% du total. L'impact direct de la crise des prêts **subprime** a par conséquent été **négligeable**. Les **effets indirects par contre**, liés à la perte de confiance vis-à-vis des établissements financiers et à la moindre liquidité qui en a résulté, ont notamment entraîné sept compartiments d'OPC à demander la suspension de leurs rachats et un OPC à liquider deux de ses compartiments.

La barre symbolique des 2 000 Mia EUR d'actifs nets a été franchie au mois de mai et le niveau maximal, avec 2 123 Mia EUR, a été atteint en octobre. La fin d'année (novembre et décembre) a par contre été marquée par un reflux des actifs nets, une tendance qui se poursuit

Graphique 24: Composantes de l'évolution du patrimoine net des OPC – données mensuelles



Source: CSSF

sur le début 2008 (cf. graph. 24). Le solde entre émissions et rachats de parts d'OPC, autrement dit l'investissement net en capital, s'est réduit à la portion congrue à partir du deuxième semestre 2007 et ne progresse que de l'ordre de 5 Mia EUR en moyenne par mois depuis août 2007, contre 22 Mia EUR par mois sur la première partie de 2007.

D'après les données rapportées par la CSSF, l'année 2007 se caractérise par un ralentissement de la demande pour les OPC à revenu variable et les OPC à revenu fixe par rapport à 2006. La crise sur les marchés financiers à partir de l'été a en fait débouché sur une substitution

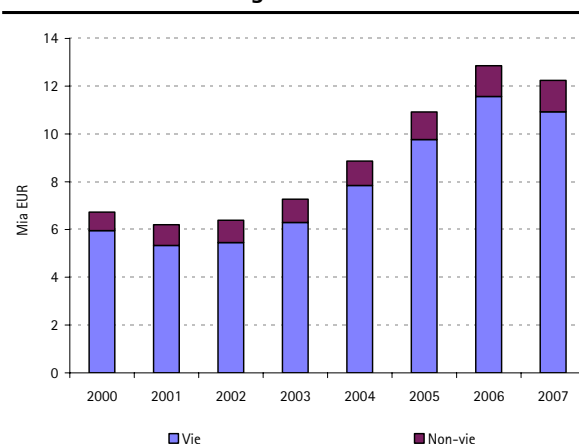
### 3.6.4 Assurances

Le secteur des assurances voit l'année 2007 se terminer sur un résultat négatif. D'après les données diffusées par le Commissariat aux Assurances<sup>3</sup>, les primes encaissées semblent avoir subi une sévère déconvenue au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre 2007. En effet, à l'issue du 3<sup>ème</sup> trimestre 2007, les encaissements montraient encore une progression de quelque 6% par rapport à 2006. Le dernier trimestre est malheureusement venu transformer ce gain en perte nette, de 5% environ pour l'ensemble de l'année, à cause principalement du fort recul des primes de la catégorie "Assurance-vie en unités de compte"<sup>4</sup> (-23% sur un an pour le 4<sup>ème</sup> trimestre 2007), qui représente *grosso modo* les trois quarts du total des primes (vie plus non vie). Cette très mauvaise performance sur la fin 2007 serait due à un "contexte devenu extrêmement difficile comme suite aux turbulences affectant les marchés financiers" selon les termes employés dans le communiqué de presse accompagnant ces résultats.

progressive de produits OPC à obligations et à actions par des OPC monétaires et des OPC à politique d'investissement diversifiée.

D'ailleurs, au niveau de l'offre de nouveaux produits OPC, le lancement de produits OPC à politique d'investissement diversifiée<sup>1</sup> a connu en 2007 la croissance la plus dynamique par rapport à toutes les autres catégories. Les OPC assortis d'une garantie<sup>2</sup> ont également connu un succès remarquable en 2007.

**Graphique 25: Primes encaissées par les sociétés d'assurance luxembourgeoises**



Source: Commissariat aux Assurances

<sup>1</sup> Composés de différentes classes d'actifs: instruments du marché monétaire, obligations et actions.

<sup>2</sup> La garantie donnée assure au souscripteur soit le remboursement d'une partie de son capital engagé, soit le remboursement intégral de sa mise, soit même un accroissement de son placement au terme d'une ou de plusieurs périodes fixées d'avance.

<sup>3</sup> www.commassu.lu.

<sup>4</sup> Une police en unités de compte peut être décrite comme un contrat d'assurance dans lequel l'épargne acquise par le titulaire est directement liée non pas à une devise, comme l'euro par exemple, mais à la valeur de parts de fonds communs de placement ou d'un fonds interne à la société elle-même dans lequel le risque d'investissement est supporté par le titulaire. Ces produits en unités de compte sont commercialisés essentiellement à l'étranger alors que les produits vie dits "classiques" sont vendus essentiellement sur le marché domestique.

### 3.6.5 Professionnels du secteur financier (PSF)

Le nombre de PSF est passé de 196 unités au 31 décembre 2006 à 215 unités à la fin de l'année 2007. Sur l'ensemble de l'année, 29 sociétés ont obtenu un agrément et 10 entités ont abandonné leur statut de PSF. L'évolution positive du nombre total de PSF est principalement liée aux PSF n'appartenant pas à la catégorie des entreprises d'investissement, confirmant la tendance déjà observée sur les années précédentes.

L'emploi dans les PSF est resté très dynamique, avec une hausse de 22% sur un an (à la fin décembre), correspondant à une création nette de 2 246 emplois, pour un total de 12 174 emplois. Ce phénomène n'est attribuable qu'en faible partie aux PSF nouvellement inscrits sur le tableau officiel des PSF et l'on constate une hausse généralisée de l'emploi dans ce secteur d'activité, avec notamment des recrutements importants dans le domaine des fonds d'investissement.

La somme des bilans des PSF établis au Luxembourg (215 unités au 31 décembre 2007) atteint 107.7 Mia EUR au 31 décembre 2007, en hausse de 54% par rapport à l'année précédente. Cette forte croissance est principalement due à un accroissement important du volume d'activité d'un établissement agréé en tant que professionnel effectuant du prêt de titres, mais aussi au développement d'ensemble du secteur en général.

Les résultats nets s'élèvent à 715.7 Mio EUR au 31 décembre 2007, en progression également de presque 50% sur un an. Cette évolution positive résulte essentiellement de la rentabilité accrue d'un acteur important actif en tant que dépositaire professionnel d'instruments financiers, aux professionnels intervenant pour compte propre et aux PSF nouvellement agréés en 2007.

**Tableau 24: Auxiliaires et autres intermédiaires du secteur financier, données de l'emploi**

	NACE	2005	2006	2007	2005	2006	2007
		Nombre de salariés			Variation en %		
<b>Auxiliaires et autres intermédiaires du secteur financier</b>	<b>65.2+67.1</b>	<b>8092</b>	<b>10639</b>	<b>10747</b>	<b>8.1</b>	<b>31.5</b>	<b>1.0</b>
<b>Autres intermédiations financières</b>	<b>65.2</b>	<b>1415</b>	<b>2251</b>	<b>2236</b>	<b>-17.5</b>	<b>59.1</b>	<b>-0.7</b>
Crédit-bail	65.21	43	58	66	28.1	34.1	13.1
Distribution de crédit	65.22	36	42	51	11.0	16.8	20.7
Autres intermédiations financières n.c.a.	65.23	1336	2151	2119	-19.0	61.0	-1.5
Organismes de placement collectif	65.231_3	34	24	26	-21.6	-29.7	6.2
Holdings financiers	65.234	105	84	76	-2.8	-20.1	-9.7
Autres intermédiations financières n.c.a.	65.235	1196	2043	2018	-10.6	70.8	-1.2
<b>Auxiliaires financiers</b>	<b>67.1</b>	<b>6676</b>	<b>8388</b>	<b>8511</b>	<b>15.7</b>	<b>25.6</b>	<b>1.5</b>
Administration de marchés financiers	67.11	147	136	135	2.0	-7.3	-0.7
Gestion de portefeuilles	67.12	4822	5859	5864	8.2	21.5	0.1
Courtiers et commissionnaires	67.121	934	747	788	69.9	-20.0	5.5
Gérants de fortune	67.122	989	1067	1238	-2.3	7.9	16.0
Distributeurs de parts d'OPC	67.123	1832	2022	913	-7.5	10.3	-54.8
Sociétés de gestion d'OPC	67.124	909	1878	2779	18.7	106.6	48.0
Services d'informations boursières et financières	67.125	157	145	145	7.6	-7.7	0.2
<b>Autres auxiliaires financiers</b>	<b>67.13</b>	<b>1708</b>	<b>2393</b>	<b>2512</b>	<b>45.5</b>	<b>40.1</b>	<b>5.0</b>
Dépositaires professionnels	67.131	446	141	139	-48.8	-68.4	-0.9
Conseillers en opérations financières	67.132	70	99	197	-39.0	42.3	99.6
Autres auxiliaires financiers	67.133	1192	2153	2175	527.0	80.6	1.0

n.c.a. = non compris ailleurs

Sources: IGSS, STATEC

### 3.6.6 Bourse de Luxembourg

Le marché des actions luxembourgeoises s'est distingué en 2007 par une progression relativement heurtée de l'indice LuxX, l'indice panier des actions luxembourgeoises<sup>1</sup>. Celui-ci a évolué positivement tout au long du premier semestre, à l'instar des indices actions des autres places boursières, gagnant 20% environ jusqu'à la fin juin. Par la suite, il a subi la tendance générale baissière, voyant les gains enregistrés depuis le début de l'année réduits à néant à la mi-août. L'évolution a continué en dents de scie, redressement jusqu'à la mi-octobre puis affaissement de nouveau, pour terminer sur une hausse de 12% environ sur un an à l'issue du mois de décembre.

La capitalisation boursière des actions des sociétés luxembourgeoises atteint 113.6 Mia EUR en décembre 2007, soit une progression de quelque 90% sur un an. Cette formidable hausse est due essentiellement à la fusion d'Arcelor et de Mittal Steel NV en ArcelorMittal, sous législation luxembourgeoise.

Le volume des échanges sur le marché secondaire<sup>2</sup> a atteint le montant de 652 Mio EUR, en recul de 55% par rapport à l'année précédente, les valeurs à revenu fixe représentant un peu plus des deux tiers du total.

La Bourse de Luxembourg a, comme en 2006, connu une activité soutenue concernant les admissions de valeurs mobilières à la négociation: 13 353 nouvelles valeurs ont été cotées sur l'ensemble de 2007.

Les valeurs nouvellement cotées se décomposent de la manière suivant: 8 294 obligations, de nouvelles actions de 2 sociétés luxembourgeoises, 5 actions de sociétés

étrangères, 25 certificats d'actions étrangères, 1 393 compartiments d'organismes de placement collectif (OPC) luxembourgeois, 9 organismes de placement collectif étrangers et 3 625 warrants.

Le chiffre des 40 000 valeurs (ou lignes de cotations) a été franchi en début d'année et celui des 45 000 au début novembre 2007.

Le segment des obligations reste le plus important (31 469 valeurs), suivi par les OPC luxembourgeois et étrangers (7.372 valeurs).

**Tableau 25: Composition du LuxX (en%)**

	31.12.2005	31.12.2006	31.12.2007
Arcelor Mittal (Arcelor jusqu'en 2005)	20.00	22.52	22.88
Audiolux	0.29	0.24	...
Banque Degroof LUX	...	...	...
BIP	...	1.46	1.74
BGL Investment Partners	1.46	...	...
Cegedel	0.94	0.88	1.40
Dexia	16.78	13.09	11.99
Fortis	20.00	18.94	19.38
KBC Groupe	10.31	13.52	14.38
Le Foyer, Compagnie luxembourgeoise S.A.	0.49	0.48	0.54
Kredietbank LUX ORD.	...	13.52	...
Kredietbank LUX PRIV.	...	...	...
Luxempart	1.88	1.56	2.22
RTL Group S.A.	7.85	7.50	7.66
S.E.S. Global S.A.	20.00	19.80	17.93

Source: Bourse de Luxembourg

<sup>1</sup> Pour plus d'information, voir le site de la Bourse du Luxembourg - [www.bourse.lu](http://www.bourse.lu).

<sup>2</sup> Le marché secondaire, par opposition au marché primaire qui est celui de l'émission des titres, concerne l'achat et de la vente des titres déjà existants.

### 3. Activité par branches

**Tableau 26: Bourse de Luxembourg – nouvelles admissions à la cote**

Spécification	2004	2005	2006	2007	2007
			Nombre d'admissions nouvelles		Variation en %
<b>EMPRUNTS</b>	<b>6 938</b>	<b>6 967</b>	<b>6 860</b>	<b>8 294</b>	<b>21</b>
- Euro/ECU	4 138	4 324	4 171	4 872	17
- Livre sterling	328	351	296	391	32
- Couronne danoise	5	5	17	24	41
- Dollar US	1 961	1 588	1 544	2 012	30
- Yen	142	122	197	238	21
- Dollar canadien	38	23	28	39	39
- Dollar australien	55	47	63	77	22
- Autres	271	507	544	641	18
<b>ACTIONS ET PARTS</b>	<b>17</b>	<b>45</b>	<b>50</b>	<b>32</b>	<b>- 36</b>
- Nationales	1	1	2	2	0
- Etrangères	16	44	48	30	- 38
<b>ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF</b>	<b>863</b>	<b>696</b>	<b>1 379</b>	<b>1 402</b>	<b>2</b>
- Nationaux	861	672	1 345	1 393	4
- Etrangers	2	24	34	9	- 74
<b>WARRANTS ET AUTRES</b>	<b>1 327</b>	<b>1 384</b>	<b>2 255</b>	<b>3 625</b>	<b>61</b>
<b>TOTAL</b>	<b>9 145</b>	<b>9 092</b>	<b>10 544</b>	<b>13 353</b>	<b>27</b>

Source: Bourse de Luxembourg

**Tableau 27: Bourse de Luxembourg – volume des transactions**

	2004	2005	2006	2007	2007
				Mio EUR	Variation en %
Emprunts	591.3	1 956.5	1 291.7	448.3	-65.3
Actions et parts	324.3	207.0	187.2	175.8	-6.1
Organismes de placement collectif	193.7	59.4	21.3	27.0	26.8
Warrants et divers	86.3	4.3	0.2	0.9	254.2
<b>TOTAL</b>	<b>1 195.6</b>	<b>2 227.2</b>	<b>1 500.5</b>	<b>652.0</b>	<b>- 56.5</b>

Source: Bourse de Luxembourg

**Tableau 28: Bourse de Luxembourg – la cote officielle**

Spécification	2003	2004	2005	2006	2007	2006
				Nombre de cotes totales		variation (en %)
<b>EMPRUNTS</b>	<b>21 285</b>	<b>24 292</b>	<b>26 782</b>	<b>28 625</b>	<b>31 469</b>	<b>6.9</b>
- Franc luxembourgeois	234	130	71	37	23	-47.9
- Euros	9 781	12 458	14 768	16 382	18 471	10.9
- Autres	11 270	11 704	11 943	12 206	12 975	2.2
<b>ACTIONS ET PARTS</b>	<b>268</b>	<b>261</b>	<b>279</b>	<b>292</b>	<b>292</b>	<b>4.7</b>
- Nationales	50	47	44	41	39	-6.8
- Etrangères	218	214	235	251	253	6.8
<b>ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF</b>	<b>5 754</b>	<b>6 055</b>	<b>6 172</b>	<b>6 887</b>	<b>7 372</b>	<b>11.6</b>
- Nationaux	5 568	5 976	5 981	6 708	7 220*	12.2
- Etrangers	186	179	191	179	152	-6.3
<b>WARRANTS ET AUTRES</b>	<b>1 795</b>	<b>2 414</b>	<b>2 821</b>	<b>4 056</b>	<b>6 440</b>	<b>43.8</b>
<b>TOTAL</b>	<b>29 102</b>	<b>33 022</b>	<b>36 054</b>	<b>39 860</b>	<b>45 573</b>	<b>10.6</b>

\* Emanant de 552 entités juridiques distinctes pouvant regrouper un ou plusieurs compartiments.

Source: Bourse de Luxembourg

### 3.7 Immobilier, Location et Services aux entreprises

Tableau 29: Services marchands divers: tableau de synthèse

Branche	Nace	Poids		Année			2007			
		2004	2004	2005	2006	2007	T1	T2	T3	T4
							Variation annuelle en %			
							Chiffre d'affaires nominal			
<b>Immobilier, location, informatique, recherche et développement</b>	<b>70-73</b>	<b>100.0</b>	<b>9.7</b>	<b>3.2</b>	<b>7.7</b>	<b>2.8</b>	<b>12.5</b>	<b>-1.5</b>	<b>9.8</b>	<b>-5.1</b>
Activités Immobilières	70	28.9	14.7	1.4	12.3	-6.1	25.6	-16.7	-6.8	-17.7
Location sans opérateur	71	13.9	5.8	19.2	8.9	14.2	16.7	22.1	23.3	-0.5
Activités informatiques <sup>1</sup>	72	22.4	7.2	-1.8	...	...	...	...	...	...
R & D	73	34.8	0.4	6.2	3.5	5.7	0.0	1.8	18.1	3.6
<b>Services fournis principalement aux entreprises</b>	<b>74</b>	<b>100.0</b>	<b>7.1</b>	<b>9.1</b>	<b>11.9</b>	<b>13.5</b>	<b>16.9</b>	<b>8.2</b>	<b>25.1</b>	<b>7.2</b>

Sources: Administration de l'Enregistrement et des Domaines, IGSS, STATEC

<sup>1</sup> Suite à de nombreux reclassements d'entreprises impactant cette rubrique, les séries de chiffres d'affaires sont très volatiles à partir de 2006. Elles feront l'objet de recalculs et sont temporairement exclues de l'analyse conjoncturelle

Les entreprises de la branche "immobilier, location et services aux entreprises" ont dans l'ensemble traversé sereinement l'année 2007. Sur la base des données de chiffre d'affaires, on peut observer en 2007 une poursuite de la très bonne dynamique déjà enregistrée en 2006.

Parmi les progressions les plus importantes, on retrouve celle des **services de location sans opérateur**. Le chiffre d'affaires de cette catégorie est habituellement soumis à une forte volatilité, du fait de la nature même de ce type de services<sup>1</sup>, stimulés notamment dans le cas de l'organisation d'événements exceptionnels<sup>2</sup>. L'année 2007 n'a pas dérogé à cette règle, mais la volatilité est allée de paire avec des résultats au final très satisfaisants.

Les **activités immobilières**, après un démarrage en trombe au début de 2007, en lien avec des transactions à caractère exceptionnel, se sont relâchées par la suite et accusent, sur l'ensemble de l'année un repli du chiffre d'affaires par rapport à l'année précédente.

Le vrai moteur de croissance pour cette branche continue à se situer dans les **services fournis directement aux entreprises**. Dans le détail, on relève des performances pour le moins réjouissantes (avec des taux de croissance à deux chiffres concernant le chiffre d'affaires) du côté des "Activités juridiques, comptables et conseils de gestion", des "Activités d'architecture et d'ingénierie", des sociétés de "Sélection et fourniture de personne<sup>3</sup> et des "Activités de nettoyage".

Le ralentissement perceptible au niveau du secteur financier sur la fin de 2007 devrait, si l'on se base sur les observations du passé, impacter à terme ce type de services. Cependant, le délai de transmission n'étant pas immédiat et l'ampleur du ralentissement étant difficile à estimer, ils sont susceptibles d'apporter encore une contribution importante en termes de croissance économique sur l'ensemble de 2008.

<sup>1</sup> La location sans opérateur est limitée à la mise à disposition du preneur, contre rémunération, d'un bien défini. La ventilation y est faite selon la nature des biens meubles loués et non d'après la clientèle: machines, équipements, articles personnels et domestiques. La location ne porte que sur des biens acquis dans l'intention de les louer.

<sup>2</sup> On peut penser à ce propos aux besoins induits par le programme "Luxembourg et Grande Région 2007, Capitale européenne de la culture".

<sup>3</sup> Représentées en majorité par des entreprises de travail intérimaire, elles bénéficient notamment d'un marché de l'emploi plus dynamique en 2007.

## La faible diversification de l'économie luxembourgeoise est-elle un facteur de risque?

Du point de vue de la structure économique, c'est-à-dire de la manière dont se répartit la valeur ajoutée (ou l'emploi) dans les différentes branches ou secteurs de l'économie, le concept de diversification repose sur l'idée qu'une trop forte spécialisation accroît les risques. Les indicateurs les plus utilisés pour évaluer le degré de diversification et son évolution au cours du temps arrivent en général aux mêmes conclusions en ce qui concerne l'économie luxembourgeoise: elle est une des moins diversifiées parmi les pays développés et cette moindre diversification est liée à une forte spécialisation dans les services financiers. Les résultats obtenus dépendent cependant fortement du découpage sectoriel (du nombre de branches) qui sera retenu pour calculer le degré de diversification, ce qui laisse place à une certaine part de subjectivité dans une approche en termes de risque.

### Indicateurs de diversification

Il existe plusieurs indicateurs de diversification. Ils se réfèrent à la manière dont se répartissent les différentes composantes d'un ensemble. A cet égard, ils rejoignent les concepts et les indicateurs de concentration ou d'inégalité. Ici, la présentation se résume à deux indicateurs, l'indice de Hirschman-Herfindahl et l'indice d'entropie.

#### L'indice Hirschman-Herfindahl

Cet indice est utilisé en économie industrielle afin d'évaluer le degré de concentration dans un marché<sup>1</sup>. Il correspond à la somme des carrés des parts de marché de chaque branche:

$$Ht = \sum_{i=1}^N S_{it}^2$$

Avec N: nombre de branches et S: parts de marché respectives

Les parts de marché peuvent être exprimées par rapport à l'emploi ou par rapport à la valeur ajoutée. Dans cette étude, l'analyse de la diversification va se faire sur la base de la valeur ajoutée, mais les résultats obtenus lorsque l'on considère l'emploi sont très similaires.

L'indice de Hirschman-Herfindahl, qui est à la base un indice de concentration, doit être inversé pour devenir un indice de diversification.

Pour représenter la diversification de la structure économique d'un pays, nous allons donc utiliser

l'indicateur:  $1 - H_t$ ,

#### L'indice d'entropie

L'indice d'entropie de Theil<sup>2</sup> a également été développé pour analyser la concentration économique. Le concept d'entropie a été développé à la base par Shannon<sup>3</sup>, et constitue une des bases de la théorie de l'information. La définition de l'entropie d'une source selon Shannon est telle que plus la source est redondante, moins elle contient d'information. En pratique, l'entropie de Shannon est utilisée en électronique numérique pour numériser une source en utilisant le minimum possible de bits sans perte d'information. L'indicateur d'entropie a été développé par la suite pour d'autres finalités, comme par exemple pour déterminer l'homogénéité (ou l'inégalité) de la répartition spatiale des individus sur un territoire et comme mesure de concentration. L'indice d'entropie de Theil est calculé de la manière suivante:

$$ET_i = \sum_{i=1}^N S_i \log\left(\frac{1}{S_i}\right)$$

Dans cette étude, c'est l'indice de Hirschman-Herfindahl (ou plutôt son inverse) qui sera utilisé comme indicateur de diversification, mais l'indice de Theil débouche sur des résultats très similaires<sup>4</sup>.

#### Le Luxembourg dans la comparaison internationale

Dans la comparaison internationale, on a considéré ici une décomposition en 6 branches, ceci pour des raisons pratiques. En effet, des données font défaut pour plusieurs pays lorsque l'on considère des décompositions plus fines, en 17 branches par exemple.

Les 6 branches retenues ici sont suivantes:

- Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture;
- Industrie, y compris énergie;
- Construction;
- Commerce; réparations automobiles et d'articles domestiques; hôtels et restaurants, transports et communications;

<sup>1</sup> Cet indice a été repris comme indicateur de diversification dans le rapport sur la compétitivité de l'économie luxembourgeoise (Cahier Statec – Université du Luxembourg (CREA) n° 98, pp. 34-36), ainsi que dans l'étude "An analysis of the sectoral diversification of a small open economy: the case of Luxembourg", par Luisito Bertinelli et Eric Strobl (publié dans le bilan Compétitivité 2007 de l'Observatoire de la Compétitivité, disponible sur [www.odc.lu](http://www.odc.lu)).

<sup>2</sup> Economètre néerlandais.

<sup>3</sup> Claude Elwood Shannon était un ingénieur électricien et mathématicien américain. Il est l'un des fondateurs de la théorie de l'information.

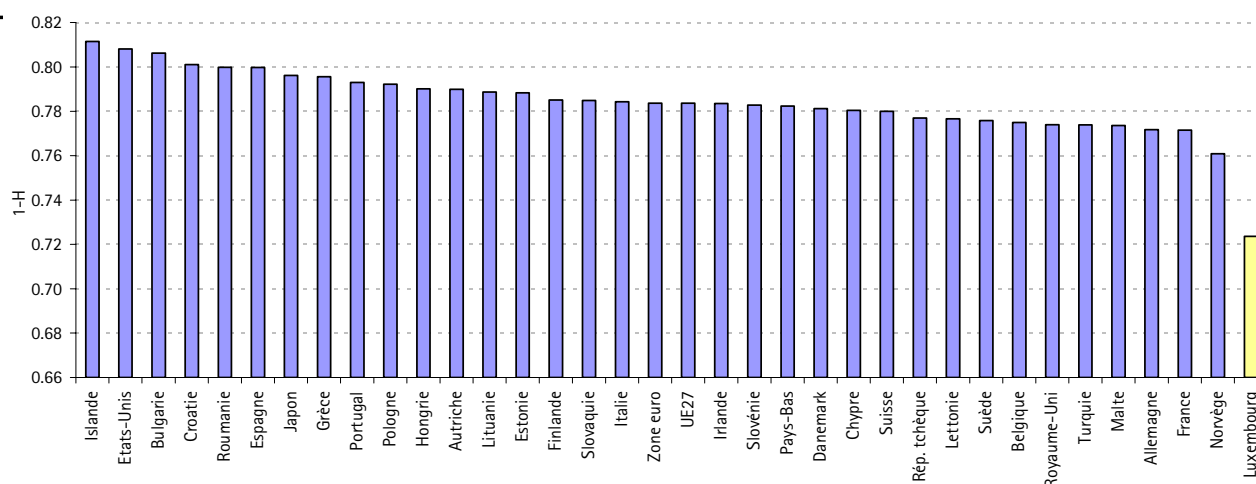
<sup>4</sup> Cf. graph. D. pour une illustration.

- Activités financières; immobilier, location et services aux entreprises;
- Autres activités de services (Administration publique; éducation; santé et action sociale; services collectifs, sociaux et personnels; services domestiques).

Pour chaque pays, on considère l'indice de diversification sur la moyenne des années 1995 à 2006, en prenant les parts de chaque branche dans le total de la valeur ajoutée.

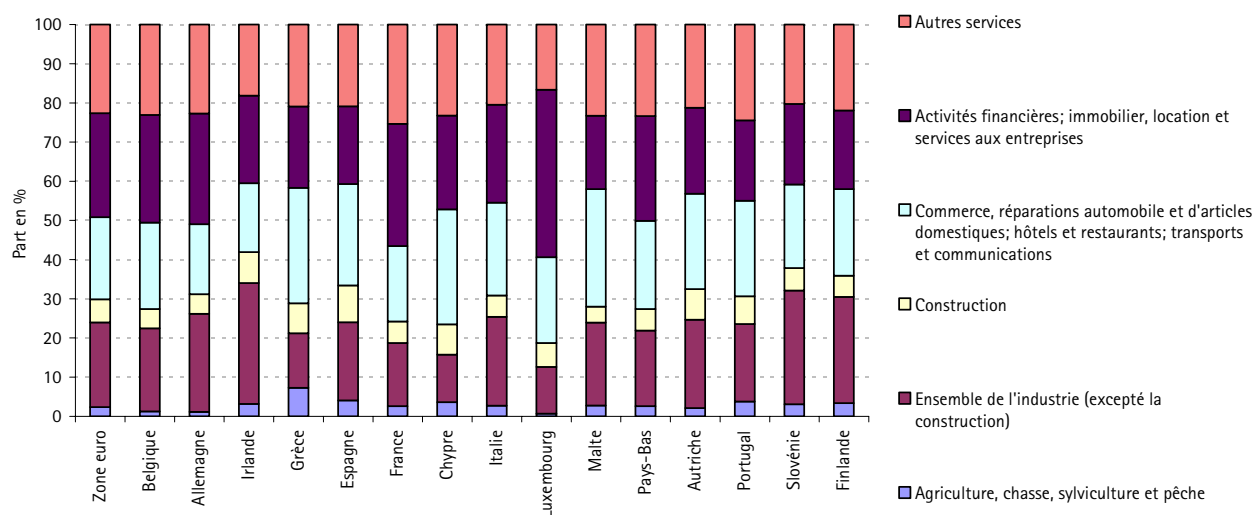
Sur cette base, le Luxembourg apparaît très clairement comme le moins diversifié parmi les pays sélectionnés (cf. graph A).

**Graphique A: Indice de diversification économique – comparaison internationale (6 branches)**



Source: Eurostat (calculs STATEC)

**Graphique B: Décomposition de la valeur ajoutée par branche – comparaison internationale**



Source: Eurostat

### 3. Activité par branches

En observant la décomposition de la valeur ajoutée par branche (graph. B<sup>1</sup>) le Luxembourg se distingue essentiellement par l'importance des services financiers et des services aux entreprises.

L'indicateur de diversification ne semble pas spécialement relié au dynamisme économique. Si l'on compare la croissance économique et le degré de diversification par exemple, la relation entre les deux s'avère inexistante (cf. graph. C). Néanmoins, comme on le verra par la suite, le souci de diversification est plus lié à la minimisation des risques (dans une perspective de croissance soutenable sur le long-terme) qu'à la maximisation de la valeur ajoutée.

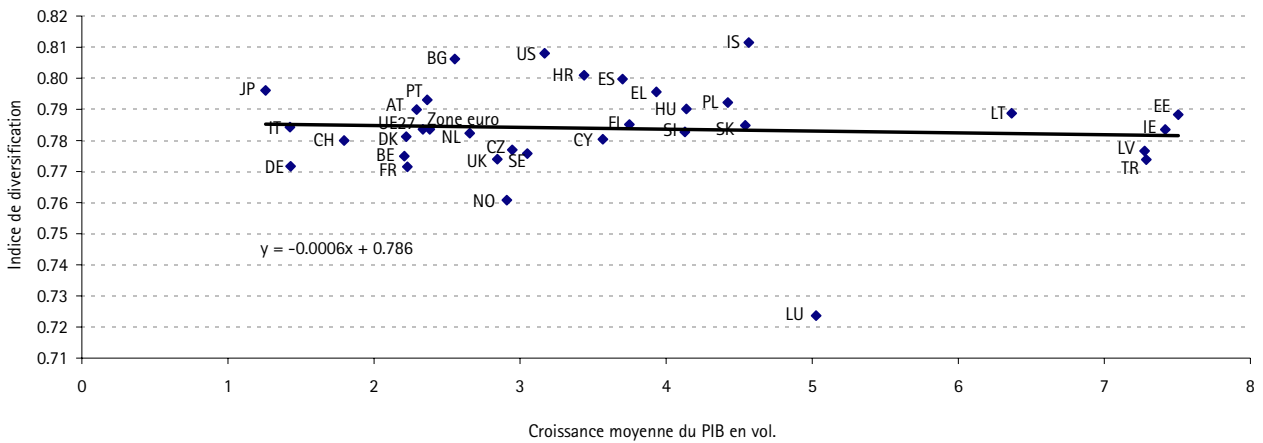
#### L'évolution récente de la diversification économique au Luxembourg

Sur la base d'une décomposition en 6 branches, la diversification de la structure économique du Luxembourg présente une très nette tendance à la baisse sur la période récente (cf. graph. D), et ceci indépendamment de l'indice utilisé.

Il faut cependant considérer que ces indices de diversification sont dépendants du degré d'agrégation retenu. Si l'on retient l'indice de Hirschman-Herfindahl (inversé), on obtiendra par exemple les valeurs moyennes suivantes sur la période 1995-2006:

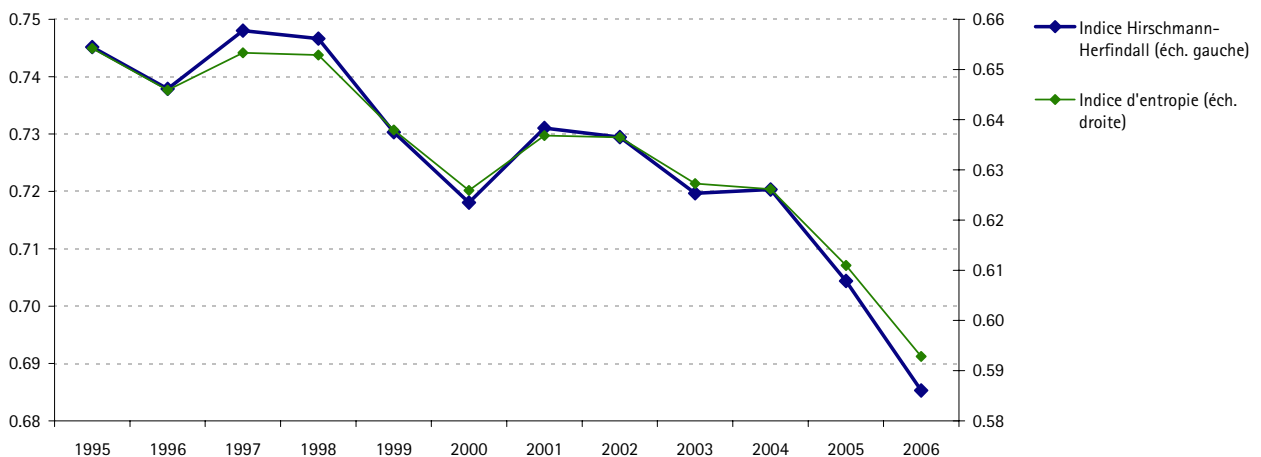
- 0.73 pour une décomposition en 6 branches;
- 0.87 pour une décomposition en 15 branches;
- 0.93 pour une décomposition en 49 branches<sup>2</sup>.

**Graphique C: Croissance économique et degré de diversification (moyenne 1996-2006)**



Source: EUROSTAT (calculs STATEC)

**Graphique D: Diversification au Luxembourg – 6 branches**



Source: Eurostat (calculs STATEC)

<sup>1</sup> Seuls les pays de la zone euro ont été retenus ici, pour une lecture aisée du graphique.

<sup>2</sup> Un tableau reprenant la nomenclature des branches se trouve à la page 57.

Il s'agit là d'une des propriétés de l'indice de Hirschman-Herfindahl: sa valeur dépend non seulement de l'inégalité des parts respectives dans le total, mais également du nombre de branches considérées.

Ce qui est plus intéressant encore, c'est que l'évolution du degré de diversification dépend également du nombre de branches considérées. Plus la désagrégation est élevée (i.e. plus le nombre de branches considérées est important), moins la tendance à la baisse du degré de diversification sur les années récentes transparait. Pour rendre compte fidèlement des évolutions respectives (cf. graph. E), les trois séries ont été indicées (normées à 100 pour l'année 1995).

Pourquoi de telles différences entre les 3 décompositions retenues?

Lors du passage de 6 branches à 15 branches par exemple, trois phénomènes agissent principalement sur l'indicateur de diversification:

- l'industrie est scindée en 3 sous-branches (produits d'extraction, produits manufacturés, production et distribution de gaz et d'eau). Le développement de la production et distribution d'énergie étant plus rapide sur la période considérée que celui de l'industrie manufacturière (qui domine l'industrie en termes de poids), il en

résulte un accroissement de la diversification dans l'ensemble de l'industrie.

- La branche " Commerce; réparations automobiles et d'articles domestiques; hôtels et restaurants, transports et communications" est scindée en 3 branches (commerce, Horeca, Transports et communications). Cette fois, c'est la croissance plus rapide dans les transports et communications que dans la rubrique dominante (celle du commerce, qui représente 50% de la valeur ajoutée en 1995 mais seulement 45% en 2006) qui accroît la diversification.
- Enfin, dans la branche "Autres activités de services", la croissance relativement plus rapide de la catégorie "éducation; santé et action sociale" par rapport à la rubrique dominante (celle des services d'administration publique) joue là encore à la hausse sur le degré de diversification.

Lors du passage de 15 à 49 branches, la principale différence, celle qui joue le plus à la hausse sur le degré de diversification, est constituée par la désagrégation du secteur financier en 3 parties:

- Intermédiation financière;
- Assurance;
- Auxiliaires financiers et d'Assurance.

**Graphique E: Degré de diversification de l'économie luxembourgeoise en fonction du nombre de branches retenues – données indicées**



Source: STATEC

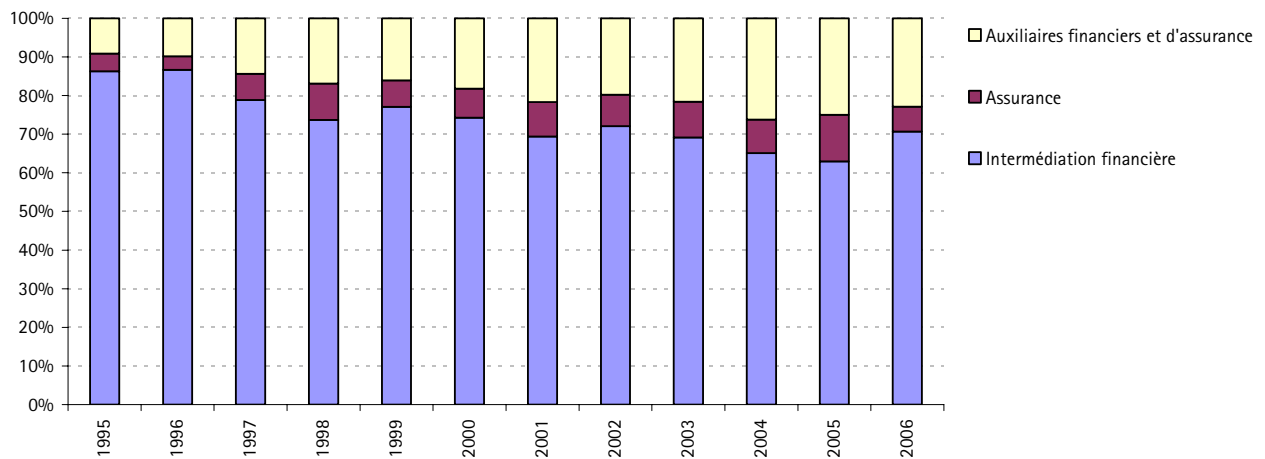
**La diversification du secteur financier**

Le secteur financier est dominé par l'intermédiation financière, autrement dit les activités bancaires. Celles-ci représentent en effet 74% de la valeur ajoutée créée par le secteur en moyenne de 1995 à 2006. Cependant, les autres activités ont eu tendance à gagner en importance sur cette période (cf. graph. F), notamment grâce à la forte expansion des OPC (Organismes de placement collectif) au Luxembourg sur les années récentes.

Cette évolution explique le profil quasiment plat de l'indicateur de diversification lorsque l'on opère un découpage en 49 branches. Le fait qu'il diminue fortement en 2006 est directement lié aux très bonnes performances de l'intermédiation financière en 2006.

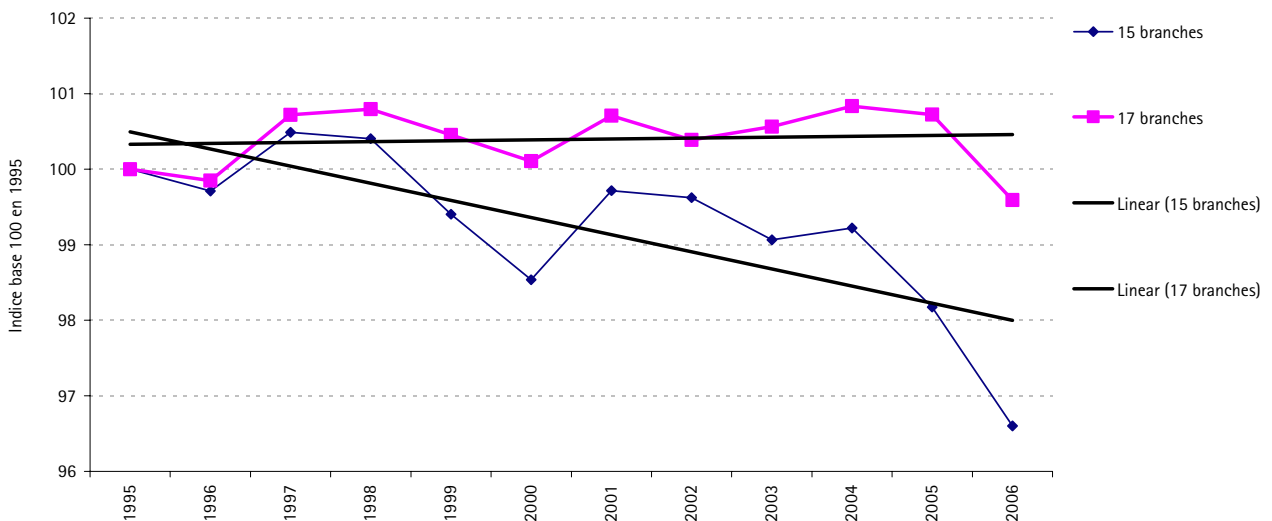
Pour montrer l'importance de la désagrégation ou non du secteur financier sur le calcul de l'indicateur de diversification, il suffit de représenter ce dernier d'une part avec 15 branches, d'autre part avec 17 branches (avec le secteur financier scindé selon les trois composantes évoquées précédemment). Cette désagrégation est certes un peu artificielle, en ce sens qu'elle ne correspond pas à un découpage standardisé, mais pas injustifiée d'un point de vue économique. Elle apporte en tous cas une image radicalement différente de l'évolution de la diversification (cf. graph. G), avec une tendance légèrement haussière sur l'ensemble de la période étudiée.

**Graphique F: Parts des différentes composantes du secteur financier dans la valeur ajoutée**



Source: STATEC

**Graphique G: Degré de diversification de l'économie luxembourgeoise avec ou sans désagrégation du secteur financier**



Source: STATEC

Cet exercice montre que l'indicateur de diversification peut s'interpréter très différemment selon le nombre de branches que l'on décide de retenir. Ceci est dû au fait qu'une diversification peut s'opérer à l'intérieur même d'une branche (on pourrait parler ici d'une diversification verticale), ce qui peut n'être confirmé (ou infirmé) que par une désagrégation plus fine de cette branche.

L'intermédiation financière elle-même, considérée comme une entité à part entière, peut-être est sujette à diversification. Dans sa dernière revue de stabilité financière, la BCL remarque à propos de l'évolution du nombre d'établissements de crédits en 2007<sup>1</sup> que "les constitutions observées en 2007 témoignent de la diversification du secteur financier".

Le nombre d'établissements de crédits au Luxembourg marque, à l'instar de ce que l'on peut observer dans l'ensemble de l'Europe, une concentration accrue au cours des dernières années (passant de 228 unités en 1994 à 156 unités à la fin 2007). Cependant, la BCL<sup>2</sup> précise que "le secteur bancaire luxembourgeois compte parmi les pays européens dont le degré de concentration mesuré en termes de somme des bilans est le moins élevé".

#### Diversification et réduction des risques

Au début des années 50, Harry Markowitz, inventeur de la théorie moderne du portefeuille, formule mathématiquement un adage de bon sens: il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier. Il établit qu'en investissant dans plus d'un titre, l'investisseur profite de la diversification pour réduire le risque global du portefeuille.

Selon cette théorie, la diversification réduit le risque sans provoquer de déclin des rendements totaux, améliorant ainsi le rapport entre risque et rendement. En effet, le risque d'un titre est mesuré par les écarts de son cours autour du cours moyen. Plus ces fluctuations sont importantes et plus le titre est dit risqué. D'autre part, ces fluctuations s'expliquent par des facteurs propres au titre, le risque spécifique, et par des facteurs liés aux mouvements du marché, le risque systématique.

En regroupant des titres dans un même portefeuille, c'est-à-dire en diversifiant son portefeuille, les risques spécifiques de chaque titre finissent par se compenser, réduisant ainsi le risque global du portefeuille. Les titres qui composeront le portefeuille seront choisis en fonction de leur niveau de corrélation. Plus les titres seront

négativement corrélés entre eux, autrement dit plus leurs cours évolueront dans des directions opposées, plus les effets de la diversification seront importants.

D'après cette théorie, la spécialisation de l'économie luxembourgeoise dans les activités financières contribuerait donc à accroître le risque spécifique. Cependant, le secteur financier possède une qualité particulière: il est l'un de ceux dont le fonctionnement repose le plus sur cette théorie moderne du portefeuille, celle-ci constituant un des principes de base de la gestion financière. Autrement dit, le Luxembourg s'est spécialisé dans un secteur qui, paradoxalement, fait largement appel au principe de diversification.

L'économie luxembourgeoise a été marquée historiquement par ce souci de diversification<sup>3</sup>, en particulier dans le domaine industriel. L'expansion de l'économie a reposé en premier lieu sur une forte spécialisation dans la sidérurgie. Avec la crise sidérurgique consécutive au 1<sup>er</sup> choc pétrolier dans le début des années 1970, qui a touché de plein fouet l'activité et l'emploi industriels, et malgré le fait qu'une certaine diversification industrielle s'était déjà opérée sur les décennies précédentes<sup>4</sup>, le Luxembourg a pris conscience des dangers d'une trop forte spécialisation. Le passage d'une structure économique monolithique, autrefois représentée par la sidérurgie, à une autre structure monolithique reposant sur le secteur financier constitue un scénario qui, au vu de l'expérience du passé suscite des craintes, en ce sens qu'il correspond à un accroissement du risque spécifique.

Ces craintes doivent être tempérées, pour au moins trois raisons.

Tout d'abord, l'économie luxembourgeoise ne se résume pas à son seul secteur financier. Certes, il occupe une part relativement importante, surtout par rapport aux autres pays européens, mais ne représente qu'à peine un tiers de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie. D'autres activités se sont largement développées, souvent avec l'appui et la volonté des pouvoirs publics, sur les années récentes: les transports, les communications, l'audiovisuel ou plus récemment le domaine du commerce électronique avec la venue de multinationales spécialisées sur ce créneau. L'industrie aussi a poursuivi sa diversification, avec une croissance relativement importante sur les dix dernières années de deux sous-branches essentiellement: celles des "Papiers et cartons; produits édités, imprimés ou reproduits" et des "Équipements électriques et électroniques".

<sup>1</sup> Revue de Stabilité Financière 2008, Banque Centrale du Luxembourg, p. 37.

<sup>2</sup> Revue de Stabilité Financière 2008, Banque Centrale du Luxembourg, p. 37.

<sup>3</sup> Pour plus de détails sur l'histoire de la diversification économique au Luxembourg, lire notamment le texte "Aux origines de la diversification économique luxembourgeoise" ([http://www.eu2005.lu/fr/savoir\\_lux/politique\\_economie/origines\\_diversification/index.php](http://www.eu2005.lu/fr/savoir_lux/politique_economie/origines_diversification/index.php)) et le chapitre 2.2.1 du Portrait économique et social du Luxembourg intitulé "De l'économie industrielle à l'économie des services: une vue d'ensemble" ([http://www.portrait.public.lu/pictures/fr/autres/portrait\\_fr.pdf](http://www.portrait.public.lu/pictures/fr/autres/portrait_fr.pdf)).

<sup>4</sup> Particulièrement avec l'installation d'usines par plusieurs grandes entreprises américaines.

Ensuite, comme vu précédemment, le secteur financier a tendance lui-même à se diversifier. Il est composé d'une multitude d'activités, de natures différentes bien que toutes financières, parfois au sein même de l'entreprise. Ce secteur a montré qu'il était capable d'innover, en s'adaptant aux modifications de l'environnement législatif international<sup>1</sup>. Le développement de l'ingénierie financière, relayée par les pouvoirs publics via, entre autres, la création de l'Université du Luxembourg (axée entre autres sur les spécialisations de la finance), vise à renforcer cette capacité d'adaptation. Les chocs de nature systémique, comme une crise financière internationale, sont bien entendu susceptibles d'affecter le secteur financier. Il serait cependant naïf de croire qu'un pays avec un secteur financier peu ou pas développé serait à l'abri de retombées négatives dans le cas d'une crise financière généralisée.

Enfin, il faut relativiser le message délivré par les indicateurs de diversification, tels que celui de Hirschman-Herfindahl. Cet indicateur, utilisé à la base pour juger du degré concurrentiel d'un marché, n'est pas vraiment adapté pour juger des risques inhérents à la structure économique. Dans le cadre d'une étude de marché, il va montrer comment se répartit le chiffre d'affaires entre des entreprises qui sont concurrentes<sup>2</sup>. Quand on l'applique à la répartition de la valeur ajoutée (ou de l'emploi) en termes de branches, deux difficultés apparaissent.

Premièrement, contrairement au nombre d'entreprises sur un marché, le nombre de branches considérées repose sur un choix subjectif, qui se base sur des classifications standardisées, des nomenclatures comptables. Or, comme montré plus avant, en fonction du choix effectué, l'indicateur peut présenter des résultats et des trajectoires très différents. Deuxièmement, les différentes

branches d'une économie ne sont pas à proprement parler en concurrence. Le développement d'une branche ne va pas forcément nuire au développement des autres branches, c'est même souvent l'inverse que l'on peut observer du fait des interdépendances économiques qui existent entre les branches.

De fait, lorsque l'on observe l'évolution de cet indicateur de diversification pour le Luxembourg, une chose est frappante: presque chaque fois qu'il montre une évolution favorable, ce dont il faudrait se réjouir, cela correspond à une mauvaise année pour le secteur bancaire.

#### Conclusions

Le degré de diversification de l'économie luxembourgeoise, basée sur un indicateur comme celui de Hirschman-Herfindahl, montre une évolution assez défavorable sur les années récentes. Cette moindre diversité, liée principalement à la prépondérance du secteur financier, correspond en théorie à un accroissement des risques.

Cet indicateur cependant est fortement tributaire du nombre de branches considérées pour le calculer. Dans le cas du Luxembourg, au fur et à mesure que l'on accroît la désagrégation (i.e. le nombre de branches), l'indicateur de diversification présente une évolution plus positive, en particulier lorsque l'on ne considère plus le secteur financier comme une branche unique. D'une manière plus générale, ce type d'indicateur considère seulement le poids de chaque branche (en termes de valeur ajoutée ou d'emploi) mais ne rend pas compte de la diversification qui peut s'opérer à l'intérieur même de ces branches. En ce sens, il ne traduit qu'imparfaitement le degré d'exposition au risque.

<sup>1</sup> Une des dernières, parmi les plus importantes en la matière, était la Directive européenne sur l'épargne, entrée en vigueur à la mi-2005.

<sup>2</sup> Une diversification élevée signifie dans ce cas que le marché est très concurrentiel et l'on peut en conclure, par exemple, à un bénéfice pour les consommateurs qui pourront obtenir des prix plus bas.

## Nomenclature des branches

6 branches	15 branches	49 branches	Code SEC95
<b>Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture</b>			<b>A+B</b>
<b>Industrie, y compris énergie</b>			<b>C_E</b>
	<i>Produits d'extraction</i>		C
		Produits d'extraction énergétiques	CA
		Produits d'extraction non énergétiques	CB
	<i>Produits manufacturés</i>		D
		Produits des industries agricoles et alimentaires	DA
		Produits de l'industrie textile et de l'habillement	DB
		Cuir, articles de voyage, chaussures	DC
		Papiers et cartons; produits édités, imprimés ou reproduits	DE
		Produits de la cokéfaction, du raffinage et des industries nucléaires	DF
		Produits chimiques	DG
		Produits en caoutchouc ou en plastique	DH
		Autres produits minéraux non métalliques	DI
		Produits de la métallurgie et du travail des métaux	DJ
		Métallurgie	27
		Travail des métaux	28
		Machines et équipements	DK
		Équipements électriques et électroniques	DL
		Matériels de transport	DM
		Autres produits manufacturés	20+36+37
	<i>Électricité, gaz et eau</i>		E
		Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	40
		Captage, traitement et distribution d'eau	41
<b>Construction</b>			F
<b>Commerce; réparations automobiles et d'articles domestiques; hôtels et restaurants, transports et communications</b>			<b>G_I</b>
	<i>Ventes; réparations automobiles et d'articles domestiques</i>		G
		Commerce et réparation automobile	50
		Commerce de gros et intermédiaires du commerce	51
		Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	52
	<i>Services d'hôtellerie et de restauration</i>		H
	<i>Transports et communications</i>		I
<b>Activités financières; immobilier, location et services aux entreprises</b>			<b>J+K</b>
	<i>Services financiers</i>		J
		Intermédiation financière	65
		Assurance	66
		Auxiliaires financiers et d'assurance	67
	<i>Services immobiliers, de location et aux entreprises</i>		K
		Activités immobilières	70
		Location sans opérateur	71
		Activités informatiques	72
		Services fournis principalement aux entreprises, R&D	73+74
<b>Autres activités de services</b>			<b>L_P</b>
	<i>Services d'administration publique</i>		L
	<i>Éducation</i>		M
	<i>Services de santé et d'action sociale</i>		N
	<i>Services collectifs, sociaux et personnels</i>		O
		Assainissement, voirie et gestion des déchets	90
		Activités associatives	91
		Activités récréatives, culturelles et sportives	92
		Services personnels	93
		Services domestiques	P



## 4. Relations économiques extérieures

- Stabilisation de l'excédent courant à un haut niveau
- Forte croissance des exportations de services financiers
- Nette amélioration des termes de l'échange du commerce extérieur des biens
- Chute des exportations de biens vers les Etats-Unis et recul des ventes en Asie

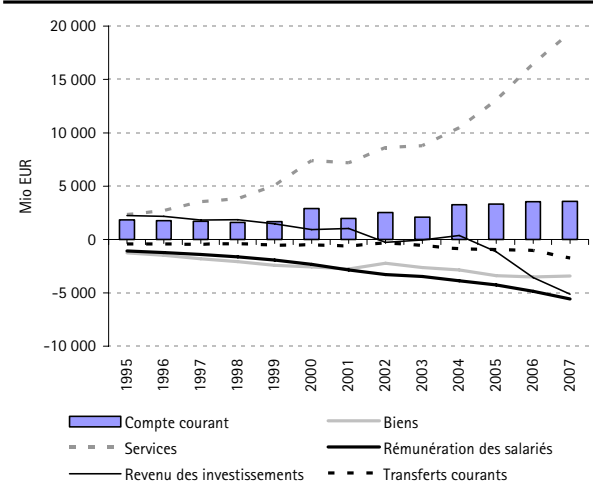
Selon les récentes données publiées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la croissance (en volume) du commerce mondial a été ramenée de 8.5% en 2006 à 5.5% en 2007. Ce coup de frein est principalement dû au ralentissement de l'économie américaine. En valeur, les taux de progression restent élevés avec 15% pour les marchandises et 18% pour les services, ce qui est le reflet conjoint d'un effet de change (comme ces données sont exprimées en dollars) et d'un effet inflationniste.

Au Luxembourg, tant les exportations de biens (3%), que les prestations de services aux non résidents (13%) ont connu des taux de progression (en valeur) plus modérés - qui restent toutefois notables dans la comparaison européenne. Globalement les transactions courantes se sont soldées en 2007 par un excédent de 3.6 milliards d'euros, c. à d. de quelque 10% du PIB. Ce résultat analogue à celui de l'année précédente est la résultante d'un nouvel excédent record de la balance des services (19.4 milliards d'euros, contre 16.5 milliards en 2006) qui

a compensé la détérioration des soldes respectivement de la balance des revenus et de la balance des transferts. Le

déficit commercial est resté au niveau de 2006 (-3.4 milliards d'euros).

**Graphique 1: Soldes partiels de la balance courante du Luxembourg**



Sources: STATEC, BCL

**Tableau 1: Balance courante du Luxembourg 2002-2007**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Unité: Million EUR					
<b>Biens (net)</b>	<b>-2 208</b>	<b>-2 640</b>	<b>-2 862</b>	<b>-3 283</b>	<b>-3 555</b>	<b>-3 415</b>
Exportations	10 058	9 693	10 875	11 740	13 061	13 457
Importations	12 266	12 333	13 737	15 023	16 616	16 872
<b>Services (net)</b>	<b>8 615</b>	<b>8 805</b>	<b>10 468</b>	<b>13 067</b>	<b>16 478</b>	<b>19 409</b>
Exportations	21 768	22 511	27 312	32 881	40 526	45 682
Importations	13 153	13 706	16 844	19 814	24 048	26 273
<b>Services financiers (net)</b>	<b>6 140</b>	<b>5 984</b>	<b>7 499</b>	<b>9 583</b>	<b>12 851</b>	<b>15 437</b>
Exportations	12 970	12 648	15 640	20 121	26 530	31 371
Importations	6 830	6 664	8 141	10 538	13 679	15 934
<b>Autres services (net)</b>	<b>2 475</b>	<b>2 822</b>	<b>2 969</b>	<b>3 484</b>	<b>626</b>	<b>3 972</b>
Exportations	8 798	9 863	11 672	12 760	10 995	14 311
Importations	6 323	7 041	8 703	9 276	10 369	10 339
<b>Rémunération des salariés (net)</b>	<b>-3 278</b>	<b>-3 474</b>	<b>-3 866</b>	<b>-4 254</b>	<b>-4 848</b>	<b>-5 558</b>
Crédit	831	879	897	1 011	1 078	1 121
Débit	4 109	4 353	4 763	5 265	5 926	6 679
<b>Revenu des investissements (net)</b>	<b>-280</b>	<b>-41</b>	<b>380</b>	<b>-1 147</b>	<b>-3 565</b>	<b>-5 125</b>
Crédit	63 531	60 445	61 109	71 468	92 486	109 179
Débit	63 811	60 486	60 729	72 615	96 051	114 304
<b>Transferts courants (net)</b>	<b>-310</b>	<b>-548</b>	<b>-866</b>	<b>-949</b>	<b>-1 015</b>	<b>-1 739</b>
Crédit	3 788	3 431	3 236	3 788	4 475	4 473
Débit	4 098	3 979	4 102	4 737	5 490	6 212
<b>Transactions courantes (net)</b>	<b>2 526</b>	<b>2 103</b>	<b>3 254</b>	<b>3 321</b>	<b>3 547</b>	<b>3 570</b>
Crédit	99 975	96 959	103 428	120 889	151 625	173 911
Débit	97 449	94 856	100 174	117 568	148 078	170 341

Sources: STATEC, BCL

Les totaux et soldes sont calculés sur base de chiffres non-arrondis

## 4.1 Progression continue des exportations de biens métalliques

La légère réduction du déficit des échanges de marchandises enregistrée dans la balance des paiements tranche avec la nouvelle détérioration de la balance commerciale de la statistique du commerce extérieur: l'essentiel de cette évolution divergente provient des recettes au titre des ventes de produits pétroliers à des camionneurs non résidents et aux recettes nettes des transactions sur or non monétaire qui ne sont pas enregistrées dans la statistique du commerce extérieur. Par ailleurs, les échanges de biens ont été essentiellement marqués par une croissance en valeur respectivement des exportations de métaux et des importations de produits pétroliers et de biens d'équipement.

La progression des exportations métalliques s'explique essentiellement par une nouvelle flambée des prix sidérurgiques au premier semestre 2007. Sur l'ensemble de l'année la hausse des valeurs unitaires des produits métalliques est de quelque 13%; après une flambée au 1er trimestre (23%), on note toutefois un net ralentissement (2%) à la fin de l'année. En revanche, l'évolution des prix des produits énergétiques se résume sur l'ensemble de l'année par une quasi-stagnation (+0.5%) qui est la résultante d'une très forte fluctuation au cours des 20 derniers mois avec une baisse substantielle à partir du second semestre 2006, suivie d'une nouvelle hausse dès le second trimestre 2007 et d'un dépassement du niveau record de 2006 au cours du dernier trimestre 2007.

Globalement les variations des valeurs unitaires respectivement à l'exportation et à l'importation se sont soldées par une nette amélioration des termes de l'échange qui est largement due à la hausse des produits sidérurgiques et à la stabilisation en moyenne annuelle des prix des produits énergétiques. Notons encore que les autres prix à l'importation ont connu une hausse de 2%, contre une augmentation de 5% pour les valeurs unitaires à l'exportation des produits autres que métalliques.

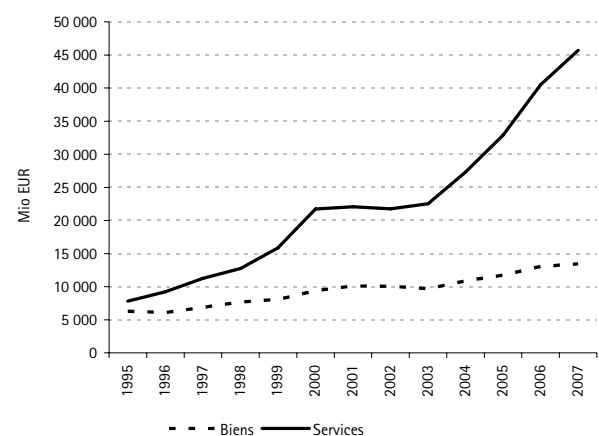
Au niveau de l'orientation géographique les évolutions sont également très contrastées avec une progression marquée pour les exportations respectivement vers

l'UE27 (5.8%) et vers les autres pays du continent européen (10.8%). En revanche, les ventes en Amérique et en Asie ont chuté de respectivement 18% et 5%. Il y a lieu de rappeler que ces résorptions suivent deux années successives d'expansions particulièrement prononcées, avec des rythmes annuels de croissance supérieurs à 20%, voire 30%.

Dans l'euro-zone, la progression a été surtout soutenue par des livraisons accrues en Allemagne (+8%) et en Belgique (7%), les exportations dans les autres pays de la zone n'ayant progressé que de 2 % en valeur. Sous ces effets, la part des pays limitrophes s'est de nouveau étendue à près de 56%, après le léger rétrécissement de l'année passée.

En 2007, les exportations dans les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) ont plutôt marqué une pause (+2%), après leur triplement entre 2000 et 2006. Elles se chiffrent au total à quelque 400 millions d'euros, soit 3.4 % des exportations totales de marchandises et dépassent nettement les ventes aux Etats-Unis (300 millions d'euros). En dépit du recul des ventes en Chine, celle-ci reste avec 194 millions d'euros de loin le principal pays partenaire des quatre "pays -continent".

**Graphique 2: Exportations de biens et services**



Sources: STATEC, BCL

Tableau 2: Exportations de marchandises par pays

	2000	2004	2005	2006	2007	2005/2004	2006/2005	2007/2006	2000	2006	2007
	Valeur (millions EUR)					Variation			Part relative		
<b>Monde</b>	<b>8498</b>	<b>9747</b>	<b>10319</b>	<b>11307</b>	<b>11823</b>	<b>5.9</b>	<b>9.6</b>	<b>4.6</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>
<b>Europe</b>	<b>7634</b>	<b>8903</b>	<b>9208</b>	<b>10049</b>	<b>10692</b>	<b>3.4</b>	<b>9.1</b>	<b>6.4</b>	<b>89.2</b>	<b>88.9</b>	<b>90.4</b>
<b>UE-27</b>	<b>7376</b>	<b>8571</b>	<b>8808</b>	<b>9566</b>	<b>10154</b>	<b>2.8</b>	<b>8.6</b>	<b>6.2</b>	<b>85.4</b>	<b>84.6</b>	<b>85.9</b>
Allemagne	2066	2575	2687	2879	3124	4.3	7.2	8.5	26.0	25.5	26.4
Belgique	1077	1184	1193	1392	1481	0.8	16.6	6.4	11.6	12.3	12.5
France	1760	1958	1809	1895	1993	-7.6	4.8	5.2	17.5	16.8	16.9
Italie	481	671	644	634	642	-4.0	-1.6	1.2	6.2	5.6	5.4
Pays-Bas	463	446	469	570	645	5.4	21.4	13.2	4.5	5.0	5.5
Royaume-Uni	572	488	535	522	554	9.6	-2.4	6.1	5.2	4.6	4.7
Espagne	249	356	367	366	413	3.2	-0.3	12.8	3.6	3.2	3.5
Autriche	120	194	317	357	243	63.6	12.7	-31.9	3.1	3.2	2.1
Pologne	89	104	150	190	196	43.4	26.9	3.1	1.5	1.7	1.7
<b>Autres pays d'Europe</b>	<b>258</b>	<b>331</b>	<b>399</b>	<b>483</b>	<b>537</b>	<b>20.5</b>	<b>21.1</b>	<b>11.2</b>	<b>3.9</b>	<b>4.3</b>	<b>4.5</b>
Suisse	134	124	160	145	145	29.2	-9.4	-0.3	1.6	1.3	1.2
Russie	21	67	61	118	147	-9.2	93.5	25.2	0.6	1.0	1.2
<b>Amérique</b>	<b>481</b>	<b>394</b>	<b>535</b>	<b>585</b>	<b>482</b>	<b>35.9</b>	<b>9.3</b>	<b>-17.6</b>	<b>5.2</b>	<b>5.2</b>	<b>4.1</b>
Etats-Unis	347	250	337	378	299	34.7	12.0	-20.9	3.3	3.3	2.5
Brésil	31	25	40	30	35	62.9	-25.1	15.7	0.4	0.3	0.3
<b>Asie</b>	<b>271</b>	<b>336</b>	<b>456</b>	<b>555</b>	<b>531</b>	<b>35.9</b>	<b>21.6</b>	<b>-4.3</b>	<b>4.4</b>	<b>4.9</b>	<b>4.5</b>
Japon	57	34	37	26	34	7.7	-29.2	31.5	0.4	0.2	0.3
Chine	68	95	137	222	194	43.9	62.0	-12.6	1.3	2.0	1.6
Inde	8	11	15	27	30	39.1	76.1	10.6	0.1	0.2	0.3
Corée du Sud	12	38	45	46	37	16.3	3.5	-20.9	0.4	0.4	0.3
Autres pays émergents d'Asie <sup>1</sup>	51	55	86	86	86	56.1	0.0	0.0	0.8	0.8	0.7
BRIC	128	198	254	397	406	28.1	56.5	2.3	2.5	3.5	3.4
<b>Afrique</b>	<b>83</b>	<b>85</b>	<b>92</b>	<b>83</b>	<b>83</b>	<b>8.0</b>	<b>-9.0</b>	<b>-0.9</b>	<b>0.9</b>	<b>0.7</b>	<b>0.7</b>
<b>Océanie</b>	<b>21</b>	<b>22</b>	<b>24</b>	<b>30</b>	<b>31</b>	<b>6.7</b>	<b>25.8</b>	<b>5.3</b>	<b>0.2</b>	<b>0.3</b>	<b>0.3</b>
<b>Autres</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>-37.6</b>	<b>-0.6</b>	<b>-23.4</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>

Source: Statec - Statistiques du commerce extérieur

<sup>1</sup> Singapour, Hong Kong, Taiwan, Indonésie, Malaisie

## 4.2 Envolée des exportations de services financiers

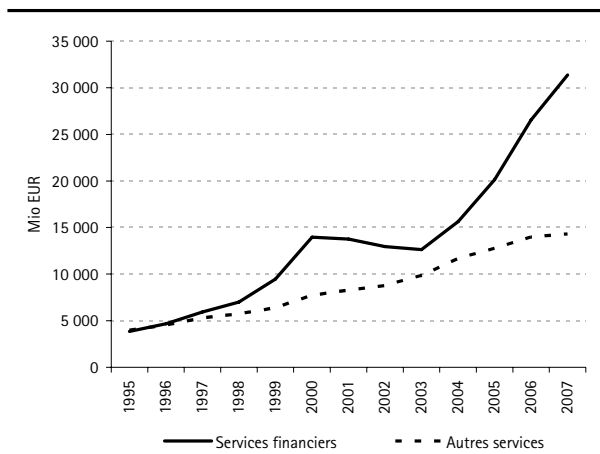
La nouvelle amélioration au niveau des échanges de services est due pour une très large part aux services financiers dont les exportations ont augmenté de 18%. Les recettes annuelles au titre de services financiers ont ainsi dépassé le montant de 31 milliards d'euros permettant de dégager un excédent de 15 milliards, soit les trois quarts de l'excédent total des échanges de services (19.4 milliards d'euros). Cette évolution très favorable s'explique par la très bonne tenue du Luxembourg dans le domaine de la gestion des organismes de placement collectif (OPC) en dépit des phases difficiles des marchés financiers notées à partir du second semestre de 2007.

Pour les autres activités de services l'on enregistre un excédent de quelque 4 milliards (contre 3.6 milliards entre 2006). Le recul accusé par la réduction de l'activité d'un important acteur dans le domaine de la communication et de l'information a été plus que compensé par l'amélioration des excédents des services d'assurances et des services aux entreprises.

Globalement le Luxembourg a su étendre substantiellement ses parts de marchés au niveau des échanges internationaux de services. Selon les données 2006 de l'OMC<sup>1</sup>, le Luxembourg figure pour ses exportations de services – en chiffres absolus – en 18<sup>ème</sup> position mondiale et couvre 1.9% des exportations mondiales de services. Au regard de sa taille (162<sup>ème</sup> rang en termes de sa population avec 0.007% de la population mondiale), ce niveau est appréciable. Mais plus encore que le niveau, c'est la progression récente qui traduit une très bonne performance des exportations de services. En 2002 le Luxembourg occupait la 22<sup>ème</sup> position et couvrait 1.3% des exportations totales de services commerciaux du monde; au cours des quatre dernières années les prestations internationales de services du Luxembourg se sont ainsi développées beaucoup plus rapidement que celles des autres pays pour voir leur part de marché s'élargir de 1.3% à 1.9%.

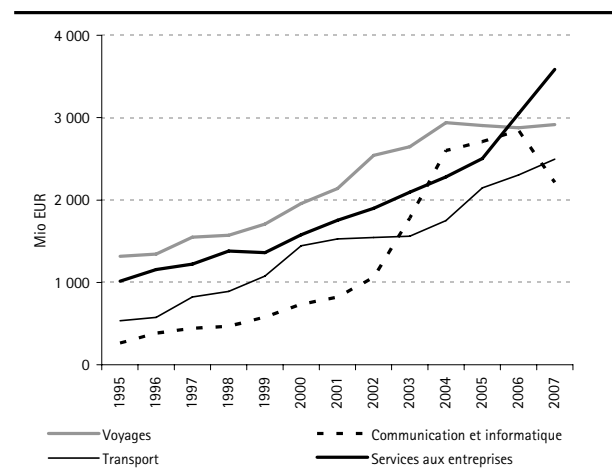
<sup>1</sup> [http://www.wto.org/english/res\\_e/statis\\_e/statis\\_e.htm](http://www.wto.org/english/res_e/statis_e/statis_e.htm) et plus particulièrement pour 2006 [http://www.wto.org/english/res\\_e/statis\\_e/its2007\\_e/section1\\_e/i10.xls](http://www.wto.org/english/res_e/statis_e/its2007_e/section1_e/i10.xls).

**Graphique 3: Exportations de services**



Sources: STATEC, BCL

**Graphique 4: Exportations de services autres que financiers**



Sources: STATEC, BCL

### 4.3 Déficit croissant des balances des revenus et des transferts courants

Le déficit de la balance des revenus continue à se détériorer sous l'effet de dépenses nettes au titre de rémunération des investissements directs de l'étranger et du nombre croissant de salariés frontaliers. Cette évolution est la contrepartie de la croissance accrue de l'activité sur le territoire sous l'impulsion de salariés et de capitaux non résidents.

La nouvelle aggravation du déficit des transferts courants de quelque 0.7 milliard d'euro est due à une série de facteurs dont les principaux sont la réallocation des revenus monétaires au sein de l'Eurosystème et l'aide publique au développement.

## 5. Inflation et Salaires

### 5.1 Prix à la consommation

- Inflation annuelle à plus de 3% sur le début de 2008, après 2.3% en 2007 et 2.7% en 2006.
- Prix pétroliers: avec un taux annuel de seulement 1.6%, incidence réduite sur l'inflation générale en 2007.
- Inflation sous-jacente en progression: taux annuel moyen de 2.4% en 2007 contre 2.1% l'année précédente.
- Dernier trimestre 2007 et premier trimestre 2008 marqués par de fortes augmentations des prix des produits alimentaires et des produits pétroliers.

#### 5.1.1 Évolution générale

##### L'inflation au cours des dernières années

Le taux d'inflation annuel moyen, mesuré à l'aide de l'indice des prix à la consommation national (IPCN), s'était situé à 3.2% en 2000. L'année suivante, les prix pétroliers étant en baisse, il était passé à 2.7%. En 2002, les prix pétroliers se situant en moyenne annuelle à un niveau inférieur de 6.6% à celui de 2001, le taux d'inflation était ramené à 2.1%.

L'inflation s'est stabilisée à 2.0% en 2003. L'influence des prix pétroliers a été marginale, puisqu'en moyenne ils n'ont été supérieurs que de 1.9% à ceux de l'année précédente, soit une progression proche de celle de l'inflation sous-jacente (2.1%).

Avec un taux de 2.2%, l'inflation est également restée contenue en 2004, malgré la flambée des prix pétroliers, qui se sont situés en moyenne annuelle à un niveau supérieur de +12.7% à celui de l'année précédente. Avec 1.8%, le taux de l'inflation sous-jacente s'est maintenu en-dessous du niveau des années précédentes.

En passant à 2.5%, le taux d'inflation annuel a entamé en 2005 un mouvement ascendant. En moyenne annuelle les prix pétroliers ont dépassé le niveau de l'année précédente de 18.6%, alors qu'avec 1.8% l'inflation sous-jacente a été identique à celle constatée en 2004.

En 2006, le taux d'inflation a continué à se détériorer pour atteindre 2.7% en moyenne annuelle. Les prix des produits pétroliers ont en moyenne augmenté moins que l'année précédente (+10.4% en moyenne annuelle pour 2006 contre +18.6% pour 2005). L'inflation sous-jacente a par contre été en progression de 2.1% contre 1.8% en 2004 et 2005.

##### **Année 2007: recul de l'inflation en moyenne annuelle mais forte accélération en fin d'année**

En moyenne sur l'année 2007, l'inflation s'est repliée (2.3% contre 2.7% en 2006). Néanmoins le taux a fortement augmenté en fin d'année sous l'impulsion des

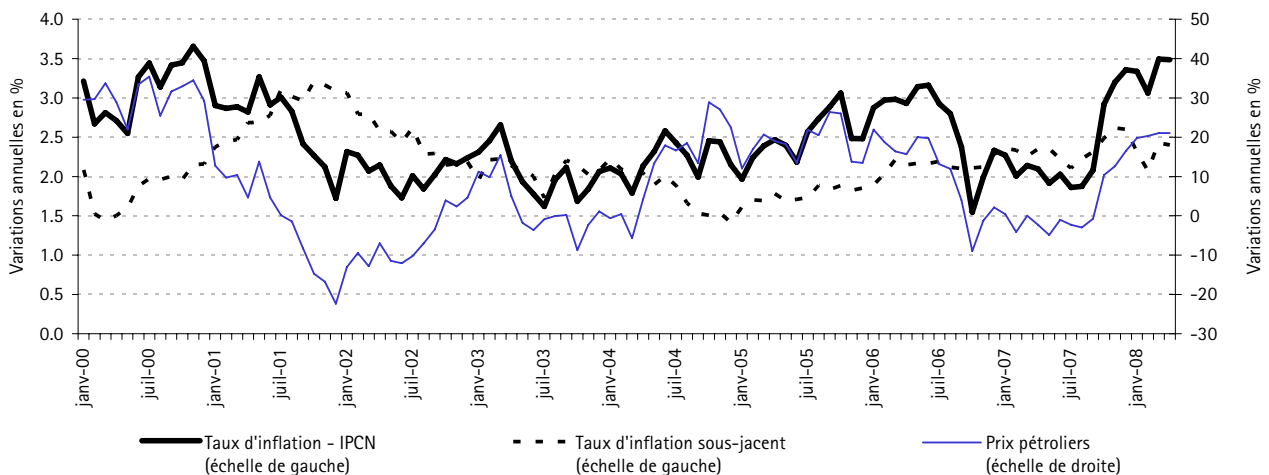
fortes hausses des prix des produits alimentaires et des produits pétroliers. Ainsi le taux en glissement annuel est passé de 2.08% au mois de septembre à 2.92% au mois d'octobre, soit un saut de près d'un point de pourcentage. Au mois de novembre, le taux a dépassé le seuil de 3%, au-dessus duquel il restera pendant toute la fin de l'année 2007 et durant le premier trimestre de l'année 2008 (cf. partie 5.1.5).

##### Prix pétroliers

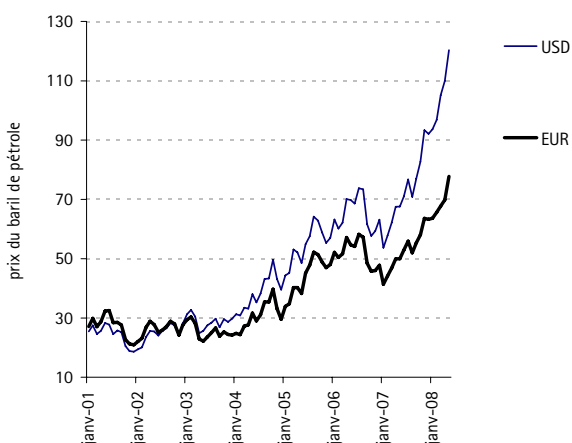
Aux cours du dernier mois de 2006, le prix du baril de pétrole de qualité brent s'était situé à un niveau légèrement supérieur à 60 USD (59.5 USD en moyenne sur le dernier trimestre 2006). Dès les premiers jours de l'année 2007, son prix est passé sous le seuil des 60 USD pour atteindre le minimum annuel de 50.8 USD autour de la mi-janvier. Ensuite le prix du baril n'a cessé d'augmenter pour atteindre les sommets que nous connaissons à l'heure actuelle (dépassement du seuil des 130 USD en mai 2008).

Si en moyenne sur le premier trimestre de 2007 le baril s'est échangé au prix de 58.2 USD sur les marchés internationaux, au cours du deuxième trimestre son prix progresse fortement pour atteindre en moyenne 68.7 USD, ce qui représente une augmentation de 18.1% sur un trimestre. Les tendances haussières ont perduré et le prix du baril a atteint le seuil record de 80 USD à la fin du mois de septembre. En moyenne sur le troisième trimestre, le prix a augmenté de 8.7% par rapport au trimestre précédent et le prix moyen a atteint la valeur de 74.7 USD pour un baril de qualité brent. Au début du mois de novembre, la barre record des 90 USD a été franchie. En moyenne sur le quatrième trimestre le prix s'est accru de 19.1% par rapport au troisième trimestre pour valoir 89.0 USD en moyenne sur le dernier trimestre de l'année.

Malgré le recul intervenu en tout début d'année, le prix du pétrole brut a atteint en 2007 un prix annuel moyen de 72.5 USD, soit une hausse de 11.1% par rapport au prix annuel moyen de l'année précédente (65.3 USD).

**Graphique 1: Inflation et prix pétroliers**

Source: STATEC

**Graphique 2: Prix du baril de pétrole (brut) en euros et en dollars US**

Source: STATEC

En comparaison avec 2006, l'appréciation de l'euro a permis de limiter l'incidence de l'augmentation des prix du pétrole brut sur les prix à la consommation. En effet, en moyenne annuelle l'appréciation de l'euro par rapport au dollar US a été de l'ordre de 9% en 2007, contre 0.9% en 2006. Ainsi en 2006 un euro s'échangeait en moyenne contre 1.26 dollar US, alors qu'en 2007 un euro valait 1.36 dollar US. L'effet modérateur a toutefois été moins prononcé qu'en 2003, lorsque qu'en moyenne annuelle l'appréciation de l'euro par rapport au dollar US avait été de 20%.

Les prix à la consommation des produits pétroliers, après de légères baisses au cours des deux premiers mois de 2007, ont adopté un mouvement ascendant continu, interrompu seulement en août et septembre. En moyenne annuelle ils ont dépassé le niveau de l'année précédente de 11.1% (2006: +10.4%), alors que la progression annuelle moyenne des prix de l'ensemble des autres biens et services s'est limitée à 3.6% (2006: +2.2%).

Les progressions mensuelles de l'indice des prix pétroliers les plus importantes ont atteint 4.2% en mars et 3.2% en octobre. Le taux en glissement annuel des prix des produits pétroliers dépasse le seuil des 10% au cours des trois derniers mois de l'année 2007, alors que pour les mois précédents ce taux s'était encore situé entre -4.9% et 0.4%. La forte progression des prix pétroliers à la fin 2007 s'explique en partie par des effets de base, engendrés par des mouvements des prix pétroliers à la fin de 2006 de sens opposé.

#### Inflation sous-jacente

L'inflation sous-jacente est une sous-série de l'indice général (IPCN) qui exclut de l'IPCN les biens et services dont les prix se forment sur le marché mondial, ainsi que ceux caractérisés par des variations erratiques. En l'absence de définition précise et harmonisée sur le plan international, le STATEC a choisi d'établir la série en question en excluant de l'indice général les produits pétroliers, les combustibles solides, le café, thé et cacao, les pommes de terre et les fleurs de coupe.

Après s'être stabilisée en 2004 et 2005 au taux annuel moyen de 1.8%, en 2006 la situation n'avait plus été aussi favorable, avec un taux à 2.1%. En 2007 le taux annuel moyen a encore légèrement augmenté pour atteindre 2.4%.

L'évolution de la progression mensuelle moyenne de l'inflation sous-jacente témoigne de l'apparition de tendances inflationnistes générales. Après être passée de 0.15% en 2005 à 0.19% en 2006, celle-ci est en effet montée à 0.21% en 2007.

Comme les années précédentes, les tendances inflationnistes ont été prononcées en début d'année. En janvier et février, des progressions mensuelles de 0.64%, respectivement de 0.28% ont été enregistrées. Elles ont été dues en premier lieu à des renchérissements sensibles du côté des séjours dans les maisons de retraite et de

soins, de l'électricité, des crèches et foyers du jour pour enfants et des tarifs communaux avec la reprise des eaux usées, l'alimentation en eau et la collecte des ordures ménagères. Toutefois, l'année 2007 a également été marquée par des fortes progressions mensuelles de l'inflation sous-jacente en fin d'année, plus

particulièrement en octobre et en novembre (respectivement de 0.40% et 0.22%). Cette situation, plutôt exceptionnelle, reflète les fortes tensions sur les prix des produits alimentaires apparues à cette époque (notamment pour le pain, les produits laitiers et la petite restauration).

**Tableau 1: Indice des prix à la consommation – Taux de variation de l'indice général**

	Variations par rapport au mois correspondant de l'année précédente					Variations par rapport au mois précédent				
	Indice base 100 en 2005									
	1995-2000	2000-2005	2006	2007	2008	1996-2000	2001-2005	2006	2007	2008
	Variation en %									
Janvier	1.1	2.3	2.9	2.3	3.3	-0.4	-0.9	-0.5	-0.6	-0.6
Février	1.4	2.4	3.0	2.0	3.1	0.9	1.3	1.7	1.4	1.1
Mars	1.4	2.4	3.0	2.1	3.5	0.1	0.2	0.2	0.3	0.7
Avril	1.5	2.4	2.9	2.1	3.5	0.2	0.3	0.3	0.3	0.2
Mai	1.5	2.4	3.1	1.9		0.2	0.3	0.4	0.2	
Juin	1.6	2.2	3.2	2.0		0.0	0.2	0.1	0.2	
Juillet	1.4	2.3	2.9	1.9		-0.4	-0.8	-0.9	-1.0	
Août	1.6	2.3	2.8	1.9		0.6	1.2	1.2	1.2	
Septembre	1.7	2.3	2.4	2.1		0.2	0.3	-0.1	0.1	
Octobre	1.7	2.3	1.5	2.9		0.2	0.3	-0.3	0.6	
Novembre	1.8	2.2	2.0	3.2		0.2	0.1	0.1	0.4	
Décembre	1.8	2.1	2.3	3.4		0.1	-0.1	0.2	0.3	
<b>Année</b>	<b>1.5</b>	<b>2.3</b>	<b>2.7</b>	<b>2.3</b>						

<sup>1</sup> Indice des prix à la consommation national (IPCN) à partir de janvier 2000

Source: STATEC

**Tableau 2: Indice des prix à la consommation par catégorie de biens et services – variations annuelles**

	Variations par rapport à l'année précédente			
	2000	2005	2006	2007
	Variation en %			
<b>Indice général</b>	<b>3.2</b>	<b>2.5</b>	<b>2.7</b>	<b>2.3</b>
Inflation sous-jacente	1.9	1.8	2.1	2.4
Produits pétroliers	30.5	18.6	11.1	1.6
Autres biens et services	1.9	1.8	2.2	2.4
Biens non durables	5.5	4.3	3.9	2.9
Biens semi-durables	1.0	0.5	0.5	1.1
Biens durables	1.2	0.5	1.1	0.8
Services	2.4	2.6	3.0	2.9
<b>Indices par groupe de produits</b>				
- produits alimentaires et boissons non alcoolisées	2.0	1.6	2.4	3.4
- boissons alcoolisées et tabac	2.7	4.0	2.5	3.1
- articles d'habillement et chaussures	0.9	0.6	0.1	0.5
- logement, eau, électricité et combustibles	7.7	6.9	5.9	3.4
- ameublement, équipement de ménage et entretien	2.4	1.6	1.7	2.1
- santé	11.7	0.1	3.6	0.6
- transport	5.0	3.2	3.0	1.8
- communications	-5.9	-4.4	-2.3	-1.8
- loisirs, spectacles et culture	1.3	0.9	1.6	0.8
- enseignement	1.4	1.9	4.1	2.1
- hôtels, cafés, restaurants	2.6	3.3	3.1	3.3
- biens et services divers	0.4	1.9	2.8	3.4

Source: STATEC

**Tableau 3: Indice des prix à la consommation par catégorie de biens et services – Taux de variation sur 12 mois**

	Variations par rapport au même mois de l'année précédente															
	2007												2008			
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A
	Variation en %															
<b>Indice général</b>	2.3	2.0	2.1	2.1	1.9	2.0	1.9	1.9	2.1	2.9	3.2	3.4	3.3	3.1	3.5	3.5
Inflation sous-jacente	2.4	2.3	2.3	2.4	2.4	2.2	2.1	2.2	2.3	2.5	2.6	2.6	2.3	2.1	2.4	2.4
Produits pétroliers	0.4	-4.1	0.0	-2.2	-4.9	-1.0	-2.3	-3.0	-0.8	10.4	12.6	16.5	19.8	20.4	21.0	21.1
Autres biens et services	2.4	2.4	2.3	2.4	2.4	2.2	2.2	2.2	2.3	2.5	2.6	2.6	2.3	2.0	2.4	2.4
Biens non durables	2.6	1.8	2.6	2.2	1.7	2.2	1.9	1.7	2.4	4.7	5.4	6.1	6.4	6.3	6.8	6.7
Biens semi-durables	1.4	1.1	1.2	1.2	1.1	0.9	1.1	1.2	0.8	1.2	1.2	1.1	1.0	-0.1	0.0	-0.1
Biens durables	0.7	0.9	0.9	0.7	0.7	0.8	1.0	0.8	0.9	0.9	0.9	0.9	0.8	0.6	0.8	0.9
Services	3.1	3.1	2.7	3.0	3.0	2.9	2.7	2.9	2.9	2.8	2.9	2.8	2.4	2.3	2.9	2.9
<b>Indices par groupe de produits</b>																
- produits alimentaires et boissons non alcoolisées	2.3	2.0	2.1	2.7	3.0	2.9	2.7	2.6	3.0	4.3	5.0	5.3	5.2	5.5	6.0	5.8
- boissons alcoolisées et tabac	3.1	3.0	2.9	3.7	3.7	3.2	3.0	2.4	3.5	3.1	3.1	3.7	3.2	4.2	3.4	4.4
- articles d'habillement et chaussures	2.6	2.0	3.1	0.5	0.6	0.4	-0.2	0.4	0.7	0.8	0.8	0.7	0.1	0.7	0.4	0.6
- logement, eau, électricité et combustibles	0.0	0.5	0.7	2.8	1.8	2.3	1.5	2.5	2.0	4.9	5.2	6.4	6.8	6.2	7.1	8.3
- ameublement, équipement de ménage et entretien	3.8	3.2	3.9	2.0	2.2	2.2	2.6	2.3	2.4	2.4	2.4	2.3	2.2	2.0	2.1	1.8
- santé	1.4	1.7	1.6	0.6	0.9	0.7	0.8	0.9	0.6	0.5	0.3	0.1	0.1	0.0	0.4	-0.1
- transport	0.7	0.5	1.0	1.3	0.9	1.6	1.1	0.7	1.7	3.0	3.5	3.8	3.6	3.1	3.5	3.1
- communications	1.8	1.0	1.4	-2.5	-2.0	-1.7	-1.3	-1.1	-1.1	-1.2	-1.4	-1.4	-1.1	-0.8	-1.0	-0.9
- loisirs, spectacles et culture	-2.2	-2.7	-2.5	1.1	0.7	0.5	1.2	0.8	0.1	0.3	0.7	0.4	0.8	-0.2	0.4	0.0
- enseignement	1.6	1.3	1.0	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	1.8	1.7	1.7	1.7	1.8	1.8	1.8	1.8
- hôtels, cafés, restaurants	2.3	2.3	2.3	3.4	3.3	3.1	3.4	3.3	3.2	3.7	3.8	3.9	3.7	4.4	4.5	4.8
- biens et services divers	3.1	3.3	2.7	3.6	3.3	3.3	2.8	3.5	3.6	3.6	3.5	3.2	2.5	2.0	3.0	2.8

Source: STATEC

### 5.1.2. Évolutions au niveau des douze divisions de l'indice

Parmi les douze divisions principales de l'indice des prix à la consommation, la plus forte progression en moyenne annuelle (+3.39%) a été constatée pour la division "**Biens et services divers**". Elle a largement dépassé celle de l'année précédente, qui n'avait été que de 2.8%. En matière de protection sociale, les tarifs des maisons de retraite et de soins ont progressé de 6.9%, alors que ceux des crèches et foyers de jour pour enfants n'ont augmenté que de 3.0%. La progression moyenne des prix a atteint 5.8% pour les articles de voyage et la maroquinerie et 5.7% pour la position "autres services" qui regroupe les services juridiques, les frais d'annonce et de photocopie, les prestations des pompes funèbres ainsi que les taxes de chancellerie encaissées par les communes pour l'émission de divers documents. L'augmentation annuelle moyenne des prix de la bijouterie a, avec 5.6%, été plus modérée qu'en 2006, où elle avait atteint la valeur de 20% suite au renchérissement de l'or. A noter que les prix des salons de coiffure ainsi que des articles d'hygiène corporelle et produits de beauté ont aussi été orientés à la hausse (respectivement +3.3 et +3.0%). Une tendance à la baisse a été constatée en 2007 pour les services financiers (-2.9%).

La deuxième plus forte hausse a été observée pour la division "**Produits alimentaires et boissons non alcoolisées**" qui a marqué une progression de 3.36% en

moyenne annuelle. Déjà en 2006 la hausse avait atteint 2.4% alors que depuis l'année 2002 les produits alimentaires avaient été relativement stables avec des progressions annuelles inférieures à 2%. En cours d'année, le taux sur douze mois de cette division de l'indice s'était situé autour des 3% avant de se dégrader fortement en fin d'année lorsqu'il est passé à 4.3% en octobre puis à 5.0% en novembre pour atteindre le maximum de 5.3% au mois de décembre.

Les hausses de prix les plus en vue ont été celles des fruits de mer frais ou surgelés (+10.7% en moyenne annuelle), des pommes de terre (+10.3%), des conserves et préparations de viande (+9.0%) et des produits à base de pommes de terre (+9.0%) et des œufs (+6.9%). Du côté des produits laitiers, les renchérissements ont touché le lait entier (+6.7%), le lait écrémé et demi-écrémé (+6.7%), le beurre (+6.2%), les autres produits laitiers (+4.4%), les yaourts (+3.8%), le fromage et lait caillé (+2.6%) et le lait en conserve (+2.2%). Pour les produits de boulangerie et de pâtisserie les renchérissements observés en moyenne annuelle pour les différentes catégories se sont situés entre 6.2% pour le pain de ménage et les pains spéciaux et 3.4% pour les pistolets et baguettes. L'augmentation des prix des légumes frais et des fruits frais a été quasi-identique avec des hausses annuelles moyennes de respectivement 4.3% et 4.2%. Le prix de la viande a augmenté de 2.6%

en moyenne, avec une hausse maximale de 5.3% pour la viande de volaille et un prix quasi-stable (+0.3%) pour la viande de porc.

La forte augmentation générale des produits alimentaires constatée au dernier trimestre de l'année 2007 n'est pas un phénomène qui se limite à l'économie luxembourgeoise. Dans presque tous les Etats membres de l'Union Européenne de tels mouvements ont été relevés à la fin de 2007 ou au début de l'année 2008. En décembre 2007, en moyenne pour la zone euro, les biens de la division "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" étaient de 4.8% plus chers qu'au cours du même mois de l'année précédente. Ce renchérissement s'élève à 5.7% si l'on considère l'Union Européenne dans son ensemble.

Une des raisons avancées pour expliquer cette hausse des prix est une augmentation de la demande sur le marché mondial suite au changement des habitudes de consommation alimentaires en Chine ou dans d'autres pays émergents, qui va de pair avec un resserrement de l'offre suite aux mauvaises récoltes résultant des nombreuses catastrophes naturelles. Une deuxième explication peut être cherchée du côté de l'augmentation des prix de l'énergie, avec une accélération en fin d'année 2007, qui a eu pour effet d'augmenter le coût de revient (fabrication, emballage, transport etc.) des denrées alimentaires. Aussi l'utilisation croissante de surfaces agricoles pour produire des biocarburants, ce qui a pour effet de réduire l'offre mondiale de produits agricoles, est souvent pointée du doigt. De plus, une part de spéculation boursière sur les matières premières alimentaires, sorte de valeur "refuge" après la crise des sub-primes aux Etats-Unis, ne serait pas à exclure. En ce qui concerne les produits laitiers, les quotas imposés par Bruxelles impliquent un ajustement peu flexible de l'offre par rapport à une demande croissante.

A égalité avec la division "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées", la division "**Logement, eau, électricité et combustibles**" a enregistré une augmentation de +3.36% (2006: +5.9%). L'évolution des prix en cours d'année, de décembre 2006 à décembre 2007, a atteint +6.4%. Au niveau des agrégats élémentaires qui composent la division, les hausses les plus accentuées intervenues en 2007 concernent avant tout les tarifs communaux. En moyenne annuelle, la redevance pour la reprise des eaux usées a augmenté de 41.2% et celle relative à l'alimentation en eau a progressé de 17.5%. Il semblerait que certaines autorités locales aient ainsi anticipé l'application des principes de l'utilisateur-payeur et du pollueur-payeur qui sont explicitement ancrés dans le projet de loi-cadre sur l'eau<sup>1</sup> qui est actuellement débattu à la Chambre des députés. La collecte des ordures ménagères a en moyenne coûté 7.0% de plus qu'en 2006.

Exprimée en moyenne annuelle, l'évolution des prix de l'énergie dans la division "Logement, eau, électricité et combustibles" est relativement modérée avec +5.3% pour l'électricité, +3.1% pour le gaz liquéfié, +2.1% pour les combustibles solides, +1.2% pour l'énergie thermique, - 0.2% pour le mazout de chauffage et -1.3% pour le gaz de ville et le gaz naturel. Cependant, ces valeurs moyennes ne reflètent pas les fortes augmentations qui sont intervenues surtout en fin d'année 2007, il s'avère utile de considérer les taux sur douze mois des différentes positions. En décembre 2007, les augmentations par rapport à décembre 2006 étaient de 30.4% pour le mazout de chauffage, 22.6% pour le gaz liquéfié, 3.7% pour l'électricité, 2.7% pour les combustibles solides. Quant au gaz naturel, il coûtait 3.7% de moins en décembre 2007 qu'en décembre 2006.

Dans le cas des loyers, la situation a été assez stable, les augmentations se limitant à 2.0% dans le cas des appartements et à 1.7% dans celui des maisons unifamiliales, les loyers pour garages ont progressé de 0.7%.

Avec une progression annuelle moyenne de 3.34% la division "**Hôtels, cafés, restaurants**" se trouve aussi en tête du classement. En 2002, année de l'introduction de l'euro fiduciaire, le renchérissement dans cette division avait été exceptionnellement élevé (+4.4%). Les années suivantes l'inflation s'y était stabilisée entre 3.1% et 3.3%. En 2007, les plus fortes progressions ont été relevées pour les cantines (+4.8% en moyenne annuelle) et les boissons servies au restaurant, aussi bien pour les boissons non alcoolisées (+4.2%) que pour les boissons alcoolisées (+4.1%). La hausse des prix des repas au restaurant a été avec 2.8% inférieure à la hausse moyenne de la division.

La progression des prix de la division "**Boissons alcoolisées et tabac**", exprimée en moyenne annuelle, s'est élevée à 3.09%. Elle résulte en premier lieu du relèvement des prix officiels des produits de tabac qui a eu lieu à partir de mars 2007 et qui s'est répercuté sur les prix à la consommation au fur et à mesure de l'épuisement des stocks à prix anciens. Le renchérissement intervenu de cette manière en moyenne annuelle a été de 5.4% pour les cigarettes, de 5.3% pour les autres produits de tabac et de 2.5% pour les cigares. En ce qui concerne les boissons alcoolisées, les mouvements de prix annuels moyens se sont échelonnés de +0.7% pour les spiritueux, liqueurs et apéritifs à +2.5% pour la bière.

Pour les sept divisions de l'indice restantes, les progressions annuelles moyennes ont été inférieures à celle de l'indice général (+2.3%).

<sup>1</sup> Résultant de la mise en application de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau.

La progression annuelle moyenne des prix dans la division "**Ameublement, équipement de ménage et entretien**" a été de 2.1%. Des renchérissements substantiels ont été constatés seulement pour les services divers liés à l'habitation (+8.8%), les outils de jardin (+5.6%), le linge de table et de toilette (+5.0%) et le mobilier de salle de bain (+4.0%). Les prix dans la catégorie des réfrigérateurs et congélateurs (-0.8%), des appareils de nettoyage (-0.9%) et du linge de lit (-1.4%) ont par contre été en baisse.

Le renchérissement dans la division "**Enseignement**" a également été de 2.1% en moyenne annuelle. Cette hausse résulte d'un relèvement des droits d'inscription pour l'enseignement secondaire dans un établissement scolaire privé. Se sont ajoutées des augmentations de prix de la part d'organismes qui offrent des cours de formation pour adultes.

Grâce à une évolution moins prononcée des prix des carburants en 2007 qu'en 2006, l'inflation dans la division "**Transports**" s'est limitée en moyenne annuelle à 1.8% contre 3.0 % en 2006. En moyenne les prix des carburants ont augmenté de 3.1% en 2007 contre 6.1% en 2006. Ce n'est qu'en fin d'année 2007 que le taux d'inflation sur douze mois pour les carburants s'est fortement dégradé. Il est alors passé de -2.7% en août à +3.0% en septembre. En octobre les prix à la pompe étaient supérieurs de 11.5% à ceux enregistrés au cours du même mois en 2006. En décembre le taux sur douze mois relatif aux carburants a atteint le maximum de 17.0%. Cette forte dégradation du taux sur douze mois pour les carburants s'explique en partie aussi par des effets de base, résultant du fait que ces prix avaient diminué au cours des mêmes mois de 2006. Même si au mois de décembre 2007 les prix à la pompe étaient supérieurs de 20.4% pour le diesel et de 16.0% pour l'essence par rapport au même mois de l'année 2006, en moyenne sur toute l'année 2007 les prix n'ont été supérieurs que de 1.6% pour l'essence et 3.7% pour le diesel par rapport à l'année 2006. En 2006 l'évolution en moyenne par rapport à 2005 avait été de +9.3% pour le diesel et +6.0% pour l'essence.

Par ailleurs, les hausses de prix moyennes les plus marquées dans cette division ont été celles relatives aux frais de stationnement (+11.4%), au transport de personnes par taxi (+5.9%), au transport de personnes par chemin de fer (+4.9%), aux leçons de conduite (+4.2%) et aux pièces détachées et accessoires pour véhicules (+4.0%). Les prix du transport par air se sont montrés stables avec un taux moyen de -0.2%.

Dans l'automobile, les prix n'ont que peu évolué, les mouvements enregistrés pour les différentes catégories de véhicules neufs s'échelonnant de +0.7% (automobiles à essence d'une cylindrée de 2.0 à 3.0 litres) à +1.4% (automobiles à essence d'une cylindrée supérieure à 3.0 litres). Les prix des voitures d'occasion ont en moyenne annuelle baissé de 2.1%.

Pour trois divisions de l'indice, la progression annuelle moyenne de l'inflation a été inférieure à 1%. Dans la

division "**Loisirs, spectacles et culture**" (+0.81% en moyenne annuelle), particulièrement hétérogène quant à son contenu, l'évolution modérée cache en fait des mouvements prononcés dans les deux sens. Ainsi, des hausses ont été enregistrées par exemple pour les quotidiens et produits de presse (+5.9% en moyenne annuelle) et les articles de papeterie et de dessin (+4.1%). D'autre part, pour les biens de haute technologie, des reculs de prix d'importance ont été relevés, pour les appareils de télévision (-8.3%), l'équipement photographique et cinématographique (-6.4%) et l'équipement informatique (-3.9%). Cette division explique également une grande partie de l'écart d'inflation défavorable du Luxembourg avec les autres pays européens (cf. encadré pp. 75-76).

Avec 0.6% en moyenne annuelle l'évolution de la division "**Santé**" est proche de la stabilité, d'un côté il n'y a eu en 2007 aucune adaptation déclenchée par l'application d'une tranche indiciaire de l'échelle mobile des salaires et d'un autre côté certains tarifs avaient déjà fait l'objet d'ajustements à la hausse en 2006. Ainsi la division avait fortement progressé en 2006 (+3.6% en moyenne annuelle) du fait qu'au 1<sup>er</sup> janvier de cette année la participation des assurés aux honoraires médicaux avait doublé en passant de 5% à 10% pour tous les services ambulatoires autres que les visites. Ceci avait provoqué une hausse de l'ordre de 75% de l'indice des services médicaux, étant donné qu'en matière de santé, la réglementation communautaire exige que seule la participation de l'assuré fasse l'objet du relevé de prix et non les prix proprement dits. En matière de santé, la prudence doit donc s'imposer lors de l'interprétation des chiffres issus de l'indice des prix à la consommation.

En 2007, au niveau des positions qui composent la division, des hausses d'une certaine envergure ont été constatées pour les services dentaires (+2.6% en moyenne annuelle) suite à l'adaptation de certains tarifs au 1<sup>er</sup> janvier 2007 et pour les services paramédicaux (+2.4%) suite à l'augmentation des prestations de kinésithérapie à partir du mois de juillet de la même année. Les prix des médicaments (-0.3%) et des autres produits médicaux (+0.5%) se sont avérés quasiment stables.

Dans la division des "**Articles d'habillement et chaussures**", dont l'indice a progressé de seulement 0.5% en moyenne de 2006 à 2007, les mouvements de prix se sont en moyenne annuelle situés dans une fourchette allant de -2.7% pour les autres vêtements pour enfants à 3.4% pour le linge de corps pour hommes. Les hausses des prix pour les chaussures sont selon les catégories situées entre +0.2% et +1%.

Le seul recul de l'indice annuel a été enregistré pour la division "**Communications**". Avec -1.76%, il a toutefois été moins prononcé qu'en 2006 (-2.3%) ou encore en 2005 (-4.4%). Il résulte de baisses de prix de l'équipement de téléphonie (-11.7%) et des services de téléphonie (-0.4%), alors que les prix des services postaux n'ont pas varié en 2007.

Tableau 4: Indice des prix à la consommation par catégorie de biens et services – variations mensuelles

	Variations par rapport au mois précédent															
	2007												2008			
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A
	Variation en %															
<b>Indice général</b>	<b>-0.6</b>	<b>1.4</b>	<b>0.3</b>	<b>0.3</b>	<b>0.2</b>	<b>0.2</b>	<b>-1.0</b>	<b>1.2</b>	<b>0.1</b>	<b>0.6</b>	<b>0.4</b>	<b>0.3</b>	<b>-0.6</b>	<b>1.1</b>	<b>0.7</b>	<b>0.2</b>
Inflation sous-jacente	-0.6	1.5	0.2	0.2	0.1	0.1	-1.1	1.3	0.2	0.4	0.2	0.1	-0.8	1.3	0.5	0.2
Produits pétroliers	-0.4	-1.9	4.1	1.4	2.4	1.6	0.6	-0.1	-0.9	3.2	2.7	2.8	2.4	-1.4	4.7	1.4
Autres biens et services	-0.6	1.6	0.1	0.2	0.0	0.1	-1.1	1.3	0.2	0.4	0.2	0.1	-0.8	1.3	0.5	0.2
Biens non durables	0.3	0.4	0.7	0.4	0.6	0.5	-0.1	0.2	0.1	1.3	0.9	0.7	0.7	0.3	1.1	0.3
Biens semi-durables	-6.7	7.5	0.3	0.1	-0.4	-0.1	-6.1	7.0	-0.3	0.5	0.3	0.0	-6.8	6.3	0.4	0.0
Biens durables	-1.1	1.7	0.1	0.0	0.0	0.1	-1.4	1.4	0.2	0.0	0.0	0.0	-1.2	1.4	0.3	0.1
Services	1.0	0.3	0.2	0.4	0.1	0.0	0.0	0.3	0.2	0.2	0.1	0.1	0.6	0.2	0.7	0.4
<b>Indices par groupe de produits</b>																
- produits alimentaires et boissons non alcoolisées	0.4	0.0	0.3	0.0	0.4	0.2	0.3	0.1	0.4	1.6	0.9	0.5	0.3	0.3	0.8	-0.1
- boissons alcoolisées et tabac	0.7	-0.4	1.0	0.4	0.7	0.8	0.0	-0.5	0.7	0.3	-0.2	0.2	0.2	0.6	0.2	1.4
- articles d'habillement et chaussures	-10.3	11.6	0.2	-0.1	0.0	-0.2	-9.3	10.4	0.2	0.1	0.2	-0.1	-10.8	12.2	0.0	0.1
- logement, eau, électricité et combustibles	1.0	0.5	0.7	-0.2	0.2	0.3	-0.3	1.0	0.1	1.4	0.6	1.2	1.3	-0.1	1.6	0.9
- ameublement, équipement de ménage et entretien	-3.0	3.8	0.2	0.5	0.1	0.2	-2.5	2.8	0.2	0.0	0.1	0.0	-3.1	3.6	0.2	0.2
- santé	0.1	0.0	-0.1	0.0	0.3	0.0	-0.2	0.0	-0.1	0.3	-0.3	0.0	0.1	-0.1	0.3	-0.5
- transport	0.6	-0.1	0.8	0.7	0.6	0.3	-0.2	0.0	-0.1	0.2	0.6	0.2	0.4	-0.5	1.2	0.2
- communications	-0.3	-0.5	0.1	-0.1	-0.2	-0.1	-0.1	0.0	0.0	-0.1	-0.2	0.0	0.1	-0.2	-0.1	0.0
- loisirs, spectacles et culture	-1.1	2.3	-0.8	0.0	-0.7	-0.1	-0.8	1.2	-0.5	0.5	0.3	0.2	-0.6	1.2	-0.3	-0.4
- enseignement	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.1	0.6	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0
- hôtels, cafés, restaurants	1.0	0.1	0.2	0.6	0.1	0.0	0.4	0.0	0.3	0.5	0.3	0.2	0.8	0.8	0.3	1.0
- biens et services divers	0.5	1.3	0.2	0.3	0.0	0.0	-1.2	1.6	0.2	0.1	0.1	0.1	-0.1	0.8	1.2	0.1

Source: STATEC

### 5.1.3 Analyse par type de biens et services

#### Biens non durables

Avec 2.9%, l'évolution des prix des biens non durables a en 2007 été plus modérée qu'en 2006 (3.9%) ou qu'en 2005 (4.3%).

Cet indice est fortement influencé par le comportement des produits pétroliers, qui, en 2007, ont un poids de près de 17% au sein de la catégorie. Le taux inférieur aux années précédentes s'explique donc par une croissance plus faible des prix des produits pétroliers: +1.6% en 2007 contre +10.4% en 2006 et +18.6% en 2005.

La progression annuelle des prix des biens non durables "hors produits pétroliers" se situe avec 3.2% au-dessus du taux pour les biens non durables produits pétroliers inclus (+2.9%). Ceci s'explique par la faible évolution des prix à la consommation pour les produits pétroliers combinée à la forte augmentation des produits alimentaires en fin d'année 2007. En 2006 le taux pour les biens non durables "hors produits pétroliers" avait été de 2.6%.

Malgré le recul par rapport à 2006 pour les biens non durables dans leur ensemble, l'inflation pour cette catégorie reste en 2007 largement supérieure à celle relevée pour les biens durables (+0.8% en moyenne annuelle) et semi-durables (+1.1%) et elle est égale à celle observée pour les services (+2.9%).

La pondération de la catégorie des biens non durables se compose à hauteur de 40% environ de produits alimentaires et de boissons non alcoolisées. Les hausses

les plus en évidence du côté des produits alimentaires ont déjà été énumérées ci-avant dans la partie consacrée à l'analyse de la division "Produits alimentaires et boissons non-alcoolisées". Mesuré en terme de pondération, environ 60% des produits qui font partie de la division "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" ont connu un taux d'inflation moyen supérieur à 2.9%, c'est-à-dire à celui enregistré pour la catégorie des biens non durables dans son ensemble.

Quant aux biens non-alimentaires, les renchérissements les plus marqués, en termes d'influence sur le taux d'inflation de la catégorie des biens non durables, ont été constatés pour l'alimentation en eau (+17.5% en moyenne annuelle), la presse et les quotidiens (+5.9%), les cigarettes (+5.4%), l'électricité (+5.3%), les autres produits de tabac (+5.3%), les articles de papeterie et de dessin (+4.1%), l'essence (+3.1%) et les produits d'entretien et de nettoyage (+3.4%).

Des baisses d'une certaine importance ont été relevées seulement pour le gaz de ville et le gaz naturel (-1.3%) et les fruits surgelés ou en conserves et les produits à base de fruits (-1.2%).

#### Biens semi-durables et durables

En règle générale, les biens semi-durables et durables sont les éléments qui contribuent le moins à l'inflation générale. Les résultats de l'année 2007 confirment à nouveau cet état des choses, avec des taux annuels moyens de 1.1% pour les biens semi-durables (0.5% en 2006) et 0.8% pour les biens durables (1.1% en 2006).

Notons que le taux d'inflation en 2007 pour les biens semi-durables a plus que doublé par rapport à l'année précédente, où il avait été exceptionnellement bas.

La pondération des biens repris dans la catégorie des biens semi-durables représente environ 12% du total de la pondération de l'IPCN. Dans la catégorie des biens semi-durables, les progressions de prix les plus élevées ont été celles des articles de voyage et de la maroquinerie (+5.8% en moyenne annuelle), des outils de jardin (+5.6%), du linge de table et de toilette (+5.0%), des autres pièces détachées et accessoires d'automobile (+4.0%), des films photographiques et cinématographiques (+4.0%), du petit matériel électrique (+3.3%), de la coutellerie et de l'argenterie (+3.0%) et des ustensiles de cuisine et autres articles de ménage (+2.7%).

Dans l'habillement, les mouvements de prix se sont échelonnés de -2.2% (pull-overs, chandails et cardigans pour dames) à +2.6% (linge de corps pour hommes).

Les plus fortes baisses, autres que celles constatées dans l'habillement, ont concerné les livres (-2.0%) et les supports d'enregistrement d'images et de son (-1.6%).

Les biens durables représentent en terme de pondération quelques 18% du panier total de l'IPCN. Les mouvements à la hausse les plus marqués en relation avec ce type de biens ont concerné la bijouterie (+5.6%) et l'horlogerie (+2.6%) et certaines catégories de mobilier (hausse comprises entre 1.0% et 4.0% selon le type de mobilier). Dans l'automobile, les hausses de prix des différentes catégories de véhicules neufs se sont cantonnées dans les limites de +0.7% à +1.4%.

Au contraire, les mouvements de baisse observés pour les équipements, où l'innovation technologique se traduit tant par des reculs des prix que par des améliorations de qualité, ont été assez prononcés: -11.7% pour l'équipement de téléphonie, -8.3% pour les appareils de télévision, -6.4% pour l'équipement photographique et cinématographique et -3.9% pour l'équipement informatique. Le recul de prix des logiciels a été de 7.2%. Une baisse de 2.1% a été enregistrée pour les automobiles d'occasion.

### Services

En 2007, les prix des services ont évolué au même rythme que les biens non-durables et ils ont continué à évoluer plus vite que ceux des biens semi-durables et durables.

Leur taux annuel moyen a par contre, pour la première fois depuis 2003, été supérieur à celui des produits pétroliers.

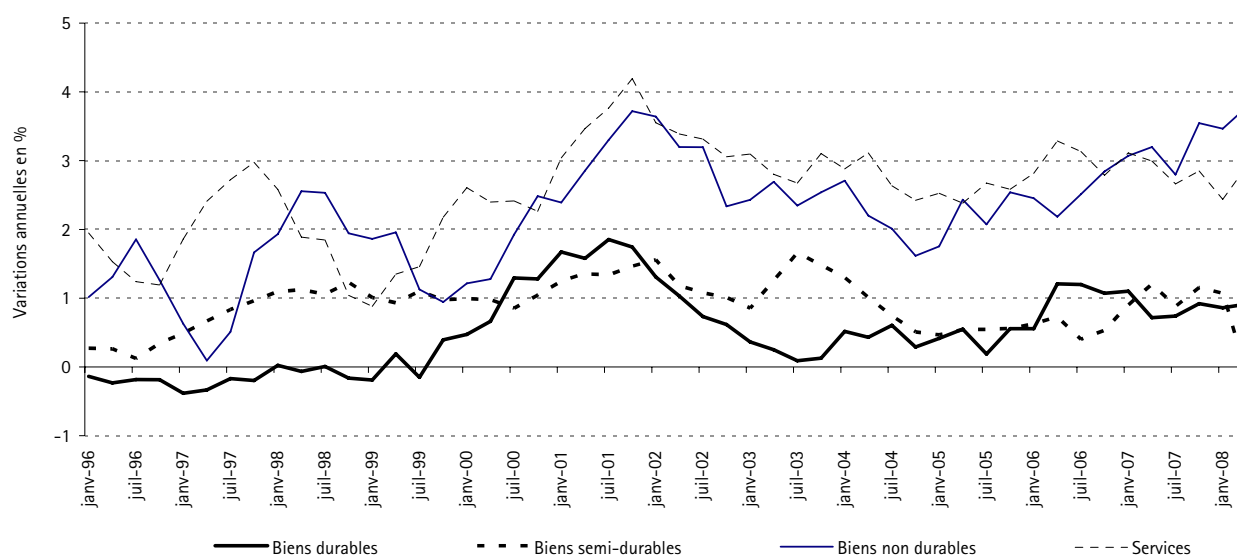
Toutefois, avec 2.9%, la hausse annuelle moyenne a été en très léger recul par rapport à l'année précédente: +3.0%, contre +2.6% en 2005 et +2.7% en 2004. La boucle prix-salaires étant d'avantage susceptible de jouer un rôle dans la formation des prix des services, il faut noter que suite aux décisions tripartites de 2006, aucune tranche de l'échelle mobile des salaires n'a été appliquée aux salaires, pensions et traitements au cours de l'année 2007. Toutefois, la tranche indiciaire payée au 1<sup>er</sup> décembre 2006, a joué sur l'évolution annuelle des salaires tout au long de l'année 2007.

Les services représentent plus d'un tiers (environ 35%) du panier total de l'IPCN. Environ la moitié de la pondération (51%) de cette rubrique peut être attribuée à des services "publics" au sens large, c'est-à-dire un service dont la fixation des prix est du ressort des autorités publiques ou demande au moins leur intervention. Les deux renchérissements les plus marqués font partie de cette catégorie: la reprise des eaux usées (+41.2%) et les frais de stationnement (+11.4%). D'autres hausses concernant également des services "publics" ont été relevées en 2007 par exemple pour la collecte des ordures ménagères (+7.0%), les maisons de retraite et de soins (+6.9%), le transport de personnes par taxi (+5.9%), le transport de personnes par chemin de fer (+4.9%) et les leçons de conduite (+4.2%).

Des hausses dépassant 5% en moyenne annuelle ont par ailleurs été constatées pour des services aussi variés que les services divers liés à l'habitation (+8.8%) et les autres services, qui incluent les pompes funèbres, les taxes de chancellerie, les frais de photocopies et d'annonces (+5.7%).

En matière de loyers du logement, la situation de stabilité constatée l'année précédente s'est confirmée, les loyers pour maisons unifamiliales et appartements n'ayant connu en moyenne annuelle que des augmentations de respectivement 2.0% et 1.7%.

Des reculs de prix ont été constatés pour les services financiers (-2.9%) et pour les cinémas, la location de véhicule, le transport combiné de personnes par rail et route, les services de téléphonie et de télécopie, l'entretien et la réparation de vêtements ainsi que le transport de personnes par air, ils ont été très limités car inférieurs à -1% en moyenne annuelle.

**Graphique 3: Inflation selon les grandes catégories de biens et services (hors produits pétroliers et hors soldes)**

Source: STATEC

### 5.1.4 Contributions au taux d'inflation moyen de 2007

Le taux d'inflation annuel moyen de 2007, qui s'élève à 2.3%, peut être décomposé afin de mettre en évidence les contributions des différentes positions ou divisions de l'indice. Rappelons que ces différentes contributions dépendent tout autant de la pondération que de l'ampleur des évolutions de prix.

Ainsi, le taux d'inflation de l'indice général a été le plus marqué par la division "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" qui a contribué avec 0.46 point de % au taux annuel moyen. La contribution de la division "Logement, eau, électricité et combustible" a aussi été assez importante avec 0.41 point de %. Les divisions "Transports" (0.38 point de %) et "Biens et services divers" (0.37 points) ont contribué toutes les deux à parts égales. Suivent ensuite les divisions "Ameublement, équipement de ménage et entretien" et "Hôtels, cafés, restaurants", qui affichent des contributions de 0.25 point de %, respectivement de 0.21 ppt. L'incidence de la division "Boissons alcoolisées et tabac" s'est chiffrée à 0.13 ppt, celle de la division "Loisirs, spectacles et culture" à 0.08 ppt. La division "Articles d'habillement et chaussures" (0.03 ppt), "Santé" (0.01 ppt) et "Enseignement" (0.01 ppt) ont très peu contribué au taux d'inflation moyen de 2007, alors que l'impact de la division "Communications" a même été négatif (-0.04 ppt).

Au niveau des positions, il faut relever les services fournis par les communes (alimentation en eau, reprise des eaux usées et collecte des ordures ménagères) qui ont contribué à hauteur de 0.18 point de % au taux moyen annuel. L'impact des maisons de retraite et de soins a été, avec 0.17 point de %, du même ordre de grandeur. Pour l'ensemble des positions relatives à l'achat de voitures neuves, une contribution de 0.12 point de % a été constatée. Les repas et les boissons consommés au restaurant ont eu un impact de 0.10 point de %. Les hausses constatées au niveau de l'électricité et de l'essence se sont traduites chaque fois par un impact de 0.09 point de %. L'entretien et les réparations de voitures, les produits de tabac et les loyers ont contribué séparément avec 0.08 point de % au taux d'inflation moyen. A côté de l'emploi de personnel domestique (0.07 point de %), toutes les autres positions ont eu un impact inférieur à 0.05 point de %.

Parmi les positions qui ont fait diminuer le taux d'inflation, l'apport négatif a été le plus important pour l'équipement de téléphonie (-0.03 point de %) et les services financiers (-0.03 ppt), suivis par les évolutions à la baisse des appareils de télévision et de l'équipement informatique (-0.02 ppt chacun).

**Tableau 5: Contributions à l'inflation moyenne de 2007 en points de %**

	Incidences à la hausse		Incidences à la baisse	
	En point de %		En point de %	
Eau potable, eaux usées, poubelles	0.18	Equipement de téléphonie, télécopie, etc.	-0.03	
Maisons de retraite et de soins, etc.	0.17	Services financiers	-0.03	
Automobiles neuves	0.12	Appareils de télévision, magnétoscopes etc.	-0.02	
Restaurant	0.10	Equipement informatique	-0.02	
Electricité	0.09	Livres	-0.01	
Essence	0.09	Gaz de ville et gaz naturel	-0.01	
Entretien et réparations	0.08	Equipement photographique, cinématographique, etc.	-0.01	
Produits de tabac	0.08	Services de téléphonie, télécopie, etc.	-0.01	
Loyers	0.08			
Emploi de personnel domestique, etc.	0.07			
Autres services n.d.a.	0.05			
Salons de coiffure	0.04			
Pain de ménage et pains spéciaux	0.04			
Produits pour l'entretien du logement	0.04			
Mobilier de salon, salle à manger et bureau	0.04			
Petite restauration, collations, pâtisserie, glaces, etc.	0.04			

Source: STATEC

### 5.1.5 Le Luxembourg dans la comparaison européenne

Comme la couverture de l'indice des prix à la consommation harmonisée (IPCH) représente les dépenses de consommation finale effectuées sur le territoire aussi bien par les résidents que par les non-résidents, il s'ensuit une surpondération pour certains biens dans l'IPCH. Il s'agit principalement des biens qui sont typiquement achetés en grande quantité par les frontaliers et les touristes, tels que les carburants, le tabac ou l'alcool. Des évolutions prononcées sur ces produits sont donc davantage répercutées dans l'IPCH que sur l'IPCN. Ce dernier, dont la pondération se limite à la seule consommation des ménages résidents, donne une image plus fidèle de l'impact de l'évolution des prix de ces produits au niveau des développements économiques nationaux.

Au cours de la première moitié de l'année 2007, l'écart entre le taux fourni par l'IPCH et celui fourni par l'IPCN n'a jamais dépassé 0.4 point de %. En février 2007, sous l'influence de prix pétroliers à la baisse, un taux d'inflation moins élevé a été mesuré par l'IPCH que par l'IPCN. Dans la deuxième moitié de l'année 2007, l'accélération des prix des produits pétroliers a eu comme conséquence que l'écart entre les deux indices s'est davantage creusé, pour se situer à 0.9 point de % en décembre 2007.

Ainsi, pour le Luxembourg, le taux annuel moyen de l'IPCH passe de 3.0% en 2006 à 2.7% en 2007. Les taux pour les 27 pays membres européens et pour la zone euro, se situent chacun à 2.2% en 2006 et valent respectivement à 2.3% et 2.1% en 2007. Cet écart entre le Luxembourg et la moyenne européenne diminue lorsque la comparaison est effectuée à l'aide de l'IPCN, qui affichait en 2006 un taux annuel moyen de 2.7%. En 2007, le taux annuel moyen pour l'IPCN est avec 2.3%

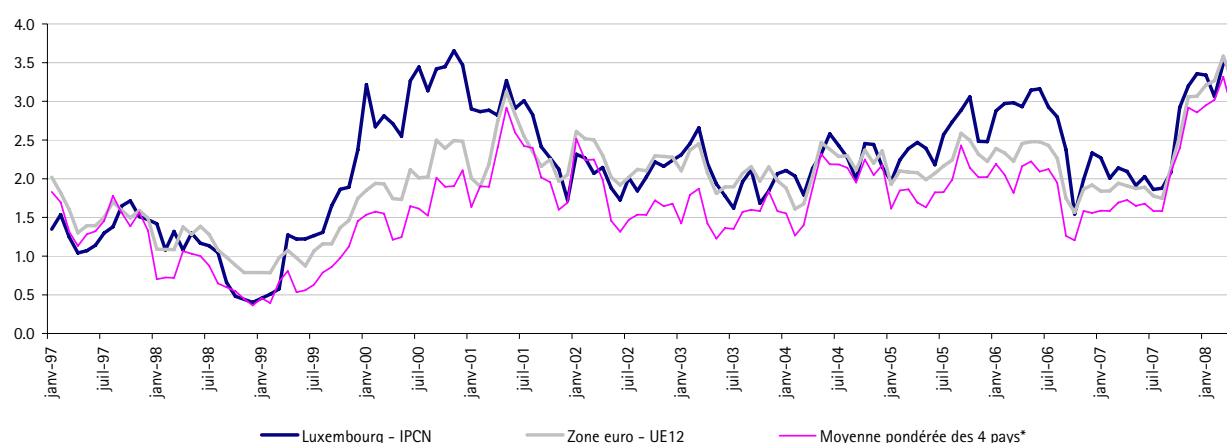
identique à celui de la moyenne européenne. Ce taux équivaut aux valeurs constatées pour l'Allemagne et le Royaume-Uni, et correspond au 12<sup>ème</sup> taux le plus bas parmi les 27 pays de l'Union Européenne.

Dans l'optique de la compétitivité, il importe surtout de comparer l'inflation du Luxembourg (mesurée par l'IPCN) à celle de ses quatre principaux partenaires commerciaux. En 2006, le Luxembourg a affiché un taux annuel moyen supérieur de 0.9 point de % par rapport à la moyenne de ces quatre pays considérés ensemble. Cet écart s'est néanmoins rétréci en 2007, principalement à cause du fait que la variation annuelle moyenne en Allemagne, dépassant pour la première fois depuis 1994 la barre des 2% en raison des hausses constatées sur les produits énergétiques et alimentaires, s'est davantage rapprochée de celle du Luxembourg. La France, la Belgique et les Pays-Bas ont encore connu en 2007 des progressions annuelles moyennes ne dépassant pas les 1.8%.

L'écart entre le taux observé pour le Luxembourg et celui obtenu à partir de la moyenne de ces quatre principaux partenaires commerciaux a progressivement diminué au cours des premiers mois de l'année 2007 de sorte que les deux taux se sont situés à un niveau identique en septembre 2007. Sur la période d'octobre 2007 à avril 2008, qui a été caractérisée par une pression inflationniste forte, l'écart défavorable pour le Luxembourg a oscillé entre 0.2 et 0.5 point de %.

De manière générale, l'inflation mesurée par l'IPCN s'est trouvée en 2007 proche de la moyenne européenne. En même temps, l'écart avec les taux d'inflation constatés dans les quatre pays voisins a diminué par rapport à 2006.

Graphique 4: Inflation en Europe et au Luxembourg



Sources: STATEC, EUROSTAT

\* Allemagne, France, Belgique, Pays-Bas.

Tableau 6: Comparaison internationale des indices des prix à la consommation – Variations annuelles

	Indices harmonisés (IPCH)			
	2000	2005	2006	2007
	Unité: %			
Allemagne	2.1	1.9	1.8	2.3
Autriche	2.0	2.1	1.7	2.2
Belgique	2.7	2.5	2.3	1.8
Bulgarie	.	.	.	7.6
Chypre	.	2.0	2.2	2.2
Danemark	2.7	1.7	1.8	1.7
Espagne	3.5	3.4	3.6	2.8
Estonie	.	4.1	4.4	6.7
Finlande	3.0	0.8	1.3	1.6
France	1.8	1.9	2.1	1.6
Grèce	2.9	3.5	3.2	3.0
Hongrie	.	3.5	4.0	7.9
Irlande	5.3	2.1	2.6	2.9
Italie	2.6	2.2	2.2	2.0
Lettonie	.	6.9	6.6	10.1
Lituanie	.	2.7	3.8	5.8
<b>Luxembourg – IPCN</b>	<b>3.2</b>	<b>2.5</b>	<b>2.7</b>	<b>2.3</b>
– IPCH	3.8	3.8	3.0	2.7
Malte	.	2.5	2.6	0.7
Pays-Bas	2.3	1.5	1.6	1.6
Pologne	.	2.1	1.3	2.6
Portugal	2.8	2.1	3.0	2.4
Républ. Tchèque	.	1.6	2.1	3.0
Roumanie	.	.	.	4.9
Royaume-Uni	0.8	2.0	2.3	2.3
Slovaquie	.	2.8	4.3	1.9
Slovénie	.	2.5	2.5	3.8
Suède	1.3	0.8	1.5	1.7
<b>UE15/UE25/UE27<sup>1</sup></b>	<b>2.1</b>	<b>2.2</b>	<b>2.2</b>	<b>2.3</b>
	Indices nationaux			
USA	3.4	3.4	3.2	2.8
Japon	-0.7	-0.3	0.2	0.0
Suisse	1.6	1.2	1.1	0.7

<sup>1</sup> UE25 à partir de mai 2004, UE27 à partir de janvier 2007

Sources: Eurostat, STATEC

**Tableau 7: Divergence du taux d'inflation intérieur par rapport à la moyenne pondérée des quatre principaux partenaires commerciaux du Luxembourg – Variations inter-annuelles sur base des indices harmonisés (base 100 en 2005)**

Année	IPCN	IPCH	Allemagne	France	Belgique	Pays-Bas	Moyenne des 4	EU15 /
	Luxembourg	Luxembourg					partenaires	EU25/EU27 <sup>2</sup>
							commerciaux <sup>1</sup>	
								Unité: %
<b>2001</b>	<b>2.7</b>	<b>2.4</b>	<b>1.9</b>	<b>1.8</b>	<b>2.4</b>	<b>5.1</b>	<b>2.2</b>	<b>2.2</b>
<b>2002</b>	<b>2.1</b>	<b>2.1</b>	<b>1.3</b>	<b>1.9</b>	<b>1.6</b>	<b>3.9</b>	<b>1.8</b>	<b>2.1</b>
<b>2003</b>	<b>2.0</b>	<b>2.5</b>	<b>1.0</b>	<b>2.2</b>	<b>1.5</b>	<b>2.2</b>	<b>1.6</b>	<b>2.0</b>
<b>2004</b>	<b>2.2</b>	<b>3.2</b>	<b>1.8</b>	<b>2.3</b>	<b>1.9</b>	<b>1.4</b>	<b>1.9</b>	<b>2.0</b>
<b>2005</b>	<b>2.5</b>	<b>3.8</b>	<b>1.9</b>	<b>1.9</b>	<b>2.5</b>	<b>1.5</b>	<b>1.9</b>	<b>2.2</b>
<b>2006</b>	<b>2.7</b>	<b>3.0</b>	<b>1.8</b>	<b>1.9</b>	<b>2.3</b>	<b>1.6</b>	<b>1.8</b>	<b>2.2</b>
<b>2007</b>	<b>2.3</b>	<b>2.7</b>	<b>2.3</b>	<b>1.6</b>	<b>1.8</b>	<b>1.6</b>	<b>1.9</b>	<b>2.3</b>
J	2.3	2.3	1.8	1.4	1.7	1.2	1.6	2.1
F	2.0	1.8	1.9	1.2	1.8	1.4	1.6	2.1
M	2.1	2.4	2.0	1.2	1.8	1.9	1.7	2.3
A	2.1	2.5	2.0	1.3	1.8	1.9	1.7	2.2
M	1.9	2.3	2.0	1.2	1.3	2.0	1.6	2.1
J	2.0	2.3	2.0	1.3	1.3	1.8	1.7	2.1
J	1.9	2.0	2.0	1.2	1.3	1.4	1.6	2.0
A	1.9	1.9	2.0	1.3	1.2	1.1	1.6	1.9
S	2.1	2.5	2.7	1.6	1.4	1.3	2.1	2.2
O	2.9	3.6	2.7	2.1	2.2	1.6	2.4	2.7
N	3.2	4.0	3.3	2.6	2.9	1.8	2.9	3.1
D	3.4	4.3	3.1	2.8	3.1	1.6	2.9	3.2
<b>2008</b>								
J	3.3	4.2	2.9	3.2	3.5	1.8	2.9	3.4
F	3.1	4.2	3.0	3.2	3.6	2.0	3.0	3.5
M	3.5	4.4	3.3	3.5	4.4	1.9	3.3	3.8
A	3.5	4.3	2.6	3.4	4.1	1.7	2.9	3.6

<sup>1</sup> Sur base des pondérations des différents pays dans l'indice des prix à la consommation harmonisé dans l'Union monétaire (IPCUM).

<sup>2</sup> UE15 jusqu'à avril 2004 inclus, UE25 à partir de mai 2004, UE27 à partir de janvier 2007

Sources: STATEC / Eurostat

## Comparaison européenne de l'inflation sur les dix dernières années

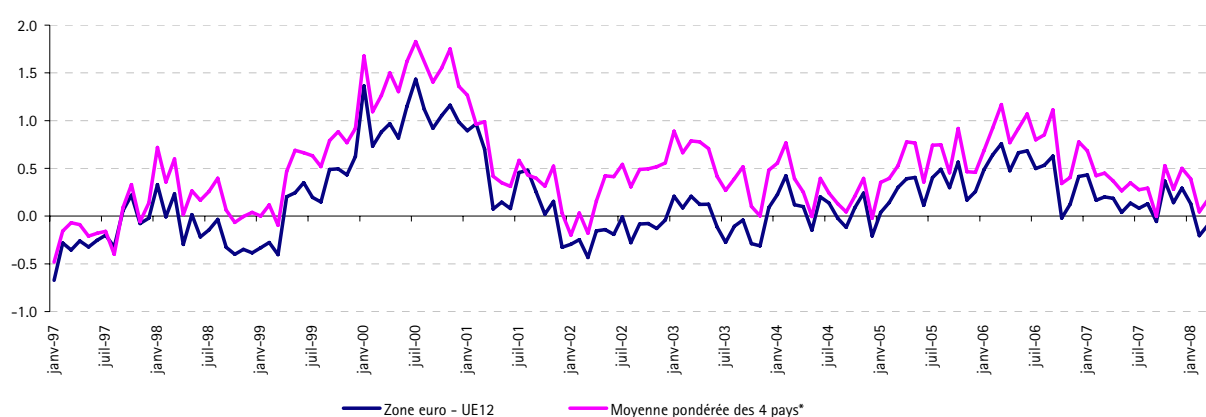
Sur les dix dernières années, l'inflation luxembourgeoise s'est située entre 1.0% (1998) et 3.2% (2000). En moyenne, les prix à la consommation ont progressé de 2.3% sur cette période contre 2.1% dans la zone euro (UE12) et 1.8% pour les quatre principaux partenaires commerciaux, qui sont les pays limitrophes (Allemagne, Belgique, France) et les Pays-Bas.

Ainsi, le Luxembourg note sur les dix dernières années un écart défavorable de 0.2 point de % en moyenne par an

avec la zone euro et de 0.5 point avec les quatre pays voisins.

Les divisions pour lesquelles l'écart d'inflation est le plus défavorable pour le Luxembourg sur ces années, sont: "Loisirs, spectacles et culture" (0.13 point de % d'écart avec la zone euro en moyenne par an), "Ameublement, équipement de ménage et entretien" (0.11 point de %) et "Produits alimentaires et boissons non-alcoolisées" (0.07 point) (cf. tableau B).

### Graphique A: Ecart d'inflation favorable (-) / défavorable (+) pour le Luxembourg (IPCN)



Source: STATEC

\* Allemagne, France, Belgique, Pays-Bas.

### Tableau A: Inflation sur la période 1997 à 2007

Douze divisions de l'IPCN	Indice général	Variation annuelle moyenne 1997-2007 en %											
		Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	Boissons alcoolisées et tabac	Articles d'habillement et chaussures	Logement, eau, électricité et combustibles	Ameublement, équipement de ménage et entretien	Santé	Transport	Communications	Loisirs, spectacles et culture	Enseignement	Hôtels, cafés, restaurants	Biens et services divers
Zone euro	2.1	2.0	4.3	1.0	3.0	1.3	3.1	2.7	-2.8	0.5	3.8	3.2	2.3
Moyenne des quatre pays	1.8	1.5	4.1	0.1	2.8	0.8	2.7	2.6	-2.8	0.0	...	2.2	1.9
Allemagne	1.6	1.1	3.9	-0.1	2.6	0.4	3.0	2.7	-3.3	0.2	5.0	1.7	1.8
France	1.8	2.0	4.6	0.3	2.5	1.1	2.2	2.3	-2.3	-0.4	2.5	2.7	1.9
Belgique	2.0	2.3	3.0	0.4	3.1	1.4	1.4	2.8	-1.4	0.6	...	2.9	2.4
Pays-Bas	2.5	1.6	4.0	0.2	4.8	1.6	3.8	3.0	-1.9	0.8	1.0	3.5	2.8
Luxembourg (IPCN)	2.3	2.7	3.4	1.0	3.5	1.8	1.4	2.5	-4.4	1.5	3.8	3.1	2.3

Sources: STATEC, Eurostat

Tableau B: Écarts d'inflation sur la période 1997 à 2007

Douze divisions de l'IPC	Indice général	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées			Logement, eau, électricité et combustibles		Ameublement, équipement de ménage et entretien		Santé	Transport	Communications	Loisirs, spectacles et culture	Enseignement	Hôtels, cafés, restaurants	Biens et services divers
		Boissons alcoolisées et tabac	Articles d'habillement et chaussures	Logement, eau, électricité et combustibles	Ameublement, équipement de ménage et entretien										
Écarts d'inflation favorables (-) / défavorables (+) par rapport à l'IPC en points de %															
Zone euro	0.2	0.6	-0.9	0.0	0.5	0.5	-1.7	-0.3	-1.6	1.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	
Moyenne des quatre pays	0.5	1.2	-0.7	0.9	0.8	1.0	-1.3	-0.1	-1.6	1.5	...	0.9	0.3		
Allemagne	0.7	1.6	-0.5	1.1	0.9	1.4	-1.6	-0.2	-1.1	1.3	-1.2	1.4	0.5		
France	0.5	0.7	-1.2	0.7	1.1	0.7	-0.8	0.1	-2.2	2.0	1.3	0.5	0.3		
Belgique	0.3	0.4	0.4	0.7	0.5	0.4	0.0	-0.4	-3.0	0.9	...	0.3	-0.1		
Pays-Bas	-0.2	1.1	-0.6	0.8	-1.3	0.2	-2.4	-0.5	-2.5	0.7	2.8	-0.4	-0.5		

Sources: STATEC, Eurostat

Tableau C: Écarts d'inflation par catégorie de produits sur la période 1997 à 2007\*

Douze divisions de l'IPC	Indice général	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées			Logement, eau, électricité et combustibles		Ameublement, équipement de ménage et entretien		Santé	Transport	Communications	Loisirs, spectacles et culture	Enseignement	Hôtels, cafés, restaurants	Biens et services divers
		Boissons alcoolisées et tabac	Articles d'habillement et chaussures	Logement, eau, électricité et combustibles	Ameublement, équipement de ménage et entretien										
Écarts d'inflation favorables (-) / défavorables (+) par rapport à l'IPC en points de %															
Zone euro															
1997	-0.3	0.0	-0.1	0.0	-0.1	0.0	0.0	-0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
1998	-0.2	0.2	0.0	0.0	-0.2	0.0	0.0	-0.2	0.0	0.1	0.0	-0.1	0.0		
1999	-0.1	0.2	0.0	-0.1	0.0	0.1	0.0	0.0	-0.1	0.0	0.0	-0.1	0.0		
2000	1.0	0.1	0.0	0.0	0.4	0.2	0.1	0.0	0.1	0.2	0.0	-0.1	-0.1		
2001	0.3	-0.1	0.0	0.1	-0.2	0.1	0.0	0.3	-0.1	0.2	0.0	-0.1	0.1		
2002	-0.2	0.1	0.0	0.0	-0.2	0.1	-0.2	0.0	-0.1	0.2	0.0	-0.1	0.0		
2003	0.0	0.0	-0.1	0.0	0.0	0.1	-0.1	0.0	0.0	0.2	0.0	-0.1	0.0		
2004	0.1	0.0	0.0	-1.0	0.6	0.1	-0.4	0.7	-0.2	0.0	0.0	0.0	0.7		
2005	0.3	0.2	-0.1	1.1	-0.5	0.1	0.0	-0.5	0.2	0.2	0.0	0.0	-0.6		
2006	0.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	0.1	0.0	0.2	0.0	0.0	0.1		
2007	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	-0.1	0.0	0.0	0.1	-0.1	-0.1	0.2		
1997-2007 <sup>2</sup>	0.18	0.07	-0.02	0.02	-0.02	0.11	-0.07	0.02	-0.01	0.13	-0.02	-0.07	0.03		
Moyenne des quatre pays <sup>1</sup>															
1997	-0.1	-0.1	-0.1	0.1	0.0	0.1	0.0	0.0	0.1	0.0	...	0.0	0.0		
1998	0.3	0.2	0.0	0.1	-0.2	0.1	0.0	-0.2	0.0	0.1	...	0.0	0.0		
1999	0.2	0.3	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	-0.1	0.0	0.0	...	-0.1	0.0		
2000	1.5	0.2	0.0	0.1	0.5	0.3	0.1	0.0	0.1	0.2	...	0.1	-0.1		
2001	0.6	-0.1	0.0	0.1	-0.3	0.1	0.0	0.3	-0.1	0.2	0.0	0.1	0.1		
2002	0.3	0.3	0.0	0.1	-0.2	0.1	-0.2	0.0	-0.1	0.3	0.0	0.0	0.0		
2003	0.5	0.2	-0.1	0.1	-0.1	0.1	-0.1	0.0	-0.1	0.3	0.0	0.1	0.0		
2004	0.3	0.2	-0.1	-0.9	0.6	0.2	-0.5	0.7	-0.3	0.1	0.0	0.1	0.7		
2005	0.6	0.3	-0.1	1.2	-0.6	0.2	0.0	-0.5	0.2	0.2	0.0	0.1	-0.6		
2006	0.8	0.1	0.0	0.0	0.0	0.2	0.0	0.2	0.1	0.2	0.0	0.1	0.1		
2007	0.4	0.1	0.0	0.0	0.0	0.2	0.0	-0.1	0.0	0.1	-0.1	0.0	0.2		
1997-2007 <sup>2</sup>	0.54	0.18	-0.02	0.08	-0.03	0.15	-0.08	0.05	-0.02	0.18	-0.01	0.05	0.05		

Sources: STATEC, Eurostat

\* Les chiffres sur fond gris présentent des écarts d'inflation en défaveur du Luxembourg.

<sup>1</sup> Allemagne, France, Belgique, Pays-Bas<sup>2</sup> En moyenne par an.

## 5.1.6 Évolution des prix au début de 2008 et perspectives

### Évolution des prix sur le début de 2008

Sur les quatre premiers mois de 2008, le taux d'inflation atteint 3.3%, soit un point de pourcent de plus qu'en 2007. Cette évolution est avant tout attribuable à la forte hausse des produits pétroliers (+20.6% sur le début de 2008 contre +1.6% en 2007), l'inflation sous-jacente étant passée sur la même période de 2.4% à 2.3%.

La forte progression des prix pétroliers sur le début de 2008 s'explique, pour une large partie, par des effets de base, les mouvements des prix pétroliers de 2008 et 2007 étant de sens opposé: le prix du baril de Brent est passé de 69.75 USD en mai 2006 à 67.60 USD en mai 2007, mais à 120.34 USD sur le début de mai 2008. Même si les prix pétroliers ont augmenté tout au long de l'année 2007, leur niveau sur les trois premiers trimestres de 2007 est resté en-dessous de celui enregistré en 2006. De ce fait, même en partant de l'hypothèse d'une stabilisation des prix pétroliers, le taux d'inflation restera élevé sur les trois premiers trimestres de 2008 (à quelque 3.7% au deuxième et 4.0 au troisième trimestres selon les dernières prévisions du STATEC, cf. ci-après), mais reviendra sur des niveaux plus faibles vers la fin de l'année (autour de 3.4%).

Alors que la progression annuelle des prix pétroliers reste au tour de 20% au cours des premiers mois de l'année, l'inflation sous-jacente a connu un niveau exceptionnellement faible au mois de février (+2.1% après 2.3% en

janvier et 2.6% au dernier trimestre de 2007). Il se pourrait que les commerçants et autres agents économiques aient attendu l'indexation des salaires du mois de mars 2008 pour adapter leurs prix. Aussi, les hausses des prix de certains services (repas au restaurant, entretien et réparations de voitures, maisons de retraite et de soins, emploi de personnel domestique, crèches) à partir de mars peuvent-elles sans doute s'expliquer par le paiement de la tranche indiciaire de mars.

Ainsi, l'évolution de l'inflation sous-jacente au mois de mars (+0.53% sur un mois) montre un rattrapage par rapport au mois de février (+0.07%). La progression mensuelle moyenne de l'inflation sous-jacente s'établit à 0.31% sur le premier trimestre de 2008 contre 0.37% sur le premier trimestre de 2007.

A côté des produits pétroliers, ce sont surtout les produits alimentaires et les services qui nourrissent l'inflation sur le début de 2008. Sur les quatre premiers mois, huit positions (sur 255 en tout) sont responsables de la moitié de l'inflation, tandis que vingt-cinq positions suffisent à expliquer 75% de l'inflation sur cette période (cf. tableau 8). Les prix administrés, qui traditionnellement connaissent des hausses plus importantes sur le début de l'année, n'ont toutefois contribué que faiblement à l'inflation au premier trimestre de 2008 (0.10 ppt contre 0.44 ppt il y a un an). Les hausses concernent surtout le prix de l'eau.

**Tableau 8: Contributions à l'inflation sur le début de 2008 (4 mois)**

	En points de %	Cumulé en points de %	Incidences à la hausse
			Cumulé en %
Combustibles liquides	0.58	0.58	17.5
Essence	0.38	0.96	28.7
Gas-oil	0.28	1.24	37.1
Repas au restaurant	0.11	1.35	40.3
Gaz de ville et gaz naturel	0.09	1.44	43.1
Fromage et lait caillé	0.09	1.53	45.8
Cigarettes	0.07	1.61	48.1
Lait entier	0.07	1.68	50.2
Entretien et réparations de voitures	0.07	1.75	52.3
Automobiles diesel, cylindrée <= 2000 cm3	0.07	1.81	54.2
Maisons de retraite et de soins, etc.	0.06	1.88	56.1
Loyers pour appartement	0.06	1.94	58.0
Petite restauration, collations, pâtisserie, glaces, etc.	0.06	2.00	59.8
Reprise des eaux usées	0.06	2.06	61.5
Emploi de personnel domestique, etc.	0.05	2.11	63.2
Pain de ménage et pains spéciaux	0.05	2.16	64.7
Pâtes alimentaires	0.05	2.21	66.0
Crèches, foyers de jour pour enfants, etc.	0.04	2.25	67.4
Produits pour l'entretien du logement	0.04	2.30	68.6
Services de télévision et de radiodiffusion	0.04	2.34	69.9
Yaourts	0.04	2.38	71.1
Services financiers	0.04	2.42	72.3
Alimentation en eau	0.04	2.46	73.5
Loyers pour maison	0.04	2.50	74.6
Autres produits laitiers	0.04	2.54	75.8

Source: STATEC

**Prévisions d'inflation**

D'après les dernières prévisions mensuelles du STATEC (clôturées le 20 mai 2008), l'inflation s'établirait à 3.6% en 2008 et à 2.7% en 2009. Le ralentissement par rapport à 2008 s'expliquerait surtout par une stabilisation (hypothétique) des prix pétroliers, l'inflation sous-jacente continuant à accélérer.

- Hypothèses

Les prévisions d'inflation à court et moyen terme se basent principalement sur deux hypothèses: l'une concerne le rythme de l'inflation sous-jacente, l'autre le prix du pétrole.

L'hypothèse pour l'inflation sous-jacente est une hypothèse technique, c'est-à-dire un prolongement des tendances passées récentes (+0.20% de hausse mensuelle sur les deux dernières années).

Comme exposé dans la Note de conjoncture n° 2-05, le STATEC adopte un positionnement neutre vis-à-vis du prix du pétrole. L'hypothèse de travail retient ainsi un prix du baril de pétrole fixe sur l'horizon de prévision, basé sur le dernier cours connu au moment de la prévision. Comme il paraît utile d'estimer l'impact d'un niveau de prix du pétrole plus fort ou plus faible, le STATEC publie conjointement un scénario "favorable" (baisse des prix pétroliers) et un scénario "défavorable" (hausse des prix pétroliers) qui permettent de donner une fourchette pour l'inflation.

Ainsi, pour le scénario "central", le prix du baril de pétrole et le taux de change retenus sont ceux observés sur le début de mai 2008 (120.34 USD pour le brent et

1.55 USD/EUR)<sup>1</sup>. Pour les scénarii favorable et défavorable, l'hypothèse du taux de change restera la même. Pour le scénario favorable, l'hypothèse est que le prix du baril baisse au cours des trois prochains mois de 10 USD (donc à 110.34 USD le baril), puis se maintient à ce niveau sur le reste de l'horizon de prévision. Le scénario défavorable mise sur une hausse symétrique de 10 USD (donc à 130.34 USD le baril) sur la même période.

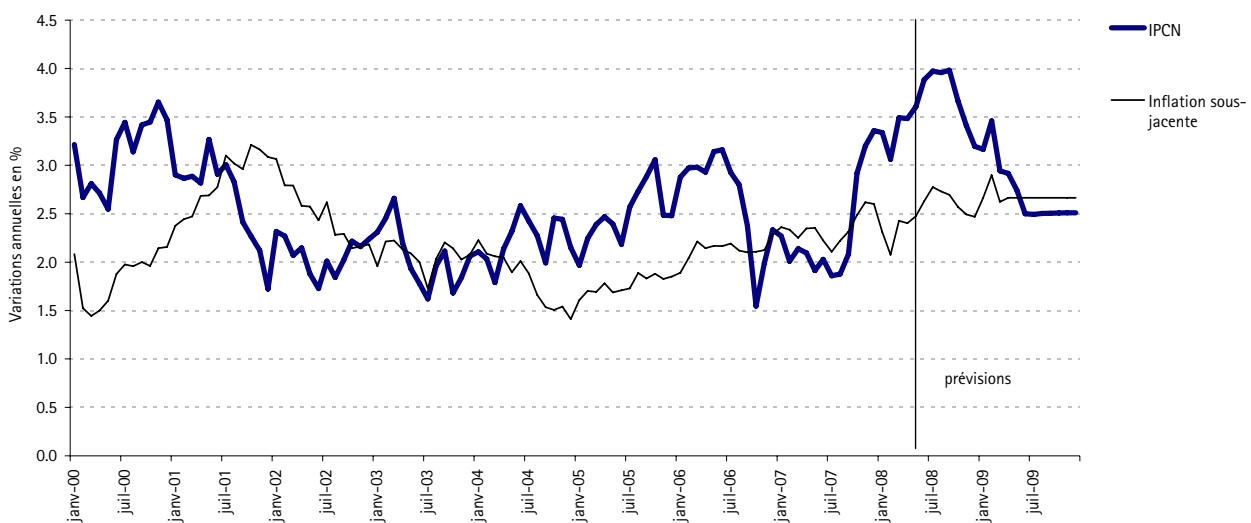
- Résultats

D'après le scénario central, le taux d'inflation atteindrait 3.6% en 2008 et 2.7% en 2009. L'inflation sous-jacente se situerait à 2.5% puis à 2.7%. Pour les deux scénarii alternatifs le taux d'inflation se situerait en 2008 à 3.5% resp. 3.7%, l'inflation sous-jacente à 2.5%. En 2009, la fourchette va de 2.5% à 2.9% pour l'inflation générale et de 2.6% à 2.8% pour l'inflation sous-jacente.

- Cours USD/EUR

Ces dernières années, l'euro s'est continuellement apprécié par rapport au dollar US: de 0.90 USD/EUR en 2001, il est passé à 1.37 USD/EUR en 2007 et à plus de 1.50 USD/EUR sur le début de 2008. Cette évolution a allégé substantiellement la facture pétrolière du côté européen et a contribué à contenir l'inflation. Il paraît dès lors utile de déterminer l'impact d'une dépréciation de l'euro sur le taux d'inflation luxembourgeois. En retenant les mêmes hypothèses que celles du scénario central mais en supposant que le cours de l'euro baisse de 10% sur tout l'horizon de prévision (passe donc à 1.45 USD/EUR), on arrive à un taux d'inflation de 3.7% en 2008 et de 2.8% en 2009, soit +0.1 point de % par année par rapport au scénario central.

**Graphique 5: Inflation observée et prévisions**



Source: STATEC (prévisions du 20 mai 2008)

<sup>1</sup> Les hypothèses pour le scénario central retenues lors de la dernière prévision du STATEC (février 2008, NDC 3-07) ont été de 93.66 USD pour le brent et 1.47 USD/EUR.

Tableau 9: Prévisions sur l'inflation

	Observations		Prévisions					
	2006	2007	Scénario central		Scénario bas		Scénario haut	
			2008	2009	2008	2009	2008	2009
	Variations annuelles en %, sauf mention contraire							
Inflation (IPCN)	2.7	2.3	3.6	2.7	3.5	2.5	3.7	2.9
Inflation sous-jacente	2.1	2.4	2.5	2.7	2.5	2.6	2.5	2.8
Produits pétroliers	10.4	1.6	21.4	3.6	20.0	2.0	22.9	5.2
Cote d'application	2.1	2.3	2.1	2.5	2.1	2.5	2.1	2.5
Cote d'application (Indice 100 au 1.1.1948)	653.52	668.46	682.4	699.4	682.4	699.4	682.4	699.4
Prix du Brent (USD/baril)	65.2	72.7	114.0	120.3	109.0	110.3	119.0	130.3
Taux de change USD/EUR	1.26	1.37	1.54	1.55	1.54	1.55	1.54	1.55

Source: STATEC (prévisions du 20 mai 2008)

## 5.2 Salaires

- Ralentissement de l'évolution des salaires tout au long de l'année 2007.
- Nouveau dépassement d'une cote d'échéance en juin 2008, entraînant l'adaptation des salaires et traitements au 1<sup>er</sup> mars 2009.

### 5.2.1 Évolution des salaires à long terme

Sur la période allant de 2000 à 2005, le coût salarial par personne a progressé en moyenne de 3.3% par an alors que les prix à la consommation ont évolué de 2.3%. Les salaires dans les services domestiques ont connu avec +6.5% la croissance la plus forte, suivis des salaires dans l'électricité, gaz et eau (+4.3%) et la santé (+4.2%). Ceux dans l'agriculture, le secteur financier et l'Horeca ont connu la croissance la plus faible (cf. tableau 11).

En 2006, la croissance des salaires avait atteint 4.5% contre 3.8% en 2005, due surtout à la forte hausse des rémunérations dans le secteur financier (+10.5%) et les

services aux entreprises (+5.9%), mais aussi dans l'éducation (+4.3%) et l'industrie (+4.1%).

Le salaire (moyen) est le plus élevé dans le secteur financier (91 724 EUR par an en 2006) et auprès des fonctionnaires et employés publics (services d'administration publique, électricité, gaz et eau, éducation, plus de 70 000 EUR par an en 2006)<sup>1</sup>. Les salaires les plus faibles sont payés dans les services domestiques (24 441 EUR), l'Horeca (26 637 EUR) et l'agriculture (28 907 EUR). Il faut cependant noter que la proportion des personnes travaillant à temps partiel est également plus élevée dans ces branches.

**Tableau 10: Rémunération totale des salariés**

Dénomination	NACE	1995	2000	2004	2005	2006
						Unité: Mio EUR
<b>Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture</b>	<b>A+B</b>	<b>24</b>	<b>30</b>	<b>27</b>	<b>28</b>	<b>36</b>
<b>Industrie, y compris énergie</b>	<b>C_E</b>	<b>1 291</b>	<b>1 475</b>	<b>1 666</b>	<b>1 734</b>	<b>1 844</b>
Produits d'extraction	C	11	11	14	14	15
Produits manufacturés	D	1 205	1 379	1 548	1 611	1 714
Électricité, gaz et eau	E	75	84	105	109	115
<b>Construction</b>	<b>F</b>	<b>606</b>	<b>740</b>	<b>1 012</b>	<b>1 073</b>	<b>1 171</b>
<b>Commerce; réparations automobiles et d'articles domestiques; hôtels et restaurants, transports et communications</b>	<b>G_I</b>	<b>1 501</b>	<b>2 051</b>	<b>2 678</b>	<b>2 856</b>	<b>3 058</b>
Ventes; réparations automobiles et d'articles domestiques	G	739	946	1 219	1 303	1 397
Services d'hôtellerie et de restauration	H	183	233	293	310	334
Transports et communications	I	579	871	1 165	1 242	1 326
<b>Activités financières; immobilier, location et services aux entreprises</b>	<b>J+K</b>	<b>1 909</b>	<b>3 410</b>	<b>4 387</b>	<b>4 748</b>	<b>5 346</b>
Services financiers	J	1 380	2 185	2 620	2 839	3 314
Services immobiliers, de location et aux entreprises	K	529	1 225	1 767	1 909	2 032
<b>Autres activités de services</b>	<b>L_P</b>	<b>1 779</b>	<b>2 453</b>	<b>3 380</b>	<b>3 631</b>	<b>3 835</b>
Services d'administration publique	L	590	798	1 097	1 172	1 213
Éducation	M	513	699	918	982	1 050
Services de santé et d'action sociale	N	388	559	901	974	1 037
Services collectifs, sociaux et personnels	O	219	295	364	395	423
Services domestiques	P	68	102	99	109	112
<b>TOTAL</b>		<b>7 110</b>	<b>10 160</b>	<b>13 150</b>	<b>14 070</b>	<b>15 290</b>
		1995-2000	2000-2005	2004	2005	2006
						Variation annuelle en %
<b>Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture</b>	<b>A+B</b>	<b>4.9</b>	<b>-1.7</b>	<b>-13.8</b>	<b>2.6</b>	<b>31.4</b>
<b>Industrie, y compris énergie</b>	<b>C_E</b>	<b>2.7</b>	<b>3.3</b>	<b>3.5</b>	<b>4.1</b>	<b>6.3</b>
Produits d'extraction	C	0.7	3.9	3.6	0.4	5.9
Produits manufacturés	D	2.7	3.2	3.4	4.1	6.4
Électricité, gaz et eau	E	2.4	5.2	5.3	4.1	5.4
<b>Construction</b>	<b>F</b>	<b>4.1</b>	<b>7.7</b>	<b>6.2</b>	<b>6.0</b>	<b>9.2</b>
<b>Commerce; réparations automobiles et d'articles domestiques; hôtels et restaurants, transports et communications</b>	<b>G_I</b>	<b>6.4</b>	<b>6.8</b>	<b>6.0</b>	<b>6.7</b>	<b>7.0</b>
Ventes; réparations automobiles et d'articles domestiques	G	5.1	6.6	5.2	6.9	7.2
Services d'hôtellerie et de restauration	H	4.9	5.9	5.8	5.8	7.7
Transports et communications	I	8.5	7.4	6.9	6.7	6.7
<b>Activités financières; immobilier, location et services aux entreprises</b>	<b>J+K</b>	<b>12.3</b>	<b>6.8</b>	<b>6.0</b>	<b>8.2</b>	<b>12.6</b>
Services financiers	J	9.6	5.4	4.0	8.4	16.7
Services immobiliers, de location et aux entreprises	K	18.3	9.3	9.1	8.0	6.5
<b>Autres activités de services</b>	<b>L_P</b>	<b>6.6</b>	<b>8.2</b>	<b>9.1</b>	<b>7.4</b>	<b>5.6</b>
Services d'administration publique	L	6.2	8.0	8.7	6.9	3.5
Éducation	M	6.4	7.0	8.4	6.9	7.0
Services de santé et d'action sociale	N	7.6	11.7	11.9	8.0	6.5
Services collectifs, sociaux et personnels	O	6.1	6.0	7.2	8.3	7.3
Services domestiques	P	8.5	1.4	3.4	9.9	2.2
<b>TOTAL</b>		<b>7.4</b>	<b>6.7</b>	<b>6.4</b>	<b>7.0</b>	<b>8.7</b>

Source: STATEC, Comptes Nationaux

<sup>1</sup> Une analyse récente des résultats de l'enquête PSELL-3/2006 donne un "Coup de projecteur sur les 'hauts revenus' au Luxembourg", Vivre au Luxembourg, n°43 – mars 2008, Frédéric Berger, Ceps/Instead, <http://www.ceps.lu/pdf/3/art1335.pdf?CFID=376777&CFTOKEN=59897186&tjsessionid=2030d7cb2c986d2ed767>.

Tableau 11: Rémunération moyenne par salarié

Dénomination	NACE	1995	2000	2004	2005	2006
Unité: 1 000 EUR par an						
<b>Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture</b>	<b>A+B</b>	<b>20.2</b>	<b>29.7</b>	<b>28.5</b>	<b>28.5</b>	<b>28.1</b>
<b>Industrie, y compris énergie</b>	<b>C_E</b>	<b>37.7</b>	<b>42.8</b>	<b>48.6</b>	<b>50.4</b>	<b>52.5</b>
Produits d'extraction	C	35.3	39.7	46.0	45.8	48.7
Produits manufacturés	D	37.2	42.3	47.7	49.6	51.6
Électricité, gaz et eau	E	51.0	55.7	67.3	68.7	70.5
<b>Construction</b>	<b>F</b>	<b>26.3</b>	<b>29.7</b>	<b>35.1</b>	<b>35.7</b>	<b>36.1</b>
<b>Commerce; réparations automobiles et d'articles domestiques; hôtels et restaurants, transports et communications</b>	<b>G_I</b>	<b>28.2</b>	<b>33.0</b>	<b>38.1</b>	<b>39.6</b>	<b>40.3</b>
Ventes; réparations automobiles et d'articles domestiques	G	25.1	28.7	33.2	34.5	35.6
Services d'hôtellerie et de restauration	H	20.0	23.3	25.8	26.5	26.6
Transports et communications	I	39.7	45.3	52.5	54.7	55.2
<b>Activités financières; immobilier, location et services aux entreprises</b>	<b>J+K</b>	<b>47.4</b>	<b>51.3</b>	<b>54.6</b>	<b>57.2</b>	<b>62.8</b>
Services financiers	J	62.5	74.0	79.5	83.0	91.7
Services immobiliers, de location et aux entreprises	K	29.1	33.1	37.3	39.1	41.5
<b>Autres activités de services</b>	<b>L_P</b>	<b>39.0</b>	<b>44.3</b>	<b>52.5</b>	<b>54.1</b>	<b>55.4</b>
Services d'administration publique	L	50.8	57.9	67.2	69.5	70.9
Éducation	M	51.8	58.4	66.2	68.6	71.5
Services de santé et d'action sociale	N	30.9	36.3	43.5	44.5	45.4
Services collectifs, sociaux et personnels	O	31.8	35.7	40.1	41.6	42.1
Services domestiques	P	14.7	17.2	22.4	23.8	24.4
<b>TOTAL</b>		<b>36.0</b>	<b>41.6</b>	<b>47.1</b>	<b>48.9</b>	<b>51.1</b>
		1995-2000	2000-2005	2004	2005	2006
Variation annuelle en %						
<b>Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture</b>	<b>A+B</b>	<b>8.0</b>	<b>-0.8</b>	<b>-2.3</b>	<b>-0.1</b>	<b>-1.4</b>
<b>Industrie, y compris énergie</b>	<b>C_E</b>	<b>2.6</b>	<b>3.3</b>	<b>3.7</b>	<b>3.8</b>	<b>4.1</b>
Produits d'extraction	C	2.4	2.9	3.8	-0.3	6.4
Produits manufacturés	D	2.6	3.2	3.5	3.9	4.2
Électricité, gaz et eau	E	1.8	4.3	5.9	2.1	2.7
<b>Construction</b>	<b>F</b>	<b>2.5</b>	<b>3.7</b>	<b>3.7</b>	<b>1.8</b>	<b>1.2</b>
<b>Commerce; réparations automobiles et d'articles domestiques; hôtels et restaurants, transports et communications</b>	<b>G_I</b>	<b>3.2</b>	<b>3.7</b>	<b>4.6</b>	<b>3.9</b>	<b>1.9</b>
Ventes; réparations automobiles et d'articles domestiques	G	2.7	3.7	3.7	4.1	3.1
Services d'hôtellerie et de restauration	H	3.1	2.5	2.8	2.7	0.7
Transports et communications	I	2.7	3.9	6.5	4.3	0.9
<b>Activités financières; immobilier, location et services aux entreprises</b>	<b>J+K</b>	<b>1.6</b>	<b>2.2</b>	<b>2.3</b>	<b>4.8</b>	<b>9.7</b>
Services financiers	J	3.4	2.3	3.7	4.4	10.5
Services immobiliers, de location et aux entreprises	K	2.6	3.4	2.9	4.9	5.9
<b>Autres activités de services</b>	<b>L_P</b>	<b>2.6</b>	<b>4.1</b>	<b>5.3</b>	<b>3.1</b>	<b>2.3</b>
Services d'administration publique	L	2.6	3.7	4.7	3.5	2.0
Éducation	M	2.4	3.3	5.5	3.5	4.3
Services de santé et d'action sociale	N	3.3	4.2	6.0	2.3	2.0
Services collectifs, sociaux et personnels	O	2.3	3.1	4.8	3.7	1.1
Services domestiques	P	3.2	6.7	3.3	6.1	2.7
<b>TOTAL</b>		<b>2.9</b>	<b>3.3</b>	<b>4.0</b>	<b>3.8</b>	<b>4.5</b>

Source: STATEC, Comptes Nationaux

### 5.2.2 Évolution des salaires en 2007

En 2007, la croissance du coût salarial total est passée à 8.0% après 8.7% en 2006. Cette évolution est surtout due au ralentissement du coût salarial moyen (3.5% après 4.5% il y a un an), l'emploi salarié enregistrant une croissance plus forte (+4.4%, après 4.0%).

Depuis le début de 2006, le coût salarial moyen a graduellement décéléré: de 5.3% au premier trimestre de 2006 à un peu plus de 3% sur la fin de 2007, soit proche du rythme de croissance de long terme (+3.2% sur la période allant de 1995 à 2007).

D'après les heures de travail déclarées à l'IGSS, la durée de travail aurait connu une hausse exceptionnelle en 2007 (+0.5% contre -0.2% en moyenne sur les années d'avant). De ce fait, l'évolution du coût salarial horaire devrait se situer en 2007 aux environs de 4.0%, donc très proche de celle enregistrée en 2006.

Cette évolution de la durée de travail s'explique principalement par une hausse exceptionnelle de la durée de travail dans la construction au cours du premier trimestre de 2007, due à des conditions météorologiques très favorables sur cette période (cf. p. 24). Ainsi, la croissance relativement forte du coût salarial moyen par personne au premier trimestre (+4.4%) est due à cet effet exceptionnel, sans lequel l'évolution aurait été proche de celle observée pour les trimestres adjacents.

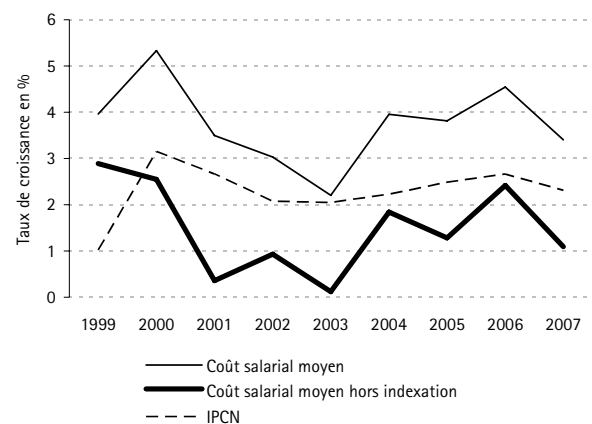
En 2007, l'impact mécanique de l'indexation automatique des salaires (cote d'application) a été 2.3% contre 2.1% en 2006. Le fait que la contribution de l'indexation soit plus élevée en 2007 alors qu'il n'y a pas eu d'indexation cette année là s'explique par le fait que la dernière indexation des salaires a eu lieu en décembre 2006 et son impact a joué jusqu'en novembre 2007.

### 5.2.3 Évolution récente des salaires par branches

La décélération des salaires en 2007 est généralisée dans les différentes branches économiques, à l'exception de la construction. En effet, le coût salarial moyen par personne dans la construction note une hausse très forte au premier trimestre de 2007 (+12.7%) due à une hausse singulière de la durée de travail sur cette période (plus de 10% d'après les données de l'IGSS). Hors cet effet, attribuable aux conditions météorologiques très favorables, la progression du coût salarial moyen (CSM) aurait été similaire à celle observée au cours des trimestres précédents.

Même si l'évolution du CSM dans les autres branches économiques montre en général une tendance au

**Graphique 6: Coût salarial moyen hors échelle mobile**



Source: STATEC, Comptes Nationaux

La contribution des facteurs autres que l'indexation tels que les augmentations de salaires prévues par les conventions collectives, les mutations structurelles (âge, qualifications) au sein des entreprises ou encore les primes et gratifications est donc passée de 2.4% en 2006 à 1.1% en 2007.

L'analyse des données trimestrielles du coût salarial moyen impose la prise en compte de l'impact de l'indexation automatique des salaires. Les dernières tranches indiciaires ayant échu en décembre 2006 et en mars 2008, l'impact de l'indexation a été de 2.5% sur les trois premiers trimestres de 2007 et de 1.7% sur le dernier. Ainsi, l'évolution du coût salarial moyen hors indexation des salaires et traitement a été de 1.6% au dernier trimestre de 2007 contre 0.7% au troisième et 0.6% au deuxième trimestre.

ralentissement, la moindre progression du CSM par personne en 2007 (3.5% contre 4.5% en 2006) est attribuable avant tout au secteur financier. Celui-ci revient, après deux années de forte inflation salariale, à un rythme de croissance moins soutenu. Hors secteur financier, le coût salarial moyen aurait connu en 2007 le même rythme de croissance qu'en 2006 (+3.0%).

Si l'on tient compte de l'évolution exceptionnelle du CSM dans la construction, ce sont toutefois toujours les deux branches phares de l'économie luxembourgeoise, le secteur financier et les services aux entreprises, qui connaissent les progressions des salaires les plus importantes en 2007 (4.0% resp. 4.6%).

Tableau 12: Augmentation des salaires due à l'échelle mobile

Année	Cote moyenne	Hausse des salaires due à l'échelle mobile		Hausse de l'indice général des prix	Echéance d'une tranche indiciaire
Variation en %					
1986	424.43	1.95	0.3		1.7.1986
1987	428.67	1.00	-0.1		1.1.1987
1988	429.56	0.21	1.4		1.12.1988
1989	443.40	3.14	3.4		1.9.1989
1990	457.86	3.35	3.7		1.5.1990
1991	475.12	3.77	3.1		1.1. et 1.11.1991
1992	490.02	3.14	3.2		1.8.1992
1993	505.37	3.13	3.6		1.5.1993
1994	521.18	3.13	2.2		1.2.1994
1995	530.94	1.87	1.9		1.5.1995
1996	535.29	0.82	1.2		/
1997	547.56	2.29	1.4		1.2.1997
1998	548.67	0.20	1.0		/
1999	554.38	1.04	1.0		1.8.1999
2000	569.41	2.71	3.2		1.7.2000
2001	587.24	3.13	2.7		1.4.2001
2002	599.46	2.08	2.1		1.6.2002
2003	611.92	2.08	2.0		1.8.2003
2004	624.63	2.08	2.2		1.10.2004
2005	640.24	2.50	2.5		1.10.2005
2006	653.52	2.07	2.7		1.12.2006
2007	668.46	2.29	2.3		/
2008	682.38	2.08	...		1.03.2008

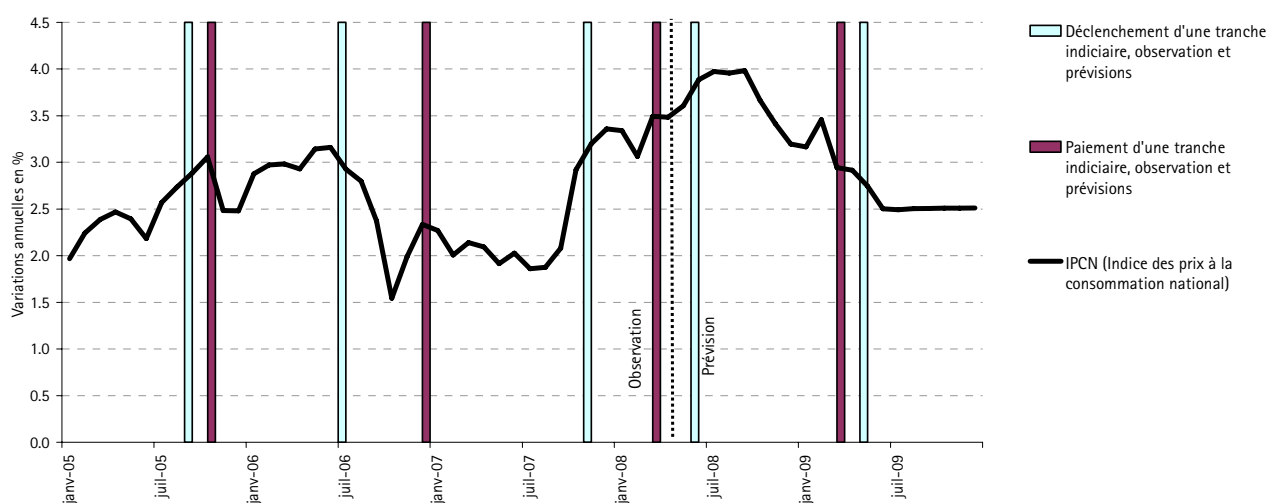
Source: STATEC

Tableau 13: Coût salarial moyen par branches

	2006				2007			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Evolution en % (par rapport au même trimestre de l'année précédente)								
Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture	-1.6	-1.9	-1.2	-0.6	7.9	2.5	2.8	4.6
Industrie, y compris énergie	7.1	5.4	1.7	2.8	1.7	2.5	6.0	2.6
Construction	0.7	1.9	1.2	1.3	12.7	2.7	2.6	3.9
Commerce; réparations automobiles et d'articles domestiques; hôtels et restaurants, transports et communications	2.9	1.5	3.4	0.7	3.2	2.2	2.7	3.1
Activités financières	7.2	6.7	6.1	4.3	4.4	2.9	3.4	7.4
Immobilier, location et services aux entreprises	10.0	9.9	7.7	10.4	5.4	4.7	3.5	2.4
Autres activités de services	3.0	3.1	2.5	1.5	2.3	2.6	2.0	2.0
<b>Total</b>	<b>5.3</b>	<b>5.0</b>	<b>4.3</b>	<b>3.7</b>	<b>4.4</b>	<b>3.1</b>	<b>3.2</b>	<b>3.3</b>

Source: STATEC (Comptabilité nationale)

Graphique 7: Déclenchements et paiements de tranches indiciaires, observations et prévisions



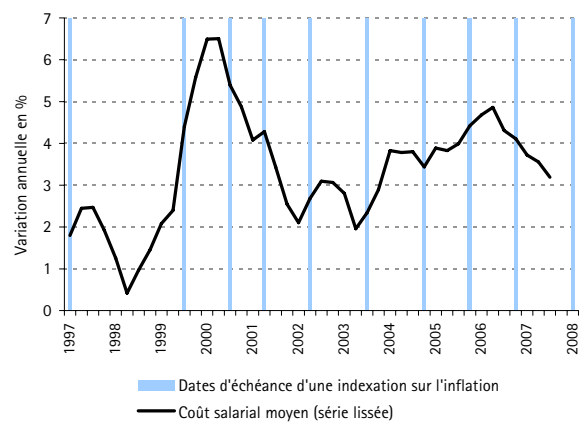
Source: STATEC (prévision d'inflation, scénario central du 20 mai 2008)

### 5.2.4 Prévisions d'indexation des salaires

La dernière cote d'échéance a été dépassée en novembre 2007 entraînant, suivant l'application de la loi du 27 juin 2006, adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires<sup>1</sup> une hausse des salaires et traitements de 2.5% au 1<sup>er</sup> mars 2008. D'après les dernières prévisions, la prochaine cote d'échéance devrait être dépassée en juin 2008, entraînant une adaptation des salaires et traitements de 2.5% au 1<sup>er</sup> mars 2009.

Un nouveau déclenchement est prévu pour le second trimestre de 2009. Toutefois, la législation actuellement en vigueur précise qu'"*aucune autre adaptation*" déclenchée par le dépassement d'une ou de plusieurs cotes d'échéance *supplémentaires* ne pourra se faire au cours de la période 2006 à 2009".

**Graphique 8: Évolution du coût salarial nominal moyen (par trimestre et par salarié) au Luxembourg**



Source: STATEC, comptes nationaux trimestriels

**Tableau 14: Salaire social minimum**

Mois/Année	Salaire social minimum pour travailleur non qualifié à partir de 18 ans accomplis (sans charge de famille <sup>1</sup> )		Adaptation due à l'évolution moyenne des salaires	
	par mois	par heure	total	due à l'échelle mobile
		En EUR		Variation en %
Janvier 1995	1 057.94	6.12	3.3	3.3
Mai 1995	1 084.39	6.27	2.5	2.5
Janvier 1997	1 119.14	6.47	3.2	3.2
Février 1997	1 147.13	6.63	2.5	2.5
Janvier 1999	1 162.08	6.72	1.3	1.3
Août 1999	1 191.13	6.89	2.5	2.5
Juillet 2000	1 220.90	7.06	2.5	2.5
Janvier 2001	1 258.75	7.28	3.1	3.1
Avril 2001	1 290.21	7.46	2.5	2.5
Juin 2002	1 322.47	7.64	2.5	2.5
Janvier 2003	1 368.74	7.91	3.5	3.5
Août 2003	1 402.96	8.11	2.5	2.5
Octobre 2004	1 438.01	8.31	2.5	2.5
Janvier 2005	1 466.77	8.48	2.0	2.0
Octobre 2005	1 503.42	8.69	2.5	2.5
Décembre 2006	1 541.00	8.91	2.5	2.5
Janvier 2007	1 570.28	9.08	1.9	1.9
Mars 2008	1 609.53	9.30	2.5	2.5

<sup>1</sup> A partir du 1er janvier 1995, la distinction entre salaire social minimum pour travailleurs avec charge de famille et pour ceux sans charge de famille a été abolie (Loi du 23.12.94). Jusqu'au 1.1.2001, les montants fixés pour travailleurs âgés de respectivement 15, 16 et 17 ans représentent 60%, 70% et 80% du taux de base. A partir de cette date, les montants pour travailleurs âgés de respectivement 15 à 17 ans et de 17 à 18 ans sont fixés à 75% et 80% du taux de base.

Sources: Ministère du Travail, STATEC

<sup>1</sup> <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2006/1142706/1142706.pdf>.

### 5.2.5 Salaire social minimum

Le salaire social minimum (SSM) a fait l'objet de deux augmentations consécutives sur la fin de l'année 2006 et le début de 2007. Premièrement, le SSM, comme tous les autres salaires, traitements et pensions, a été augmenté de 2.5% au 1<sup>er</sup> décembre 2006 en raison de l'indexation automatique des salaires. Puis, le SSM a été revalorisé de 1.9% à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007, en vertu du retard accumulé sur l'évolution générale des salaires entre 2003 et 2005<sup>1</sup> Suivant l'application de la loi du 27 juin 2006, adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires<sup>2</sup>, l'adaptation du SSM (+2.5%) n'a été réalisée qu'au 1<sup>er</sup> mars 2008.

Depuis le 1<sup>er</sup> mars 2008, le SSM mensuel de base (c.-à-d. pour les travailleurs non qualifiés, âgés de 18 ans et plus) se situe à 1 609.53 EUR. Pour les travailleurs non

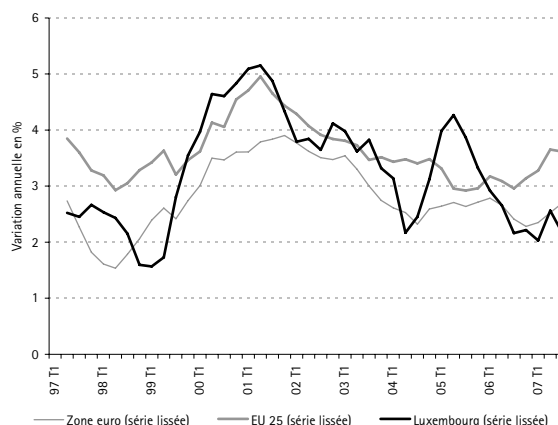
qualifiés âgés de 17 à 18 ans, le SSM s'élève à 1 287.63 EUR, pour ceux âgés de 15 à 16 ans à 1 207.15 EUR, soit 80% resp. 75% du SSM de base. Pour les travailleurs qualifiés, le SSM applicable au 1<sup>er</sup> mars 2008 est de 1 931.44 EUR (120% du SSM de base). Les salaires minima horaires respectifs sont obtenus en divisant les salaires mensuels par 173.

Notons encore que le Premier ministre a annoncé en date du 22 mai 2008, dans son discours sur l'état de la Nation, que le salaire social minimum garanti sera adapté à l'évolution générale des salaires au 1<sup>er</sup> janvier 2009.

### 5.2.6 Comparaison européenne

Alors que l'indice coût du travail pour la zone euro note une accélération tout au long de l'année 2007 (de 2.0% au quatrième trimestre 2006 à 2.8% au dernier trimestre de 2007), la progression de l'indice luxembourgeois reste relativement faible (à un peu plus de 2%). Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2007, le Luxembourg est parmi les pays enregistrant la croissance des salaires la plus faible (+1.5%).

Graphique 9: Évolution de l'indice du coût de travail



Sources: STATEC, Eurostat

<sup>1</sup> En application à la loi du 22 décembre 2006 modifiant l'article L. 222-9 du Code du Travail en vue d'adapter le salaire social minimum. <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2006/2372912/2372912.pdf?SID=7a267e1ba7cf2d21d8391acd77ef37d9#page=4>.

<sup>2</sup> <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2006/1142706/1142706.pdf#search=%22%22loi%20du%2027%20juin%202006%22%22>.



# 6. Marché du travail

## 6.1 Contexte démographique

- La population du Grand-Duché continue à augmenter rapidement: 483 800 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2008 (dont 42.6% d'étrangers) contre 476 200 au 1<sup>er</sup> janvier 2007, soit une croissance de 1.6%.
- Côté migrations internationales, les Portugais gardent la première place, suivis des Français et des Allemands. Quant aux deux derniers pays ayant accédé à l'UE, la Roumanie et la Bulgarie, leurs soldes représentent près de 8% du solde migratoire total.

### Poursuite de la croissance démographique

Un solde migratoire de +6 000<sup>1</sup> et un solde naturel de +1 600 ont entraîné une augmentation de la population de quelques 7 600 personnes, ce qui équivaut à une croissance de 1.6% en 2007.

Rapportés à 1 000 habitants, les taux ont atteint 3.36 pour l'accroissement naturel respectivement 12.50 pour l'immigration nette, la part de cette dernière intervenant pour près de 80% dans la croissance démographique.

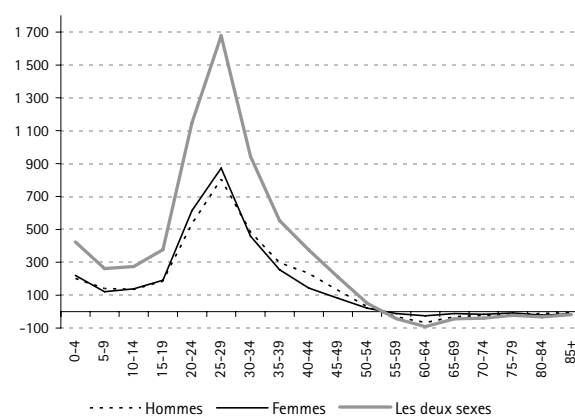
Selon les estimations du STATEC, le nombre d'habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2008 s'est élevé à 483 800, dont près de 42.6% d'étrangers.

### Excédents migratoires

Les soldes migratoires masculins et féminins par âge ont à peu près le même profil, les soldes féminins étant légèrement supérieurs aux soldes masculins pour les 15 à 29 ans. A partir de 30 ans, les hommes ont une immigration nette un peu plus élevée que les femmes.

Près de deux tiers du solde migratoire global se rapporte au groupe d'âges des 20 à 34 ans, les 25 à 29 ans arrivant en tête, suivis par les 20 à 24 et les 30 à 34 ans.

Graphique 1: Soldes migratoires par âge en 2007



Sources: STATEC – Centre Informatique de l'Etat (Répertoire Général des Personnes Physiques) (CIE, RGPP)

Tableau 1: Mouvement de la population (chiffres absolus)

Année	Population au 1er janvier <sup>1/</sup>	Accroissement total <sup>1/</sup>	Mouvement naturel			Mouvement migratoire		
			Naissances	Décès	Solde naturel	Arrivées	Départs	Solde migratoire
1980	363 500	1 400	4 169	4 113	56	7 362	6 003	1 359
1985	366 200	900	4 104	4 027	77	6 582	5 758	824
1990	379 300	5 100	4 936	3 773	1 163	10 281	6 339	3 942
1995	405 650	5 950	5 421	3 797	1 624	10 325	5 989	4 336
2000	433 600	5 400	5 723	3 754	1 969	11 765	8 334	3 431
2001	439 000	5 050	5 459	3 719	1 740	12 135	8 824	3 311
2002	444 050	4 250	5 345	3 744	1 601	12 101	9 452	2 649
2003	448 300	6 650	5 303	4 053	1 250	13 158	7 746	5 412
2004	454 950	6 300	5 452	3 578	1 874	12 872	8 480	4 392
2005	461 250	7 850	5 371	3 621	1 750	14 397	8 287	6 110
2006	469 100	7 100	5 514	3 766	1 748	14 352	9 001	5 351
2007	476 200	7 600	5 477	3 866	1 611	16 675	10 674	6 001
2008	483 800							

<sup>1/</sup> Chiffres arrondis

Sources: STATEC – Centre Informatique de l'Etat (Répertoire Général des Personnes Physiques)

<sup>1</sup> Les chiffres du mouvement migratoire sont tirés de fichiers transmis par le Centre Informatique de l'Etat au STATEC. Des déficiences apparues au niveau de ces fichiers ont été corrigées, ce qui entraîne une révision à la hausse à partir de 2003.

Tableau 2: Mouvement de la population (en 0/00)

Année	Taux d'accroissement			Taux d'accroissement		Taux de migration		Part de l'immigration nette dans l'accroissement total
	total	Taux de natalité	Taux de mortalité	naturel	d'immigration	Taux d'émigration	net	
	Moyennes quinquennales							
1980-1984	1.47	11.64	11.25	0.39	17.95	16.86	1.09	67.4
1985-1989	7.07	11.80	10.68	1.12	21.78	15.82	5.95	85.8
1990-1994	13.44	13.19	9.82	3.37	26.58	16.52	10.07	75.0
1995-1999	13.33	13.15	9.22	3.94	26.29	16.89	9.39	70.4
	Taux annuels							
2000	12.38	13.12	8.60	4.51	26.97	16.81	7.86	63.5
2001	11.44	12.36	8.42	3.94	27.48	19.99	7.50	65.6
2002	9.53	11.98	8.39	3.59	27.12	21.18	5.94	62.3
2003	14.75	11.74	8.97	2.77	29.13	17.15	11.98	81.2
2004	13.68	11.90	7.81	4.09	28.10	18.51	9.59	70.1
2005	16.90	11.55	7.78	3.76	30.95	17.82	13.14	77.7
2006	15.02	11.67	7.97	3.70	30.37	19.04	11.32	75.4
2007	15.86	11.41	8.05	3.36	34.74	22.24	12.50	78.8

Sources: STATEC - CIE (RGPP)

Tableau 3: Mouvement migratoire par groupe d'âges et sexe (2007)

Groupe d'âges	Hommes			Femmes			Les deux sexes		
	Arrivées	Départs	Solde migratoire	Arrivées	Départs	Solde migratoire	Arrivées	Départs	Solde migratoire
0-4	595	393	202	580	359	221	1 175	752	423
5-9	437	297	140	419	298	121	856	595	261
10-14	345	209	136	340	202	138	685	411	274
15-19	396	210	186	388	197	191	784	407	377
20-24	1 048	513	535	1 050	436	614	2 098	949	1 149
25-29	1 632	827	805	1 596	723	873	3 228	1 550	1 678
30-34	1 382	898	484	1 164	705	459	2 546	1 603	943
35-39	1 049	751	298	781	526	255	1 830	1 277	553
40-44	793	561	232	494	351	143	1 287	912	375
45-49	525	396	129	333	252	81	858	648	210
50-54	323	293	30	197	176	21	520	469	51
55-59	211	243	-32	136	147	-11	347	390	-43
60-64	105	171	-66	89	114	-25	194	285	-91
65-69	69	101	-32	47	59	-12	116	160	-44
70-74	20	43	-23	32	49	-17	52	92	-40
75-79	22	37	-15	29	37	-8	51	74	-23
80-84	6	17	-11	18	40	-22	24	57	-33
85+	9	14	-5	15	29	-14	24	43	-19
Tous âges	8 967	5 974	2 993	7 708	4 700	3 008	16 675	10 674	6 001

Sources: STATEC - CIE

Au niveau des nationalités, ce sont de nouveau les Portugais qui enregistrent le solde le plus élevé, leur excédent migratoire atteignant quelque 38% de l'immigration nette totale. En deuxième place viennent les Français avec 19.3% du solde global, suivis par les Allemands (6.8%), les Roumains (4.8%), les Polonais (3.9%) et les Bulgares (3.0%). Pour les Belges et les Danois, les départs enregistrés en 2007 ont été légèrement plus élevés que les arrivées.

Notons encore que pour les Nationaux, les soldes migratoires sont largement négatifs depuis un certain nombre d'années. Une explication à ce phénomène pourrait être les prix immobiliers nettement inférieurs dans les trois pays limitrophes incitant un certain nombre de Luxembourgeois à choisir leur domicile en dehors des frontières du Grand-Duché. Une analyse par pays de

destination (cf. tableau 4) et la structure par âge des émigrants (cf. tableau 3) semble le confirmer<sup>1</sup>.

### Répartition par âge de la population de résidence et taux de remplacement

Sont considérés les trois grands groupes d'âges qui composent la population, les personnes de moins de 20 ans, celles de 20 à 64 ans et celles de 65 ans et plus. Dans une approche purement démographique, les personnes âgées de moins de 20 ans et celles de 65 ans et plus sont assimilés aux inactifs et la population en âge de travailler à celle âgée entre 20 et 64 ans. Depuis l'année 2000, les parts relatives de ces trois groupes restent pratiquement stables. Il en est de même pour les indices de dépendance et le taux de remplacement.

<sup>1</sup> Cf. "Frontalier dans son propre pays... Les nouveaux émigrants luxembourgeois", in: Les Cahiers transfrontaliers d'EURES, n° 4/2006, cf. www.eureslux.org.

Tableau 4: Mouvement migratoire – Principales nationalités (2007)

Nationalité	Arrivées	Départs	Solde migratoire
			Nombre de personnes
Europe	14 767	9 947	4 820
Allemagne	1 045	639	406
Autriche	49	35	14
Belgique	935	945	-10
Bulgarie	201	19	182
Chypre	6	6	0
Danemark	120	153	-33
Espagne	165	157	8
Estonie	61	32	29
Finlande	95	70	25
France	2 799	1 640	1 159
Grande Bretagne	400	289	111
Grèce	95	78	17
Hongrie	144	69	75
Irlande	103	90	13
Italie	646	505	141
Lettonie	79	42	37
Lituanie	85	34	51
Luxembourg	909	2 033	-1 124
Malte	35	19	16
Pays-Bas	218	190	28
Pologne	361	125	236
Portugal	4 385	2 092	2 293
République tchèque	116	64	52
Roumanie	323	36	287
Slovaquie	104	45	59
Slovénie	59	21	38
Suède	230	111	119
Autres pays d'Europe	999	408	591
dont Ex-Yougoslavie	478	209	269
Afrique	554	232	322
dont Cap-Vert	163	46	117
Asie	583	194	389
Amérique	698	279	419
dont Etats-Unis	308	196	112
Océanie	37	11	26
Sans indication et apatrides	36	11	25
Total	16 675	10 674	6 001

Sources: STATEC - CIE (RGPP)

Tableau 5: Répartition par grand groupes d'âges et indices de dépendance

Groupe d'âges	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
								Nombre de personnes
Moins de 20 ans	106 898	108 367	109 227	110 340	111 678	113 090	114 526	115 806
20 à 64 ans	267 982	271 728	274 543	278 028	282 122	286 591	291 694	296 927
65 ans et plus	61 421	61 430	62 406	63 263	64 296	65 478	66 417	67 261
Tous âges	436 300	441 525	446 175	451 630	458 095	465 158	472 637	479 993
								en % du total
Moins de 20 ans	24.5	24.5	24.5	24.4	24.4	24.3	24.2	24.1
20 à 64 ans	61.4	61.5	61.5	61.6	61.6	61.6	61.7	61.9
65 ans et plus	14.1	13.9	14.0	14.0	14.0	14.1	14.1	14.0
Tous âges	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
<u>20-64</u>	4.36	4.42	4.40	4.39	4.39	4.38	4.39	4.41
65+								
<u>20-64</u>	1.59	1.60	1.60	1.60	1.60	1.60	1.61	1.62
<u>(-19)+(65+)</u>								

Source: STATEC

Tableau 6: Taux de remplacement

Groupe d'âges	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
								Nombre de personnes
20 à 24 ans	25 409	25 868	25 962	26 395	27 180	27 727	28 089	28 378
60 à 64 ans	20 712	20 476	20 613	20 867	20 937	21 019	21 547	22 353
								en %
Taux de remplacement <sup>1</sup>	1.23	1.26	1.26	1.24	1.30	1.32	1.30	1.27

<sup>1</sup> Le taux de remplacement est obtenu par le rapport effectifs 20 à 24 ans qui entrent dans le marché / effectifs 60 à 64 ans qui partent à la retraite.

Source: STATEC

## 6.2 Population active et emploi

- Forte hausse de la durée de travail en 2007 (+0.5% contre -0.2% sur les années d'avant).
- Après la très bonne performance de l'emploi sur 2007 (plus de 5%), l'accélération semble plafonner sur les données les plus récentes.
- L'accélération continue de l'emploi en 2007 provient des deux secteurs phares de l'économie luxembourgeoise.
- En 2007, l'emploi intérimaire a ralenti pour la première fois depuis quatre ans.
- Avec un taux d'emploi de 64% en 2007, le Luxembourg atteint l'objectif de Lisbonne intermédiaire avec 2 ans de retard.

### 6.2.1 Évolution globale

En 2007, la population active<sup>1</sup> au Luxembourg atteint 220 241 personnes contre 215 866 en 2006. Il en résulte une progression de 2.1% contre 2.3% il y a un an. Cette légère décélération provient d'une progression moins importante du nombre de chômeurs (+1.4% en 2007 contre +6% en 2006), l'emploi national ayant augmenté de 2.2% en 2007 après 2.1% en 2006.

L'emploi national, qui reprend tous les résidents qui travaillent (c.-à-d. hors frontaliers entrants mais incluant les frontaliers sortants et les fonctionnaires et agents des organismes internationaux qui habitent le Grand-Duché) s'élève en 2007 à 210 618 personnes contre 206 379 en 2006. L'emploi salarié résident (180 202 personnes en 2007<sup>2</sup>) et l'emploi non-salarié résident (20 303 personnes) constituent ses principales composantes. L'emploi indépendant a considérablement accéléré en 2007 (+1.5% contre +0.1% en 2006) alors que l'emploi salarié résident a légèrement ralenti sur cette période (+2.3% après +2.4%). Toutefois, sur les derniers mois disponibles, l'emploi salarié résident a accéléré de

nouveau pour atteindre 3.3% en janvier 2008, contre 1.7% en mars 2007.

En ce qui concerne les travailleurs frontaliers entrants, ils atteignent 136 258 personnes en 2007, contre 126 221 en 2006, soit +8.0%. En 2007, ils occupent 71.7% des nouveaux emplois salariés créés au Luxembourg (variation nette) et représentent désormais 40.5% de l'emploi total intérieur (33.0% en 2000) et 43.1% de l'emploi salarié total (35.6% en 2000). Les détachements concernant des personnes envoyées temporairement par l'employeur sur le territoire d'un autre Etat membre de l'UE, touchent 9 028 personnes inscrites à la sécurité sociale luxembourgeoise en 2007, soit 2.9% de l'emploi salarié intérieur.

En ce qui concerne les tendances les plus récentes, il faut noter que malgré la très bonne performance de l'emploi sur les derniers mois (plus de 5% de croissance annuelle), l'accélération semble plafonner sur les données les plus récentes.

**Tableau 7: Emploi et population active**

Spécification	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007
	En milliers de personnes						
1. Emploi intérieur	160.2	187.1	213.8	264.8	310.4	322.4	336.8
- salariés	142.0	170.4	197.5	245.4	290.4	302.4	316.5
- non salariés	18.2	16.7	16.3	19.4	20.0	20.0	20.3
2. Frontaliers nets (a-b-c)	8.7	25.2	47.0	70.4	98.8	106.8	116.5
a) frontaliers étrangers travaillant au Luxembourg	16.1	33.7	55.5	78.9	108.6	116.5	126.4
b) frontaliers luxembourgeois travaillant à l'étranger	0.6	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7
c) fonctionnaires et agents des organismes	6.8	7.8	7.8	7.8	9.0	9.0	9.2
3. Emploi national (1-2)	151.5	161.9	166.8	194.4	211.6	215.6	220.3
4. Chômeurs*	2.4	1.9	4.8	4.8	8.9	9.5	9.6
5. Population active (3+4)	153.9	163.8	171.6	190.7	210.8	215.4	220.0
6. Taux de chômage (en %) (4:5)	1.6	1.2	2.8	2.5	4.2	4.4	4.4
	1985-1990	1990-1995	1995-2000	2000-2005	2005	2006	2007
	Variation en %						
1. Emploi intérieur	3.2	2.7	4.4	3.2	3.0	3.9	4.5
- salariés	3.7	3.0	4.4	3.4	3.2	4.1	4.6
- non salariés	-1.7	-0.5	3.5	0.6	0.2	0.1	1.7
2. Frontaliers nets (a-b-c)	23.7	13.3	8.4	7.0	5.3	8.0	9.1
a) frontaliers étrangers travaillant au Luxembourg	15.8	10.5	7.3	6.6	5.6	7.3	8.5
b) frontaliers luxembourgeois travaillant à l'étranger	3.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
c) fonctionnaires et agents des organismes	2.6	0.1	0.0	3.0	8.9	-0.3	1.8
3. Emploi national (1-2)	1.3	0.6	3.1	1.7	2.0	1.9	2.2
4. Chômeurs*	-4.5	20.0	0.1	13.3	12.1	6.0	1.4
5. Population active (3+4)	1.3	0.9	2.1	2.0	2.1	2.2	2.2

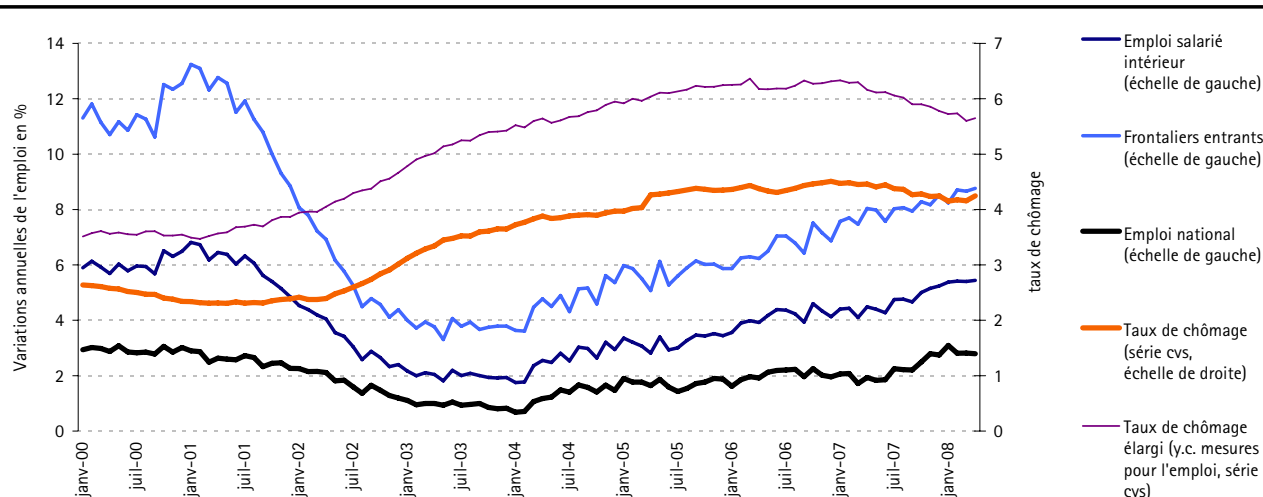
\* La série publiée est corrigée des ruptures de série en 1997 et en 2000, c.-à-d. que la nouvelle série a été recalculée sur base des variations des anciennes séries.

Sources: IGSS/CISS/STATEC

<sup>1</sup> La population active se compose des demandeurs d'emploi non-satisfaits résidents, inscrits à l'administration de l'emploi (ADEM) et des travailleurs résidents (emploi national).

<sup>2</sup> Notons que les travailleurs ne résidant ni au Grand-Duché de Luxembourg ni dans un des trois pays frontaliers, sont comptabilisés par défaut par l'IGSS parmi les salariés résidents. En 2007, il s'agit de 2 720 personnes, soit 1.5% de l'emploi salarié résident.

Graphique 2: Emploi et chômage



Sources: STATEC, ADEM, IGSS

## 6.2.2 Structure de l'emploi

### Les frontaliers profitent le plus de la hausse de l'emploi

D'après les données de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS), l'emploi salarié intérieur est passé de 299 502 personnes en mars 2006 à 311 681 en mars 2007, ce qui correspond à une progression de 4.1%. Cette croissance provient avant tout des travailleurs frontaliers (3.2 points de %), et dans une moindre mesure des travailleurs résidents (1.0 point de %).

Les travailleurs frontaliers d'origine française contribuent à 1.4 point de %, ceux d'Allemagne à 1.1 point et ceux de Belgique à 0.7 point. En ce qui concerne les travailleurs résidents, ce sont les étrangers ressortissants de l'Union européenne qui contribuent le plus à la croissance (0.8 point de %, dont 0.7 pour l'UE15). Les Luxembourgeois et les non-communautaires ne comptent que pour 0.1 point de % de croissance chacun.

La hausse annuelle la plus importante a été observée pour les travailleurs provenant des nouveaux Etats

membres (NEM, +17.9% par rapport à 2006) et pour les frontaliers allemands (+11.3%). Les travailleurs résidents luxembourgeois ont connu la croissance la plus faible en 2007 (+0.2%, contre +0.3% sur la période allant de 1990 à 2005).

En ce qui concerne la progression des travailleurs provenant des NEM, il faut préciser qu'il ne s'agit que de 300 personnes environ. Aussi ne s'agit-il ni des fonctionnaires et agents des organismes internationaux<sup>1</sup> installés au Luxembourg, ni des effets de la décision du Gouvernement d'ouvrir le marché de travail aux citoyens de huit nouveaux Etats membres, à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2007<sup>2</sup>, ni de l'emploi dans les transports par eau<sup>3</sup>, qui note une baisse de plus de 10% en 2007.

Il faut également préciser que les fonctionnaires et agents des organismes internationaux ne sont pas compris dans l'emploi salarié issu des fichiers de la sécurité sociale mais qu'ils sont rajoutés à l'emploi national<sup>4</sup> – pour autant qu'ils résident au pays – qui sert de base pour le calcul de la population active et du taux de chômage officiel.

<sup>1</sup> On appelle fonctionnaires et agents des organismes internationaux, les salariés des institutions suivantes: Ecole européenne, Cour de justice européenne, Cour des comptes européenne, Commission européenne, Banque européenne d'investissement, Parlement européen, NAMSA - Agence d'entretien et d'approvisionnement de l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique du nord), Centre de traduction des organes de l'union européenne, Cour AELE (Association européenne de libre-échange), Fonds européen d'investissement et Eurocontrol.

<sup>2</sup> [http://www.gouvernement.lu/salle\\_presse/communiqués/2007/10/25-immigration/index.html](http://www.gouvernement.lu/salle_presse/communiqués/2007/10/25-immigration/index.html).

<sup>3</sup> L'emploi dans les transports par eau est fortement influencé par les règles particulières aux transports internationaux, qui font que l'affiliation à la sécurité sociale se fait en vertu du critère du siège de la société qui les emploie, même s'il n'y a aucune activité exercée sur le territoire luxembourgeois. Ainsi, plus de 50% des travailleurs enregistrés dans les transports par eau (code NACE 61) ne sont ni des travailleurs résidents, ni des travailleurs frontaliers mais proviennent d'un autre pays membre de l'UE, notamment des pays de l'Est.

<sup>4</sup> Emploi national = Emploi total intérieur (IGSS) – Frontaliers entrants (non-résidents) + Frontaliers sortants (résidents) + Fonctionnaires et agents des organismes internationaux.

D'après les derniers chiffres disponibles<sup>1</sup>, le nombre des fonctionnaires et agents des organismes internationaux établis au Grand-Duché du Luxembourg s'élève à 9 010 personnes en 2006, soit environ 1 200 personnes de plus qu'en 2000 (7 793 personnes). Après trois années consécutives de forte croissance (+5.6% en moyenne par an sur les années 2003 à 2005 contre 1.8% sur la période allant de 1980 à 2006), le nombre des fonctionnaires et agents des organismes internationaux établis au Grand-Duché du Luxembourg marque une stabilisation en 2006 (-0.3%). Ce ralentissement ne s'observe pourtant qu'au niveau des résidents<sup>2</sup>, l'emploi des frontaliers continuant à progresser à un rythme soutenu (+7.9% de croissance en 2006, contre +7.0% sur la période allant de 1980 à 2006).

En 2007, les travailleurs résidents ne représentent plus que 57.4% de l'emploi salarié intérieur (65.1% en 2000 et 80.4% en 1990), les travailleurs résidents de nationalité luxembourgeoise seulement 30.5% (37.5% en 2000 et 53.9% en 1990). Parmi les frontaliers, les Français représentent toujours la majorité avec 21.5% de l'emploi salarié intérieur, suivis des Belges (11.1%) et des Allemands (10.0%).

### **L'emploi dans les deux secteurs phares de l'économie luxembourgeoise a continué à accélérer en 2007**

L'emploi continue à augmenter dans toutes les branches économiques mais ce ne sont que les deux secteurs phares de l'économie luxembourgeoise qui continuent à accélérer en 2007 par rapport à 2006.

L'emploi salarié intérieur atteint 338 477 personnes au 4<sup>ème</sup> trimestre 2007, contre 323 515 au même trimestre de l'année précédente (cf. tableau 10). Il s'agit donc d'une augmentation de 14 962 personnes ou de 4.6%. Plus d'un tiers de cette hausse provient des services aux entreprises (+5 190 personnes). Le secteur financier et les autres services marchands (commerce, Horeca, transports et communications) expliquent environ 20% chacun, le reste de la croissance étant attribuable à la construction et aux services non-marchands (12% chacune).

### **Les frontaliers allemands sont d'avantage embauchés dans l'industrie et la construction**

Entre mars 2006 et mars 2007, 12 179 emplois ont été créés en net. La plupart de ces emplois a été occupée par les frontaliers français (4 080 emplois), dont la majorité dans l'intermédiation financière et dans l'immobilier, location, services aux entreprises. Les résidents étrangers et les frontaliers belges, dont l'emploi a augmenté de 2 820 respectivement 1 948 unités sur cette période, sont également embauchés principalement dans ces deux secteurs phares.

Les frontaliers allemands, dont la création nette d'emplois se chiffre à 3 148 personnes, notent, à côté d'une solide progression de l'emploi dans le secteur financier, une évolution importante de l'emploi dans l'industrie et dans la construction.

Les travailleurs résidents luxembourgeois ont connu, entre mars 2006 et mars 2007, un accroissement de seulement 183 emplois. La plupart de ces emplois a été créée dans l'éducation, la santé et action sociale et les services collectifs, sociaux et personnels, mais il s'agit d'un niveau beaucoup moins important qu'en 2006. On observe également une décélération de l'emploi luxembourgeois dans l'administration publique et les services domestiques. L'emploi des nationaux dans le secteur financier connaît par contre une stagnation après plusieurs années consécutives de baisse et la baisse de l'emploi des nationaux dans l'industrie est beaucoup moins importante en 2007 que sur les années précédentes.

Pour les branches ayant connu les contributions à la croissance les plus importantes, immobilier, location, services aux entreprises (1.0 point de % sur 4.1%) et intermédiation financière (0.8 point de %), ce sont les frontaliers français qui en ont profité le plus (4.0 point de % sur 6.6%). La construction, qui contribue à 0.6 point de %, a embauché d'avantage de frontaliers allemands, qui comptent pour la moitié de la croissance dans cette branche. La hausse de l'emploi dans l'industrie et dans les transports et communications a surtout bénéficié aux frontaliers allemands, tandis que dans le commerce, ce sont également les frontaliers belges qui ont été recrutés en 2007.

### **Les travailleurs nationaux représentent 30.5% de l'emploi salarié intérieur en mars 2007**

Sur les six dernières années, la structure de l'emploi a continué d'évoluer dans le sens d'une baisse de la part des travailleurs résidents (de 63.1% en 2001 à 57.4% en 2007) et d'une hausse de la part des travailleurs frontaliers (de 36.9% en 2001 à 42.6% en 2007).

En ce qui concerne les travailleurs résidents, c'est la part des luxembourgeois dans l'emploi qui a le plus diminué sur cette période (de 35.8% en 2001 à 30.5% en 2006), ce qui s'explique en partie par la structure d'âge des différentes catégories de travailleurs. Ainsi, les travailleurs résidents luxembourgeois sont en moyenne beaucoup plus âgés que les travailleurs résidents étrangers ou les travailleurs frontaliers. Le nombre de départs à la retraite y est donc également plus important.

<sup>1</sup> Le nombre des fonctionnaires et agents des organismes internationaux est déterminé par une enquête annuelle auprès de ces institutions.

<sup>2</sup> Il s'agit d'une réduction de l'effectif non statutaire (agents locaux, auxiliaires, stagiaires, intérimaires), engagé ses dernières années par le Parlement européen et la Commission européenne pour assurer la transition de l'UE15 à l'UE27.

Le recul de la part des résidents luxembourgeois dans l'emploi salarié intérieur s'observe à travers toutes les branches d'activité (à l'exception de l'agriculture, viticulture et sylviculture, pêche et aquaculture), en particulier au niveau des transports et communications (la part passe de 42.3% en 2001 à 32.2% en 2007).

La part des étrangers résidents dans l'emploi salarié intérieur est restée relativement stable sur cette période (27.3% en 2001 et 26.9% en 2007). La baisse la plus importante se situe dans l'agriculture, viticulture et

sylviculture, pêche et aquaculture ainsi que dans la construction. La hausse la plus importante s'observe au niveau de l'énergie et de l'eau et des transports et communications.

Sur les six dernières années, les résidents luxembourgeois ont surtout été recrutés dans l'administration publique ainsi que dans l'éducation, la santé et action sociale et les services collectifs, sociaux et personnels, les frontaliers allemands dans la construction et les autres frontaliers ainsi que les résidents étrangers dans l'immobilier, location et services aux entreprises.

**Tableau 8: Emploi salarié par résidence et nationalité – situation au 31 mars de chaque année**

Spécification	1990	1995	2000	2005	2006	2007
	Nombre de personnes					
Résidents au Luxembourg	134 903	141 444	157 546	171 904	175 934	178 937
dont Luxembourgeois	90 411	87 013	90 630	94 007	94 900	95 083
Communautaires UE15	40 872	49 169	59 996	68 360	70 830	73 000
Nouveaux Etats membres depuis le 1.5.2004	<sup>2</sup>	<sup>2</sup>	<sup>2</sup>	1 468	1 671	1 970
Non-communautaires	3 620	5 262	6 920	8 069	8 533	8 884
Frontaliers	32 973	54 156	84 402	116 381	123 568	132 744
Allemagne	5 983	9 760	15 839	25 100	27 873	31 021
France	15 378	27 843	44 959	60 027	63 010	67 090
Belgique	11 612	16 553	23 604	31 254	32 685	34 633
Total	167 876	195 600	241 948	288 285	299 502	311 681
	En % du total					
Résidents au Luxembourg	80.4	72.3	65.1	59.6	58.7	57.4
dont Luxembourgeois	53.9	44.5	37.5	32.6	31.7	30.5
Communautaires UE15	24.3	25.1	24.8	23.7	23.6	23.4
Nouveaux Etats membres depuis le 1.5.2004	<sup>2</sup>	<sup>2</sup>	<sup>2</sup>	0.5	0.6	0.6
Non-communautaires	2.2	2.7	2.9	2.8	2.8	2.9
Frontaliers	19.6	27.7	34.9	40.4	41.3	42.6
Allemagne	3.6	5.0	6.5	8.7	9.3	10.0
France	9.2	14.2	18.6	20.8	21.0	21.5
Belgique	6.9	8.5	9.8	10.8	10.9	11.1
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
	1990-1995 <sup>1</sup>	1995-2000 <sup>1</sup>	2000-2005 <sup>1</sup>	2005	2006	2007
	Variations en %					
Résidents au Luxembourg	1.0	2.2	1.8	1.2	2.3	1.7
dont Luxembourgeois	-0.8	0.8	0.7	0.5	0.9	0.2
Communautaires UE15	3.8	4.1	2.6	2.1	3.6	3.1
Nouveaux Etats membres depuis le 1.5.2004	<sup>2</sup>	<sup>2</sup>	<sup>2</sup>	2.1	13.8	17.9
Non-communautaires	7.8	5.6	6.6	2.4	5.8	4.1
Frontaliers	10.4	9.3	6.6	5.4	6.2	7.4
Allemagne	10.3	10.2	9.6	8.7	11.0	11.3
France	12.6	10.1	6.0	4.8	5.0	6.5
Belgique	7.3	7.4	5.8	4.1	4.6	6.0
Total	3.1	4.3	3.6	2.9	3.9	4.1

<sup>1</sup> En moyenne par an

<sup>2</sup> Inclus dans non-communautaires

Source: IGSS

**Tableau 9: Emploi salarié par branche d'activité (dernière observation: 2006)**

Secteur d'activité	NACE	1995	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Unité: 1 000 personnes								
Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture	A+B	1.2	1.0	1.0	1.1	0.9	1.0	1.3
Industrie, y compris énergie	C_E	34.2	34.4	35.1	34.3	34.3	34.4	35.1
Produits d'extraction	C	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
Produits manufacturés	D	32.4	32.6	33.2	32.5	32.4	32.5	33.2
Électricité, gaz et eau	E	1.5	1.5	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6
Construction	F	23.1	24.9	27.5	28.2	28.9	30.1	32.4
Commerce; réparations automobiles et d'articles domestiques; hôtels et restaurants, transports et communications	G_I	53.2	62.2	67.9	69.4	70.3	72.2	75.8
Ventes; réparations automobiles et d'articles domestiques	G	29.4	32.9	35.6	36.2	36.7	37.8	39.2
Services d'hôtellerie et de restauration	H	9.2	10.0	10.8	11.1	11.4	11.7	12.5
Transports et communications	I	14.6	19.2	21.6	22.1	22.2	22.7	24.0
Activités financières; immobilier, location et services aux entreprises	J+K	40.3	66.5	76.5	77.5	80.3	83.0	85.1
Services financiers	J	22.1	29.5	33.3	32.9	33.0	34.2	36.1
Services immobiliers, de location et aux entreprises	K	18.2	37.0	43.2	44.7	47.4	48.8	49.0
Autres activités de services	L_P	45.6	55.3	59.5	62.2	64.4	67.1	69.3
Services d'administration publique	L	11.6	13.8	15.0	15.7	16.3	16.9	17.1
Éducation	M	9.9	12.0	13.1	13.5	13.9	14.3	14.7
Services de santé et d'action sociale	N	12.6	15.4	18.3	19.6	20.7	21.9	22.9
Services collectifs, sociaux et personnels	O	6.9	8.2	8.7	8.9	9.1	9.5	10.1
Services domestiques	P	4.6	5.9	4.3	4.4	4.4	4.6	4.6
<b>Total</b>		<b>197.5</b>	<b>244.4</b>	<b>267.6</b>	<b>272.7</b>	<b>279.2</b>	<b>287.7</b>	<b>299.1</b>
		<b>1995-2000</b>	<b>2000</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>
Variation en %								
Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture	A+B	-2.9	5.4	3.0	2.6	-11.8	2.6	33.3
Industrie, y compris énergie	C_E	0.1	0.9	0.4	-2.1	-0.1	0.3	2.2
Produits d'extraction	C	-1.7	3.2	4.3	0.8	-0.2	0.8	-0.5
Produits manufacturés	D	0.1	0.9	0.4	-2.3	-0.1	0.2	2.2
Électricité, gaz et eau	E	0.6	0.8	1.4	0.6	-0.5	1.9	2.6
Construction	F	1.6	2.7	5.6	2.3	2.4	4.2	7.9
Commerce; réparations automobiles et d'articles domestiques; hôtels et restaurants, transports et communications	G_I	3.2	3.8	4.0	2.2	1.3	2.6	5.0
Ventes; réparations automobiles et d'articles domestiques	G	2.3	2.1	3.8	1.9	1.4	2.7	3.9
Services d'hôtellerie et de restauration	H	1.7	2.1	4.5	2.5	2.9	3.0	6.9
Transports et communications	I	5.7	7.7	3.9	2.5	0.4	2.3	5.8
Activités financières; immobilier, location et services aux entreprises	J+K	10.5	12.4	4.7	1.4	3.6	3.3	2.6
Services financiers	J	6.0	9.4	2.1	-1.3	0.3	3.8	5.6
Services immobiliers, de location et aux entreprises	K	15.3	14.9	6.8	3.4	6.0	3.0	0.5
Autres activités de services	L_P	4.0	5.8	1.9	4.5	3.7	4.2	3.2
Services d'administration publique	L	3.5	4.4	6.3	4.7	3.8	3.2	1.5
Éducation	M	3.9	6.0	4.2	2.8	2.7	3.2	2.5
Services de santé et d'action sociale	N	4.1	6.4	8.6	7.4	5.6	5.6	4.5
Services collectifs, sociaux et personnels	O	3.7	6.4	2.4	1.9	2.3	4.5	6.0
Services domestiques	P	5.1	6.1	-31.2	2.0	0.1	3.6	-0.5
<b>Total</b>		<b>4.4</b>	<b>5.9</b>	<b>3.4</b>	<b>1.9</b>	<b>2.4</b>	<b>3.1</b>	<b>4.0</b>

Source: STATEC, Comptes Nationaux

**Tableau 10: Évolution de l'emploi total par branches (données trimestrielles, comprenant 2007)**

	2006T1	2006T2	2006T3	2006T4	2007T1	2007T2	2007T3	2007T4
Nombre de personnes								
Agriculture	4 501	4 606	4 705	4 703	4 664	4 729	4 768	4 810
Industrie	35 615	35 633	35 630	35 540	35 778	35 992	35 551	35 655
Construction	32 745	33 510	33 729	34 245	34 342	35 265	35 637	36 064
Commerce, hôtels, cafés, restaurants, transports et communications	81 422	82 633	82 932	83 442	83 590	84 983	85 744	86 647
Services aux entreprises	51 689	53 541	54 473	54 719	56 014	58 089	59 569	59 909
Banques et assurances	35 224	36 123	37 126	37 407	38 047	38 703	39 487	40 134
Autres services, services non-marchands	72 247	72 642	72 274	73 459	73 231	73 456	73 913	75 257
<b>Economie entière</b>	<b>313 443</b>	<b>318 688</b>	<b>320 869</b>	<b>323 515</b>	<b>325 666</b>	<b>331 218</b>	<b>334 669</b>	<b>338 477</b>
Évolution en % par rapport au même trimestre de l'année précédente								
Agriculture	1.7	3.4	13.9	7.2	3.6	2.7	1.3	2.3
Industrie	2.0	2.1	2.3	1.6	0.5	1.0	-0.2	0.3
Construction	7.3	7.6	7.3	7.8	4.9	5.2	5.7	5.3
Commerce, hôtels, cafés, restaurants, transports et communications	4.1	3.9	5.0	4.8	2.7	2.8	3.4	3.8
Services aux entreprises	-0.7	0.4	0.5	1.2	8.4	8.5	9.4	9.5
Banques et assurances	4.5	6.5	8.1	7.3	8.0	7.1	6.4	7.3
Autres services, services non-marchands	3.0	3.1	2.7	3.0	1.4	1.1	2.3	2.4
<b>Economie entière</b>	<b>3.1</b>	<b>3.6</b>	<b>4.1</b>	<b>4.0</b>	<b>3.9</b>	<b>3.9</b>	<b>4.3</b>	<b>4.6</b>

Source: STATEC, Comptes nationaux trimestriels

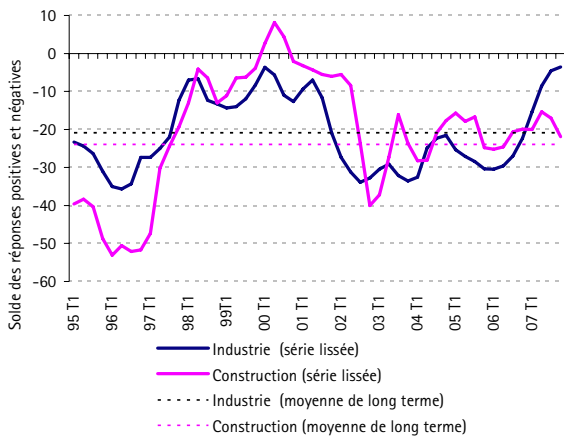
Tableau 11: Emploi salarié par secteur d'activité, nationalité et pays de résidence (situation au 31 mars 2007)

Secteur d'activité	Nationaux	Etrangers résidents	Frontaliers Allemagne	Frontaliers Belgique	Frontaliers France	Total
Agriculture, viticulture et sylviculture, pêche et aquaculture	561	646	137	181	138	1 663
Industrie	8 409	6 204	4 671	4 361	10 747	34 392
Energie et Eau	932	84	36	13	38	1 103
Construction	3 306	14 353	5 584	4 048	6 988	34 279
Commerce, restauration, et hébergement, réparations	11 135	16 878	4 084	6 327	13 582	52 006
Transports et communications	9 064	6 198	4 598	3 355	4 904	28 119
Intermédiation financière	9 083	10 807	4 997	6 289	8 330	39 506
Immobilier, location, services aux entreprises	6 096	13 477	3 212	7 183	16 433	46 401
Administration publique	31 830	2 955	415	272	343	35 815
Education, santé et action sociale, serv. collect. sociaux et personnels	13 610	7 840	2 731	2 240	4 757	31 178
Services domestiques, activités extra-territoriales et non déterminés	1 057	4 412	556	364	830	7 219
<b>Total</b>	<b>95 083</b>	<b>83 854</b>	<b>31 021</b>	<b>34 633</b>	<b>67 090</b>	<b>311 681</b>
						Variation annuelle en %
Agriculture, viticulture et sylviculture, pêche et aquaculture	18.4	7.8	31.7	16.0	4.5	13.5
Industrie	-3.0	1.2	32.0	-0.8	2.1	3.4
Energie et Eau	3.2	18.3	0.0	-23.5	8.6	3.9
Construction	3.1	3.9	12.4	4.5	3.9	5.2
Commerce, restauration, et hébergement, réparations	-1.1	1.3	8.4	6.0	2.8	2.2
Transports et communications	0.2	-0.3	9.8	9.1	11.2	4.4
Intermédiation financière	0.0	7.1	-3.7	10.4	17.5	6.4
Immobilier, location, services aux entreprises	1.4	7.1	15.0	6.9	7.3	6.8
Administration publique	0.0	-1.4	28.9	14.8	27.0	0.4
Education, santé et action sociale, serv. collect. sociaux et personnels	1.5	2.4	7.4	3.2	5.5	2.9
Services domestiques, activités extra-territoriales et non déterminés	7.0	4.6	31.4	-1.4	5.5	6.4
<b>Total</b>	<b>0.2</b>	<b>3.5</b>	<b>11.3</b>	<b>6.0</b>	<b>6.5</b>	<b>4.1</b>
						En % du total par branche
Agriculture, viticulture et sylviculture, pêche et aquaculture	0.6	0.8	0.4	0.5	0.2	0.5
Industrie	8.8	7.4	15.1	12.6	16.0	11.0
Energie et Eau	1.0	0.1	0.1	0.0	0.1	0.4
Construction	3.5	17.1	18.0	11.7	10.4	11.0
Commerce, restauration, et hébergement, réparations	11.7	20.1	13.2	18.3	20.2	16.7
Transports et communications	9.5	7.4	14.8	9.7	7.3	9.0
Intermédiation financière	9.6	12.9	16.1	18.2	12.4	12.7
Immobilier, location, services aux entreprises	6.4	16.1	10.4	20.7	24.5	14.9
Administration publique	33.5	3.5	1.3	0.8	0.5	11.5
Education, santé et action sociale, serv. collect. sociaux et personnels	14.3	9.3	8.8	6.5	7.1	10.0
Services domestiques, activités extra-territoriales et non déterminés	1.1	5.3	1.8	1.1	1.2	2.3
<b>Total</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>
						En % du total par nationalité et pays de résidence
Agriculture, viticulture et sylviculture, pêche et aquaculture	33.7	38.8	8.2	10.9	8.3	100.0
Industrie	24.5	18.0	13.6	12.7	31.2	100.0
Energie et Eau	84.5	7.6	3.3	1.2	3.4	100.0
Construction	9.6	41.9	16.3	11.8	20.4	100.0
Commerce, restauration, et hébergement, réparations	21.4	32.5	7.9	12.2	26.1	100.0
Transports et communications	32.2	22.0	16.4	11.9	17.4	100.0
Intermédiation financière	23.0	27.4	12.6	15.9	21.1	100.0
Immobilier, location, services aux entreprises	13.1	29.0	6.9	15.5	35.4	100.0
Administration publique	88.9	8.3	1.2	0.8	1.0	100.0
Education, santé et action sociale, serv. collect. sociaux et personnels	43.7	25.1	8.8	7.2	15.3	100.0
Services domestiques, activités extra-territoriales et non déterminés	14.6	61.1	7.7	5.0	11.5	100.0
<b>Total</b>	<b>30.5</b>	<b>26.9</b>	<b>10.0</b>	<b>11.1</b>	<b>21.5</b>	<b>100.0</b>

Source: IGSS

## 6.2.3 Travail intérimaire

Graphique 3: Perspectives de l'évolution de l'emploi



Source: STATEC, Enquête de conjoncture

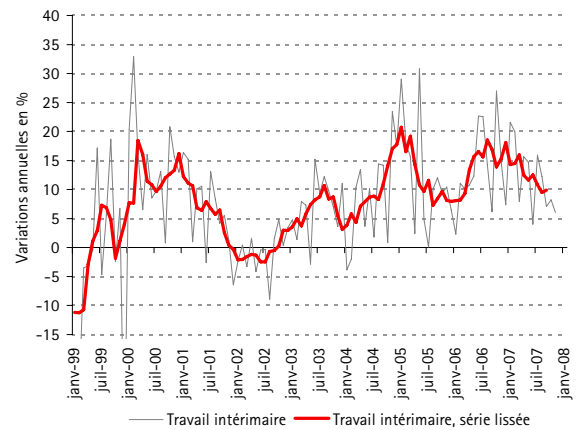
## Ralentissement de l'emploi intérimaire au cours de l'année 2007

En 2007, le nombre de travailleurs intérimaires enregistrés à la sécurité sociale atteint, en moyenne annuelle, 7 782 personnes, contre 6 982 en 2006. Environ 21% sont détachés dans un autre pays de l'Union européenne et ne font donc plus réellement partie du marché de travail luxembourgeois. Le travail intérimaire contribue en 2007 à 0.1 point de pourcent à la croissance de l'emploi salarié intérieur.

En 2007, l'emploi dans l'intérimaire décélère pour la première fois depuis quatre ans. La croissance reste toutefois élevée à 11.5%. Le ralentissement s'observe tout au long de l'année: après +16.1% au premier et un peu plus de 10% au 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> trimestre, la croissance n'atteint plus que 7.6% au quatrième trimestre 2007. Ne disposant pas encore des données sur le travail intérimaire par branche pour 2007, il n'est pas possible de déterminer quelles branches sont à l'origine de ce ralentissement. Traditionnellement, l'industrie et la construction embauchent plus de la moitié des travailleurs intérimaires.

Notons encore que le travail intérimaire constitue aussi très souvent une étape entre une situation de chômage et d'emploi. Ainsi, l'ADEM note dans son rapport annuel<sup>1</sup>

Graphique 4: Évolution du travail intérimaire



Source: IGSS

qu'en 2007, plus de 2 700 demandeurs d'emploi ont été assignés auprès de 41 sociétés d'intérim et que de nombreuses missions auraient débouché sur une embauche définitive. D'après ce même rapport, les sociétés de travail temporaire, estimeraient ce taux d'embauche à 45% des contrats de mission pour le secteur des employés et à environ 25% pour celui des ouvriers.

Les données figurant dans les deux tableaux "Travail intérimaire" et "Travail intérimaire par branche" ne sont pas identiques:

- le premier tableau représente les données IGSS (NACE 74.502 - Agences d'intérimaires et fourniture de personnel temporaire), c'est-à-dire les salariés intérimaires et le personnel administratif des agences d'intérimaires, inscrits à l'IGSS à la fin du mois;
- le deuxième tableau se base sur le rapport "Travail intérimaire" de l'IGSS et du Ministère du Travail, qui reprend les travailleurs intérimaires occupés par les entreprises au cours du mois. Etant donné les durées relativement courtes des missions, le nombre d'intérimaires est plus élevé dans le second tableau.

<sup>1</sup> Cf. "Rapport annuel de l'ADEM 2007" p. 80: [http://www.adem.public.lu/publications/rapports/rapport\\_annuel\\_2007.pdf](http://www.adem.public.lu/publications/rapports/rapport_annuel_2007.pdf).

Tableau 12: Travail intérimaire (à la fin du mois)

	Année					2007			
	1995	2000	2005	2006	2007	T1	T2	T3	T4
	Moyenne mensuelle								
Nombre d'intérimaires	2 483	4 473	6 145	6 982	7 782	7 328	8 236	8 227	7 336
Heures travaillées (milliers)	342	618	872	1 001	1 125	1 023	1 204	1 174	1 100
Nombre de contrats	3 065	11 202	18 954	21 159	...	...	...	...	...
Entreprises utilisatrices	560	1 131	1 555	1 742	...	...	...	...	...
	1995-2000		2000-2005		Variation annuelle en %				
Nombre d'intérimaires	12.5	6.6	12.0	13.6	11.5	16.1	11.0	11.5	7.6
Heures travaillées	12.6	7.1	15.6	14.8	12.4	19.9	11.0	12.5	7.6
Nombre de contrats	29.6	11.1	14.1	11.6	...	...	...	...	...
Entreprises utilisatrices	15.1	6.6	14.7	12.0	...	...	...	...	...

Sources: IGSS, Ministère du Travail

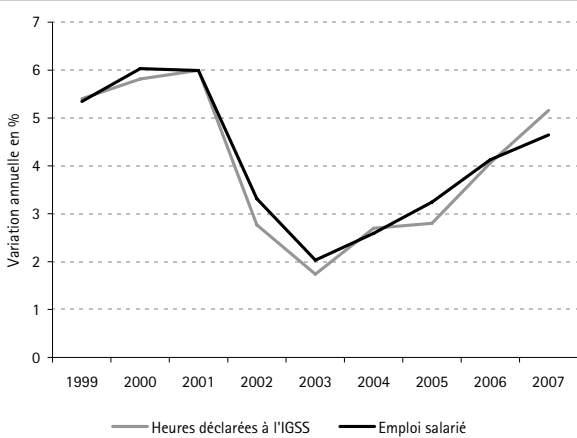
Tableau 13: Travail intérimaire par branche (au cours du mois)

Branche	Nace	Nombre de personnes						Jours de travail					
		2000-2005			2000-2006			2000-2005			2000-2006		
		2000	2005	2006	2005	2006	2005	2000	2005	2006	2005	2006	2005
		Moyennes mensuelles			Variations annuelles en %			Moyennes mensuelles			Variations annuelles en %		
Industrie (y.c. électricité, gaz et eau)	10-41	1 592	2 188	2 435	5.0	11.3	6.6	69 609	71 821	79 904	9.5	11.3	0.6
Construction	45	1 988	2 249	2 656	8.4	18.1	2.5	91 179	75 101	83 843	4.4	11.6	-3.8
Commerce, réparation	50-52	698	872	892	12.1	2.3	4.6	24 882	27 150	23 680	-3.7	-12.8	1.8
Hôtels et restaurants	55	264	653	702	12.9	7.6	19.9	2 405	4 705	5 556	11.9	18.1	14.4
Transports et communications	60-64	229	419	456	19.8	8.8	12.8	8 503	20 421	14 303	11.7	-30.0	19.2
Intermédiation financière et assurances	65-67	604	401	510	39.9	27.1	-7.8	47 976	35 860	53 541	43.6	49.3	-5.7
Immobilier, location et services aux entreprises	70-74	532	771	752	15.4	-2.6	7.7	18 661	31 093	23 843	27.8	-23.3	10.8
Autres	01-05, 75-99	650	951	1 003	3.8	5.4	7.9	59 892	106 506	129 610	5.3	21.7	12.2
<b>Economie entière</b>	<b>01-99</b>	<b>6 556</b>	<b>8 505</b>	<b>9 405</b>	<b>9.9</b>	<b>10.6</b>	<b>5.3</b>	<b>323 107</b>	<b>372 657</b>	<b>414 279</b>	<b>10.0</b>	<b>11.2</b>	<b>2.9</b>

Sources: IGSS, Ministère du travail

### 6.2.4 Temps de travail

**Graphique 5: Évolution annuelle de l'emploi salarié et des heures de travail déclarées**



Source: IGSS

#### La durée de travail a fortement augmenté en 2007

D'après les données de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS), la durée de travail a fortement augmenté en 2007 (+0.5% par rapport à 2006). Sur le long terme, la diminution de la durée de travail est de 0.2% en moyenne par an.

L'évolution de la durée de travail peut avoir des répercussions sur l'évolution de l'emploi (une hausse de la durée de travail individuelle peut engendrer une hausse moins prononcée du nombre de personnes engagées dans un contrat de travail) et des salaires (une hausse de la durée de travail individuelle peut engendrer une hausse plus prononcée du coût salarial par personne). Ainsi, d'après les données de l'IGSS, qui servent de base pour l'analyse conjoncturelle de court terme, le volume en heures de travail rémunérées a

progressé de 5.2% en 2007 contre 4.1% en 2006. L'évolution du nombre de personnes enregistrées à la sécurité sociale est passée sur la même période de 4.1% à 4.6% seulement.

Cette évolution à la hausse est due avant tout à une forte progression de la durée de travail dans la construction au cours du premier trimestre de 2007 (+10.4% par rapport au même trimestre de l'année précédente), qui elle est due à des conditions météorologiques exceptionnellement favorables sur cette période. Toutefois, hors ce phénomène unique, la durée de travail aurait tout de même évolué de 0.3%. À côté de la construction, toutes les autres branches économiques marquent également un accroissement de la durée de travail en 2007.

#### Baisse du nombre de personnes travaillant à temps partiel en 2007

Selon les données de l'IGSS, plus de 40 000 personnes travaillent en 2007 à temps partiel au Luxembourg, c.-à-d. moins de 130 heures par mois (ou 3/4 du temps de travail mensuel normal). En 2007, le nombre de personnes travaillant à temps partiel a baissé par rapport à l'année 2006 (-1.1%) alors que celui-ci enregistrait encore des hausses de plus de 5% par an sur les années antérieures (+5.5% en 2006).

Cette baisse de l'emploi à temps partiel vient surtout des travailleurs résidents (-3.1%), les travailleurs frontaliers employés à temps partiel continuant à progresser mais à un rythme moins important (3.4% contre 9.0% en 2006). En général, les résidents sont plus souvent occupés dans un emploi à temps partiel: environ 15% des résidents travaillent à temps partiel contre un peu plus de 10% pour les frontaliers.

**Tableau 14: Évolution de l'emploi à temps partiel\***

	2003	2004	2005	2006	2007	2003	2004	2005	2006	2007
	Nombre de personnes					Variation annuelle en %				
Emploi salarié intérieur	274 188	281 294	290 419	302 418	316 460	2.0	2.6	3.2	4.1	4.6
Travailleurs à temps partiel	35 814	37 359	39 633	41 816	41 402	5.8	4.3	6.1	5.5	-1.0
Part en %	13.1	13.3	13.6	13.8	13.1					
Emploi salarié résident	167 332	169 438	172 094	176 197	180 202	0.9	1.3	1.6	2.4	2.3
Travailleurs à temps partiel résidents	25 312	26 071	27 231	28 304	27 426	4.2	3.0	4.4	3.9	-3.1
Part en %	15.1	15.4	15.8	16.1	15.2					
Emploi salarié frontalier	106 856	111 855	118 325	126 221	136 258	3.8	4.7	5.8	6.7	8.0
Travailleurs à temps partiel non-résidents	10 502	11 289	12 402	13 513	13 975	9.7	7.5	9.9	9.0	3.4
Part en %	9.8	10.1	10.5	10.7	10.3					

Source: IGSS

\*La définition générale du travailleur à temps partiel reprend toute personne travaillant moins de 0.75x173 heures soit 129.75 heures par mois.

## 6.2.5 Taux d'emploi

Tableau 15: Taux d'emploi 15-64 ans (en%)

Spécification	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
							Taux d'emploi en %	
<b>Population totale</b>	<b>62.7</b>	<b>63.0</b>	<b>63.8</b>	<b>62.2</b>	<b>62.5</b>	<b>63.6</b>	<b>63.6</b>	<b>64.0</b>
Nationaux	61.6	59.1	60.9	59.0	60.1	60.9	60.9	60.5
Etrangers	64.4	68.6	68.3	66.7	65.8	67.2	67.2	68.4
Hommes	75.0	74.9	75.7	73.3	72.8	73.3	72.6	72.2
Femmes	50.1	50.8	51.8	50.9	51.9	53.7	54.6	56.1
Nationaux- hommes	75.0	71.3	73.1	70.3	70.5	70.5	69.7	68.6
Etrangers- hommes	75.1	80.4	79.7	77.4	76.1	77.2	76.6	76.5
Nationaux- femmes	46.7	47.1	48.2	47.5	49.4	51.1	52.2	52.5
Etrangers- femmes	54.6	56.4	57.1	55.8	55.3	57.2	57.8	60.5

Source: STATEC, EFT (rupture de série en 2003)

### Hausse du taux d'emploi luxembourgeois grâce aux femmes étrangères

Le taux d'emploi qui exprime la participation de la population résidante à la vie économique, s'obtient en divisant, pour une classe d'âge donnée, le nombre de personnes ayant un emploi par l'effectif global de la population de cette même classe d'âge.

D'après les dernières données disponibles (Enquête sur les forces de travail de 2007), le taux d'emploi global des personnes âgées de 15 à 64 ans s'établit à 64.0%, contre 63.6% en 2006 et 62.7% en 2000. Le Grand-Duché vient donc d'atteindre l'objectif de Lisbonne fixé pour 2005 avec deux ans de retard.

Cette évolution favorable est toutefois entièrement attribuable aux résidents étrangers, dont le taux passe de 67.2% en 2006 à 68.4% en 2007 (64.4% en 2000), le taux d'emploi des nationaux continuant à baisser (de 61.9% en 2000 à 60.5% en 2007). Les taux des résidents étrangers sont environ 8 points supérieurs aux taux des nationaux. Alors que le taux d'emploi continue d'augmenter chez les femmes (de 54.6% à 56.1%), celui des hommes note une baisse (de 72.6% à 72.2%) et ceci tant chez les résidents luxembourgeois que chez les résidents étrangers. C'est surtout le taux des femmes étrangères qui marque une hausse importante en 2007 (de 57.8% en 2006 à 60.5%).

D'après une étude récente du Ceps-Instead sur l'évolution et la place des femmes sur le lieu de travail<sup>1</sup>, ce sont surtout les jeunes femmes (de moins de 25 ans) qui ont contribué à une moindre croissance du taux d'emploi global au Luxembourg sur les dernières années. En effet, de plus en plus de jeunes luxembourgeoises suivraient des études supérieures. Le taux d'emploi des femmes âgées entre 25 et 50 ans, donc à des âges où la conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle

est la plus difficile, aurait connu le rattrapage le plus important avec le reste de l'UE.

### Le Luxembourg atteint l'objectif de Lisbonne fixé pour 2005 avec deux ans de retard

Rappelons brièvement que le taux d'emploi fait partie des indicateurs structurels phares utilisés dans le cadre de la stratégie de Lisbonne. Ainsi, pour l'année 2010, les différents pays membres de l'Union européenne se sont donné pour objectif d'atteindre les taux d'emploi suivants:

- 70% pour le taux d'emploi total (64% pour 2005);
- 60% pour le taux d'emploi des femmes (57% pour 2005);
- 50% pour le taux d'emploi des personnes âgées (55 à 64 ans).

Le taux d'emploi global pour l'ensemble de la population de l'UE27 âgée de 15 à 64 ans s'établit à 65.4% en 2007, contre 64.5% en 2006. Le Luxembourg se situe donc avec 64.0% en 2007 en dessous de la moyenne européenne. Pourtant, le Luxembourg vient d'atteindre l'objectif de la stratégie de Lisbonne fixé pour 2005 avec deux ans de retard. En 2007, il ne reste que huit pays enregistrant un taux d'emploi en dessous de 64%<sup>2</sup>. En 2007, la Finlande et Chypre rejoignent, à côté du Danemark, qui a toujours le taux d'emploi le plus élevé dans l'UE27 (77.1%), des Pays-Bas, de la Suède, de l'Autriche et de la Grande-Bretagne, le club des sept pays ayant déjà atteint l'objectif de Lisbonne fixé pour 2010 (70%).

En ce qui concerne le taux d'emploi des femmes, le Grand-Duché, est, avec 56.1% en 2007, encore en dessous de l'objectif fixé. Pour cet indicateur, il reste dix pays n'ayant pas encore atteint l'objectif de 2005, quatorze pays ayant déjà atteint l'objectif de 2010. Le taux d'emploi des personnes âgées luxembourgeoises reste, avec 32% en 2007, le troisième taux le plus faible de l'UE27, derrière la Pologne et Malte.

<sup>1</sup> Population Et Emploi n°30, février 2008, Blandine Lejealle – Ceps/Instead, <http://www.ceps.lu/pdf/3/art1333.pdf?CFID=376777&CFTOKEN=59897186&tjsessionid=2030a5580c327d322636>

<sup>2</sup> Dans l'ordre décroissant: la Belgique, la Bulgarie, la Slovaquie, la Roumanie, l'Italie, la Hongrie, la Pologne et Malte.

## 6.3 Chômage

- Le taux de chômage (concept harmonisé) baisse en 2007, atteignant 4.2% (4.8% en 2006).
- La baisse du chômage s'observe avant tout au niveau des jeunes et des étrangers.
- Le Luxembourg note une hausse moyenne de 15% du nombre de chômeurs sur les dernières années, contre +2.6% seulement pour le reste de la Grande-Région.

### 6.3.1 Évolution du chômage au Luxembourg

#### Le chômage au Luxembourg baisse enfin en 2007

Après une légère baisse sur la fin des années '90, le chômage a continuellement augmenté sur les dernières années. Le taux de chômage ADEM (Administration de l'emploi, au sens strict, c.-à-d. hors personnes en mesure pour l'emploi) est passé de 2.3% en 2001 à 4.4% en 2006, celui établi à partir des Enquêtes sur les forces de travail (EFT) passe sur la même période de 2.0% à 4.8%.

Pour rappel, il existe deux sources pour déterminer le nombre de chômeurs au Luxembourg (cf. encadré ci-dessous):

- les fichiers de l'Administration de l'Emploi (ADEM)

- les Enquêtes sur les forces de travail effectuées par le STATEC.

L'évolution des différents taux de chômage est similaire dans le temps (cf. graphique 6), il n'y a que l'année 2004 qui semble représenter une anomalie au niveau du chômage EFT.

En 2007, le taux de chômage ADEM ne connaît qu'une baisse très faible (de 4.40% en 2006 à 4.37%) due surtout à l'augmentation du chômage structurel, lié à la législation relative aux travailleurs handicapés et à capacité de travail réduite. Le taux de chômage au sens du BIT marque par contre une baisse plus importante (4.2% en 2007 après 4.8% en 2006).

#### Différentes définitions du chômage

Il existe deux sources pour déterminer le nombre de chômeurs au Luxembourg: les fichiers administratifs de l'Administration de l'emploi (ADEM) et les enquêtes sur les forces de travail (EFT). Le nombre de chômeurs (et donc également le taux de chômage) peut donc varier selon la source d'information utilisée (cf. encadré: "Quelques précisions méthodologiques" p. 47 de la NDC 3-05).

A partir de ces deux sources sont calculés différents taux de chômage. Le taux de chômage officiel, encore appelé chômage au "sens strict" ou enregistré, se base sur les demandes d'emploi non satisfaites (DENS) recensées par l'ADEM. Le taux de chômage "au sens large" se base lui aussi sur les demandes d'emplois non-satisfaites auprès de l'ADEM, en rajoutant les personnes occupées dans le cadre de mesures pour l'emploi (cf. chapitre 6.3.4 Mesures pour l'emploi p. 104). Le taux de chômage publié par Eurostat se base sur les EFT mais utilise également, pour l'évolution intra-annuelle, les données de l'ADEM.

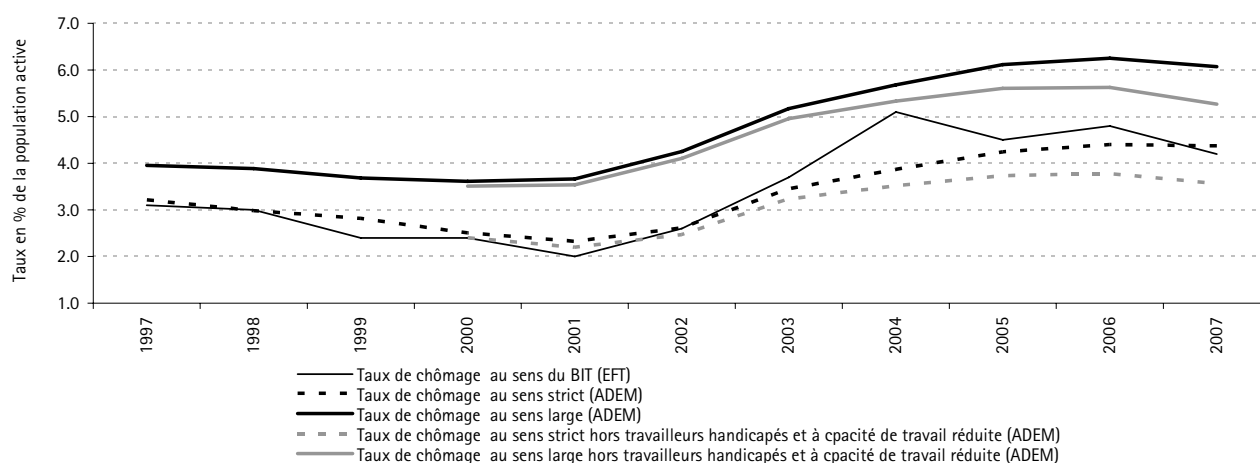
Les enquêtes sur les forces de travail représentent une actualisation continue du nombre de chômeurs basée sur le dernier recensement de la population. Elles adoptent les critères tels que préconisés par le Bureau

International du Travail (BIT) pour la définition du chômage: être sans emploi durant la période de référence, c.-à-d. n'avoir aucune activité rémunérée aussi limitée soit-elle; être activement à la recherche d'un emploi; être disponible pour occuper un nouvel emploi éventuel dans un délai de quinze jours.

Pour l'ADEM, les critères sont similaires à ceux préconisés par le BIT. Pourtant, près de 40% des chômeurs BIT ne sont pas inscrits auprès de l'ADEM, dont presque la moitié chez les jeunes, ce qui explique la grande différence entre le chômage des jeunes de source EFT et de source ADEM. Il en est de même pour les personnes qui arrivent en fin de droit d'indemnité de chômage.

En résumé, les fichiers de l'ADEM ont deux principaux avantages, la disponibilité rapide (mensuelle) et l'exhaustivité, mais impliquent des ruptures de série en cas de changement de législation, de procédures internes ou de reclassements<sup>1</sup>. À l'inverse, l'EFT se limite à un échantillon réduit de la population (8 500 ménages) et n'est disponible qu'annuellement. Les ruptures de série sont pourtant moins fréquentes et les critères sont harmonisés au niveau international.

<sup>1</sup> Les séries du chômage ADEM ont été révisées au début de 2006, ce qui a entraîné une baisse du niveau du chômage (cf. encadré "Révision statistique du chômage de source ADEM" p. 121 de la NDC 1-06). Aussi, la législation relative aux travailleurs handicapés et aux travailleurs à capacité de travail réduite entraîne un certain bruit dans les séries (cf. encadré "Hausse du chômage: effets structurels" p.122 de la NDC 1-06).

**Graphique 6: Évolution du taux de chômage au sens du BIT et de l'ADEM**

Sources: STATEC, ADEM

### 6.3.2 Structure du chômage

Dans cette partie, la structure du chômage au Luxembourg est analysée d'après les deux sources disponibles (cf. encadré à la page 100): les enquêtes sur les forces de travail (EFT) et l'Administration de l'emploi (ADEM).

Suivant la source utilisée, le nombre de chômeurs varie en 2007 entre 8 943 (EFT) et 9 623 (ADEM) et le taux de chômage de 4.2% (EFT) à 4.4% (ADEM). Bien que ces chiffres soient originaires de sources très différentes, l'évolution est très semblable (cf. graphique 6), il n'y a que l'année 2004 qui semble représenter une anomalie au niveau du chômage EFT. En 2007, la variation annuelle du nombre de chômeurs s'établit entre -8.2% (EFT) et 1.4% (ADEM).

#### Répartition par sexe

En 2007, les femmes représentent 52% (EFT) resp. 49% (ADEM) du total des chômeurs. Sur la période allant de 2000 à 2005, les femmes au chômage ont progressé de 12.4% (ADEM) resp. 17.0% (EFT), les hommes de 14.2% (ADEM) resp. 15.3% (EFT). Sur cette période, les femmes ont contribué à 43.3% (ADEM) resp. 65% (EFT) à la hausse du chômage.

En 2007, l'évolution du chômage par sexe est très divergente selon les deux sources. Alors que les femmes expliquent entièrement la hausse du chômage ADEM (+113.7%), elles notent un recul assez net au niveau du chômage EFT (-18.1%, contre +5.6% pour les hommes), dû à une diminution des femmes étrangères au chômage.

Le taux de chômage des femmes au Luxembourg, sur base des données de l'EFT, a donc fortement baissé en 2007 (à 4.9%), après plusieurs années de hausse (de 2.3% en 2001 à 6.3% en 2006). En Europe, le chômage

des femmes marque une tendance à la baisse depuis l'année 2005, passant de 9.8% en 2004 à 7.8% en 2007. Le taux de chômage féminin reste donc au Luxembourg en-dessous de la moyenne européenne.

#### Répartition par âge

Les deux sources indiquent un recul des jeunes chômeurs et un accroissement des chômeurs âgés.

En effet, en 2007, la baisse du chômage ADEM s'explique entièrement par celle des personnes âgées de moins de 40 ans. Les chômeurs âgés de plus de 50 ans notent, avec +15%, toujours une progression élevée. Il en est de même pour les chômeurs âgés de 40 à 50 ans (+5.2%). Les personnes âgées de plus de 50 ans représentent en 2007 quelque 20% de l'ensemble des chômeurs inscrits à l'ADEM, contre 13% en 2000. Pour le chômage EFT aussi, les chômeurs âgés de plus de 55 ans restent en 2007 la seule catégorie en progression.

Sur les dernières années, le Luxembourg a connu l'une des hausses du taux de chômage des jeunes les plus importantes en Europe (de 5.5% en 2001 à 16.2% en 2006), atteignant un niveau proche de la moyenne de l'Union européenne (17.0% en 2006). En 2007 pourtant, le taux de chômage des jeunes baisse au Luxembourg à 14.9%, celui de l'ensemble de l'UE27 passe à 15.3%.

#### Nationalité

Les résidents luxembourgeois représentent en 2007 41% (EFT) resp. 35% (ADEM) des chômeurs au Luxembourg, la majorité des chômeurs ayant une autre nationalité. Parmi ces derniers, l'on retrouve surtout la population portugaise, qui représente 23% (EFT) resp. 31% (ADEM) de l'ensemble des chômeurs.

## 6. Marché du travail

D'après les données des enquêtes sur les forces de travail, les chômeurs étrangers ont, sur la période allant de 2000 à 2005, contribué à raison de 69% à la croissance du nombre de chômeurs (73% pour les données ADEM). En 2007, les résidents étrangers expliquent aussi la baisse du chômage. Alors que le taux de chômage des nationaux (EFT) passe de 3.0% en 2006 à 3.3% en 2007, celui des résidents étrangers diminue fortement sur cette période (de 6.8% à 5.1%). En niveau ce dernier reste toutefois plus élevé que le taux des nationaux.

La hausse du taux de chômage des nationaux s'observe tant pour les hommes (de 2.3% à 2.7% sur un an) que

pour les femmes (de 4.0% à 4.1%). La baisse du taux de chômage des résidents étrangers est nettement plus prononcée pour les femmes étrangères (de 9.0% en 2006 à 5.7% en 2007) que pour les hommes (de 5.0% à 4.7% sur la même période).

### Durée d'inscription

Les deux sources de données témoignent également d'un accroissement de la durée du chômage. La part des personnes au chômage depuis plus d'un an atteint plus de 30% en 2007, contre 20% environ en 2000.

**Tableau 16: Taux de chômage au sens du BIT, par sexe, âge, nationalité et durée de recherche**

Spécification	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	En % de la population active							
Ensemble de la population	2.5	1.8	2.5	3.7	5.1	4.5	4.8	4.2
Sexe								
Hommes	1.9	1.5	1.9	3.0	3.7	3.5	3.6	3.7
Femmes	3.3	2.3	3.4	4.7	7.1	5.8	6.3	4.9
Grand groupe d'âges								
15-24	6.5	5.5	6.9	11.0	16.9	13.7	16.2	14.9
25-39	2.7	1.7	2.5	3.5	5.4	4.1	5.0	4.0
40-54	1.4	1.3	1.8	2.9	3.4	3.8	3.2	2.9
55-59	1.8	0.4	0.5	1.7	1.7	2.0	1.5	2.5
Nationalité								
Nationaux	1.7	1.2	1.7	2.5	3.1	3.3	3.0	3.3
Etrangers	3.5	2.6	3.6	5.2	7.6	6.0	6.8	5.1
Sexe et nationalité								
Nationaux- hommes	1.2	1.3	1.1	1.9	2.3	2.6	2.3	2.7
Etrangers- hommes	3.1	1.7	3.0	4.3	5.5	4.6	5.0	4.7
Nationaux- femmes	2.6	1.1	2.6	3.2	4.2	4.2	4.0	4.1
Etrangers- femmes	4.1	3.8	4.3	6.5	10.5	7.7	9.0	5.7
Durée de la recherche	En % du total des chômeurs							
Moins de 6 mois	63	55	53	51	53	46	48	46
6 à 11 mois	15	16	19	23	23	26	22	22
12 mois et plus	22	29	28	26	24	28	30	32
Toutes durées	100	100	100	100	100	100	100	100

Source: STATEC (Enquêtes sur les forces de travail)

Rupture de série: à partir de 2003 l'enquête sur les forces de travail EFT ne se fait plus pendant une semaine de référence, mais en continu. Etant donné que la semaine de référence se situait au printemps, période relativement forte en embauches, le nombre de personnes déclarant être sans emploi est sous-estimé sur la période allant jusqu'à 2002.

### 6.3.3 Évolution récente du chômage au Luxembourg (ADEM)

#### Baisse du chômage "ADEM" moins importante sur les derniers mois

Le taux de chômage, corrigé des variations saisonnières (cvs), continue à baisser depuis le début de l'année 2007 (de 4.5% à 4.2%, cf. graphique 2). Pourtant, depuis plusieurs mois le taux ne baisse plus au même rythme qu'au courant de l'année 2007, l'on pourrait même parler de stagnation. Cette évolution un peu inquiétante s'observe également pour la variation annuelle du nombre de chômeurs (cf. graphique 7). Après une baisse de 4.5% en moyenne sur les quatre derniers mois observés (décembre 2007 à mars 2008), le mois d'avril ne note qu'une baisse de 1.1% sur un an.

Cette évolution s'explique toutefois en partie par une hausse plus importante des travailleurs handicapés et à capacité de travail réduite au mois d'avril (+36.7% contre +30% environ sur les mois d'avant). Hormis cette catégorie, le nombre d'inscrits à l'ADEM aurait baissé de 9.1% en avril contre -10.7% sur les quatre mois d'avant.

Les travailleurs handicapés et à capacité de travail réduite représentent désormais 18.5% des chômeurs inscrits à l'ADEM (15.3% il y a un an et 5% au premier trimestre de 2001).

Graphique 7: Différentes définitions du chômage



Source: ADEM

Tableau 17: Chômage inscrit

Spécification	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Nombre de personnes							
Demandeurs d'emploi résidents (1)	4 782	4 549	5 209	7 003	7 983	8 948	9 487	9 623
Emploi national (2)	185 906	190 695	194 013	195 854	198 392	201 825	205 911	210 376
Population active (3=1+2)	190 688	195 244	199 222	202 857	206 375	210 772	215 398	219 999
Taux de chômage en % (1/3)	2.5	2.3	2.6	3.5	3.9	4.2	4.4	4.4

Sources : STATEC, IGSS, ADEM

Tableau 18: Chômage inscrit et mesures pour l'emploi

Mois	Chômage inscrit résident			Mesures pour l'emploi			Total des demandeurs d'emplois résidents			Chômage complet indemnisé		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008	2006	2007	2008	2006	2007	2008
	Nombre de personnes											
Janvier	10 183	10 698	10 205	3 856	3 839	3 318	14 039	14 537	13 523	5428	5287	4984
Février	10 089	10 510	10 185	3 897	3 876	3 360	13 986	14 386	13 545	5419	5361	5077
Mars	9 866	10 045	9 500	4 005	3 920	3 267	13 871	13 965	12 767	5132	5054	4713
Avril	9 227	9 616	9 509	4 094	3 929	3 303	13 321	13 545	12 812	4846	4843	4554
Mai	8 720	9 075		4 191	3 965		12 911	13 040		4689	4644	
Juin	8 530	8 957		4 272	3 997		12 802	12 954		4557	4502	
Juillet	8 686	8 951		3 958	3 721		12 644	12 672		4478	4448	
Août	8 844	9 074		3 953	3 560		12 797	12 634		4529	4566	
Septembre	9 497	9 230		3 988	3 581		13 485	12 811		4560	4406	
Octobre	9 835	9 651		3 880	3 546		13 715	13 197		4633	4442	
Novembre	10 059	9 854		3 901	3 491		13 960	13 345		4891	4682	
Décembre	10 310	9 815		3 745	3 374		14 055	13 189		5113	4816	
Moyenne annuelle	9 487	9 623	9 850	3 978	3 733	3 312	13 466	13 356	13 162	4 856	4 754	4 832

Situation en fin de mois

Source: Administration de l'emploi (ADEM)

### 6.3.4 Mesures pour l'emploi

#### Baisse continue des personnes en mesure pour l'emploi

En 2007, le nombre de personnes engagées dans une mesure pour l'emploi a baissé de 6.2% (245 personnes), après des progressions de 0.9% en 2006 et 5.4% en 2005.

Cette baisse s'explique en partie par le remplacement des Contrats d'auxiliaire temporaire (CAT) et des Stages d'insertion en entreprise (SIE) par des Contrats d'appui emploi (CAE) et des Contrats d'initiation à l'emploi (CIE). En effet, il y a eu un vide entre la disparition des CAT et SIE depuis le second semestre 2006 et la mise en place des nouveaux contrats (CAE et CIE) à partir de juillet 2007. Ainsi, les premiers notent une baisse de 385 personnes en 2007 (-22%), alors que les deuxièmes n'augmentent que de 128 personnes (+100%). Pour les autres mesures, on note une légère hausse (+0.5% en 2007).

Au total, l'on comptait 13 356 demandeurs d'emploi en 2007 (dont 3 733 personnes en mesure pour l'emploi), soit 6.1% de la population active. En 2006, ce taux de chômage au sens large (donc y compris les personnes en mesure pour l'emploi), était encore à 6.2%. En avril 2008, ce dernier atteint 5.6%.

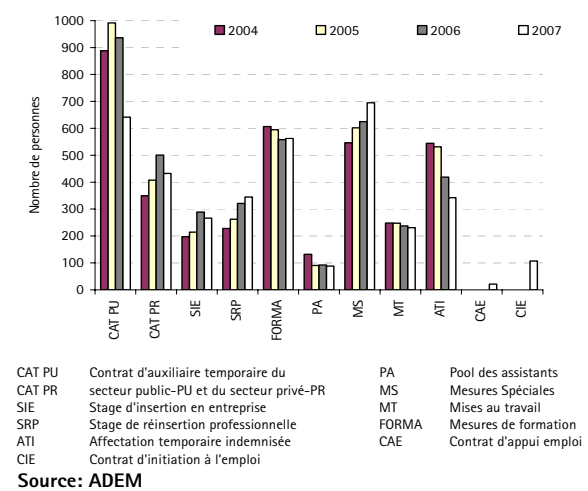
### 6.3.5 Chômage partiel

En 2007, le nombre d'entreprises concernées par le régime de chômage partiel<sup>1</sup> reste stable mais le nombre de personnes touchées par une réduction du temps de travail a été doublé.

En 2007, le Comité de conjoncture a avisé favorablement 33 des 42 demandes de chômage partiel introduites contre 32 sur 43 en 2006. Parmi les 33 entreprises, 14 ont introduit leur demande pour des raisons conjoncturelles, 12 pour des motifs structurels, 7 à cause d'un lien de dépendance économique et aucune pour un cas de force majeure.

En 2007, 88% (soit 29 sur 33) des demandes avisées favorablement ont donné lieu effectivement à indemnisation, soit le même taux qu'il y a un an. Comparé aux années précédentes, ce taux est relativement élevé. Sur la période allant de 1998 à 2005, ce taux est d'environ 64%. Il est même de seulement

Graphique 8: Nombre de personnes en mesure



Sur le début de 2008 les tendances entamées en 2007 se poursuivent. La hausse des personnes engagées dans les nouvelles mesures (+679 personnes depuis avril 2007) est largement compensée par la baisse des personnes provenant des mesures de CAT et SIE (-1 434 personnes sur un an). En tout, les personnes en mesure pour l'emploi ont baissé de 626 unités entre avril 2007 et avril 2008 (-16%). Sans les mesures spéciales, qui occupent environ 1/4 des personnes engagées dans une mesure, la baisse aurait été encore plus importante.

60% si l'on fait abstraction de l'année 2001, où 95% des demandes avisées favorablement ont effectivement été tirées.

Le nombre de personnes touchées effectivement par un horaire de travail réduit a fortement augmenté par rapport à l'année passée (+85%) et se situe à 2 047 personnes sur l'année 2007. Exprimé en hommes par mois en équivalent chômage complet (sur base de la réduction de travail accordée), 935 personnes ont été touchées en 2007, contre 503 en 2006, soit +86%. Il s'agit de 78 personnes en moyenne par mois, qui ne sont pas comptabilisées parmi les chômeurs officiels (9 623 personnes en 2007). La perte d'heures de travail est en moyenne de 47.3% en 2007, donc plus élevée qu'en 2006 (40.2%) mais en ligne avec les années précédentes (47% en moyenne).

<sup>1</sup> Le Comité de conjoncture se réunit mensuellement pour décider, entre autres, du versement de l'allocation de chômage partiel, en vertu de la loi du 26 mars 1998 modifiant la loi du 26 juillet 1975 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à prévenir des licenciements et à assurer le maintien de l'emploi pour des causes conjoncturelles et structurelles, en cas de force majeure ainsi qu'en cas de lien de dépendance économique. (cf. <http://www.cdc.public.lu>). Les entreprises en difficulté, qui bénéficient de cette mesure, reçoivent des subventions en contrepartie du maintien des contrats de travail de leur personnel. Plutôt que de procéder à des licenciements, une indemnité est versée pour compenser les pertes de rémunération subies du fait que la durée normale de travail est réduite.

### L'industrie reste la branche qui a le plus recours à cette aide étatique

Les dernières années avaient été marquées par une forte diminution du chômage partiel dans l'industrie manufacturière, surtout dans la métallurgie, traditionnellement la branche la plus concernée. Les autres branches, notamment le commerce, les transports et communications ainsi que l'immobilier, location et services aux entreprises, avaient par contre connu une utilisation plus forte du chômage partiel. En 2006, ces dernières n'ont plus fait appel à cette aide étatique et

l'industrie manufacturière reste la seule branche utilisatrice.

En 2007, l'industrie manufacturière représente à nouveau 97% des travailleurs concernés. L'accroissement du nombre de travailleurs concernés tient essentiellement à la "Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques" et à la "Métallurgie"..

Sur le début de 2008, les demandes de chômage partiel se sont toutefois réduites énormément par rapport à la même période de 2007.

**Tableau 19: Synthèse de l'évolution du chômage partiel**

Période <sup>1</sup>	Demandes avisées favorablement		Entreprises ayant tiré les demandes introduites			
	Demandes autorisées	Emplois concernés	Demandes réalisées	Emplois concernés	Equivalent chômage complet <sup>2</sup>	
					Nombre absolu	Hommages-mois
1998	27	743	11	423	180	
1999	40	1 571	15	858	357	
2000	14	1 489	9	908	437	
2001	56	2 766	53	1 390	626	
2002	47	3 053	24	972	450	
2003	51	2 025	29	1 050	510	
2004	44	1 122	36	981	508	
2005	60	1 756	52	1 372	676	
2006	32	1 258	28	1 109	503	
2007	33	2 386	29	2 047	935	
janv-08	2	7	2	7	3	
févr-08	2	13	1	1	0.5	
mars-08	0	0	0	0	0	
avr-08	1	5	1	5	3	
mai-08	1	5	...	...	...	
juin-08	1	5	...	...	...	

<sup>1</sup> Le fait d'introduire une demande ne signifie pas que l'entreprise utilise effectivement le chômage partiel. Les entreprises disposent d'un certain délai pour remettre leur décompte définitif, de sorte que les chiffres sur les demandes tirées ne sont pas définitifs.

<sup>2</sup> Calcul sur base des heures de travail perdues pour les demandes effectivement tirées

Sources: Comité de Conjoncture, Ministère du Travail, STATEC

Tableau 20: Évolution du chômage partiel par branche

Branche	NACE rév. 1						2008	
		2000	2005	2006	2007	2008*	T1	T2
		Nombre de travailleurs en chômage partiel sur base des demandes autorisées (total de la période indiquée)						
Industries manufacturières	15-37	1 435	1 486	1 258	2 306	28	14	14
Industries alimentaires	15	7	7	6	-	-	-	-
Industrie textile	17	-	8	215	50	-	-	-
Travail du bois	20	-	-	-	94	-	-	-
Edition, imprimerie, reproduction	22	-	-	425	645	-	-	-
Industrie chimique	24	-	167	0	0	4	2	2
Industrie du caoutchouc et des plastiques	25	-	-	25	25	-	-	-
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	26	1 284	294	471	931	24	12	12
Métallurgie	27	-	200	-	555	-	-	-
Travail des métaux	28	-	288	-	-	-	-	-
Fabrication de machines et équipements	29	144	79	110	6	-	-	-
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	30	-	-	-	-	-	-	-
Fabrication de machines et appareils électriques	31	-	191	6	-	-	-	-
Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et horlogerie	33	-	60	-	-	-	-	-
Industrie automobile	34	-	92	-	-	-	-	-
Récupération	37	-	100	-	-	-	-	-
Construction	45	34	32	-	25	-	-	-
Commerce, réparation	50-52	-	199	-	-	15	-	15
Transports et communications	60-64	-	-	-	-	-	-	-
Immobilier, location et services aux entreprises	70-74	-	39	-	55	12	6	6
Education	80	-	-	-	-	-	-	-
Services collectifs, sociaux et personnels	90-93	-	-	-	-	-	-	-
<b>Economie entière</b>	<b>01-99</b>	<b>1 469</b>	<b>1 756</b>	<b>1 258</b>	<b>2 386</b>	<b>55</b>	<b>20</b>	<b>35</b>

\* 6 mois

Sources: Comité de Conjoncture, STATEC

### 6.3.6 Perte d'emplois des travailleurs frontaliers

Afin de cerner le nombre de frontaliers perdant leur emploi, il est possible d'utiliser le nombre de demandes du formulaire E301, qui sert aux travailleurs frontaliers à prouver les périodes d'emploi au Luxembourg, afin de bénéficier des indemnités de chômage dans leur pays de résidence. Cette source d'information comporte des biais puisqu'elle ne tient ni compte des frontaliers perdant leur emploi mais ne sollicitant pas ce formulaire, ni des personnes demandant ce formulaire mais ayant retrouvé rapidement un emploi. Précisons encore que ces chiffres sont "gonflés" par les travailleurs intérimaires, qui effectuent environ la moitié des demandes. En effet, étant donné les durées de mission souvent très courtes, il est possible qu'un travailleur intérimaire introduise plusieurs demandes par trimestre, voire par mois.

Le rapport entre les demandes de formulaires E301 et le nombre de frontaliers ayant un emploi au Luxembourg peut être assimilé à un taux de perte d'emplois des frontaliers. Il ne s'agit donc pas d'un "taux de chômage" dans la mesure où seules les nouvelles demandes de formulaires sont prises en compte et non le stock de frontaliers réellement en situation de chômage.

En 2007, l'ADEM comptait 1 020 demandes de formulaires E301 en moyenne par mois, soit 1.7% de plus qu'il y a un an, contre +7% en 2006. Le ratio "demandes de formulaires E301 par rapport au nombre de frontaliers" passe ainsi à 0.75% contre 0.79% sur les deux années précédentes. En effet, le nombre de frontaliers ayant trouvé un emploi au Grand-Duché a progressé de 8.0%, donc beaucoup plus vite que le nombre de demandes de formulaires E301. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2008, le nombre de demandes de formulaires E301 baisse de 4.1% après une hausse de 23.8% au 4<sup>ème</sup> trimestre 2007. Le ratio susmentionné reste au même niveau qu'en 2007 (0.75%).

Tableau 21: Taux de perte d'emplois des frontaliers: Formulaires E301

	2005	2006	2007	2007			2008	
				T1	T2	T3	T1	
							Moyenne mensuelle	
Attestations E 301 <sup>1</sup>	937	1 003	1 020	1 137	920	903	1 118	1 073
Frontaliers	118 325	126 221	136 258	131 623	135 146	138 039	140 226	142 864
Ratio: E 301/frontaliers	0.79	0.79	0.75	0.86	0.68	0.65	0.80	0.75
							Variation annuelle (en %)	
Attestations E 301	3.3	7.0	1.7	14.6	-19.1	-1.8	23.8	-4.1
Frontaliers	5.8	6.7	8.0	7.6	2.7	2.1	1.6	1.9
Ratio: E 301/frontaliers <sup>2</sup>	-0.02	0.00	-0.05	0.05	-0.18	-0.03	0.14	-0.05

<sup>1</sup> Le formulaire E301 sert aux travailleurs frontaliers à prouver leurs périodes d'emploi au Luxembourg afin de pouvoir bénéficier des indemnités de chômage dans leur

<sup>2</sup> Variation annuelle en points de %

Sources: IGSS, Ministère du Travail

### 6.3.7 Chômage Grande-Région

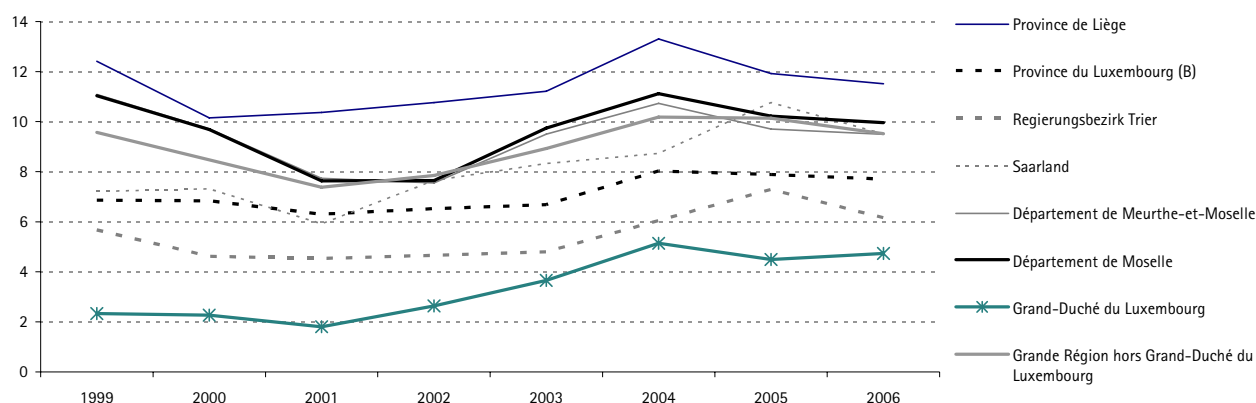
Le taux de chômage étant un concept national, se rapportant à un territoire (taux de chômage = chômeurs résidents / population active résidente), il ne tient pas compte des chômeurs frontaliers, qui perdent leur emploi dans un pays, mais résident dans un autre. Se basant sur les données régionalisées des Enquêtes sur les forces de travail (EFT) d'Eurostat, il est possible d'établir un taux de chômage "Grande Région", englobant les provinces belges de Liège et du Luxembourg, le "Regierungsbezirk" Trèves, la Sarre et les départements français Moselle et Meurthe-et-Moselle.

En 2006, la Grande Région comptait 207 100 chômeurs, ce qui représente une baisse de 4.4% par rapport à 2005. Le taux de chômage Grande-Région (hors Grand-Duché de Luxembourg) se situe à 9.5% en 2006, contre 10.1% en 2005, ce qui est au-dessus du taux de la zone euro (8.4% en 2006) et de l'UE27 (8.2%). C'est surtout la province de Liège (11.5% en 2006), les départements français Moselle (10.0%) et Meurthe-et-Moselle (9.5%)

et la Sarre (9.5%) qui connaissent des taux de chômage élevés. Le "Regierungsbezirk" Trèves et le Grand-Duché de Luxembourg affichent les taux les plus faibles (6.2% resp. 4.7%).

A partir de 2002, le chômage s'est mis à augmenter partout dans la Grande Région et ce n'est qu'en 2005 que cette tendance s'est inversée (pour le "Regierungsbezirk" Trèves et la Sarre seulement en 2006). Sur ces dernières années, le Grand-Duché de Luxembourg a connu l'augmentation du chômage la plus importante dans la Grande-Région. Le nombre de chômeurs s'est accru en moyenne de 15% par an au Luxembourg sur la période allant de 2000 à 2006 alors que les autres régions n'enregistrent qu'un accroissement de 2.6%. Le département français Meurthe-et-Moselle note même une baisse du nombre de chômeurs sur cette période (-0.5%).

Graphique 9: Évolution du taux de chômage dans la Grande Région



Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail - EFT

Tableau 22: Le chômage dans la Grande Région

	Province de Liège	Province du Luxembourg (B)	Regierungsbezirk Trier <sup>1</sup>	Saarland	Département de Meurthe-et-Moselle	Département de Moselle	Grand-Duché de Luxembourg	Grande Région hors Grand-Duché du Luxembourg
	Nombre de chômeurs							
1999	52 200	6 900	13 000	33 900	33 100	47 800	4 200	186 900
2000	41 200	7 200	10 798	35 000	30 600	44 600	4 200	169 398
2001	42 400	6 600	10 589	27 500	25 700	37 000	3 400	149 789
2002	44 100	6 800	10 900	36 200	25 900	38 100	5 100	162 000
2003	47 000	6 900	11 600	38 300	28 900	43 200	7 100	175 900
2004	56 700	8 600	14 300	40 600	30 300	45 900	10 200	196 400
2005	52 000	8 700	18 700	52 200	29 900	46 100	9 100	207 600
2006	51 100	8 700	16 100	46 200	29 700	45 600	9 700	197 400
Variation annuelle du nombre de chômeurs, en %								
2000	-21.1	4.3	-16.9	3.2	-7.6	-6.7	0.0	-9.4
2001	2.9	-8.3	-1.9	-21.4	-16.0	-17.0	-19.0	-11.6
2002	4.0	3.0	2.9	31.6	0.8	3.0	50.0	8.2
2003	6.6	1.5	6.4	5.8	11.6	13.4	39.2	8.6
2004	20.6	24.6	23.3	6.0	4.8	6.3	43.7	11.7
2005	-8.3	1.2	30.8	28.6	-1.3	0.4	-10.8	5.7
2006	-1.7	0.0	-13.9	-11.5	-0.7	-1.1	6.6	-4.9
2000-2006	3.7	3.2	6.9	4.7	-0.5	0.4	15.0	2.6
Taux de chômage, en % de la population active								
1999	12.4	6.9	5.7	7.2	11.1	11.0	2.3	9.6
2000	10.1	6.8	4.6	7.3	9.7	9.7	2.3	8.5
2001	10.4	6.3	4.5	5.9	7.7	7.6	1.8	7.4
2002	10.8	6.5	4.7	7.6	7.6	7.6	2.6	7.9
2003	11.2	6.7	4.8	8.3	9.5	9.7	3.7	8.9
2004	13.3	8.0	6.0	8.7	10.7	11.1	5.1	10.2
2005	11.9	7.9	7.3	10.8	9.7	10.2	4.5	10.1
2006	11.5	7.7	6.2	9.5	9.5	10.0	4.7	9.5

<sup>1</sup> Estimations du STATEC pour les années 2000 et 2001.  
Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail - EFT

### 6.3.8 Comparaison internationale

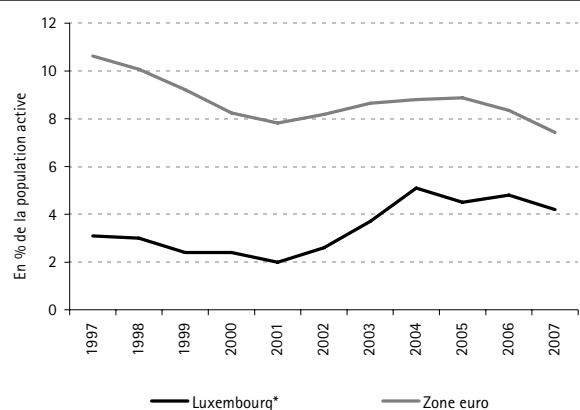
**En Europe, le chômage continue de reculer, mais de moins en moins vite.**

Après trois années consécutives de hausse sur la période allant de 2002 à 2004, les taux de chômage de l'UE27 et de la zone euro, notent une baisse sur les trois dernières années (2005 à 2007). Le taux de chômage de l'Union européenne atteint 6.7% en mars 2008, contre 7.3% il y a un an et atteint ainsi un niveau inférieur à celui d'avant le ralentissement économique en 2001. Le nombre de chômeurs en Europe (UE27) s'élève, d'après les estimations d'Eurostat, à quelque 16 millions de personnes, dont 11 millions pour la zone euro.

En mars 2008, le taux de chômage le plus bas de l'Union européenne est enregistré aux Pays-Bas (2.6%), suivis du Danemark (3.1%) et de Chypre (3.7%). Le Luxembourg se situe avec 4.5% au 8ème rang<sup>1</sup>. Le taux de chômage le plus élevé a été observé en Slovaquie (9.8%), en Espagne (9.3%) et en Grèce (7.9% au quatrième trimestre de 2007). La Pologne a connu de loin la baisse du chômage la plus importante sur un an (-2.6 points de %), suivie de

la Bulgarie et de la Slovaquie. Seulement quatre pays notent une hausse du taux de chômage entre mars 2007 et mars 2008: l'Espagne, l'Irlande, l'Estonie et la Hongrie.

Graphique 10: Taux de chômage en Europe



Sources: STATEC (EFT), EUROSTAT

\* Rupture de série pour le Luxembourg: à partir de 2003 l'enquête sur les forces de travail ne se fait plus pendant une semaine de référence, mais en continu. Entre 2002 et 2003, les taux de chômage ne sont donc pas strictement comparables.

<sup>1</sup> Les taux de chômage pour le Luxembourg publiés par Eurostat divergent de ceux publiés par le STATEC (cf. partie 6. Marché du travail), du fait que le STATEC a utilisé des données de population révisées pour 2007.

## 7. Finances Publiques

- L'année budgétaire 2007 clôture sur un surplus confortable, contrairement aux premières estimations, ceci étant surtout attribuable à une sous-estimation des recettes fiscales.
- Large surplus des finances publiques selon le Système Européen des Comptes (SEC95) de 3.0% du PIB en 2007.

### 7.1 Politique budgétaire et fiscale

#### 7.1.1 Les recettes publiques

##### 7.1.1.1 Mesures législatives et réglementaires concernant les impôts

En matière de mesures législatives et réglementaires concernant les impôts, il convient de noter qu'en 2007 trois nouveaux impôts ont été introduits.

##### **Contribution climatique spéciale "Kyoto", taxe sur les véhicules automoteurs**

Le secteur des transports est de loin le secteur pesant le plus dans le "bilan Kyoto" du Luxembourg. Les émissions en provenance du parc automobile national ont plus que doublé au cours des 15 dernières années (740 000 tonnes de CO<sup>2</sup>-équivalent en 1990 – 1.6 millions de tonnes en 2004).

Dans le cadre des accords de la Tripartite de 2006, il a été prévu d'introduire une "contribution spéciale Kyoto" moyennant un relèvement progressif du taux des accises sur les carburants routiers (essence et diesel). Après évaluation de la situation, et si cela s'avérait nécessaire, cette contribution pourra être ajustée à un rythme annuel.

Dans une première phase, la hausse des accises fut la suivante:

- au 1<sup>er</sup> janvier 2007, les accises sur l'essence ont augmenté de 2 cents/litre et les accises sur le diesel de 1.25 cents/litre;
- au 1<sup>er</sup> janvier 2008, il y a eu une hausse supplémentaire pour le diesel de 1.25 cents/litre.

Les recettes ainsi générées seront affectées intégralement au Fonds de financement des mécanismes de Kyoto.

Par ailleurs, l'accord Tripartite prévoyait également que la taxe sur les véhicules automoteurs serait réformée selon des critères environnementaux.

Cette réforme est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007. Les voitures présentant des émissions de CO<sup>2</sup> élevées sont désormais taxées davantage ce qui défavorise les

véhicules à grosse consommation, tout en différenciant entre moteurs essence et diesel.

Inspiré du principe pollueur-payeur, l'augmentation de la taxe automobile a comme objectif d'inciter le consommateur à donner préférence aux véhicules à faible consommation de carburant. En parallèle, elle contribue à limiter la pollution atmosphérique et les risques pour la santé humaine et l'environnement qui en résultent, causés par les émissions d'oxydes d'azote (NOx) et de particules fines.

Une partie des recettes ainsi générées, soit 40% pour l'exercice 2007, est également affectée au Fonds de financement des mécanismes de Kyoto.

##### **Surtaxe sur les boissons confectionnées**

Dans le cadre de la loi budgétaire de 2006, une taxe spécifique sur certaines boissons alcooliques sucrées et certaines préparations de boissons alcooliques instantanées ou concentrées a été introduite. Cette mesure vise à prévenir la consommation d'alcool par les mineurs et au-delà de la consommation d'alcool en général.

Cette taxe additionnelle, instaurée sur tous les alcoops est fixée à un niveau de 1.50 EUR par bouteille de 25cl, soit 0.2 Mio EUR de recettes supplémentaires.

##### **Taxe de consommation sur le gaz naturel**

L'article 11 des dispositions fiscales retenues dans le projet de budget 2007 instaure une taxe sur la consommation de gaz naturel conformément aux exigences de la directive 2003/96/CE du Conseil et du Parlement Européen relative à la taxation des produits énergétiques et de l'électricité. Cette directive vise une taxation plus uniforme des produits énergétiques et de l'électricité au niveau de l'Union Européenne.

La directive précitée prévoit dans son article 15 g) l'introduction d'une taxe sur le gaz naturel au plus tard à partir du moment où la consommation de gaz naturel atteint 20% de la consommation nationale d'énergie. Ce niveau étant dépassé au Grand-Duché, l'introduction de la taxe est une conséquence logique.

En attendant la nouvelle loi sur l'organisation du marché du gaz naturel, il y a lieu, afin de permettre l'instauration de la taxe sur le gaz naturel, de modifier l'actuelle loi du 6 avril 2001 relative à l'organisation du marché du gaz naturel, ce qui a été fait avec l'introduction de l'article 31bis.

Le taux de la taxe "gaz naturel" varie selon des catégories qui sont déterminées en fonction des besoins et de la consommation constatée à un point de fourniture. La loi budgétaire détermine annuellement ces catégories ainsi que les taux de la taxe "gaz naturel". Elle peut également prévoir des exemptions à la taxe "gaz naturel" pour certaines applications.

Chaque client final est redevable de la taxe "gaz naturel". Le taux de la taxe "gaz naturel" est exprimé en centièmes d'euros par kWh consommé, rapporté au pouvoir calorifique supérieur. Pour sa première année, cette taxe s'élève à 3.4 Mio EUR.

### 7.1.1.2 Structure des recettes

Les recettes publiques totales connaissent une croissance de 9.6% en 2007. Les ressources fiscales, représentant les 2/3 des recettes totales des administrations publiques, sont évidemment à la base de cette croissance générale des recettes, en y contribuant avec également une croissance de 9.6%.

Les impôts sur la production et les importations, soit un tiers des recettes publiques totales, présentent avec 374 Mio EUR, une croissance de 8.8% par rapport à 2006. Dans cette catégorie d'impôts on retrouve notamment la TVA (21.6% des recettes fiscales) qui à son tour affiche une hausse de 163 Mio EUR en 2007, donc presque la moitié de la hausse totale de cette catégorie d'impôts et ainsi certainement la raison principale du bon résultat des impôts sur la production et les importations.

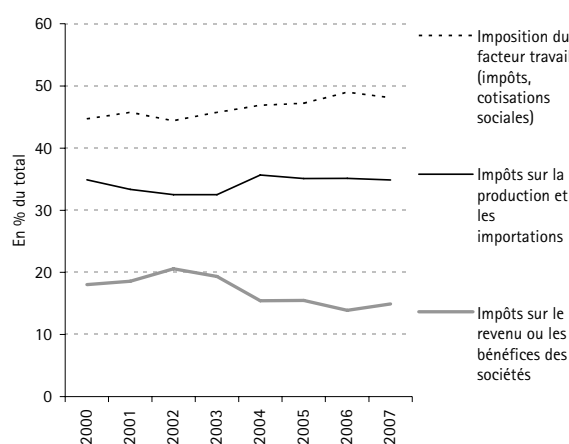
Les impôts sur le revenu et le patrimoine présentent en 2007 une croissance de 10.6%. Surtout l'impôt retenu sur les traitements et salaires et l'impôt sur le revenu des collectivités ont massivement contribué à cette croissance en enregistrant une hausse de 474 Mio EUR par rapport à 2006.

L'introduction des trois nouveaux impôts en 2007, mentionnés auparavant, à savoir la contribution climatique spéciale "Kyoto", la surtaxe sur les boissons confectionnées, ainsi que la taxe de consommation sur le gaz naturel, apporte des recettes supplémentaires pour une valeur de 40.1 Mio EUR.

A part les impôts, les recettes publiques totales sont pour 27% constituées des cotisations sociales, affichant une croissance de 9.5% en 2007. Les cotisations retrouvent ainsi leur rythme observé jusqu'en 2001, et par conséquent une accélération par rapport à l'évolution des années précédentes.

Au niveau européen, le Luxembourg fait partie des pays dont les ressources fiscales représentent plus de 60% des recettes publiques totales. Il est d'ailleurs intéressant à noter qu'au Danemark les cotisations sociales ne représentent que 3.4% des recettes totales, alors que les ressources fiscales constituent 86.4% des recettes publiques. Le graphique 3 informe sur la part de la TVA dans les recettes fiscales, le Luxembourg occupant la pénultième place. Il est également intéressant de voir les différences de répartition entre les impôts sur la production et les importations et les impôts sur le revenu et le patrimoine dans les différents pays membres. Alors qu'au Luxembourg la répartition se situe à peu près à 50/50, des pays comme la Bulgarie et le Danemark présentent des répartitions diamétralement opposées.

Graphique 1: Répartition de la charge fiscale



Source: STATEC

Graphique 2: Taux de prélèvements obligatoires



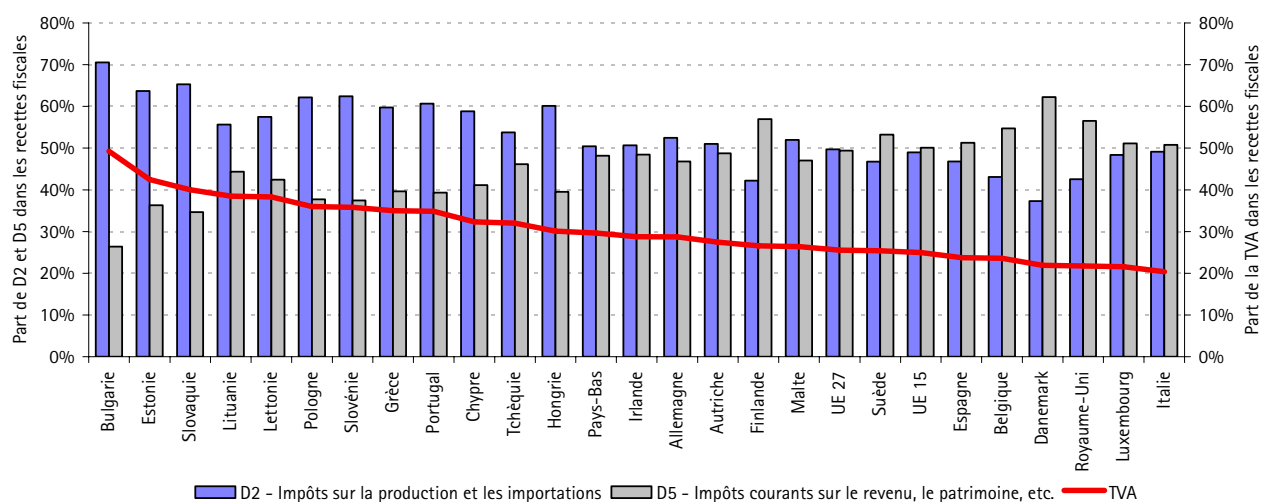
Source: STATEC

Tableau 1 : Structure des recettes de l'ensemble des administrations publiques

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Unité: Mio EUR							
<b>Impôts sur la production et les importations</b>	2 966	2 964	3 041	3 182	3 636	3 966	4 250	4 624
Impôts sur les produits	2 452	2 464	2 623	2 781	3 176	3 396	3 559	3 855
<i>Taxes du type TVA</i>	1 142	1 238	1 323	1 415	1 618	1 799	1 899	2 061
<i>Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA</i>	998	942	1 051	1 110	1 262	1 270	1 278	1 320
<i>Impôts sur les produits (hors TVA et impôts à l'import.)</i>	312	284	249	256	297	327	382	473
Autres impôts sur la production	514	501	418	400	460	571	691	769
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.</b>	3 286	3 423	3 660	3 771	3 566	4 116	4 416	4 883
Impôts sur le revenu	3 107	3 239	3 454	3 583	3 397	3 914	4 226	4 649
dont: Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages	1 573	1 589	1 528	1 690	1 825	2 162	2 546	2 672
Impôts sur le revenu ou les bénéfices des sociétés	1 533	1 651	1 926	1 892	1 571	1 753	1 680	1 977
Autres impôts courants	180	183	205	188	169	202	190	234
<b>Impôts en capital</b>	23	24	32	48	41	44	47	47
<b>Recettes fiscales totales</b>	6 275	6 411	6 733	7 000	7 242	8 126	8 714	9 554
<b>Cotisations sociales effectives</b>	2 226	2 476	2 627	2 789	2 953	3 174	3 378	3 707
dont: Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs	966	1 079	1 154	1 219	1 292	1 378	1 455	1 574
Cotisations à la charge des salariés	984	1 099	1 161	1 224	1 294	1 396	1 507	1 674
<b>Total recettes fiscales et contributions sociales</b>	8 501	8 887	9 360	9 789	10 195	11 301	12 092	13 261
	en % du total							
<b>Impôts sur la production et les importations</b>	34.9	33.4	32.5	32.5	35.7	35.1	35.2	34.9
Impôts sur les produits	28.8	27.7	28.0	28.4	31.2	30.0	29.4	29.1
<i>Taxes du type TVA</i>	13.4	13.9	14.1	14.5	15.9	15.9	15.7	15.5
<i>Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA</i>	11.7	10.6	11.2	11.3	12.4	11.2	10.6	10.0
<i>Impôts sur les produits (hors TVA et impôts à l'import.)</i>	3.7	3.2	2.7	2.6	2.9	2.9	3.2	3.6
Autres impôts sur la production	6.0	5.6	4.5	4.1	4.5	5.1	5.7	5.8
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.</b>	38.7	38.5	39.1	38.5	35.0	36.4	36.5	36.8
Impôts sur le revenu	36.5	36.4	36.9	36.6	33.3	34.6	35.0	35.1
dont: Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages	18.5	17.9	16.3	17.3	17.9	19.1	21.1	20.1
Impôts sur le revenu ou les bénéfices des sociétés	18.0	18.6	20.6	19.3	15.4	15.5	13.9	14.9
Autres impôts courants	2.1	2.1	2.2	1.9	1.7	1.8	1.6	1.8
<b>Impôts en capital</b>	0.3	0.3	0.3	0.5	0.4	0.4	0.4	0.4
<b>Recettes fiscales totales</b>	73.8	72.1	71.9	71.5	71.0	71.9	72.1	72.0
<b>Cotisations sociales effectives</b>	26.2	27.9	28.1	28.5	29.0	28.1	27.9	28.0
dont: Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs	11.4	12.1	12.3	12.5	12.7	12.2	12.0	11.9
Cotisations à la charge des salariés	11.6	12.4	12.4	12.5	12.7	12.4	12.5	12.6

Sources: STATEC, IGF

Graphique 3: Part de la TVA dans les recettes fiscales (comparaison européenne en 2007)



Sources: STATEC, Eurostat

### 7.1.1.3 Charge fiscale

La notion de prélèvements obligatoires a été à l'origine définie par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comme recouvrant l'ensemble des "versements effectifs opérés par tous les agents économiques au secteur des administrations publiques, tel qu'il est défini en comptabilité nationale. Ces versements doivent résulter, non d'une décision de l'agent économique qui les acquitte, mais d'un processus collectif de décisions relatives aux modalités et au montant des débours à effectuer, et que ces versements sont sans contrepartie directe". En pratique, les prélèvements obligatoires ne recouvrent donc pas l'intégralité des prélèvements opérés par les administrations publiques. Ils ne concernent que les impôts (directs et indirects), les taxes et les cotisations sociales effectives. Le taux de prélèvements obligatoires est donc souvent avancé comme indicateur – bien qu'imparfait et contestable – du degré d'intervention de l'Etat. Il est souvent utilisé pour effectuer des comparaisons internationales, notamment pour mesurer les différences apparentes entre les pays, et plus particulièrement en matière de pression fiscale.

Le graphique 2 reprend cette pression fiscale. Celle-ci s'évalue communément en rapportant le total des prélèvements obligatoires au PIB. Ces prélèvements

obligatoires se composent des impôts (impôts sur la production et les importations, impôts courants sur le revenu et le patrimoine, impôts en capital) et des contributions sociales.

Suivant le graphique 2 et en se référant à l'indicateur "prélèvements obligatoires/PIB", la pression fiscale affiche une légère tendance à la baisse entre 2000 et 2007.

Si la pression fiscale diminue, ceci est à mettre en relation avec les réductions des taux d'imposition directs en faveur des ménages et des entreprises sur les années 2001 et 2002. Après une légère hausse en 2005, la pression fiscale connaît une baisse plus prononcée en 2006 et se retrouve à 35.7%, attribuable à la croissance élevée du PIB (+12.7%). En 2007, la pression fiscale remonte à nouveau légèrement suite à la croissance moins prononcée du PIB.

L'indicateur de pression fiscale ne tient pas compte de la position cyclique. Une très forte croissance du PIB, comme en 2006, peut la faire diminuer, sans que les taux nominaux d'imposition aient été modifiés. Il en découle donc la nécessité de recourir à des indicateurs de recettes et dépenses publiques, corrigés des effets du cycle. Une telle approche est adoptée par le STATEC afin d'analyser le solde des recettes et dépenses dans la partie 7.2.3.

## 7.1.2 Les dépenses publiques

### 7.1.2.1 Regroupement des dépenses par fonction

La classification COFOG (Classification of Functions of Government) permet de regrouper les dépenses des administrations publiques par fonction. Cette ventilation en 10 catégories de dépenses fait partie du programme de transmission d'Eurostat et applique les règles et concepts du SEC95.

En 2007, la première place des dépenses du Gouvernement est toujours occupée par la protection sociale: en effet, 42.1% des dépenses publiques y étaient consacrées. La défense connaît en 2007 une croissance de 11.1% par rapport à 2006, néanmoins, avec 0.6% du total des dépenses publiques, équivalant à 84.8 Mio EUR, les dépenses consacrées à la défense (Armée luxembourgeoise, Police Grand-Ducale, etc.) occupent la dernière place.

Avec une croissance de 19.5%, les dépenses relatives aux loisirs, culture et cultes ont connu la croissance la plus significative en 2007 (cf. capitale européenne de la culture). Les autres fonctions, telles que les services généraux, la protection de l'environnement et l'enseignement, ont connu des hausses d'environ 9%.

La rémunération des salariés représente depuis 2002 environ 19% des dépenses publiques totales. Ce rapport est maintenu en 2007, la ventilation par fonction

dévoilant que 40.2% du total des salaires payés par l'Etat sont consacrés à l'éducation (cf. tableau 2a). Au même sujet, les salaires versés dans le domaine de l'enseignement représentent 7.8% des dépenses publiques totales. Les investissements effectués par les administrations publiques (cf. tableau 2b) occupent 9.9% des dépenses totales en 2007. L'investissement le plus significatif est opéré au sein du Fonds du Rail, majoritairement pour l'entretien constructif et la mise à double voie de la ligne Pétange – Luxembourg, ainsi que le raccordement du Kirchberg et du Findel.

Après une légère décélération en 2006 (+4.9%), l'évolution de la masse salariale revient à sa vitesse de croisière en 2007 en affichant une croissance de 6.6%. Pour la comparaison, sur la période 2000 – 2007, les salaires évoluaient en moyenne de +6.9% par an.

Afin de produire une vue synoptique de l'évolution de la structure des dépenses publiques, un certain regroupement a été effectué (cf. tableau 3a). Celui-ci met en parallèle les dépenses liées au fonctionnement (salaires, consommation intermédiaire), celles destinées à accroître ou remplacer les infrastructures publiques, les transferts sociaux (en faveur des ménages) et les subventions et autres transferts. Cette structure n'a cependant pas vraiment évolué depuis 2000.

Une des mesures visées par les partenaires sociaux et le Gouvernement au sein du Comité de coordination tripartite en 2006 était l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques. Ainsi, la part relative des dépenses de fonctionnement courantes dans le total des dépenses de l'Administration centrale est réduite en 2007, 2008 et 2009.

En analysant de plus près la consommation intermédiaire, partie intégrante des frais de fonctionnement des administrations publiques, on note qu'en 2006, le niveau de 2005 a pu être maintenu et pour 2007, une légère croissance de 5% a été enregistrée. Pour comparaison, sur la période 2000 – 2005, la croissance moyenne se chiffrait à 9.3%.

Le tableau 3b montre d'ailleurs que la baisse au sein de la catégorie des services généraux pour 2006 est en fait à relier à la hausse exceptionnelle de 2005. En effet, par rapport à 2004, les dépenses relatives aux services généraux ont connu une croissance significative, conséquence de la présidence luxembourgeoise de l'UE au premier semestre 2005. En 2007, les affaires et services économiques sont à la base de cette croissance peu significative de la consommation intermédiaire, enregistrant une baisse de 15.3 Mio EUR. Surtout le Fonds du rail a fortement réduit sa consommation intermédiaire.

A part la consommation intermédiaire, les autres transferts courants (+2.0%) ont également connu une croissance moins prononcée en 2007. Ceci est attribuable à la baisse de 18.3% de la coopération internationale courante, le montant à transférer à la Belgique dans le cadre de l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise étant moins élevé que d'habitude. En plus, il faut noter que les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature, présentant une croissance annuelle moyenne de 8.1% sur la période 2000 – 2006, n'enregistrent pour l'année 2007 qu'une légère croissance de 3.8%. Ceci est à voir en relation avec les mesures "tripartites" de 2006, qui ont visé plus particulièrement certaines catégories des prestations sociales.

Il reste à mentionner que les dépenses totales des administrations publiques affichent des croissances moins prononcées depuis 2006. Alors que sur la période 2003 – 2005, la croissance annuelle se situait en moyenne aux alentours de 8.0%, l'évolution des dépenses publiques n'affiche que +4.2% en 2006 et +5.0% en 2007, faisant preuve de la volonté du gouvernement de réduire les dépenses publiques. Exprimées par rapport au PIB, les dépenses publiques se montent en 2007 à environ 38.0% du PIB, alors qu'en 2005 elles représentaient encore 41.8% du PIB.

**Tableau 2a: Regroupement de la rémunération des salariés par fonction en 2007**

	Rémunération des salariés		Total dépenses publiques		Salaires en % du total des dépenses	
	Unité: Mio EUR	En %	Unité: Mio EUR	En %		
Services généraux	592.1	22.3	1 498.7	4.3		
Défense	56.1	2.1	84.8	0.4		
Ordre et sécurité publics	250.1	9.4	337.1	1.8		
Affaires et services économiques	205.2	7.7	1 458.2	1.5		
Protection de l'environnement	167.4	6.3	356.7	1.2		
Logement et développement collectif	51.6	1.9	217.7	0.4		
Santé	26.9	1.0	1 636.7	0.2		
Loisirs, culture et cultes	105.9	4.0	696.6	0.8		
Enseignement	1 068.8	40.2	1 667.1	7.8		
Protection sociale	133.6	5.0	5 789.0	1.0		
<b>Total</b>	<b>2 657.7</b>	<b>100.0</b>	<b>13 742.7</b>	<b>19.3</b>		

Sources: STATEC, IGF

**Tableau 2b: Regroupement de la formation brute de capital fixe par fonction en 2007**

	FBCF		Total dépenses publiques		FBCF en % du total des dépenses	
	Unité: Mio EUR	En %	Unité: Mio EUR	En %		
Services généraux	270.0	19.8	1 498.7	2.0		
Défense	4.0	0.3	84.8	0.0		
Ordre et sécurité publics	33.4	2.5	337.1	0.2		
Affaires et services économiques	511.3	37.6	1 458.2	3.7		
Protection de l'environnement	83.0	6.1	356.7	0.6		
Logement et développement collectif	37.6	2.8	217.7	0.3		
Santé	4.9	0.4	1 636.7	0.0		
Loisirs, culture et cultes	150.2	11.0	696.6	1.1		
Enseignement	235.6	17.3	1 667.1	1.7		
Protection sociale	31.5	2.3	5 789.0	0.2		
<b>Total</b>	<b>1 361.6</b>	<b>100.0</b>	<b>13 742.7</b>	<b>9.9</b>		

Sources: STATEC, IGF

**Tableau 3a: Regroupement des dépenses publiques consolidées**

	2000	2004	2005	2006	2007
				En % du total des dépenses	
Fonctionnement <sup>1</sup>	28.7	27.0	27.2	27.0	27.3
Formation de capital	10.2	10.1	10.8	9.4	10.1
Prestations sociales	45.6	46.9	47.0	47.4	47.2
Subventions et autres transferts	15.4	16.0	15.0	16.2	15.4
				En % du PIB	
<b>Total des dépenses</b>	<b>37.6</b>	<b>42.6</b>	<b>41.8</b>	<b>38.6</b>	<b>38.0</b>
Fonctionnement	10.8	11.5	11.4	10.4	10.4
Investissement	3.9	4.3	4.5	3.6	3.8
Prestations sociales	17.2	20.0	19.6	18.3	18.0
Subventions et autres transferts	5.8	6.8	6.3	6.3	5.8

Sources: STATEC, IGF

<sup>1</sup> Consommation intermédiaire, salaires**Tableau 3b: Regroupement de la consommation intermédiaire par fonction sur la période 2003 – 2007**

	2003	2004	2005	2006	2007
					Unité: mio EUR
Services généraux	230.8	247.2	302.2	248.4	268.8
Défense	11.7	10.8	10.2	11.9	15.8
Ordre et sécurité publics	38.3	40.8	46.0	50.1	51.2
Affaires et services économiques	238.5	251.2	269.2	289.5	274.3
Protection de l'environnement	63.7	65.2	73.8	71.6	73.2
Logement et développement collectif	28.5	33.2	34.0	35.2	40.2
Santé	11.0	12.4	18.1	16.2	18.5
Loisirs, culture et cultes	75.7	78.9	92.5	96.1	114.9
Enseignement	113.7	135.9	135.0	147.1	154.6
Protection sociale	48.5	49.3	59.8	74.8	82.0
Total	860.3	924.9	1 040.7	1 041.0	1 093.4

Source: STATEC

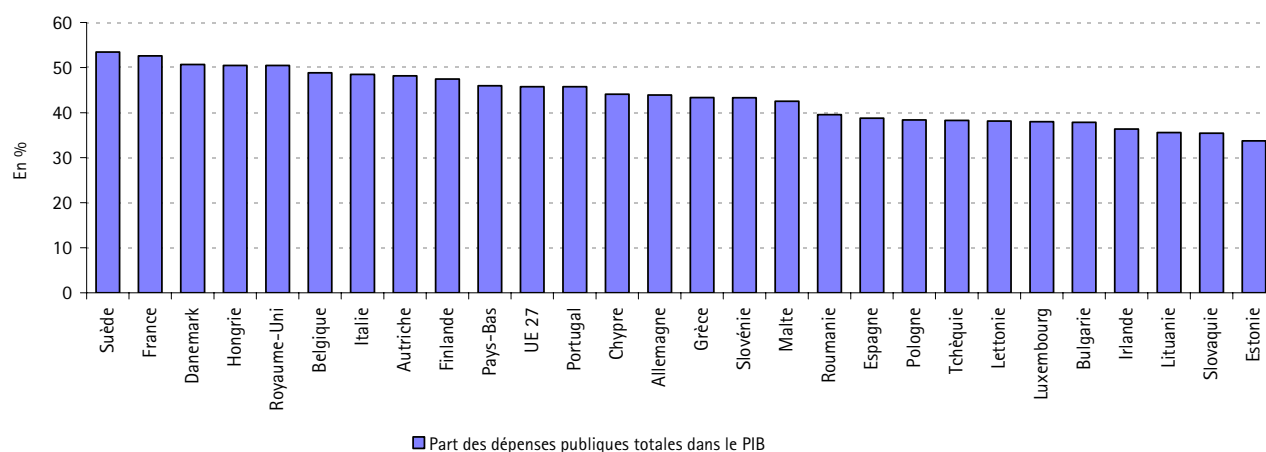
### 7.1.2.2 Comparaison européenne de l'importance des dépenses publiques par rapport au PIB

Une comparaison européenne permet de situer les dépenses publiques du Luxembourg par rapport aux autres Etats membres. Celle-ci montre (graphiques 4 et 5) que la part des dépenses totales dans le PIB au Luxembourg est inférieure à la moyenne européenne. Mais d'après les données d'Eurostat, la FBCF du secteur public atteindrait par contre 3.8% du PIB au Luxembourg pour 2007, ce qui est bien supérieur à la moyenne européenne.

En 2007, les dépenses des administrations publiques luxembourgeoises représentent 38.0% du PIB, positionnant le Luxembourg ainsi dans le dernier tiers du classement européen. La Suède et la France occupent, comme déjà en 2006, les deux premières places, affichant des ratios de 53.5%, respectivement de 52.6%.

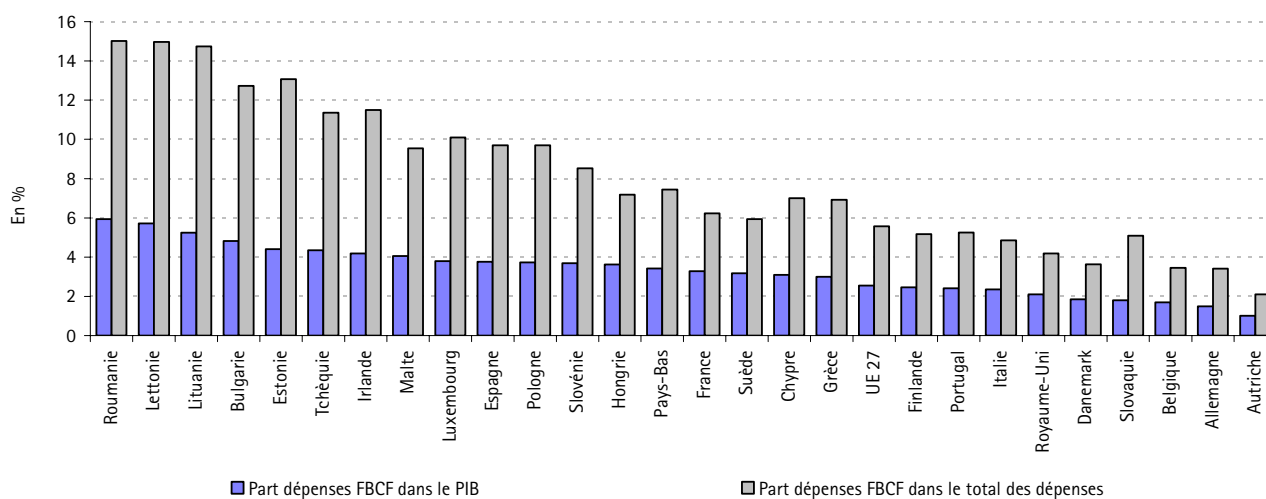
On doit encore noter que le ratio entre les dépenses publiques et le PIB passe de 42.6% en 2004 à 41.8% en 2005, 38.6% en 2006, pour arriver donc à 38.0% en 2007. Cette tendance à la baisse se manifeste également du côté des recettes.

Graphique 4: Part des dépenses publiques dans le PIB (comparaison européenne 2007)



Sources: STATEC, Eurostat

Graphique 5: Part de la FBCF dans les dépenses publiques et le PIB (comparaison européenne 2007)



Sources: STATEC, Eurostat

Tableau 4: Formation de capital fixe du secteur public

	2003	2004	2005	2006	2007
Form. brute de cap. fixe (FBCF) secteur public	1 180	1 177	1 361	1 228	1 389
Taux de variation (en %)	-0.5	-0.2	15.7	-9.8	13.1
FBCF économie totale	5 556	5 710	6 004	6 221	7 294
par rapport à la FBCF de l'économie totale (en %)	21.2	20.6	22.7	19.7	19.0
par rapport au PIB (en %)	4.6	4.3	4.5	3.6	3.8

Sources: STATEC, IGF

## 7.2 La situation d'ensemble des comptes publics

Les comptes des recettes et dépenses des trois sous-secteurs des administrations publiques, ainsi que les comptes des administrations publiques consolidées (tableaux 5 à 8), permettent de dégager la situation financière des sous-secteurs respectifs en s'appuyant sur le solde des recettes et dépenses, à savoir la capacité ou le besoin de financement.

Après avoir enregistré des excédents budgétaires pendant 12 années consécutives, le Gouvernement luxembourgeois a dû faire face en 2004 à un déficit de 338 Mio EUR, soit 1.2% du PIB. Le Gouvernement et les partenaires sociaux se sont alors rendus compte d'un déséquilibre au niveau des finances publiques et ont convenu de la priorité absolue de rétablir l'équilibre budgétaire aussi rapidement que possible et au plus tard en 2009. Afin d'atteindre cet objectif, un accord en vue de "rétablir les équilibres, assurer l'avenir" a été conclu par le Comité de coordination tripartite en avril 2006. La détérioration serait essentiellement due à une croissance trop rapide des dépenses.

### 7.2.1 Capacité/besoin de financement par sous-secteur

Rappelons que, selon le SEC95, les administrations publiques au Luxembourg se composent de l'administration centrale, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale.

L'**administration centrale** englobe la monarchie, le pouvoir législatif, le Gouvernement et les Ministères, ainsi que 33 fonds spéciaux. En plus, l'administration centrale comprend des unités extra-budgétaires comme p.ex. les établissements publics non-marchands avec autonomie financière, ainsi que les services de l'Etat à gestion séparée.

Suite aux conclusions du Comité de coordination tripartite en avril 2006, l'effort de consolidation budgétaire devait prioritairement porter sur les dépenses, tout en n'oubliant pas les recettes. Une des mesures arrêtées par le Gouvernement et les partenaires sociaux consistait alors dans l'optimisation des dépenses d'investissement de l'administration centrale.

A partir de l'année 2006, on note effectivement un ralentissement, voire même un recul des dépenses d'investissement. Il en est de même pour la consommation intermédiaire. Ces deux éléments représentent environ 15% des dépenses de l'administration centrale et enregistrent un recul de 14 Mio EUR sur la période 2005 - 2007.

A part le ralentissement des investissements décrit auparavant, le fait que les recettes progressent de 8.6% tandis que les dépenses ne progressent que de 3.7% a certainement contribué au bon résultat de 2007. Le solde total des fonds spéciaux, des établissements publics et

Les années 2005 et 2006 ont montré, l'excellente conjoncture aidant, que les initiatives du Comité de coordination tripartite ont porté des fruits avec le retour à l'équilibre en 2005 et même l'enregistrement d'un confortable surplus en 2006. En avril 2008, en se basant sur les dernières données disponibles, bien qu'encore non-définitives pour l'année 2007, on peut observer un large surplus de 3.0% du PIB, alors que lors de la première notification du budget 2007 en avril 2007, les données indiquaient encore un déficit de 233 Mio EUR, soit -0.6% du PIB.

Tandis que les dépenses et recettes constituent un flux, la richesse (nette) de l'Etat résulte de l'accumulation d'excédents au fil du temps. La position financière nette de l'Etat luxembourgeois se dégage des comptes financiers trimestriels. Ces derniers sont également élaborés par le STATEC (cf. partie 7.2.4).

des services de l'Etat à gestion séparée connaît également un recul de 118.4 Mio EUR par rapport à 2006.

Alors qu'au printemps 2007, on partait d'un déficit de 990 Mio EUR pour l'administration centrale, les chiffres datant du 1<sup>er</sup> avril 2008 montrent que ce déficit a pu être transformé en surplus se chiffrant à 211 Mio EUR, ce qui représente 0.6% du PIB.

Les **administrations locales** comprennent les 116 communes (suite à la fusion des communes de Fohren et Bastendorf, ainsi que de Kautenbach et Wilwerwiltz), ainsi que les syndicats intercommunaux.

Après la clôture des comptes des administrations locales pour l'année 2006, le déficit de 0.2%, annoncé en octobre 2007, s'est transformé en un surplus de 0.2%. La capacité de financement des communes en 2006 se monte donc désormais à 74 Mio EUR. En ce qui concerne l'année 2007, la situation se présente en équilibre, sous réserve de disposer de données définitives.

L'amélioration du solde en 2006 et le retour au surplus, suite au déficit de 2005, s'explique par une stagnation des dépenses (+0.0%), alors que les recettes à leur tour ont énormément progressé (+11.1%). L'équilibre en 2007 se caractérise par une hausse des dépenses de 12.7%, alors que les recettes connaissent une croissance de 8.3%, portant le solde à un léger surplus de 9.6 Mio EUR.

Au niveau des recettes, cette hausse est surtout attribuable à l'impôt commercial communal qui y contribue avec 58 Mio EUR. Du côté des dépenses, il est

intéressant de signaler que les dépenses d'investissement, représentant un tiers des dépenses totales des administrations locales, enregistrent à nouveau une croissance très prononcée de 27.9%, mais ceci après une année 2006 caractérisée par un investissement exceptionnellement bas.

En comparant l'année 2006, telle que notifié à Eurostat en avril 2008, avec les données établies en automne 2007, on constate un retournement complet de la situation. Comme déjà évoqué auparavant, le solde pour 2006 passe d'un déficit de -66 Mio EUR à un surplus de 74 Mio EUR, attribuable pour 92% à une surestimation de 129 Mio EUR de l'investissement par les communes.

Les administrations de **sécurité sociale** se composent de 19 organismes de protection sociale.

L'excédent des comptes des administrations de la sécurité sociale connaît une nouvelle accélération en 2007, pour la troisième année consécutive depuis la baisse de 2004 où le solde atteint le seuil le plus bas du 21<sup>ème</sup> siècle.

Suite à une belle croissance des cotisations (+9.8%) et une faible croissance des prestations (+3.9%), et, plus généralement, suite à la hausse des dépenses de 4.6% et une hausse plus accentuée des recettes (+8.2%), le solde passe de 601 Mio EUR en 2006 à 852 Mio EUR en 2007.

Pour la période 2003 - 2006, le solde des administrations de sécurité sociale, calculé selon les critères du SEC95 en matière de déficits publics excessifs, se situe en moyenne à +1.6% du PIB. En 2007, la capacité de financement se chiffre à +2.4% du PIB, on peut donc noter une nette amélioration de cette capacité. A noter que ce surplus provient uniquement du fait que 40.9% des recettes des administrations de sécurité sociale apparaissent suite à des transferts de fonds provenant de l'administration centrale.

Mais il serait trop facile de dire que ces transferts de fonds vers les administrations de sécurité sociale sont à eux seuls responsables du déficit de l'administration centrale. Bien d'autres facteurs (fonds spéciaux, établissements publics, etc.) entrent en jeu lors de l'établissement des comptes publics selon le SEC95.

**Tableau 5: Recettes et dépenses de l'administration centrale**

	2000	2003	2004	2005	2006	2007
	Unité: Mio EUR					
<b>Dépenses</b>	<b>5 902</b>	<b>7 505</b>	<b>8 286</b>	<b>8 880</b>	<b>9 447</b>	<b>9 794</b>
P.2 Consommation intermédiaire	431	534	586	661	659	679
P.5 Formation de capital	487	667	672	824	761	792
D.1 Rémunération des salariés	1 219	1 499	1 627	1 745	1 846	1 967
D.29 Autres impôts sur la production	0	0	0	0	0	0
D.3 Subventions	306	362	409	460	486	531
D.4 Revenus de la propriété	65	56	47	43	49	59
D.5 Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0	0	0	0
D.62 Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	368	569	634	683	722	747
D.63p Prestations sociales en nature etc	23	30	37	39	44	51
D.7 Autres transferts courants	2 740	3 380	3 755	3 871	4 225	4 401
D.9 Transferts en capital à payer	278	408	525	573	528	588
K.2 Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	- 16	0	- 7	- 19	125	- 22
<b>Recettes</b>	<b>6 513</b>	<b>7 185</b>	<b>7 573</b>	<b>8 496</b>	<b>9 212</b>	<b>10 005</b>
P.11 Production marchande	80	99	99	107	111	112
P.12 Production pour usage final propre	0	0	0	0	0	0
P.131 Paiements pour autre production non marchande	63	95	118	131	146	156
D.2 Impôts sur la production et les importations	2 935	3 148	3 597	3 927	4 203	4 579
D.39 Autres subventions sur la production	0	0	0	0	0	0
D.4 Revenus de la propriété	254	161	152	145	239	217
D.5 Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	2 822	3 218	3 102	3 650	3 930	4 337
D.61 Cotisations sociales	217	275	292	317	340	363
D.7 Autres transferts courants	110	134	158	154	174	166
D.9 Transferts en capital à recevoir	31	55	55	65	69	75
<b>B.9 Capacité/besoin de financement en % du PIB</b>	<b>612</b>	<b>- 320</b>	<b>- 712</b>	<b>- 383</b>	<b>- 235</b>	<b>211</b>
	<b>2.8</b>	<b>-1.2</b>	<b>-2.6</b>	<b>-1.3</b>	<b>-0.7</b>	<b>0.6</b>

N.B.: aux erreurs d'arrondis près.

Sources: STATEC, IGF

Tableau 6: Recettes et dépenses des administrations locales

	2000	2003	2004	2005	2006	2007
	Unité: Mio EUR					
<b>Dépenses</b>	<b>1 143</b>	<b>1 490</b>	<b>1 520</b>	<b>1 603</b>	<b>1 604</b>	<b>1 808</b>
P.2 Consommation intermédiaire	235	291	311	329	337	364
P.5 Formation de capital	353	512	487	521	454	580
D.1 Rémunération des salariés	384	500	528	557	585	621
D.29 Autres impôts sur la production	1	1	1	1	1	3
D.3 Subventions	32	35	32	36	33	32
D.4 Revenus de la propriété	18	16	14	17	23	31
D.5 Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0	0	0	0
D.62 Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	5	5	5	5	5	6
D.63p Prestations sociales en nature etc	9	11	13	14	14	15
D.7 Autres transferts courants	100	111	128	128	143	149
D.9 Transferts en capital à payer	9	8	7	7	14	12
K.2 Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	- 3	1	- 6	- 12	- 5	- 6
<b>Recettes</b>	<b>1 257</b>	<b>1 486</b>	<b>1 490</b>	<b>1 510</b>	<b>1 677</b>	<b>1 817</b>
P.11 Production marchande	163	191	197	205	203	219
P.12 Production pour usage final propre	0	0	0	0	0	0
P.131 Paiements pour autre production non marchande	67	89	94	101	119	132
D.2 Impôts sur la production et les importations	31	33	39	40	48	46
D.39 Autres subventions sur la production	0	0	0	0	0	0
D.4 Revenus de la propriété	29	23	20	21	25	34
D.5 Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	464	552	464	466	486	545
D.61 Cotisations sociales	4	4	4	4	4	4
D.7 Autres transferts courants	450	514	590	566	682	737
D.9 Transferts en capital à recevoir	49	79	82	108	111	101
<b>B.9 Capacité/besoin de financement en % du PIB</b>	<b>114</b>	<b>- 5</b>	<b>- 30</b>	<b>- 93</b>	<b>74</b>	<b>10</b>
	<b>0.5</b>	<b>0.0</b>	<b>-0.1</b>	<b>-0.3</b>	<b>0.2</b>	<b>0.0</b>

N.B.: aux erreurs d'arrondis près.

Sources: STATEC, IGF

Tableau 7: Recettes et dépenses des administrations de sécurité sociale

	2000	2003	2004	2005	2006	2007
	Unité: Mio EUR					
<b>Dépenses</b>	<b>3 510</b>	<b>4 656</b>	<b>4 959</b>	<b>5 355</b>	<b>5 616</b>	<b>5 876</b>
P.2 Consommation intermédiaire	49	35	28	51	45	50
P.5 Formation de capital	6	0	17	16	13	17
D.1 Rémunération des salariés	57	68	71	75	63	70
D.29 Autres impôts sur la production	0	0	0	0	0	0
D.3 Subventions	0	0	0	0	0	2
D.4 Revenus de la propriété	0	0	0	0	0	0
D.5 Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0	0	0	0
D.62 Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	2 500	3 309	3 410	3 684	3 878	4 028
D.63p Prestations sociales en nature etc	871	1 198	1 387	1 473	1 534	1 642
D.7 Autres transferts courants	17	39	36	40	42	36
D.9 Transferts en capital à payer	9	6	10	16	41	31
K.2 Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	0	0	0	0	0	0
<b>Recettes</b>	<b>4 098</b>	<b>5 114</b>	<b>5 364</b>	<b>5 798</b>	<b>6 217</b>	<b>6 728</b>
P.11 Production marchande	18	19	19	21	22	25
P.12 Production pour usage final propre	0	0	0	0	0	0
P.131 Paiements pour autre production non marchande	0	0	0	0	0	0
D.2 Impôts sur la production et les importations	0	0	0	0	0	0
D.39 Autres subventions sur la production	0	0	0	0	0	0
D.4 Revenus de la propriété	189	174	163	176	227	311
D.5 Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0	0	0	0
D.61 Cotisations sociales	2 182	2 733	2 893	3 110	3 308	3 632
D.7 Autres transferts courants	1 699	2 180	2 281	2 482	2 652	2 751
D.9 Transferts en capital à recevoir	11	7	8	8	8	9
<b>B.9 Capacité/besoin de financement en % du PIB</b>	<b>588</b>	<b>458</b>	<b>405</b>	<b>443</b>	<b>601</b>	<b>852</b>
	<b>2.7</b>	<b>1.8</b>	<b>1.5</b>	<b>1.5</b>	<b>1.8</b>	<b>2.4</b>

N.B.: aux erreurs d'arrondis près.

Sources: STATEC, IGF

Tableau 8: Recettes et dépenses de l'ensemble des administrations publiques

	2000	2003	2004	2005	2006	2007
	Unité: Mio EUR					
<b>Dépenses</b>	<b>8 270</b>	<b>10 766</b>	<b>11 684</b>	<b>12 559</b>	<b>13 083</b>	<b>13 743</b>
P.2 Consommation intermédiaire	715	860	925	1 041	1 041	1 093
P.5 Formation de capital	847	1 180	1 177	1 361	1 228	1 389
D.1 Rémunération des salariés	1 661	2 067	2 226	2 378	2 494	2 658
D.29 Autres impôts sur la production	1	1	1	1	1	4
D.3 Subventions	338	397	441	496	519	565
D.4 Revenus de la propriété	75	59	48	49	63	79
D.5 Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0	0	0	0
D.62 Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	2 873	3 883	4 049	4 372	4 606	4 781
D.63p Prestations sociales en nature etc	903	1 239	1 436	1 526	1 593	1 707
D.7 Autres transferts courants	639	738	942	889	961	980
D.9 Transferts en capital à payer	238	341	453	478	458	514
K.2 Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	- 19	0	- 13	- 31	120	- 27
<b>Recettes</b>	<b>9 583</b>	<b>10 899</b>	<b>11 347</b>	<b>12 525</b>	<b>13 523</b>	<b>14 815</b>
P.11 Production marchande	261	309	315	332	336	356
P.12 Production pour usage final propre	0	0	0	0	0	0
P.131 Paiements pour autre production non marchande	131	184	212	232	264	288
D.2 Impôts sur la production et les importations	2 966	3 182	3 636	3 966	4 250	4 624
D.39 Autres subventions sur la production	0	0	0	0	0	0
D.4 Revenus de la propriété	463	345	321	332	482	550
D.5 Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	3 286	3 771	3 566	4 116	4 416	4 883
D.61 Cotisations sociales	2 403	3 012	3 189	3 432	3 652	3 999
D.7 Autres transferts courants	40	38	52	53	60	48
D.9 Transferts en capital à recevoir	34	59	56	62	63	68
<b>B.9 Capacité/besoin de financement en % du PIB</b>	<b>1 313</b>	<b>133</b>	<b>- 338</b>	<b>- 34</b>	<b>439</b>	<b>1 072</b>
	<b>6.0</b>	<b>0.5</b>	<b>-1.2</b>	<b>-0.1</b>	<b>1.3</b>	<b>3.0</b>

N.B.: aux erreurs d'arrondis près.

Sources: STATEC, IGF

## 7.2.2 Capacité/besoin de financement des administrations publiques

Le STATEC établit les comptes des administrations publiques sur base des données budgétaires, en veillant à ce qu'ils soient conformes aux règles et concepts du Système européen de comptes (SEC95). Ceci permet d'assurer la comparabilité des statistiques des finances publiques publiées par les États membres.

Les comptes des administrations publiques revêtent une importance particulière dans le sens où le solde du compte de capital (capacité/besoin de financement) est utilisé par l'Union européenne comme définition légale du déficit/excédent public dans le cadre de la procédure de notification des déficits excessifs<sup>1</sup>.

Les États membres communiquent leurs statistiques budgétaires selon le Système européen des comptes (SEC) à la Commission sous forme de tableaux de transmission, deux fois par an (avril et octobre<sup>2</sup>). Ces tableaux portent sur l'année en cours (données prévisionnelles) et sur les quatre années précédentes (données effectives).

Le déficit public en % du PIB de 2007 du tableau ci-dessous doit cependant non seulement faire l'objet de comparaisons avec les années précédentes, mais doit également être comparé avec les chiffres de 2007 communiqués à la Commission européenne en octobre 2007 dans le cadre de la procédure des déficits excessifs. Sur cette période de 6 mois, le solde positif de 1.0% du PIB, également annoncé lors de la présentation de la 9<sup>ème</sup> actualisation du programme de stabilité<sup>3</sup>, s'est mué en excédant de 3.0% du PIB.

Dans la comparaison européenne (graphique 8), le Luxembourg se retrouve à nouveau dans le groupe de tête, à savoir en 6<sup>ème</sup> position parmi les 27 pays de l'UE. En analysant ce classement, on note la bonne prestation de la Bulgarie, se situant derrière les trois pays scandinaves. Pas d'amélioration notable cependant pour la Hongrie qui, après un déficit de 10% en 2006, est le seul pays en 2007 à afficher un déficit supérieur au critère de 3%.

<sup>1</sup> Cf. Economie et statistiques N° 10/2006 - Procédure concernant les déficits excessifs ([http://www.statistiques.public.lu/fr/publications/conjoncture/Economie\\_et\\_statistiques/2006/10\\_2006/10\\_2006.pdf](http://www.statistiques.public.lu/fr/publications/conjoncture/Economie_et_statistiques/2006/10_2006/10_2006.pdf)).

<sup>2</sup> Les modalités pratiques de la procédure de notification sont définies par le Règlement (CE) n°3605/93 du Conseil, tel que modifié par les règlements du Conseil n°475/2000 et n°2103/2005 et le règlement de la Commission n°351/2002.

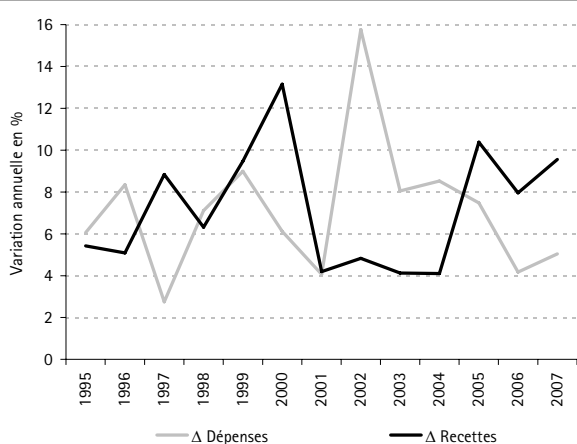
<sup>3</sup> [http://www.mf.public.lu/publications/programme/9e\\_progr\\_stabilite\\_croissance.pdf](http://www.mf.public.lu/publications/programme/9e_progr_stabilite_croissance.pdf).

Tableau 9 : Déficit public selon le Système européen de comptes (SEC95)

Libellé	Code SEC 95	2004	2005	2006	2007
Unité: Mio EUR					
Capacité (+) / besoin (-) de financement	EDP B.9				
Administrations publiques	S.13	-338	-34	439	1 072
En % du Produit intérieur brut	S.13	-1.2	-0.1	1.3	3.0
Administration centrale	S.1311	-712	-383	-235	211
Administrations locales	S.1313	-30	-93	74	10
Administrations de sécurité sociale	S.1314	405	443	601	852
Produit intérieur brut (prix courants)	B.1*g	27 439	30 032	33 853	36 137

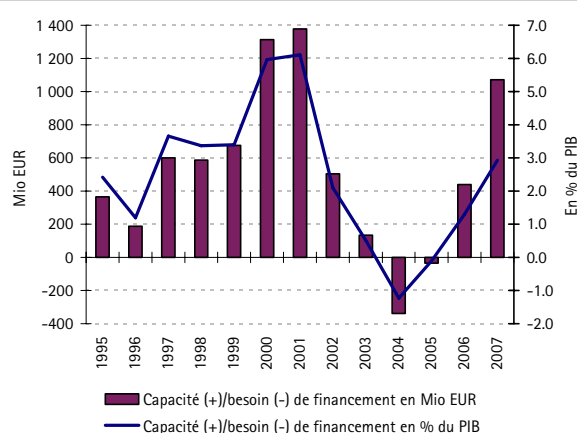
N.B.: aux erreurs d'arrondis près.  
Source: STATEC

Graphique 6 : Évolution des recettes et dépenses des administrations publiques



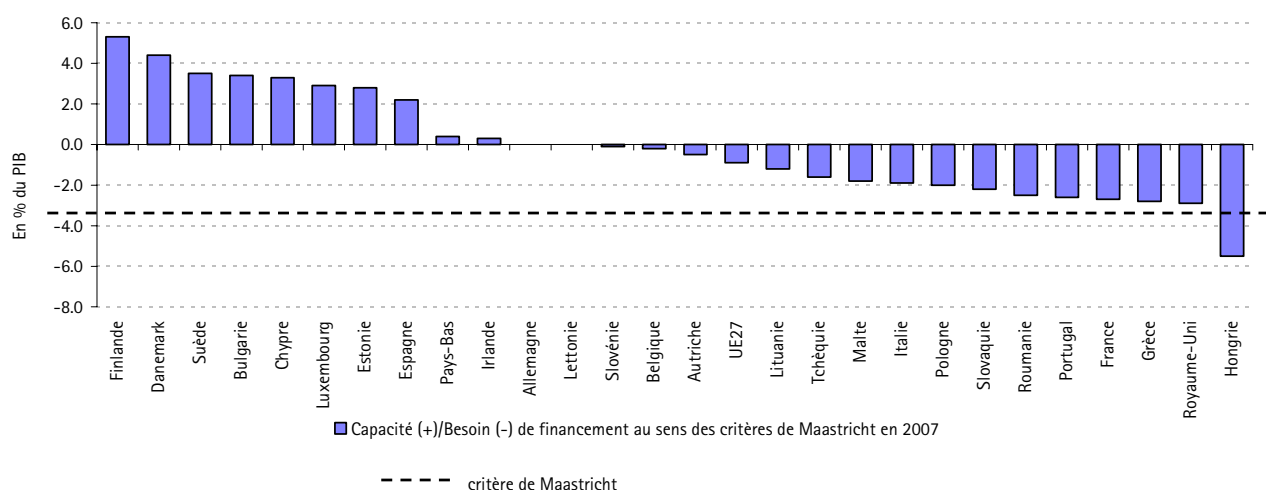
Source: STATEC

Graphique 7 : Évolution de la capacité (+)/besoin (-) de financement en Mio EUR et en % du PIB



Source: STATEC

Graphique 8 : Déficit publics en Europe en % du PIB pour 2007



Sources: STATEC, Eurostat

La procédure concernant les déficits excessifs est entrée en vigueur en janvier 1994, suite à l'adoption du règlement (CE) n° 3605/93 du Conseil relatif à l'application du protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs.

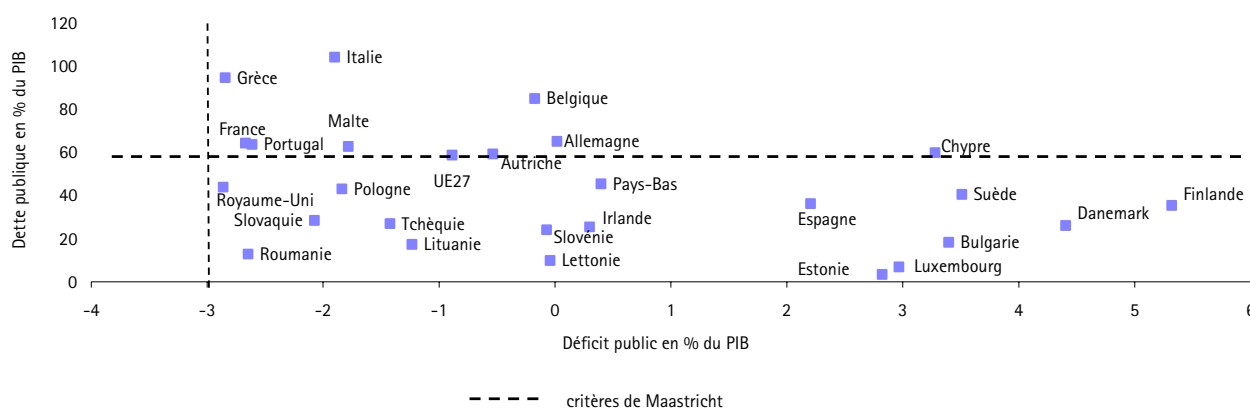
Ce règlement a été amendé sous la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE en 2005 notamment pour tenir compte des aspects se référant à l'évolution de la qualité des données statistiques notifiées par les États membres.

Dans la pratique, la Commission, lors de l'élaboration de sa recommandation annuelle au Conseil des ministres des finances, examine si la discipline budgétaire a été respectée en se basant sur deux valeurs de référence appliquées aux données établies et notifiées par les États membres:

- le déficit public annuel: le rapport entre le déficit public annuel et le produit intérieur brut (PIB) ne doit pas dépasser 3% à la fin du précédent exercice budgétaire.
- la dette publique: le rapport entre la dette publique et le PIB ne doit pas dépasser 60% à la fin du précédent exercice budgétaire.

Le graphique ci-dessous reprend les 27 pays membres avec leur déficit public et leur dette. Contrairement à 2006, aucun pays ne se trouve dans la situation d'une double infraction des critères imposés. Cependant, 19 pays sur 27 respectent les deux valeurs de référence.

**Graphique 9: Déficit publics et dette publique (comparaison européenne pour 2007)**



Source: EUROSTAT

Note: La Hongrie ne figure pas sur le graphique

### 7.2.3 Analyse par rapport à la situation conjoncturelle: solde structurel et impulsion budgétaire

#### Éléments méthodologiques

Prendre en compte la situation conjoncturelle pour évaluer l'état des finances publiques revient à élaborer un solde structurel (par opposition au solde nominal tel qu'il figure par exemple dans les tableaux 5-8). Le solde structurel est obtenu en corrigeant le solde nominal en tenant compte de la situation conjoncturelle respectivement de la position cyclique. Cette dernière est évaluée grâce à l'output-gap ou écart de production.

De façon simplifiée, l'output-gap est l'écart entre le PIB réalisé et le PIB potentiel exprimé en % du PIB potentiel. Le PIB potentiel peut être qualifié comme la production maximale réalisable étant données les ressources (capital, travail) et le progrès technologique, sans générer de tensions inflationnistes<sup>1</sup>. L'output-gap est positif si le PIB actuel dépasse le PIB potentiel. Auquel cas, on dit que l'économie est dans une phase conjoncturelle plus favorable, ce qui devrait, entre autres, générer des recettes fiscales de façon plus abondante. En d'autres mots, il est important et instructif de tenir compte du volet "conjoncturel" des recettes et des dépenses publiques. A cette fin, le solde nominal SN est corrigé d'un certain facteur qui tient compte de ces éléments conjoncturels:

$$SN = SS + SC \quad (1)$$

où SS = solde structurel et SC = solde conjoncturel.

En suivant Girouard et André (2005)<sup>2</sup>, on peut écrire:

$$SS = SN - e.OG \quad (2)$$

où e est le paramètre de sensibilité budgétaire et OG l'écart de production. Le terme e.OG représente donc la composante conjoncturelle SC. Le paramètre e est évalué suivant:

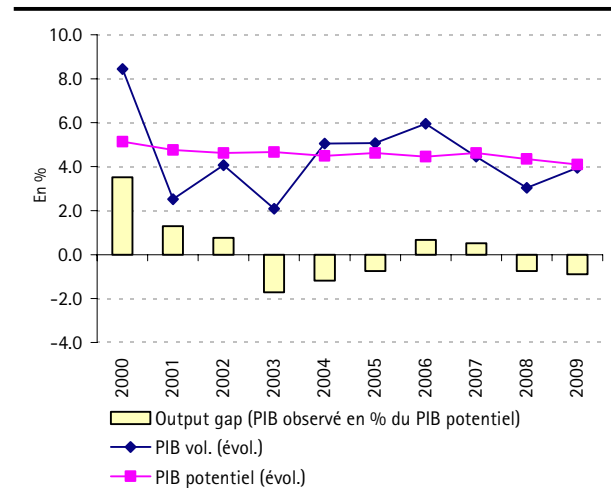
$$e = dSN/dy$$

où  $y = \log(\text{PIB vol.})^3$ . Le paramètre e est évalué à 0.49 par le STATEC.

Intuitivement, plus l'output-gap OG est élevé (et positif), plus le solde nominal SN (positif) est corrigé (à la baisse) pour tenir compte de l'impact favorable de la conjoncture sur les finances publiques.

Par impulsion conjoncturelle des finances publiques, on entend la variation, d'une année à l'autre, du solde structurel. Cette variation est généralement présentée avec son signe opposé. Donc, si l'impulsion conjoncturelle est positive, l'Etat mène une politique budgétaire expansive<sup>4</sup>.

**Graphique 10: PIB observé, PIB potentiel et output gap**



Source: STATEC

<sup>1</sup> Le PIB potentiel est évalué suivant une méthode "économique", c.-à-d. faisant référence à une fonction de production (cf. NDC n° 2-02).

<sup>2</sup> Cf. Nathalie Girouard, Christophe André: "Measuring cyclically adjusted budget balances for OECD countries", OECD working paper no. 434, July 2005.

<sup>3</sup> Cf. Bénassy-Quéré et al. (2004): "Politique économique", DeBoeck.

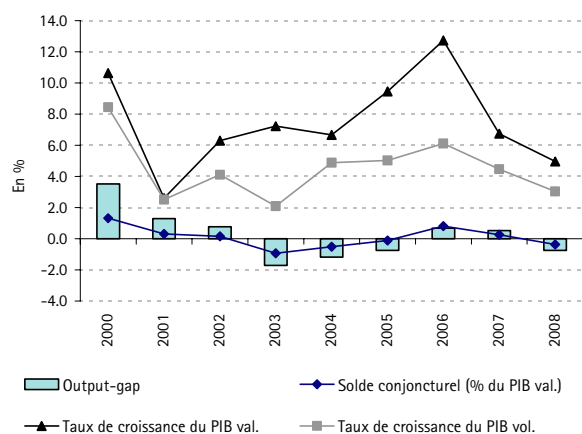
<sup>4</sup> L'impulsion conjoncturelle se définit par: - [Solde structurel (t) - Solde structurel (t-1)]. Si le solde structurel est positif et augmente, l'Etat injecte (structurellement, donc après correction pour effets cycliques) moins d'argent d'une année à l'autre. L'impulsion conjoncturelle est donc négative dans ce cas.

Tableau 10: Besoin/capacité de financement; solde structurel

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Mio EUR (sauf indication contraire)									
<i>PIB et PIB potentiel</i>									
PIB val. (mrd. EUR)	22 001	22 572	23 992	25 726	27 439	30 032	33 854	36 137	37 931
idem, évol. en %	10.6	2.6	6.3	7.2	6.7	9.4	12.7	6.7	5.0
PIB vol. (mrd. EUR)	22 001	22 554	23 480	23 973	25 142	26 404	28 020	29 269	30 158
idem, évol. en %	8.4	2.5	4.1	2.1	4.9	5.0	6.1	4.5	3.0
PIB potentiel vol. (mrd. EUR)	21 253	22 265	23 293	24 379	25 472	26 649	27 838	29 124	30 390
idem, évol. en %	5.1	4.8	4.6	4.7	4.5	4.6	4.5	4.6	4.3
Output-gap (% du PIB potentiel)	3.5	1.3	0.8	-1.7	-1.2	-0.8	0.7	0.5	-0.7
<i>Finances publiques</i>									
Dépenses totales	8 270	8 607	9 964	10 766	11 684	12 559	13 083	13 741	14 570
idem, évol. en %	6.1	4.1	15.8	8.1	8.5	7.5	4.2	5.0	6.0
Recettes totales	9 583	9 985	10 467	10 899	11 347	12 525	13 523	14 815	15 152
idem, évol. en %	13.2	4.2	4.8	4.1	4.1	10.4	8.0	9.6	2.3
Solde nominal	1 313	1 379	504	133	-338	-34	439	1 074	582
idem, en % du PIB	6.0	6.1	2.1	0.5	-1.2	-0.1	1.3	3.0	1.5
Solde structurel (en % du PIB val.)	4.6	5.8	1.9	1.4	-0.7	0.0	0.5	2.7	1.9
Impulsion budgétaire (points de % du PIB)	-1.0	-1.1	3.8	0.5	2.2	-0.7	-0.5	-2.2	0.8

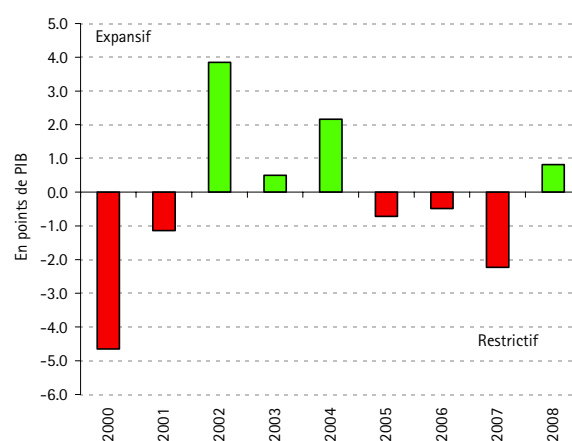
Source: STATEC

Graphique 11: Solde conjoncturel



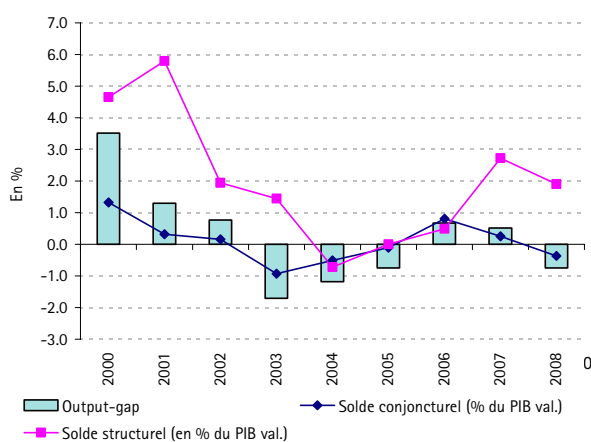
Source: STATEC

Graphique 13: Impulsion budgétaire



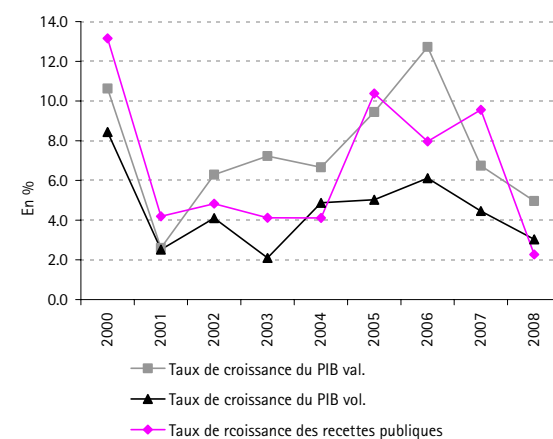
Source: STATEC

Graphique 12: Soldes conjoncturel et structurel



Source: STATEC

Graphique 14: Recettes et PIB



Source: STATEC

### Commentaire sur les données

La situation conjoncturelle de l'économie, telle que mesurée par l'output-gap (ou écart de production), revêt une importance cruciale pour évaluer l'ampleur de l'impulsion budgétaire ex post. D'après les éléments chiffrés repris au graphique 11 et au tableau 10, l'économie luxembourgeoise est entrée dans une phase de croissance plus modérée. Après la forte expansion observée durant les années 2004-2007 (+5.3% en moyenne), la croissance pour 2008-2009 est actuellement prévue à quelque 3.5% en moyenne. Ainsi, l'output-gap, qui fut positif à partir de 2006, est redevenu négatif en 2008.

En vertu des décompositions reprises sub (1) et (2), il convient de distinguer le solde conjoncturel et le solde structurel comme éléments constitutifs du solde global. Le solde conjoncturel est une fraction (constante) de l'output-gap et il est donc peu utile de le comparer à ce dernier (cf. graphique 12). Sa confrontation avec le PIB nominal et réel (en taux de croissance) révèle également des corrélations très élevées. L'utilité du solde conjoncturel réside surtout dans le fait de révéler le solde structurel.

Ce dernier permet de dégager l'impulsion conjoncturelle qui est obtenue en différenciant le solde structurel et en le faisant précéder d'un signe "-". Ainsi, une impulsion conjoncturelle *positive* traduit une politique *expansive*: toutes choses égales par ailleurs, c'est-à-dire indépendamment de l'état de la conjoncture, l'action du Gouvernement sur l'économie, via les dépenses et les recettes (fiscalité), tend à faire accélérer la production, l'emploi, etc.

La politique budgétaire fut expansive sur les années 2002-2004. A partir de 2000, le Gouvernement avait mené une politique de réduction de la fiscalité en faveur des ménages et des entreprises. Parallèlement, les dépenses avaient accéléré fortement (croissance de +10.8% en moyenne par an) en comparaison des années précédentes (1995-2001: +6.2% par an). Cette accélération des dépenses concernait surtout les frais de fonctionnement (consommation intermédiaire), les prestations sociales en espèces ainsi que la masse salariale. La progression de la formation brute de capital fixe et des prestations sociales en nature resta élevée, sans toutefois avoir accéléré.

La politique budgétaire est devenue restrictive à partir de 2005; elle ne le serait plus en 2008 où elle redeviendrait expansive. Mais les données sur les années les plus récentes sont habituellement soumises à de fortes révisions, à la fois en ce qui concerne l'écart de

production et les finances publiques, et il est donc peu utile de les analyser dans le détail<sup>1</sup>.

La politique budgétaire plus restrictive sur les années 2005-2007 trouve son origine à la fois du côté des dépenses que de celui des recettes. En effet, la progression des dépenses a été divisée par deux en comparaison avec les années 2002-2004. L'inverse s'est produit au niveau des recettes, dont la progression a retrouvé des taux élevés (+9.3% par an), similaires à ceux des années "fastes" 1997-2000. A noter que le caractère probablement expansif de la politique budgétaire en 2008 est à lier à une baisse de la fiscalité en faveur des ménages via une adaptation (partielle) des tarifs de l'impôt sur le revenu à l'inflation ainsi qu'à l'introduction d'une nouvelle prestation sociale "bonus pour enfants" (cf. NDC 3-07, pp. 60-61).

La confrontation des informations sur le cycle économique et sur le caractère (expansif ou restrictif) de la politique budgétaire permet de juger de leur caractère contre- ou pro-cyclique.

En effet, une politique budgétaire appropriée se doit généralement d'être contre-cyclique: expansive en phase de ralentissement économique ou de sous-utilisation des capacités de production (output-gap négatif) et restrictive lorsque la situation conjoncturelle est favorable.

Le graphique 15 confronte l'impulsion budgétaire avec l'output-gap. Quatre cas de figure sont possibles:

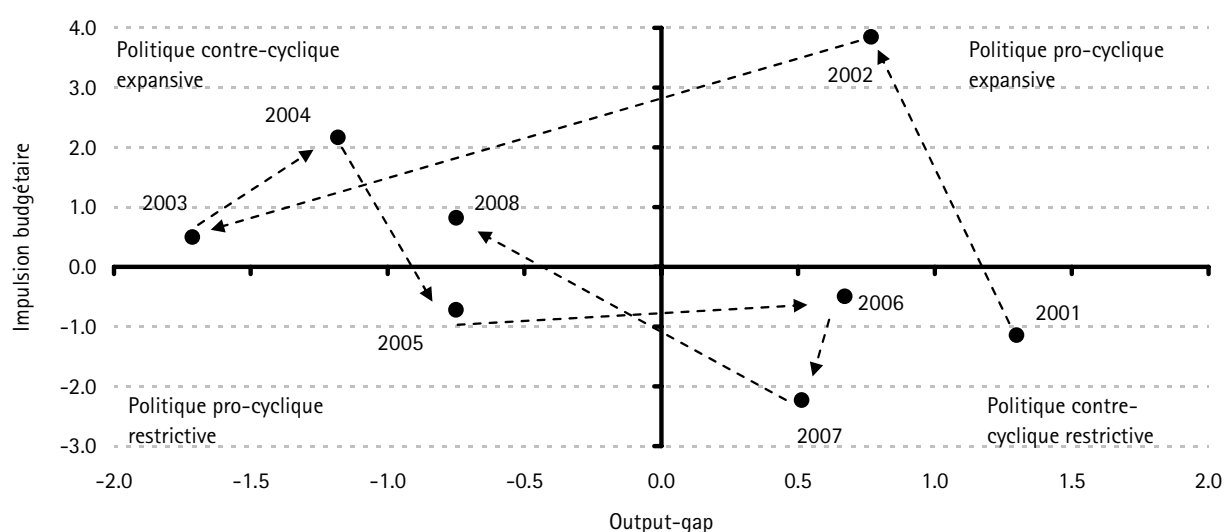
- politique pro-cyclique, expansive;
- politique pro-cyclique, restrictive;
- politique contre-cyclique, expansive;
- politique contre-cyclique, restrictive.

Sur base du graphique 15, depuis 2000, la plupart des années se trouvent dans les "bons" quadrants (nord-ouest et sud-est). Laissant de côté 2008 (chiffres soumis à révision), seules les années 2002 et 2005 se démarquent. Or, comme déjà relevé dans la NDC 1-07, 2002 et 2005 sont des années charnières pour ce qui est de la relation entre output-gap et croissance du PIB. 2002 fut marquée par le ralentissement économique, entamé en 2001, mais l'output-gap y fut encore positif. En 2005, la situation est inversée: reprise économique, traduite par une accélération de la croissance du PIB, mais pas encore de fermeture de l'écart de production<sup>2</sup>. Dans ce sens, il est délicat de juger de la nature contre- ou pro-cyclique de la politique budgétaire pour ces deux années-là. Pour les autres années, en règle générale, la politique budgétaire est donc plutôt bien orientée au Luxembourg, freinant l'économie au bon moment et donnant des impulsions appropriées lorsque la conjoncture ralentit, comme en 2008.

<sup>1</sup> Par rapport aux données publiées il y a un an, les chiffres relatifs à 2006 ont été révisés fortement: l'écart de production est devenu positif (0.6 point de PIB contre -0.3 dans la NDC 1-07) et le solde nominal est passé de 0.1 à 1.8 point de PIB. Il en résulte un changement de signe pour l'impulsion conjoncturelle, qui était précédemment évaluée à +0.4 et qui devient maintenant négative (-0.5). Ce changement avait d'ailleurs été anticipé dans la NDC 1-07 (cf. p. 131, dernier paragraphe). Les données pour les années antérieures sont globalement restées stables, aucun changement de signe pour l'impulsion conjoncturelle ou l'écart de production n'étant noté.

<sup>2</sup> En fait, il y a habituellement un décalage entre la reprise de l'économie telle que signalée par les taux de croissance du PIB (en vol.) et les écarts de production (output-gap). Lorsque l'écart de production est fortement positif (comme en 2000/2001), le ralentissement conjoncturel (ayant débuté en 2001) ne se traduit pas immédiatement par des écarts de production négatifs: ceci n'est devenu le cas qu'en 2003. Le même raisonnement peut être mené pour la phase de reprise ayant démarré en 2004 (croissance du PIB à 5%): l'output-gap n'est devenu positif qu'en 2006.

Graphique 15: Impulsion budgétaire et écart de production



Source: STATEC

### Écarts entre prévisions et réalisations effectives des soldes publics pour les années 2005-2007

Les dernières années ont été marquées par des révisions importantes sur les données du solde public, qu'il s'agisse du solde nominal ou du solde structurel<sup>1</sup>. Pour ce dernier, les révisions sont en partie mécaniquement dues à la révision de la croissance du PIB et/ou de l'écart de production: le solde structurel se trouve *automatiquement* modifié du fait d'une révision des données du PIB (en volume) sans que le solde nominal ne soit forcément affecté.

Pour ce qui concerne le solde nominal, objet de cette analyse, lorsqu'il est systématiquement sous-évalué, comme sur les années 2005-2007, une partie de l'erreur peut provenir d'un jugement initial trop pessimiste sur les perspectives conjoncturelles. Ce jugement concerne à la fois l'activité, telle que mesurée par le PIB *en volume*, mais également des éléments de prix, entrant en compte pour l'établissement du déflateur du PIB, telle que l'évolution des cours boursiers, qui fait automatiquement progresser les commissions gagnées par les banques, sans qu'il y ait nécessairement un surplus d'activité réelle (en terme de nouveaux marchés).

Le tableau A a été composé en juxtaposant les différentes générations de données sur le solde nominal (en % du PIB), le PIB nominal et le PIB en volume, les deux derniers étant exprimés en taux de croissance. L'analyse se concentrant sur les années 2005-2007, la première observation pour le solde d'une année donnée est celle ayant figuré dans le Programme de stabilité et de croissance (PSC) 2005-2007, élaboré en novembre 2005. La dernière observation est celle figurant dans la notification de déficit publiée en avril 2008. Pour ce qui concerne la "qualité" de l'information ayant figuré dans le PSC 2005, cette dernière devrait avoir été meilleure pour l'année 2005 (plus proche, se terminant, donc ayant révélé bon nombre d'indicateurs conjoncturels) que pour l'année 2007. Pourtant, les soldes nominaux pour ces trois années se trouvent tous fortement révisés, de l'ordre de 2 à 4 points de PIB.

Les raisons sous-jacentes aux révisions sont partiellement liées aux révisions du PIB. Il convient en fait de distinguer les révisions sur le PIB en volume et celles sur le PIB en valeur, donc le déflateur<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> L'élaboration de l'avis annuel du CES – Conseil économique et social – (de 2008) sur l'évolution économique, sociale et financière du pays a donné lieu à des débats sur l'évolution historique des soldes publics, sur les années en question, tout en provoquant une controverse entre partenaires sociaux, à ce sujet. Voilà entre autres pourquoi cette question mérite un examen attentif.

<sup>2</sup> Il n'est dans ce contexte pas fait de distinction entre révision des prévisions ou révision des chiffres plus ou moins définitifs issues des comptes. La sensibilité des recettes budgétaires à l'évolution du PIB, pouvant varier au cours du temps, ou des événements spéciaux (cf. fusion Arcelor-Mittal) ne sont pas non plus pris en compte pour effectuer une analyse causale des phénomènes ayant mené aux révisions des soldes publics.

Pour ce qui concerne l'année 2005, la croissance du PIB en volume a été bien établie déjà fin 2005, et elle a été relativement peu révisée, de l'ordre d'un point de PIB. Par contre, la croissance du PIB en valeur a été révisée à la hausse de 2.6 points, révision à l'origine de laquelle se trouvant une révision de 1.6 points de la croissance du déflateur du PIB.

Pour ce qui concerne 2006, le schéma "révision de la conjoncture → révision des soldes publics" est encore le plus pertinent. En automne 2005, à la fois la croissance du PIB et celle du déflateur ont été sous-estimées, mais l'écart a été plus important au niveau de l'indicateur de prix (4.1 points) qu'à celui de l'indicateur d'activité. La hausse observée sur cette année-là des indices boursiers n'y est certainement pas étrangère (+18%).

Dans ce sens, il convient de s'interroger d'où provient l'écart si important entre prévisions et chiffres finals sur le solde de 2007 (3.9 points de PIB). En fait, les erreurs effectuées sur le passé sont cumulatives: si le déficit pour 2005 s'est mué en solde quasi-nul, il en résulte un effet de base positif sur le solde de 2006. Il faut donc, pour mesurer la vraie erreur sur 2006, retrancher celle commise sur 2005. Dans ce sens, les erreurs pour 2006 et 2007 sont moins graves que celle commise en 2005<sup>1</sup> et en grande partie explicables par les erreurs de prévision sur le PIB de ces années. L'erreur de prévision la plus largement inexpliquée se situe ainsi sur 2005<sup>2</sup>. Toutefois, ce raisonnement fait abstraction de l'évolution différenciée des recettes et des dépenses. Voilà pourquoi, par la suite, les événements ayant conduit à la révision du solde de la seule année 2007 sont élucidés davantage, par une analyse fine des recettes et des dépenses.

D'après la notification des déficits excessifs d'avril 2008, on observe donc un large surplus de (3.0% du PIB) pour l'année 2007. Or, lors de la première notification du

budget 2007 en avril 2007, les données ne laissaient pas présager un tel surplus, les chiffres indiquaient alors un déficit de 233 Mio EUR, soit -0.6% du PIB. On se propose d'analyser le chemin parcouru par les recettes et dépenses des administrations publiques qui a pu permettre ce renversement de situation de 3.6% du PIB pour l'année 2007.

Les administrations locales et les administrations de sécurité sociale contribuent avec seulement 0.3% du PIB à cette révision des données pour 2007. L'accent sera donc mis sur l'administration centrale.

Le tableau B renseigne sur l'évolution des recettes et dépenses de l'administration centrale entre la notification d'avril 2007, la notification d'octobre 2007 et la notification d'avril 2008 et montre clairement la réduction successive des dépenses et en même temps, la révision à la hausse très prononcée des recettes.

Au niveau des dépenses, on doit noter que la consommation intermédiaire et la formation de capital ont été surestimées lors du dépôt du budget 2007 et ont par conséquent subi une révision à la baisse de 277 Mio EUR, dont 220 Mio EUR sont attribuables à l'investissement au sein des fonds spéciaux. Le Fonds d'investissements publics scolaires (-49 Mio EUR), le Fonds du rail (-54 Mio EUR), ainsi que le Fonds pour la loi de garantie (-53 Mio EUR) sont majoritairement responsables de ce recul des investissements.

Du côté des recettes, la révision à la hausse est quasiment entièrement attribuable aux impôts. En effet, les impôts sur la production et les importations ont été révisés de 528 Mio EUR alors que les impôts courants sur le revenu et le patrimoine ont connu une hausse de 275 Mio EUR. Le tableau C reprend le détail des impôts ayant subi les modifications les plus importantes par rapport aux prévisions.

**Tableau A: Évolution historique du déficit public et de la croissance du PIB.**

	2005			2006			2007		
	Déficit public (% du PIB)	PIB vol. (croissance)	PIB val. (croissance)	Déficit public (% du PIB)	PIB vol. (croissance)	PIB val. (croissance)	Déficit public (% du PIB)	PIB vol. (croissance)	PIB val. (croissance)
									<i>En %</i>
PSC 2005-2008 (nov. 2005)	-2.3	4.0	6.8	-1.8	4.4	6.9	-1.0	4.9	7.5
Notification printemps 2006	-1.9	4.5	5.8	...	...	...	...	...	...
Notification automne 2006	-1.0	4.0	8.9	...	...	...	...	...	...
PSC 2006-2009 (nov. 2006)	-1.0	<b>4.0</b>	<b>8.9</b>	-1.5	5.5	9.8	-0.9	4.0	7.7
Notification printemps 2007	-0.3	<b>4.0</b>	<b>8.9</b>	0.1	5.5	12.4	...	...	...
Notification automne 2007	-0.1	<b>4.0</b>	<b>9.4</b>	0.7	6.1	12.7	...	...	...
PSC 2007-2010 (nov. 2007)	-0.1	<b>4.0</b>	<b>8.9</b>	0.7	<b>6.1</b>	<b>12.7</b>	1.0	6.0	10.6
Notification printemps 2008	-0.1	<b>5.0</b>	<b>9.4</b>	1.3	<b>6.1</b>	<b>12.7</b>	3.0	5.0	8.1
Ecart de prévision cumulé	2.2	...	...	3.1	...	...	4.0	...	...
Ecart de prévision spécifique	...	...	...	0.9	...	...	0.9	...	...

Source: STATEC (NB: les chiffres de croissance du PIB en gras représentent des données basées intégralement sur les comptes nationaux)

<sup>1</sup> Solde observé pour l'année x - solde prévu pour l'année x en automne 2005 (PSC 2005-2008)

<sup>2</sup> Erreur relative à l'année x, en faisant abstraction de l'acquis dû à l'année précédente (sauf 2005)

<sup>1</sup> D'après ces calculs, l'erreur de prévision sur le solde de 2005 aurait été de 2.2 points, celle sur le solde de 2006 de 0.9 point (imputable à la seule révision des données relatives à 2006) et celle sur le solde de 2007 équivalant à 0.8 point de PIB.

<sup>2</sup> Par le même raisonnement, il faudrait continuer l'analyse en remontant dans le temps, car l'erreur élevée de 2005 peut être due à une forte révision de la prévision du solde public sur 2004.

**Tableau B: Évolution des recettes et dépenses de l'administration centrale pour 2007 entre avril 2007 et avril 2008**

	Avril 2007	Octobre 2007	Avril 2008
			Unité: Mio EUR
<b>Dépenses</b>	<b>10 187</b>	<b>9 995</b>	<b>9 794</b>
P.2 Consommation intermédiaire	766	698	679
P.5 Formation de capital	981	873	792
D.1 Rémunération des salariés	1 991	1 994	1 967
D.29 Autres impôts sur la production	0	0	0
D.3 Subventions	521	508	531
D.4 Revenus de la propriété	71	59	59
D.5 Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0
D.62 Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	762	752	747
D.63p Prestations sociales en nature etc	42	42	51
D.7 Autres transferts courants	4 405	4 423	4 401
D.9 Transferts en capital à payer	658	669	588
K.2 Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	- 12	- 24	- 22
<b>Recettes</b>	<b>9 197</b>	<b>9 663</b>	<b>10 005</b>
P.11 Production marchande	103	114	112
P.12 Production pour usage final propre	0	0	0
P.131 Paiements pour autre production non marchande	131	150	156
D.2 Impôts sur la production et les importations	4 050	4 338	4 579
D.39 Autres subventions sur la production	0	0	0
D.4 Revenus de la propriété	252	238	217
D.5 Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	4 062	4 222	4 337
D.61 Cotisations sociales	355	361	363
D.7 Autres transferts courants	168	173	166
D.9 Transferts en capital à recevoir	75	67	75
<b>B.9 Capacité/besoin de financement</b>	<b>- 990</b>	<b>- 332</b>	<b>211</b>

N.B.: aux erreurs d'arrondis près  
Sources: STATEC, IGF

**Tableau C: Détail de l'évolution des impôts de l'administration centrale pour 2007 entre avril 2007 et avril 2008**

	Avril 2007	Octobre 2007	Avril 2008	Evolution
				Unité: Mio EUR
<b>Impôts sur la production et les importations</b>	<b>4 050</b>	<b>4 338</b>	<b>4 579</b>	<b>+ 528</b>
Impôts sur les produits	3 406	3 587	3 834	+ 429
Taxes du type TVA	1 755	1 878	2 061	+ 306
Droits d'enregistrement	185	214	288	+ 103
Autres impôts sur la production	645	751	744	+ 100
Taxe d'abonnement	610	720	716	+ 105
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.</b>	<b>4 062</b>	<b>4 222</b>	<b>4 337</b>	<b>+ 275</b>
Impôts sur le revenu	3 903	4 067	4 111	+ 208
Impôt retenu sur les traitements et salaires	1 774	1 844	1 910	+ 135
Impôt sur le revenu des collectivités	1 300	1 375	1 381	+ 81
Autres impôts courants	159	155	226	+ 67
Impôt sur la fortune	100	100	172	+ 72
<b>Impôts en capital</b>	<b>50</b>	<b>39</b>	<b>47</b>	<b>- 3</b>
<b>Recettes fiscales totales</b>	<b>8 162</b>	<b>8 599</b>	<b>8 963</b>	<b>+ 800</b>

N.B.: aux erreurs d'arrondis près  
Sources: STATEC, IGF

**Tableau D: Détail des soldes des institutions de l'administration centrale pour 2007 entre avril 2007 et avril 2008**

Libellé	Budget de l'administration centrale	Capacité (+) / besoin (-) de financement des fonds spéciaux	Capacité (+) / besoin (-) de financement des établissements publics	Transactions financières et autres ajustements	Capacité (+) / besoin (-) de financement de l'administration centrale
					Unité: Mio EUR
Notifications des déficits excessifs - Avril 2007	- 170	- 929	54	55	- 990
Notifications des déficits excessifs - Avril 2008	316	- 229	107	17	211
Evolution entre avril 2007 et avril 2008	+ 486	+ 700	+ 52	- 37	+ 1201

N.B.: aux erreurs d'arrondis près  
Sources: STATEC, IGF

Cette volatilité des recettes fiscales s'explique partiellement par la petite taille de l'économie luxembourgeoise, son degré d'ouverture élevé et la forte sensibilité aux chocs extérieurs. A cet égard, il convient de mettre en avant l'erreur de prévision sur la TVA (+306 Mio EUR), ainsi que sur la taxe d'abonnement (+105 Mio EUR), deux types de recettes particulièrement soumises aux aléas conjoncturels respectivement aux fluctuations des marchés boursiers.

En dernier lieu, on procède à l'analyse des éléments qui composent le sous-secteur de l'administration centrale. Ce sous-secteur englobe le Budget des recettes et dépenses de l'Etat, tel qu'il est présenté à la Chambre des Députés. Le Budget comporte les recettes et dépenses de l'Etat central en base caisse selon la présentation budgétaire "traditionnelle". Cette présentation comporte également les recettes et dépenses constituant des opérations financières dans le regroupement économique (codes 8 et une partie de 9 de la classification économique BENELUX concernant les octrois et remboursements de crédits et les prises de participations et liquidations de participations). Ces opérations doivent être éliminées dans le cadre de la notification des déficits excessifs. Par ailleurs, le budget comporte les dotations

aux fonds spéciaux et non les dépenses des fonds. Selon le SEC95, les fonds spéciaux et les établissements publics font également partie du sous-secteur de l'administration centrale.

Le tableau D indique que la révision la plus importante concerne les fonds spéciaux avec une amélioration du solde de 700 Mio EUR. Comme déjà énoncé auparavant, cette amélioration peut s'expliquer à la fois par la réduction des montants prévus pour l'investissement, ainsi que par une augmentation des dotations, portées en recettes de ces fonds spéciaux. Quant au solde du budget, il a été révisé à la hausse de 486 Mio EUR, ce montant pouvant être considéré comme important et exceptionnel, attribuable pour la plus grande partie à la révision des recettes fiscales.

Enfin, pour rendre plus transparente la présentation générale, les projets de budget des recettes et dépenses de l'Etat sont désormais complétés par un troisième volume<sup>1</sup>, qui montre le passage entre le budget traditionnel et la présentation des comptes selon le SEC95, tels que notifiés dans le cadre de la procédure des déficits excessifs à la Commission européenne.

<sup>1</sup> <http://www.igf.etat.lu/volume3.pdf>.



**Tableau 13: Avoirs financiers des administrations publiques**

	Avoirs financiers (par type d'actif)					Total en % du PIB
	Numéraire et dépôts	Titres autres qu'actions	Crédits	Actions et autres participations		
				Mio EUR	En %	
2000	7 035	419	686	4 143	32.0	
2001	6 500	1 671	682	4 929	28.8	
2002	6 889	1 779	651	4 874	28.7	
2003	7 708	1 498	621	5 230	30.0	
2004	7 897	1 198	571	5 696	28.8	
2005	7 826	939	550	6 326	26.1	
2006	8 899	871	542	7 096	26.3	
2007	9 736	947	557	8 150	26.9	

N.B.: aux erreurs d'arrondis près. Chiffres en fin de période (4e trimestre)  
Source: STATEC

Les avoirs financiers des administrations publiques sont constitués par des dépôts transférables et autres dépôts, des titres autres qu'actions, à l'exclusion des produits financiers dérivés, des crédits, ainsi que par des actions et autres participations. Les actions et participations représentent le capital public dans les entreprises privées ou publiques. Il en ressort clairement que les dépôts et les participations constituent les postes les plus importants au sein des avoirs financiers des administrations publiques.

# Annexe I: Statistiques conjoncturelles

Mise à jour: 29 mai 2008

## Sommaire

	page
Tableau 1a: PIB optique dépenses (prix courants) .....	133
Tableau 1a - suite: PIB optique dépenses (prix constants) .....	134
Tableau 1b: Formation brute de capital fixe (prix courants) .....	135
Tableau 1b - suite: Formation brute de capital fixe (prix constants) .....	136
Tableau 1c: Exportations et Importations (prix courants) .....	137
Tableau 1c - suite: Exportations et Importations (prix constants) .....	138
Tableau 2a: Indice des prix à la consommation, désagrégation de l'indice luxembourgeois (IPCN) .....	139
Tableau 2b: Indice des prix à la consommation harmonisé, comparaison internationale .....	140
Tableau 2c: Prix à la production, industrie et construction .....	141
Tableau 2c - suite: Prix à la production, industrie et construction .....	142
Tableau 2d: Taux de change et termes de l'échange (liés aux exportations de biens) .....	143
Tableau 2e: Coût salarial, Luxembourg .....	144
Tableau 2f: Coût salarial, comparaison par pays .....	145
Tableau 2f - suite: Coût salarial moyen, comparaison par pays, industrie .....	146
Tableau 3a - 1: Enquête d'activité dans l'industrie - Production du mois en volume .....	147
Tableau 3a - 2: Enquête d'activité dans l'industrie - Production par jour ouvrable en volume .....	148
Tableau 3a - 3: Enquête d'activité dans l'industrie - Commandes nouvelles totales en valeur .....	149
Tableau 3a - 4: Enquête d'activité dans l'industrie - Nombre de salariés .....	150
Tableau 3a - 5: Enquête d'activité dans l'industrie - Heures travaillées .....	151
Tableau 3a - 6: Enquête d'activité dans l'industrie - Coût salarial unitaire .....	152
Tableau 3b: Activité dans la construction .....	153
Tableau 3c: Activité dans le commerce .....	154
Tableau 3d: Activité dans les services financiers .....	155
Tableau 4a: Enquête de conjoncture, Industrie .....	156
Tableau 4b: Enquête de conjoncture, Construction .....	156
Tableau 5a: Marché du travail .....	157
Tableau 5b: Travail intérimaire, autres indicateurs du marché du travail .....	158
Tableau 5c-1: Taux de chômage harmonisé, total et jeunes, comparaison internationale .....	159
Tableau 5c-2: Taux de chômage harmonisé, par sexe, comparaison internationale .....	160
Tableau 6a: Statistiques du commerce extérieur .....	161
Tableau 6b: Balance des paiements: compte des transactions courantes .....	162
Tableau 6c: Balance des paiements: compte des opérations financières .....	163

De brèves notes explicatives font suite à certains tableaux. Des explications plus détaillées (commentaires méthodologiques et historiques) peuvent être trouvées aux pages correspondantes de l'annuaire statistique du STATEC ou sur le site Internet [www.statec.public.lu](http://www.statec.public.lu).

A noter que la mention "taux de variation" fait référence à des taux de variation interannuels, c'est-à-dire par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Notes méthodologiques:

- Résultat rigoureusement nul.
- .
- ... Il ne saurait être question d'inscrire un nombre en raison de la nature des choses.
- ... Le renseignement n'est pas disponible ou bien ne peut être communiqué pour cause de secret statistique.
- blanc Résultat non publié

La reproduction totale ou partielle de la présente annexe est autorisée à condition d'en citer la source.

**Renseignements:**

**STATEC**

Centre Administratif Pierre Werner  
13, rue Erasme  
L-1468 Luxembourg-Kirchberg  
Tél: 247-84234/84339  
Fax: 241812  
E-mail: [statec.post@statec.etat.lu](mailto:statec.post@statec.etat.lu)  
<http://www.statec.public.lu>

**Pour en savoir plus:**

Pascale Armstrong  
Tél: 247-84234  
E-mail: [Pascale.Armstrong-Pax@statec.etat.lu](mailto:Pascale.Armstrong-Pax@statec.etat.lu)

Véronique Sinner  
Tél: 247-84228  
E-mail: [Veronique.Sinner@statec.etat.lu](mailto:Veronique.Sinner@statec.etat.lu)

Bastien Larue  
Tél: 247-84339  
E-mail: [Bastien.Larue@statec.etat.lu](mailto:Bastien.Larue@statec.etat.lu)

Tableau 1a: PIB optique dépenses (prix courants)

	Produit Intérieur Brut (PIB)	Consommation finale nationale des ménages (yc les ménages collectifs)		Formation brute de capital <sup>1</sup>	Exportations	Importations
		Consommation publique				
Prix courants, Mio EUR						
1995	15 110	6 541	2 404	2 962	16 075	12 873
1996	15 797	6 825	2 586	3 190	17 555	14 359
1997	16 421	7 189	2 736	3 652	19 854	17 010
1998	17 415	7 732	2 753	4 064	22 205	19 339
1999	19 887	8 207	3 089	4 761	26 702	22 873
2000	22 001	8 962	3 323	5 094	33 001	28 379
2001	22 572	9 449	3 634	5 514	33 096	29 121
2002	23 992	10 054	3 957	5 285	33 744	29 048
2003	25 726	10 371	4 217	5 619	34 762	29 243
2004	27 439	10 863	4 644	5 884	40 751	34 703
2005	30 032	11 591	4 996	6 523	46 872	39 950
2006	33 854	12 177	5 192	6 444	56 226	46 186
2007	36 137	12 727	5 460	6 907	62 337	51 294
1T 2007	8 677	3 101	1 301	1 553	14 978	12 257
2T 2007	9 128	3 148	1 301	1 796	15 624	12 741
3T 2007	8 596	3 135	1 275	1 578	15 496	12 889
4T 2007	9 735	3 344	1 583	1 979	16 238	13 408
Taux de variation en % (glissement annuel)						
1996	4.5	4.3	7.6	7.7	9.2	11.5
1997	4.0	5.3	5.8	14.5	13.1	18.5
1998	6.1	7.5	0.6	11.3	11.8	13.7
1999	14.2	6.2	12.2	17.2	20.2	18.3
2000	10.6	9.2	7.6	7.0	23.6	24.1
2001	2.6	5.4	9.4	8.2	0.3	2.6
2002	6.3	6.4	8.9	-4.2	2.0	-0.2
2003	7.2	3.2	6.6	6.3	3.0	0.7
2004	6.7	4.7	10.1	4.7	17.2	18.7
2005	9.4	6.7	7.6	10.9	15.0	15.1
2006	12.7	5.1	3.9	-1.2	20.0	15.6
2007	6.7	4.5	5.2	7.2	10.9	11.1
1T 2007	8.3	3.5	5.4	2.8	11.0	9.2
2T 2007	7.5	4.3	5.4	10.6	10.0	10.0
3T 2007	4.0	6.1	5.2	19.8	12.5	17.3
4T 2007	7.2	4.2	4.8	-0.5	10.1	8.3

<sup>1</sup> Formation brute de capital fixe, plus variations de stocks et acquisitions moins cessations d'objets de valeurs.

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

L'ensemble de la documentation (méthodologie, tableaux) relative aux comptes nationaux selon le système européen harmonisé de comptes nationaux (SEC 95) est disponible sur le site Internet du Portail des Statistiques à l'adresse suivante: [www.statistiques.public.lu/fr/economie/index.html](http://www.statistiques.public.lu/fr/economie/index.html), rubrique "Comptes nationaux". Y sont fournis notamment des explications quant au passage du SEC 79 au SEC 95, ainsi que tous les détails statistiques (principaux agrégats selon les optiques production, dépenses et revenus à prix courants et à prix constants ainsi que les tableaux détaillés par branches d'activité à prix courants et à prix constants).

Tableau 1a – suite: PIB optique dépenses (prix constants)

	Produit Intérieur Brut (PIB) <sup>1</sup>	Consommation finale nationale des ménages (yc les ménages collectifs)	Consommation publique	Formation brute de capital <sup>2</sup>	Exportations	Importations
Prix constants, année de référence 2000, Mio EUR						
1995	16 339	7 283	2 624	3 168	20 261	16 858
1996	16 587	7 501	2 795	3 387	20 721	17 766
1997	17 572	7 790	2 885	3 819	23 076	20 004
1998	18 713	8 237	2 932	4 237	25 654	22 367
1999	20 288	8 533	3 175	4 925	29 309	25 680
2000	22 001	8 962	3 323	5 094	33 001	28 379
2001	22 554	9 266	3 527	5 375	34 474	30 088
2002	23 480	9 807	3 690	5 141	35 183	30 328
2003	23 973	9 909	3 854	5 458	36 930	32 186
2004	25 142	10 118	4 049	5 685	40 552	35 292
2005	26 404	10 495	4 146	6 102	43 100	37 457
2006	28 020	10 713	4 231	5 963	47 240	40 138
2007	29 274	10 925	4 332	6 441	49 844	42 281
1T 2007	7 105	2 729	1 083	1 443	12 121	10 283
2T 2007	7 452	2 710	1 080	1 714	12 347	10 385
3T 2007	7 134	2 692	1 057	1 498	12 485	10 616
4T 2007	7 583	2 794	1 112	1 786	12 892	10 997
Taux de variation en % (glissement annuel)						
1996	1.5	3.0	6.5	6.9	2.3	5.4
1997	5.9	3.8	3.2	12.8	11.4	12.6
1998	6.5	5.7	1.6	10.9	11.2	11.8
1999	8.4	3.6	8.3	16.2	14.2	14.8
2000	8.4	5.0	4.7	3.4	12.6	10.5
2001	2.5	3.4	6.1	5.5	4.5	6.0
2002	4.1	5.8	4.6	-4.4	2.1	0.8
2003	2.1	1.0	4.4	6.2	5.0	6.1
2004	4.9	2.1	5.1	4.2	9.8	9.7
2005	5.0	3.7	2.4	7.3	6.3	6.1
2006	6.1	2.1	2.1	-2.3	9.6	7.2
2007	4.5	2.0	2.4	8.0	5.5	5.3
1T 2007	5.9	1.4	2.1	4.6	5.5	3.6
2T 2007	4.4	1.9	2.4	13.8	2.2	2.2
3T 2007	4.2	4.1	2.6	23.7	7.8	11.1
4T 2007	3.4	0.6	2.4	-4.3	6.6	4.9

<sup>1</sup> En raison du calcul des agrégats à prix constants "par rapport à l'année de référence 2000" figurant ci-dessus par chaînage sur base de données calculées "aux prix de l'année précédente", il existe une erreur statistique que nous n'avons pas relevé dans ce tableau.

<sup>2</sup> Formation brute de capital fixe, y compris variation de stocks et acquisitions moins cessations de valeurs cf. tableau 1a, prix courants.

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1b: Formation brute de capital fixe (prix courants)

	Produits métalliques et machines	Matériel de transport	Construction			Autres	Total
			Logement	Autres constructions			
							Prix courants, Mio EUR
1995	700	497	496	1 196	113	3 005	
1996	724	456	465	1 296	241	3 180	
1997	825	710	483	1 276	270	3 565	
1998	898	595	524	1 512	264	3 796	
1999	890	1 203	516	1 705	351	4 670	
2000	1 026	726	522	1 910	383	4 573	
2001	1 120	894	622	2 029	443	5 110	
2002	957	836	548	2 535	541	5 420	
2003	1 068	415	661	2 790	617	5 556	
2004	1 023	672	681	2 712	617	5 710	
2005	1 021	699	702	2 884	694	6 004	
2006	1 029	702	723	2 989	774	6 221	
							Taux de variation en %
1996	3.3	-8.3	-6.3	8.4	113.9	5.8	
1997	14.0	55.7	3.9	-1.6	12.0	12.1	
1998	8.8	-16.1	8.4	18.5	-2.1	6.5	
1999	-0.8	102.2	-1.5	12.8	33.1	23.0	
2000	15.3	-39.7	1.1	12.0	9.0	-2.1	
2001	9.1	23.1	19.2	6.3	15.6	11.7	
2002	-14.5	-6.5	-11.8	24.9	22.3	6.1	
2003	11.6	-50.4	20.7	10.1	14.0	2.5	
2004	-4.2	62.1	3.0	-2.8	-0.1	2.8	
2005	-0.2	4.0	3.0	6.3	12.6	5.1	
2006	0.8	0.5	3.0	3.7	11.6	3.6	

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1b – suite: Formation brute de capital fixe (prix constants)

	Produits métalliques et machines	Matériel de transport	Construction			Autres	Total
			Logement	Autres constructions			
Prix constants, année de référence 2000, Mio EUR							
1995	605	638	536	1 291	132	3 203	
1996	623	568	498	1 388	282	3 359	
1997	747	803	512	1 352	301	3 709	
1998	837	669	547	1 579	285	3 934	
1999	884	1 309	529	1 749	361	4 798	
2000	1 026	726	522	1 910	383	4 573	
2001	1 130	876	598	1 951	420	4 976	
2002	995	846	513	2 373	510	5 250	
2003	1 179	428	607	2 560	567	5 374	
2004	1 182	723	607	2 418	553	5 489	
2005	1 142	743	607	2 494	599	5 602	
2006	1 234	742	609	2 518	663	5 775	
Taux de variation en %							
1996	3.0	-10.9	-7.1	7.5	113.8	4.9	
1997	20.0	41.2	2.8	-2.6	6.7	10.4	
1998	12.0	-16.6	6.9	16.8	-5.3	6.1	
1999	5.7	95.5	-3.3	10.7	26.5	22.0	
2000	16.0	-44.5	-1.4	9.2	6.2	-4.7	
2001	10.1	20.6	14.6	2.1	9.6	8.8	
2002	-12.0	-3.4	-14.1	21.6	21.5	5.5	
2003	18.5	-49.4	18.3	7.9	11.3	2.4	
2004	0.3	69.1	0.1	-5.6	-2.6	2.1	
2005	-3.4	2.7	-0.1	3.1	8.3	2.1	
2006	8.1	-0.1	0.3	1.0	10.7	3.1	

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1c: Exportations et Importations (prix courants)

	Exportations			Importations			
	Biens	Services	Consommation des non-résidents sur le territoire	Biens	Services	Consommation des luxembourgeois à l'étranger	
						Prix courants, Mio EUR	
1995	6 130	8 765	1 181	7 664	4 859	350	
1996	5 958	10 351	1 246	7 794	6 193	372	
1997	6 782	11 620	1 453	8 907	7 704	400	
1998	7 499	13 171	1 536	9 876	9 016	448	
1999	7 639	17 229	1 834	10 452	11 961	460	
2000	9 036	21 906	2 059	12 068	15 834	477	
2001	9 424	21 759	1 913	12 652	15 953	515	
2002	9 605	21 947	2 193	12 462	16 065	522	
2003	9 643	22 947	2 172	12 471	16 231	542	
2004	11 199	27 085	2 467	14 176	19 966	561	
2005	11 756	32 682	2 434	15 372	23 978	600	
2006	13 166	40 744	2 316	16 693	28 862	629	
2007	13 826	46 167	2 344	17 263	33 384	647	
1T 2007	3 601	10 867	511	4 272	7 847	138	
2T 2007	3 570	11 442	612	4 403	8 186	152	
3T 2007	3 276	11 613	607	4 109	8 561	218	
4T 2007	3 378	12 245	615	4 480	8 790	139	
						Taux de variation en % (glissement annuel)	
1996	-2.8	18.1	5.6	1.7	27.4	6.3	
1997	13.8	12.3	16.5	14.3	24.4	7.5	
1998	10.6	13.4	5.7	10.9	17.0	12.0	
1999	1.9	30.8	19.4	5.8	32.7	2.7	
2000	18.3	27.1	12.3	15.5	32.4	3.8	
2001	4.3	-0.7	-7.1	4.8	0.8	8.1	
2002	1.9	0.9	14.6	-1.5	0.7	1.2	
2003	0.4	4.6	-0.9	0.1	1.0	3.8	
2004	16.1	18.0	13.6	13.7	23.0	3.5	
2005	5.0	20.7	-1.3	8.4	20.1	7.1	
2006	12.0	24.7	-4.9	8.6	20.4	4.8	
2007	5.0	13.3	1.2	3.4	15.7	2.9	
1T 2007	5.9	13.4	0.0	0.9	14.4	2.1	
2T 2007	4.0	12.5	2.2	3.1	14.3	2.3	
3T 2007	4.9	15.7	-0.3	8.8	22.3	3.8	
4T 2007	5.2	11.9	2.9	1.6	12.1	2.8	

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1c – suite: Exportations et Importations (prix constants)

	Exportations			Importations		
	Biens	Services	Consommation des non-résidents sur le territoire	Biens	Services	Consommation des luxembourgeois à l'étranger
	Prix constants, année de référence 2000, Mio EUR					
1995	6 236	12 458	1 383	8 486	7 711	379
1996	6 162	13 035	1 420	8 600	8 618	398
1997	6 961	14 343	1 630	9 718	9 695	422
1998	7 632	16 192	1 705	10 598	11 156	466
1999	8 068	19 272	1 961	11 352	13 823	472
2000	9 036	21 906	2 059	12 068	15 834	477
2001	9 525	23 073	1 877	12 792	16 791	504
2002	9 751	23 319	2 097	12 618	17 222	501
2003	9 976	24 966	2 005	13 150	18 557	508
2004	10 811	27 650	2 130	14 046	20 801	513
2005	10 650	30 628	1 965	14 186	22 847	535
2006	11 730	33 920	1 803	15 477	24 225	547
2007	11 657	36 590	1 783	15 477	26 299	549
1T 2007	3 078	8 728	379	3 907	6 282	118
2T 2007	3 004	8 923	472	3 955	6 326	129
3T 2007	2 754	9 300	465	3 688	6 736	185
4T 2007	2 820	9 640	466	3 927	6 955	117
	Taux de variation en %					
1996	-1.2	4.6	2.7	1.4	11.8	5.1
1997	13.0	10.0	14.8	13.0	12.5	5.9
1998	9.6	12.9	4.6	9.1	15.1	10.4
1999	5.7	19.0	15.0	7.1	23.9	1.4
2000	12.0	13.7	5.0	6.3	14.5	1.0
2001	5.4	5.3	-8.9	6.0	6.1	5.7
2002	2.4	1.1	11.7	-1.4	2.6	-0.6
2003	2.3	7.1	-4.4	4.2	7.8	1.5
2004	8.4	10.8	6.2	6.8	12.1	1.0
2005	-1.5	10.8	-7.7	1.0	9.8	4.1
2006	10.1	10.7	-8.3	9.1	6.0	2.2
2007	-0.6	7.9	-1.1	0.0	8.6	0.5
1T 2007	-0.4	8.0	3.1	-1.8	7.3	0.0
2T 2007	-2.0	3.8	0.8	-0.3	3.7	0.2
3T 2007	0.3	10.8	-4.1	6.6	13.3	1.7
4T 2007	-0.3	9.0	-3.2	-3.6	10.0	-0.4

Aux erreurs d'arrondi près

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 2a: Indice des prix à la consommation, désagrégation de l'indice luxembourgeois (IPCN)

	Décomposition de l'indice général par catégories de produits													
	Indice général	Indice hors produits pétroliers	Indice des produits pétroliers	Inflation "sous-jacente"	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	Habillement et chaussures	Logement, eau, électricité et combustibles	Ameublement, équipement de ménage, entretien	Santé	Transports	Communications	Loisirs, spectacles, culture	Hôtels, cafés, restaurants	Biens et services divers
					2005=100	2005=100	2005=100	2005=100				2005=100	2005=100	2005=100
1995	82.7	84.3	56.3	84.4	80.6	91.0	74.5	85.9	89.9	81.0	147.9	88.1	77.4	84.1
2000	89.3	89.7	79.9	89.7	87.1	93.9	86.6	91.8	104.0	87.7	129.8	91.5	84.2	88.2
2001	91.6	92.2	78.6	92.3	91.2	95.9	88.1	93.8	105.8	90.2	114.6	93.7	87.0	91.8
2002	93.5	94.5	73.4	94.6	94.8	97.5	88.2	95.4	100.3	91.5	109.7	96.5	90.9	94.1
2003	95.4	96.5	74.8	96.5	96.6	98.9	90.7	96.8	97.8	93.5	107.1	98.5	93.8	96.1
2004	97.6	98.2	84.3	98.3	98.4	99.4	93.6	98.5	99.9	96.9	104.7	99.1	96.8	98.1
2005	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2006	102.7	102.2	110.4	102.1	102.4	100.1	105.9	101.7	103.6	103.0	97.7	101.6	103.1	102.8
2007	105.0	104.6	112.2	104.5	105.8	100.6	109.4	103.9	104.3	104.8	96.0	102.4	106.6	106.3
2T 2007	105.0	104.6	111.0	104.5	104.8	102.2	108.5	104.3	104.4	105.0	96.0	102.4	106.2	106.4
3T 2007	105.0	104.5	113.4	104.4	105.7	99.1	109.3	103.9	104.2	105.2	95.8	101.9	106.8	106.2
4T 2007	106.4	105.7	119.4	105.6	108.5	102.7	112.0	105.1	104.3	105.9	95.6	102.7	107.9	107.1
1T 2008	107.2	106.1	126.5	106.0	110.0	99.0	115.1	104.4	104.4	106.8	95.5	103.1	108.8	108.0
févr-08	107.4	106.4	123.9	106.2	109.8	102.8	114.5	105.6	104.2	106.1	95.4	103.6	109.9	107.9
mars-08	108.2	106.8	129.8	106.8	110.7	102.8	116.2	105.8	104.6	107.4	95.3	103.4	110.2	109.2
avr-08	108.4	107.0	131.6	107.0	110.6	102.9	117.3	106.0	104.1	107.7	95.3	102.9	111.3	109.3
Taux de variation annuels en %														
1996	1.2	0.9	7.0	0.9	0.8	0.0	3.7	1.0	0.9	1.4	2.2	-0.1	1.0	1.1
2000	3.2	1.9	30.5	1.9	2.0	0.9	7.7	2.4	11.7	5.0	-5.9	1.3	2.6	0.4
2001	2.7	2.8	-1.6	2.8	4.8	2.1	1.7	2.1	1.8	2.9	-11.7	2.4	3.3	4.0
2002	2.1	2.5	-6.6	2.5	3.9	1.7	0.2	1.7	-5.2	1.4	-4.3	3.0	4.4	2.5
2003	2.0	2.1	1.9	2.1	1.9	1.5	2.8	1.5	-2.5	2.1	-2.4	2.1	3.1	2.2
2004	2.2	1.8	12.7	1.8	1.8	0.5	3.1	1.7	2.1	3.6	-2.3	0.6	3.2	2.1
2005	2.5	1.8	18.6	1.8	1.6	0.6	6.9	1.6	0.1	3.2	-4.4	0.9	3.3	1.9
2006	2.7	2.2	10.4	2.1	2.4	0.1	5.9	1.7	3.6	3.0	-2.3	1.6	3.1	2.8
2007	2.3	2.4	1.6	2.4	3.4	0.5	3.4	2.1	0.6	1.8	-1.8	0.8	3.3	3.4
2T 2007	2.0	2.3	-2.7	2.3	2.9	0.5	2.3	2.1	0.7	1.2	-2.1	0.8	3.2	3.4
3T 2007	1.9	2.2	-2.0	2.2	2.7	0.3	2.0	2.4	0.8	1.2	-1.2	0.7	3.3	3.3
4T 2007	3.2	2.5	13.2	2.6	4.8	0.8	5.5	2.4	0.3	3.4	-1.4	0.5	3.8	3.4
1T 2008	3.3	2.2	20.4	2.3	5.5	0.4	6.7	2.1	0.2	3.4	-1.0	0.4	4.2	2.5
févr-08	3.1	2.0	20.4	2.1	5.5	0.7	6.2	2.0	0.0	3.1	-0.8	-0.2	4.4	2.0
mars-08	3.5	2.4	21.0	2.4	6.0	0.4	7.1	2.1	0.4	3.5	-1.0	0.4	4.5	3.0
avr-08	3.5	2.4	21.1	2.4	5.8	0.6	8.3	1.8	-0.1	3.1	-0.9	0.0	4.8	2.8

Source: STATEC

L'indice des prix à la consommation est établi mensuellement par le STATEC. Du point de vue technique, la méthode de pondération est du type "Laspeyres" jusqu'en décembre 1998. A partir de 1.1.1999 un "indice chaîne" a été mis en place.

Jusqu'en 1999, le Luxembourg établissait uniquement un indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) conforme aux réglementations en vigueur au niveau communautaire. A partir du 1.1.2000, le Luxembourg établit également un indice national (IPCN), différent de l'indice harmonisé européen. Tandis que la pondération de l'IPCH se base sur la consommation privée *sur le territoire*, celle de l'IPCN prend comme référence la structure de la consommation des habitants (résidents). L'IPCN est utilisé pour l'indexation automatique des salaires au Luxembourg.

#### Pondérations dans l'IPCN en %

	2000	2005	2007	2008		2000	2005	2007	2008
Produits pétroliers	4.7	4.4	5.7	7.1	Santé	1.7	1.9	2.1	2.3
Inflation "sous-jacente"	94.1	94.2	93.0	91.7	Transports	15.5	20.2	21.2	21.6
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	14.5	13.7	13.6	13.8	Communications	1.6	2.3	2.0	1.7
Boissons alcoolisées, tabacs	4.4	4.0	4.0	3.8	Loisirs, spectacles, culture	12.9	10.7	10.3	9.7
Habillement et chaussures	8.6	5.9	5.4	5.1	Enseignement	0.1	0.6	0.5	0.5
Logement, eau, électricité et combustibles	13.6	11.9	12.2	12.3	Hôtels, cafés, restaurants	7.2	6.7	6.2	6.5
Ameublement, équipement de ménage, entretien	12.8	11.8	11.5	10.5	Biens et services divers	6.9	10.3	11.1	12.2

Tableau 2b: Indice des prix à la consommation harmonisé, comparaison internationale

	Luxembourg	Allemagne	France	Belgique	Pays-Bas	Moyenne pondérée des quatre pays	Zone euro	UE27
								2005=100
1996	81.2	88.6	86.6	85.3	80.4	87.1	84.6	73.9
1997	82.3	90.0	87.8	86.5	81.9	88.4	85.9	79.3
1998	83.1	90.5	88.3	87.3	83.4	89.0	86.9	83.0
1999	83.9	91.1	88.8	88.3	85.1	89.7	87.8	85.5
2000	87.1	92.4	90.5	90.7	87.1	91.2	89.7	88.4
2001	89.2	94.1	92.1	92.9	91.5	93.1	91.8	91.3
2002	91.0	95.4	93.9	94.3	95.1	94.8	93.9	93.6
2003	93.4	96.4	95.9	95.7	97.2	96.2	95.8	95.6
2004	96.4	98.1	98.1	97.5	98.5	98.1	97.9	97.8
2005	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2006	103.0	101.8	101.9	102.3	101.7	101.8	102.2	102.3
2007	105.7	104.1	103.6	104.2	103.3	98.0	104.4	104.7
2T 2007	105.7	103.8	103.5	104.1	103.9	97.3	104.4	104.7
3T 2007	105.9	104.4	103.7	104.1	103.1	97.7	104.4	104.8
4T 2007	107.3	105.3	104.8	105.7	103.7	98.6	105.7	106.1
1T 2008	108.3	106.1	105.7	106.8	104.3	99.4	106.4	107.0
févr-08	108.3	106.1	105.5	107.4	104.2	99.4	106.2	106.8
mars-08	109.3	106.6	106.3	108.2	105.4	100.0	107.2	107.7
avr-08	109.8	106.3	106.7	108.5	105.8	100.0	107.6	108.2
								Taux de variation annuels en %
1997	1.4	1.5	1.3	1.5	1.9	1.5	1.5	7.3
1998	1.0	0.6	0.7	0.9	1.8	0.7	0.7	4.6
1999	1.0	0.6	0.6	1.1	2.0	0.8	0.8	3.0
2000	3.8	1.4	1.8	2.7	2.3	1.7	1.7	3.5
2001	2.4	1.9	1.8	2.4	5.1	2.1	2.1	3.2
2002	2.1	1.4	1.9	1.6	3.9	1.8	1.8	2.5
2003	2.5	1.0	2.2	1.5	2.2	1.6	1.6	2.1
2004	3.2	1.8	2.3	1.9	1.4	1.9	1.9	2.3
2005	3.8	1.9	1.9	2.5	1.5	1.9	1.9	2.3
2006	3.0	1.8	1.9	2.3	1.7	1.8	1.8	2.3
2007	2.7	2.3	1.6	1.8	1.6	-3.8	-3.8	2.4
2T 2007	2.3	2.0	1.3	1.5	1.9	-4.6	1.9	2.2
3T 2007	2.1	2.2	1.4	1.3	1.3	-4.5	1.9	2.1
4T 2007	4.0	3.1	2.5	2.7	1.7	-3.5	2.9	3.0
1T 2008	4.2	3.1	3.3	3.8	1.9	1.0	3.4	3.5
févr-08	4.2	3.0	3.2	3.6	2.0	3.1	3.3	3.5
mars-08	4.4	3.3	3.5	4.4	1.9	3.4	3.6	3.7
avr-08	4.3	2.6	3.4	4.1	1.7	2.9	3.3	3.6

Sources: STATEC, EUROSTAT

Les indices de prix relatifs aux quatre pays voisins du Luxembourg sont établis sur base de la méthodologie communautaire harmonisée. La moyenne pondérée est calculée à l'aide des pondérations suivantes (pour l'année 2007): Allemagne 48.3%, France 36.7 %, Pays-Bas 9%, et Belgique 6.0%. Celle-ci se base sur les pondérations des différents pays dans l'indice des prix à la consommation harmonisé dans l'Union monétaire (IPCUM).



Tableau 2c – suite: Prix à la production, industrie et construction

	Prix à la construction		
	Prix à la construction (indice agrégé)	Gros œuvre, bâtiment	Installations techniques, parachèvement
	1970=100		1990=100
1995	481.5	114.8	119.9
1996	486.6	115.9	121.3
1997	493.2	117.8	122.4
1998	502.1	120.6	123.8
1999	512.3	123.4	125.8
2000	527.5	127.6	128.8
2001	550.2	134.1	133.0
2002	564.6	137.6	136.8
2003	576.6	140.2	140.5
2004	592.3	144.1	143.9
2005	611.1	148.7	148.4
2006	627.7	152.7	152.6
2007	646.8	157.1	157.5
1T 2007	639.7	155.4	155.7
2T 2007	646.1	157.1	157.6
3T 2007	649.2	157.6	158.1
4T 2007	652.3	158.2	158.6
			Taux de variation annuels en %
1996	1.1	1.0	1.1
1997	1.4	1.6	0.9
1998	1.8	2.4	1.1
1999	2.0	2.3	1.6
2000	3.0	3.4	2.4
2001	4.3	5.1	3.3
2002	2.6	2.6	2.8
2003	2.1	1.9	2.7
2004	2.7	2.8	2.4
2005	3.2	3.2	3.1
2006	2.7	2.7	2.9
2007	3.0	2.9	3.2
1T 2007	2.8	2.7	2.9
2T 2007	3.3	3.0	3.4
3T 2007	3.1	2.9	3.3
4T 2007	3.0	2.8	3.1

Source: STATEC

Les prix de la construction (NACE 450) sont relevés de façon semestrielle. Les valeurs trimestrielles sont obtenues par interpolation quadratique.

Pondérations: Gros œuvre, bâtiment 59%; installations techniques, parachèvement 41%.

Tableau 2d: Taux de change et termes de l'échange (liés aux exportations de biens)

	Indices des valeurs unitaires			Indices des valeurs		Indices de volume	
	Exportations	Importations	Termes de l'échange	Exportations	Importations	Exportations	Importations
	2000=100						
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	100.0	98.4	101.7	107.0	106.3	107.0	108.1
2002	96.8	96.8	100.0	105.9	105.4	109.4	108.8
2003	95.8	95.1	100.8	103.8	104.0	108.4	109.4
2004	102.1	101.4	100.7	114.6	117.4	112.3	115.8
2005	101.8	104.4	97.6	121.3	121.7	119.2	116.6
2006	110.5	113.3	97.5	133.0	134.3	120.3	118.6
2007	120.7	115.8	104.2	138.3	139.5	114.6	120.4
1T 2007	120.6	114.3	105.4	146.5	140.1	121.5	122.5
2T 2007	122.0	117.6	103.7	141.8	146.8	116.2	124.8
3T 2007	121.5	116.2	104.6	128.8	133.7	106.0	115.1
4T 2007	119.2	116.0	102.8	136.9	137.6	114.8	118.6
	Taux de variation annuels en %						
2000	1.8	2.9	-1.1	16.6	13.1	14.6	10.0
2001	0.0	-1.6	1.7	7.0	6.3	7.0	8.1
2002	-3.2	-1.6	-1.6	-1.0	-0.9	2.2	0.7
2003	-1.0	-1.8	0.8	-1.9	-1.3	-0.9	0.5
2004	6.5	6.6	-0.1	10.4	12.9	3.6	5.8
2005	-0.2	2.9	-3.1	5.9	3.6	6.1	0.7
2006	8.5	8.6	-0.1	9.6	10.4	1.0	1.7
2007		2.2	6.8	4.0	3.8	-4.8	1.5
1T 2007	15.4	5.3	9.4	11.7	6.9	-3.1	1.5
2T 2007	13.0	2.5	9.9	4.7	4.1	-7.0	1.6
3T 2007	7.9	-0.5	7	1.7	6	-4.5	6.6
4T 2007	8.9	1.8	0.6	-1.6	-1.5	-3.9	-3.3

Indice de valeurs unitaires = Indice de Paasche; Indice de volume = Indice de Laspeyres

Source: STATEC

Tableau 2e: Coût salarial, Luxembourg

	Coût salarial moyen par mois et par personne, emploi salarié total		Coût salarial par personne dans l'industrie	
	Economie totale	Industrie totale	Sidérurgie	Industrie hors sidérurgie
	EUR par mois			2000=100
1995	...	92.0	88.7	91.1
1996	...	92.3	90.2	91.5
1997	...	94.1	93.2	93.5
1998	2 847	95.8	92.5	96.0
1999	2 932	96.3	93.9	96.5
2000	3 059	100.0	100.0	100.0
2001	3 227	103.9	105.2	104.1
2002	3 328	106.2	107.9	106.5
2003	3 433	109.1	110.9	109.6
2004	3 538	111.9	114.2	112.5
2005	3 668	114.4	116.5	115.5
2006	3 789	118.8	124.2	119.3
2007	3 937			
1T 2007	3 834	116.8	123.4	116.9
2T 2007	3 900	125.0	155.7	121.0
3T 2007	3 713	117.1	122.6	117.5
4T 2007	4 301			
déc-07	5 177	145.6	125.3	150.8
janv-08	3 896	116.6	124.9	116.7
févr-08	...	114.9	124.2	114.8
				Taux de variation annuels en %
1996	...	0.4	1.7	0.5
1997	...	1.9	3.4	2.1
1998	...	1.8	-0.8	2.7
1999	3.0	0.5	1.6	0.6
2000	4.3	3.9	6.5	3.6
2001	5.5	3.9	5.2	4.1
2002	3.1	2.2	2.6	2.3
2003	3.2	2.7	2.7	2.9
2004	3.1	2.5	3.0	2.7
2005	3.7	2.3	2.0	2.6
2006	3.3	3.8	6.6	3.3
2007	3.9			
1T 2007	5.0	4.0	1.7	4.2
2T 2007	3.6	3.3	8.1	2.2
3T 2007	3.8	5.4	5.9	5.3
4T 2007	3.3			
déc-07	2.5	0.2	4.9	-0.4
janv-08	2.5	-0.4	2.5	-0.8
févr-08	...	0.8	4.5	0.3

Sources: IGSS, STATEC

Le coût salarial dans l'industrie est issu des enquêtes d'activité dans l'industrie (voir aussi le tableau 3a-6). Les fichiers de la Sécurité sociale, provenant de l'IGSS (Inspection Générale de la Sécurité Sociale) permettent de suivre l'évolution des salaires (coût salarial) à brève échéance pour l'ensemble de l'économie. Le *niveau* du coût salarial figurant ci-dessus (salaire brut + gratifications + cotisations) doit être interprété en sachant qu'il existe des minima et des maxima de cotisation.

Tableau 2f: Coût salarial, comparaison par pays

	Belgique	Allemagne	France	Luxembourg	Zone euro	UE27
						Indice 2000=100
1996	90.2	91.7	90.4	89.2	90.5	87.0
1997	92.7	93.1	92.1	91.3	92.8	90.3
1998	95.3	94.6	94.0	93.5	94.3	92.9
1999	98.1	96.7	96.2	95.6	96.6	96.1
2000	100.0	100.0	100.0	99.9	100.0	100.0
2001	105.2	102.6	104.2	104.7	103.8	104.8
2002	109.9	104.9	108.2	108.9	107.5	109.0
2003	111.9	107.8	111.1	113.1	110.9	112.9
2004	114.5	108.9	115.0	115.7	113.6	116.9
2005	117.3	109.8	119.1	120.5	116.7	120.4
2006	120.4	111.6	123.1	123.2	119.6	124.0
2007	124.8	112.8	127.2	126.0	122.8	128.5
1T 2007	115.0	103.1	127.3	125.2	114.9	123.9
2T 2007	125.2	117.8	125.3	125.7	124.7	129.2
3T 2007	121.8	110.5	121.6	122.7	121.2	127.2
4T 2007	137.1	119.6	134.7	130.4	130.2	133.7
						Taux de variation annuels en %
1997	2.8	1.6	1.8	2.4	2.5	3.8
1998	2.8	1.6	2.1	2.4	1.6	2.9
1999	3.0	2.3	2.3	2.3	2.5	3.4
2000	2.0	3.4	4.0	4.4	3.5	4.1
2001	5.1	2.6	4.2	4.8	3.8	4.8
2002	4.4	2.3	3.8	4.0	3.6	4.0
2003	1.8	2.7	2.7	3.8	3.1	3.6
2004	2.3	1.1	3.5	2.4	2.5	3.5
2005	2.4	0.8	3.6	4.1	2.8	3.1
2006	2.6	1.7	3.4	2.2	2.5	3.0
2007	3.7	1.0	3.3	2.3	2.6	3.6
1T 2007	3.2	0.3	3.7	2.7	2.3	3.7
2T 2007	4.7	1.4	3.4	2.3	2.7	3.5
3T 2007	3.9	0.7	3.3	2.7	2.5	3.8
4T 2007	2.9	1.5	2.9	1.5	2.8	3.6

Sources: EUROSTAT, STATEC (pour le Luxembourg)

Les indices du coût total horaire de la main-d'œuvre sont établis par Eurostat pour l'Union européenne (UE15), l'Union monétaire et les différents pays membres. Ils couvrent l'ensemble de l'économie (à l'exception de l'agriculture, de la pêche, de l'exploitation forestière, de l'éducation, des activités diverses, de l'information et des services personnels). Le coût de la main-d'œuvre comprend les salaires et traitements bruts (y compris toutes les primes), les cotisations auprès de la Sécurité sociale et les taxes de l'employeur, déduction faite des subventions liées à l'emploi.

Tableau 2f – suite: Coût salarial moyen, comparaison par pays, industrie

	Belgique	Allemagne	France	Luxembourg	Zone euro	UE27
						Indice 2000=100
1996	91.2	89.6	90.5	92.0	90.0	86.6
1997	93.6	91.1	92.3	94.0	92.4	90.1
1998	96.3	93.0	94.3	95.2	94.1	92.8
1999	99.1	95.4	96.3	96.8	96.5	96.0
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	104.9	103.1	103.8	103.0	103.8	104.7
2002	110.3	105.2	107.6	107.0	107.2	108.8
2003	112.2	107.8	110.9	110.8	110.6	112.7
2004	115.4	109.4	115.4	113.2	113.8	116.7
2005	118.2	110.1	119.6	117.5	116.7	120.0
2006	121.3	114.5	123.7	121.4	120.5	124.3
2007	126.6	115.8	127.5	124.0	123.8	128.7
1T 2007	110.8	105.9	123.5	121.3	113.8	120.2
2T 2007	124.0	126.8	128.0	125.3	127.1	131.0
3T 2007	128.5	110.0	121.9	121.3	122.2	127.7
4T 2007	142.9	120.5	136.7	127.9	132.2	135.8
						Taux de variation annuels en %
1997	2.7	1.7	2.0	2.1	2.7	...
1998	2.9	2.0	2.1	1.3	1.8	3.0
1999	2.8	2.6	2.1	1.7	2.6	3.4
2000	0.9	4.8	3.9	3.3	3.6	4.2
2001	5.0	3.1	3.8	3.0	3.8	4.7
2002	5.1	2.1	3.7	3.8	3.3	3.8
2003	1.7	2.5	3.1	3.6	3.2	3.6
2004	2.9	1.4	4.0	2.2	2.8	3.6
2005	2.4	0.7	3.7	3.8	2.5	2.9
2006	2.7	4.0	3.4	3.3	3.3	3.6
2007	4.3	1.2	3.1	2.1	2.7	3.5
1T 2007	1.5	0.6	3.3	2.1	2.6	3.5
2T 2007	2.5	2.1	3.4	2.4	3.0	3.6
3T 2007	2.9	0.5	3.0	3.2	2.3	3.2
4T 2007	3.5	1.3	2.9	0.6	3.0	3.7

Sources: EUROSTAT, STATEC (pour le Luxembourg)

Tableau 3a - 1: Enquête d'activité dans l'industrie - Production du mois en volume

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Energie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
	2000=100						
1995	81.7	80.4	90.6	93.3	76.8	83.1	93.4
1996	82.3	82.2	82.9	92.8	77.9	92.5	87.4
1997	86.8	86.5	88.7	91.6	84.7	88.8	90.8
1998	93.9	94.5	89.7	95.2	91.2	101.8	97.8
1999	95.3	95.2	95.9	93.0	93.9	102.6	96.7
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	103.5	103.7	102.0	108.9	101.8	93.8	111.0
2002	105.8	107.2	97.4	115.9	103.2	94.4	114.7
2003	109.8	112.6	91.9	120.2	107.9	93.3	119.6
2004	114.8	118.1	94.0	122.1	114.1	98.6	122.7
2005	115.5	120.7	82.9	120.8	112.5	107.7	125.8
2006	118.5	120.6	100.7	119.0	119.1	108.3	119.9
2007	118.5	121.4	100.1	113.9	120.6	122.2	112.7
1T 2007	126.6	128.2	116.5	142.8	128.4	118.9	117.4
2T 2007	119.3	120.7	110.5	84.7	126.8	118.2	118.3
3T 2007	106.9	111.7	76.6	80.4	109.9	119.9	105.1
4T 2007	121.0	124.8	96.9	147.6	117.2	131.8	109.9
déc-07	111.4	115.3	87.2	183.3	100.5	111.5	101.9
janv-08	123.0	123.8	117.6	156.8	120.9	112.6	116.5
févr-08	121.3	122.9	111.4	151.6	119.3	128.6	105.7
	Taux de variation annuels en %						
1996	0.7	2.2	-8.4	-0.5	1.4	11.3	-6.5
1997	5.5	5.2	6.9	-1.3	8.8	-4.0	3.9
1998	8.2	9.3	1.2	3.9	7.7	14.7	7.7
1999	1.5	0.8	6.9	-2.3	2.9	0.8	-1.1
2000	4.9	5.0	4.3	7.5	6.5	-2.6	3.4
2001	3.5	3.7	2.0	8.9	1.8	-6.2	11.0
2002	2.3	3.4	-4.5	6.4	1.4	0.7	3.3
2003	3.7	5.1	-5.7	3.7	4.5	-1.1	4.3
2004	4.5	4.8	2.3	1.6	5.7	5.6	2.6
2005	0.6	2.2	-11.8	-1.1	-1.4	9.3	2.6
2006	2.6	0.0	21.4	-1.5	5.9	0.5	-4.7
2007	0.0	0.6	-0.5	-4.3	1.3	12.8	-6.0
1T 2007	1.7	0.4	11.3	-17.2	7.6	11.3	-4.7
2T 2007	2.9	2.2	8.0	-14.8	6.1	11.7	-2.6
3T 2007	-2.9	-0.9	-18.2	6.8	-5.6	16.7	-9.8
4T 2007	-0.1	0.6	-5.0	14.6	-3.2	11.7	-7.3
déc-07	0.5	0.1	4.4	16.5	-1.5	2.8	-8.2
janv-08	-4.0	-4.3	-2.5	3.4	-5.4	-5.9	-4.2
févr-08	1.2	1.3	0.2	9.3	-1.9	16.1	-4.2

Source: STATEC

L'activité dans l'industrie est suivie grâce aux enquêtes mensuelles, qui relèvent un ensemble de variables, dont la production, l'emploi salarié, le coût salarial et les nouvelles commandes. Il s'agit d'enquêtes harmonisées au niveau communautaire. Au niveau des agrégations, les biens de consommation durables et non-durables sont regroupés en une seule branche d'activité.

### Pondérations dans l'industrie en %

	Production	Commandes nouvelles	Nombre de salariés	Heures travaillées
	unité: en %			
Industrie totale	100.0	100.0	100.0	100.0
Industrie hors Sidérurgie	86.3	66.2	86.4	85.9
Sidérurgie	13.7	33.8	13.6	14.1
Energie	11.2	n.d.	2.5	1.4
Biens intermédiaires	56.2	70.3	56.2	57.7
Biens d'équipement	12.6	18.6	18.8	19.0
Biens de consommation	20.1	11.1	22.5	21.9

Tableau 3a - 2: Enquête d'activité dans l'industrie - Production par jour ouvrable en volume

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Energie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
	2000=100						
1995	81.8	80.5	90.7	93.5	77.0	83.0	93.5
1996	81.9	81.9	82.6	92.8	77.6	91.6	87.0
1997	86.7	86.4	88.8	91.9	84.8	88.0	90.7
1998	93.8	94.3	89.8	95.4	91.2	101.0	97.6
1999	95.2	95.1	95.9	93.3	93.8	101.9	96.5
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	103.1	103.2	102.2	108.9	101.7	92.8	110.8
2002	105.5	106.7	97.7	115.9	103.1	93.4	114.4
2003	109.3	112.0	92.2	120.1	107.6	92.1	119.3
2004	113.5	116.6	93.2	121.4	112.9	96.8	121.5
2005	114.3	119.4	82.6	119.1	111.4	107.7	124.6
2006	117.0	119.8	100.1	117.3	118.2	109.1	119.1
2007	117.4	120.3	99.4	112.3	119.5	122.5	111.7
1T 2007	123.9	125.4	114.4	139.7	125.8	116.0	115.0
2T 2007	119.6	121.2	110.7	84.0	126.9	121.2	118.9
3T 2007	105.7	110.5	76.0	79.1	108.6	119.8	103.9
4T 2007	120.3	124.1	96.6	146.2	116.5	132.7	109.2
déc-07	116.3	120.3	91.9	185.6	105.4	123.2	106.5
janv-08	120.4	121.2	115.1	153.3	118.3	110.6	114.1
févr-08	117.1	119.3	103.6	146.0	113.7	129.1	100.9
	Taux de variation annuels en %						
1996	0.2	1.7	-8.8	-0.8	0.9	10.4	-7.0
1997	5.8	5.6	7.4	-1.0	9.2	-4.0	4.3
1998	8.1	9.2	1.1	3.9	7.6	14.7	7.6
1999	1.5	0.8	6.9	-2.2	2.9	0.9	-1.1
2000	5.1	5.2	4.2	7.2	6.6	-1.8	3.7
2001	3.1	3.2	2.2	8.9	1.7	-7.2	10.8
2002	2.3	3.3	-4.5	6.4	1.3	0.6	3.3
2003	3.7	5.0	-5.6	3.6	4.4	-1.4	4.3
2004	3.8	4.1	1.0	1.1	4.8	5.1	1.8
2005	0.8	2.4	-11.4	-1.9	-1.3	11.3	2.6
2006	2.4	0.3	21.3	-1.5	6.1	1.3	-4.4
2007	0.3	0.4	-0.7	-4.3	1.1	12.2	-6.2
1T 2007	2.4	1.1	12.0	-16.9	8.3	12.8	-4.0
2T 2007	2.1	1.5	7.0	-15.1	5.3	10.0	-3.3
3T 2007	-2.9	-0.9	-17.9	6.8	-5.5	16.7	-9.8
4T 2007	-0.7	-0.1	-5.6	14.3	-3.8	9.9	-8.0
déc-07	0.5	0.1	4.1	16.5	-1.4	2.8	-8.2
janv-08	-4.0	-4.3	-2.5	3.4	-5.3	-5.9	-4.2
févr-08	-0.2	0.8	-5.9	7.5	-4.8	21.0	-6.8

Source: STATEC

Tableau 3a - 3: Enquête d'activité dans l'industrie - Commandes nouvelles totales en valeur

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
	2000=100					
1995	77.7	73.4	90.6	79.0	69.9	77.2
1996	77.0	76.5	78.6	79.4	65.5	72.1
1997	87.0	86.8	87.5	88.2	80.9	84.7
1998	91.1	91.7	89.4	91.7	91.7	84.6
1999	91.5	92.7	88.1	92.2	86.9	92.2
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	95.1	94.5	96.4	92.2	95.5	113.2
2002	94.3	94.3	94.2	90.9	90.3	122.8
2003	94.2	100.1	82.6	88.7	91.9	133.0
2004	107.7	108.1	107.1	107.3	95.3	131.2
2005	106.5	112.4	95.0	100.5	111.7	136.1
2006	124.2	124.9	122.9	120.9	133.5	129.4
2007	127.1	128.0	125.3	124.6	133.2	133.0
1T 2007	150.5	137.1	176.8	155.2	134.6	147.2
2T 2007	132.4	138.8	119.9	127.0	153.5	131.0
3T 2007	117.2	118.4	114.7	113.3	124.1	130.3
4T 2007	108.4	117.9	89.7	102.7	120.8	123.4
déc-07	107.1	106.9	107.5	103.6	114.6	117.2
janv-08	139.0	127.2	162.0	138.3	142.0	138.5
févr-08	139.5	130.9	156.4	139.0	146.5	131.2
	Taux de variation annuels en %					
1996	-0.9	4.2	-13.3	0.5	-6.3	-6.6
1997	12.9	13.5	11.4	11.1	23.5	17.5
1998	4.8	5.7	2.1	4.0	13.4	-0.2
1999	0.4	1.0	-1.4	0.5	-5.2	9.0
2000	9.2	7.9	13.5	8.5	15.0	8.5
2001	-4.9	-5.5	-3.6	-7.8	-4.5	13.2
2002	-0.9	-0.2	-2.3	-1.4	-5.5	8.5
2003	-0.1	6.1	-12.4	-2.4	1.8	8.3
2004	14.4	7.9	29.7	21.0	3.7	-1.3
2005	-1.1	4.0	-11.3	-6.3	17.2	3.7
2006	16.6	11.1	29.3	20.3	19.6	-4.9
2007	2.4	2.5	2.0	3.0	-0.2	2.8
1T 2007	13.7	4.0	27.5	20.8	-5.0	4.0
2T 2007	7.1	20.3	-6.4	4.0	21.0	3.4
3T 2007	-1.3	6.1	-6.4	-6.3	15.0	5.9
4T 2007	-11.3	14.5	-12.2	-8.3	-23.5	-2.3
déc-07	-21.7	-21.0	-23.1	-22.4	-27.3	-5.5
janv-08	-5.1	-4.8	-5.4	-5.5	-6.9	1.6
févr-08	11.6	-1.8	43.7	14.9	17.6	-13.3

Source: STATEC

Tableau 3a - 4: Enquête d'activité dans l'industrie - Nombre de salariés

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Énergie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
	2000=100						
1995	96.4	90.1	135.4	115.2	101.4	81.2	95.3
1996	96.2	91.6	124.3	111.7	101.0	83.4	93.5
1997	95.9	93.0	114.0	107.5	99.5	85.5	94.7
1998	97.1	95.1	109.4	101.5	99.3	92.0	95.2
1999	98.6	97.8	103.7	101.0	100.0	96.2	96.7
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	101.5	102.6	94.7	102.6	99.8	100.1	107.0
2002	100.7	102.1	91.9	105.6	97.7	96.8	110.8
2003	99.7	101.6	87.8	107.6	96.2	96.9	110.1
2004	99.2	101.7	83.2	108.6	93.7	97.9	112.8
2005	98.8	102.0	78.4	108.1	91.1	101.1	115.1
2006	97.7	100.7	78.7	109.5	88.7	103.3	114.1
2007	96.7	99.5	78.6	109.9	89.2	104.1	107.8
1T 2007	96.8	99.7	79.0	109.0	88.5	103.8	110.5
2T 2007	96.2	99.0	78.8	109.6	88.9	103.4	107.0
3T 2007	96.7	99.6	78.5	110.2	89.6	103.9	106.8
4T 2007	97.0	100.0	78.2	110.8	89.7	105.1	106.8
déc-07	96.9	99.9	77.9	111.2	89.6	105.2	106.6
janv-08	96.6	99.7	76.7	110.2	89.4	104.8	106.2
févr-08	96.7	99.9	76.5	110.2	89.5	104.6	106.5
	Taux de variation annuels en %						
1996	-0.3	1.7	-8.2	-3.1	-0.4	2.7	-1.9
1997	-0.3	1.5	-8.3	-3.7	-1.5	2.5	1.3
1998	1.2	2.3	-4.0	-5.6	-0.1	7.5	0.6
1999	1.5	2.8	-5.2	-0.5	0.6	4.6	1.5
2000	1.4	2.3	-3.5	-1.0	0.0	3.9	3.4
2001	1.5	2.6	-5.3	2.6	-0.2	0.1	7.0
2002	-0.8	-0.5	-3.0	3.0	-2.0	-3.3	3.6
2003	-0.9	-0.5	-4.4	1.8	-1.6	0.1	-0.6
2004	-0.6	0.1	-5.3	1.0	-2.5	1.0	2.4
2005	-0.4	0.3	-5.7	-0.5	-2.8	3.3	2.0
2006	-1.2	-1.3	0.3	1.3	-2.7	2.3	-0.8
2007	-1.0	-1.1	-0.1	0.4	0.6	0.7	-5.6
1T 2007	-1.6	-2.1	2.2	-0.3	-1.6	1.6	-4.0
2T 2007	-1.4	-1.6	0.4	-0.3	0.3	1.2	-6.6
3T 2007	-1.0	-1.0	-1.1	0.8	1.1	0.2	-6.1
4T 2007	-0.2	0.0	-1.7	1.3	2.6	-0.2	-5.6
déc-07	-0.1	0.1	-1.5	1.5	2.7	-0.1	-5.6
janv-08	-0.7	-0.4	-2.9	0.9	1.0	1.0	-5.4
févr-08	-0.4	0.0	-3.0	1.5	1.2	0.8	-4.7

Source: STATEC

Tableau 3a - 5: Enquête d'activité dans l'industrie - Heures travaillées

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Énergie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
	2000=100						
1995	102.3	96.2	139.2	143.7	104.5	86.8	108.7
1996	100.0	95.7	125.8	137.0	103.1	84.9	103.1
1997	100.3	97.6	116.8	127.7	103.1	87.2	102.8
1998	99.8	98.5	107.6	113.6	100.4	93.6	103.0
1999	100.6	99.8	105.9	111.6	101.5	96.5	101.5
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	100.0	101.1	93.3	93.5	99.6	95.3	105.4
2002	98.2	99.6	89.5	84.0	97.1	89.8	109.3
2003	97.7	99.5	86.7	50.0	96.5	90.2	110.6
2004	97.9	100.4	82.7	7.3	95.6	91.0	115.7
2005	95.0	97.9	77.6	6.7	89.7	92.8	116.7
2006	93.9	96.1	80.7	6.2	88.2	93.8	114.7
2007	92.8	94.8	80.1	5.8	89.8	93.8	105.1
1T 2007	96.9	98.9	84.5	131.0	93.0	99.8	110.3
2T 2007	93.9	95.8	82.7	77.3	91.7	94.2	105.3
3T 2007	87.1	89.8	70.6	73.0	83.6	86.8	101.8
4T 2007	93.1	94.9	82.5	133.2	91.0	94.6	103.0
déc-07	78.0	78.4	75.8	5.7	77.0	74.9	88.1
janv-08	98.2	100.0	87.2	4.2	96.0	97.0	111.0
févr-08	95.3	97.4	82.9	4.1	93.8	94.2	106.2
	Taux de variation annuels en %						
1996	-2.3	-0.5	-9.6	-4.7	-1.3	-2.1	-5.2
1997	0.3	1.9	-7.2	-6.8	0.0	2.7	-0.2
1998	-0.5	0.9	-7.9	-11.0	-2.6	7.4	0.2
1999	0.9	1.3	-1.6	-1.8	1.1	3.1	-1.5
2000	-0.6	0.2	-5.5	-10.4	-1.5	3.6	-1.4
2001	0.0	1.1	-6.7	-6.5	-0.4	-4.7	5.4
2002	-1.8	-1.5	-4.0	-10.2	-2.6	-5.8	3.7
2003	-0.5	-0.1	-3.1	-40.4	-0.6	0.5	1.2
2004	0.2	0.8	-4.6	-85.4	-0.9	0.9	4.6
2005	-2.9	-2.5	-6.2	-8.0	-6.2	1.9	0.9
2006	-1.2	-1.8	4.1	-7.0	-1.7	1.2	-1.7
2007	-1.2	-1.3	-0.8	-6.6	1.9	0.0	-8.4
1T 2007	-1.3	-1.6	1.2	-17.0	-0.3	2.4	-6.1
2T 2007	-1.5	-2.3	4.5	-14.5	2.4	-0.7	-10.0
3T 2007	-0.4	0.5	-6.9	5.9	2.0	1.8	-6.7
4T 2007	-1.6	-1.5	-2.3	13.1	3.5	-3.2	-10.6
déc-07	-4.6	-4.9	-2.5	3.4	1.1	-7.2	-14.1
janv-08	0.6	0.1	4.5	-42.1	3.6	-3.6	-2.4
févr-08	3.9	3.8	4.2	-17.9	6.5	0.6	0.6

Source: STATEC

Tableau 3a – 6: Enquête d'activité dans l'industrie – Coût salarial unitaire

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Énergie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
	2000=100						
1995	108.8	102.5	130.9	93.6	121.8	89.9	93.5
1996	108.4	102.6	136.7	95.5	120.2	83.6	98.2
1997	104.2	100.8	119.0	98.2	110.9	91.0	96.8
1998	99.8	97.3	114.3	94.1	105.6	86.4	93.0
1999	99.5	99.0	102.4	96.4	102.1	91.9	96.8
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	102.5	103.5	97.7	97.6	102.7	110.2	101.5
2002	101.5	101.9	101.5	97.1	100.5	109.6	105.9
2003	99.6	99.3	107.9	105.9	97.4	113.8	102.3
2004	96.9	96.9	104.7	106.0	91.4	112.1	105.3
2005	97.7	97.6	110.0	111.0	91.8	109.3	107.3
2006	98.5	99.6	96.8	120.0	88.2	114.2	115.5
2007	100.7	101.1	104.4	126.6	89.9	110.5	119.5
1T 2007	88.9	90.6	82.0	80.7	78.9	107.0	112.0
2T 2007	100.3	98.8	108.9	151.3	89.8	106.7	108.8
3T 2007	106.1	104.8	129.9	148.5	92.6	111.4	122.7
4T 2007	107.3	110.3	96.8	126.1	98.4	116.7	134.5
déc-07	125.9	130.1	109.6	81.0	125.3	162.4	142.3
janv-08	91.1	93.6	79.8	75.4	84.0	112.0	110.0
févr-08	91.0	92.9	83.5	77.3	82.4	101.3	120.0
	Taux de variation annuels en %						
1996	-0.4	0.1	4.4	2.0	-1.3	-7.0	5.0
1997	-3.8	-1.7	-12.9	2.8	-7.7	8.8	-1.5
1998	-4.2	-3.4	-4.0	-4.2	-4.8	-5.1	-3.9
1999	-0.3	1.8	-10.4	2.5	-3.3	6.4	4.1
2000	0.5	1.0	-2.3	3.7	-2.0	8.8	3.3
2001	2.5	3.5	-2.3	-2.4	2.7	10.2	1.5
2002	-1.0	-1.6	3.9	-0.6	-2.2	-0.5	4.3
2003	-1.8	-2.5	6.2	9.1	-3.1	3.8	-3.5
2004	-2.8	-2.4	-2.9	0.1	-6.1	-1.5	2.9
2005	0.9	0.7	5.0	4.8	0.4	-2.5	1.9
2006	0.8	2.1	-12.0	8.0	-3.9	4.5	7.6
2007	2.2	1.5	7.9	5.6	2.0	-3.2	3.5
1T 2007	0.6	1.6	-6.6	23.3	-6.7	-0.2	5.5
2T 2007	-0.9	-1.7	1.1	19.6	-2.4	-1.9	-4.0
3T 2007	7.3	5.1	28.0	-1.1	10.0	-3.3	8.3
4T 2007	1.8	1.0	7.4	-8.5	7.1	-7.0	4.2
déc-07	-0.4	-0.4	-1.0	-13.9	2.7	3.9	0.0
janv-08	3.1	3.2	2.2	-2.7	4.9	7.4	0.4
févr-08	-0.8	-1.1	1.1	-5.9	4.2	-14.6	1.3

Source: STATEC



Tableau 3c: Activité dans le commerce

	Indice du chiffre d'affaires (en valeur)				Indice du chiffre d'affaires (en volume)			
	Total	Commerce et réparation automobile	Commerce de gros	Commerce de détail	Total	Commerce et réparation automobile	Commerce de gros	Commerce de détail
	1995=100							
1995	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1996	103.1	105.4	103.3	100.0	102.3	104.0	102.7	98.9
1997	121.6	121.8	124.9	107.4	121.1	118.3	125.3	105.8
1998	126.6	129.0	128.9	114.0	126.7	127.1	130.4	110.6
1999	130.2	138.2	131.3	117.0	129.5	132.3	132.9	111.9
2000	140.2	158.2	138.8	127.0	135.1	139.5	137.8	119.1
2001	146.1	168.5	143.4	134.1	139.1	147.0	141.1	122.3
2002	151.1	186.5	144.6	141.9	143.1	161.7	142.4	126.3
2003	171.7	222.0	164.7	149.5	160.3	189.2	160.0	131.1
2004	185.9	239.8	178.2	162.9	164.1	191.7	162.9	140.3
2005	201.2	254.5	195.2	171.6	169.6	191.6	170.1	144.8
2006	222.3	268.7	216.1	200.8	181.9	195.0	182.5	166.0
2007	241.9	260.2	237.8	240.0	190.3	244.7	191.1	193.3
1T 2007	218.0	255.7	208.7	218.7	176.1	186.9	172.9	178.3
2T 2007	228.1	278.1	218.0	219.4	179.2	196.0	175.4	177.7
3T 2007	232.4	250.7	230.1	222.9	182.1	176.1	184.1	179.5
4T 2007	288.9	256.4	294.5	299.0	224.0	178.6	231.9	237.7
oct-07	254.0	276.9	249.1	251.1	197.6	194.5	197.7	200.3
nov-07	311.2	266.9	329.9	277.8	241.7	185.3	260.4	220.8
déc-07	301.6	225.3	304.6	368.1	232.8	155.9	237.8	292.0
	Taux de variation annuels en %							
1996	3.1	5.4	3.3	0.0	2.3	4.0	2.7	-1.1
1997	17.9	15.5	20.9	7.3	18.3	13.8	22.0	7.0
1998	4.1	6.0	3.2	6.2	4.6	7.4	4.0	4.5
1999	2.8	7.1	1.8	2.7	2.2	4.1	1.9	1.2
2000	7.7	14.5	5.8	8.5	4.4	5.5	3.7	6.4
2001	4.2	6.5	3.3	5.5	2.9	5.4	2.4	2.7
2002	3.4	10.7	0.8	5.9	2.9	10.0	1.0	3.3
2003	13.7	19.1	13.9	5.3	12.0	17.0	12.3	3.8
2004	8.3	8.0	8.2	9.0	2.4	1.3	1.8	7.0
2005	8.2	6.1	9.5	5.3	3.4	0.0	4.4	3.2
2006	10.5	5.6	10.7	17.0	7.3	1.8	7.3	14.6
2007	8.8	-3.1	10.1	19.5	4.6	-5.4	4.7	16.4
1T 2007	7.3	-2.5	7.9	19.3	4.0	-3.5	3.4	16.6
2T 2007	2.7	-8.3	4.4	12.4	-0.6	-9.6	-0.1	9.8
3T 2007	8.7	-0.3	9.9	14.9	5.5	-1.5	5.9	12.2
4T 2007	15.6	-0.4	16.5	29.5	8.9	-6.4	8.8	25.5
oct-07	1.6	3.8	-1.4	13.9	-4.0	-1.6	-7.4	10.6
nov-07	26.1	1.0	31.2	33.1	19.0	-5.3	22.6	28.9
déc-07	19.0	-6.6	19.9	39.8	11.8	-12.8	11.3	35.3

Source: Administration de l'Enregistrement, STATEC

L'activité dans le commerce est suivie grâce aux fichiers de TVA. Des indices "volume" sont calculés par le STATEC en déflétant les indices "valeurs" par des indicateurs de prix y correspondants.

Pondérations 2002: Commerce et réparation automobile 11.0%, commerce de gros 79.7%, commerce de détail 9.3%
---

Tableau 3d: Activité dans les services financiers

	Banques			Comptes de pertes et profits des banques			OPC
	Nombre de banques	Somme de bilans	Marge d'intérêt	Résultat brut	Résultat avant provisions	Nombre d'OPC	Actifs nets
	Unités	En Mio EUR			En Mio EUR	Unités	En Mio EUR
1995	221	446 884	3 080	4 718	2 578	1 308	246 626
1996	222	466 747	3 106	5 034	2 746	1 360	289 478
1997	218	503 701	3 197	5 751	3 341	1 408	357 750
1998	215	550 008	3 110	6 975	4 346	1 476	455 541
1999	210	567 408	3 302	6 564	3 585	1 569	597 500
2000	209	630 065	3 548	7 679	4 265	1 702	859 915
2001	197	685 944	4 350	8 021	4 320	1 858	892 275
2002	183	687 026	4 093	8 113	4 567	1 941	899 369
2003	175	660 734	4 081	7 608	4 184	1 919	886 332
2004	167	680 249	3 907	7 356	3 865	1 923	1 046 464
2005	159	746 623	3 913	8 297	4 582	2 021	1 315 834
2006	154	829 380	4 818	10 695	6 671	2 143	1 704 510
2007	156	889 122	5 973	11 536	7 071	2 444	2 013 737
2T 2007	155	874 657	2 744	5 572	3 422	2 310	2 012 883
3T 2007	157	894 184	3 845	7 878	4 648	2 456	2 049 138
4T 2007	157	931 481	5 973	11 536	7 071	2 749	2 082 237
1T2008	156	938 093	...	...	...	2 972	1 936 329
							Taux de variation annuels en %
1996		4.4	0.8	6.7	6.5	4.0	17.4
1997		7.9	2.9	14.2	21.7	3.5	23.6
1998		9.2	-2.7	21.3	30.1	4.9	27.3
1999		3.2	6.2	-5.9	-17.5	6.3	31.2
2000		11.0	7.5	17.0	19.0	8.5	43.9
2001		8.9	22.6	4.5	1.3	9.2	3.8
2002		0.2	-5.9	1.1	5.7	4.5	0.8
2003		-3.8	-0.3	-6.2	-8.4	-1.2	-1.4
2004		3.0	-4.3	-3.3	-7.6	0.2	18.1
2005		9.8	0.2	12.8	18.6	5.1	25.7
2006		11.1	23.1	28.9	45.6	6.0	29.5
2007		7.2	24.0	7.9	6.0	14.1	18.1
2T 2007		5.6	26.1	11.0	11.0	9.2	20.5
3T 2007		7.4	16.2	-0.9	-7.5	13.7	20.1
4T 2007		10.6	24.0	7.9	6.0	23.7	15.1
1T 2008		9.6	...	...	...	31.4	1.3

Source: Banque centrale du Luxembourg

Tableau 4a: Enquête de conjoncture, Industrie

	Appréciation du carnet des commandes		Estimation de la tendance de la production au cours des prochains mois		Durée d'activité assurée et capacité de production	
	Solde des réponses positives et négatives	Situation qualifiée de stable	Solde des réponses positives et négatives	Situation qualifiée de stable	Durée de production assurée	Degré d'utilisation de la capacité de production
1995	11.8	59.4	2.1	69.8	2.6	81.8
1996	-29.2	50.5	-11.7	73.5	2.6	79.3
1997	15.6	61.7	4.9	77.4	2.9	85.3
1998	1.5	58.8	10.3	41.0	3.1	87.0
1999	-6.0	58.8	-0.9	75.8	3.0	86.0
2000	13.2	56.6	2.8	78.3	3.0	88.0
2001	-18.1	54.9	-22.1	66.3	3.1	88.0
2002	-32.5	50.8	-13.9	68.4	3.2	88.0
2003	-31.4	59.6	-15.6	68.3	3.0	84.0
2004	-3.7	60.3	7.5	67.0	3.4	84.8
2005	-17.8	57.9	-5.1	70.8	3.4	81.3
2006	-10.7	71.0	-4.6	77.1	3.9	84.5
2007	-5.4	68.1	15.8	67.1	4.3	86.5
2T 2007	-2.3	70.3	15.7	67.7	4.3	88.0
3T 2007	-11.3	72.7	17.7	68.3	4.2	87.0
4T 2007	-7.0	67.0	12.0	61.3	4.3	86.0
1T 2008	-12.3	79.0	21.3	71.3	4.3	85.0
févr-08	-6.0	76.0	13.0	83.0	...	...
mars-08	-13.0	81.0	20.0	72.0	...	...
avr-08	-14.0	82.0	16.0	78.0	...	...

Source: STATEC

Tableau 4b: Enquête de conjoncture, Construction

	Appréciation du carnet des commandes		Durée d'activité assurée
	Solde des réponses positives et négatives	Situation qualifiée de stable	
1995	-34.5	47.3	5.2
1996	-42.9	41.3	5.0
1997	-22.3	57.8	5.4
1998	6.5	76.5	5.7
1999	14.8	78.2	6.0
2000	24.3	67.6	6.2
2001	13.8	66.0	6.0
2002	-10.0	62.0	5.6
2003	-32.0	49.2	4.9
2004	-16.0	60.0	5.5
2005	-8.5	54.0	5.8
2006	-9.0	58.9	5.4
2007	-20.6	59.1	5.0
2T 2007	-15.7	55.0	5.1
3T 2007	-20.7	61.3	4.8
4T 2007	-25.7	54.3	4.8
1T 2008	-33.3	52.7	4.8
févr-08	-35.0	51.0	4.8
mars-08	-37.0	53.0	4.8
avr-08	-37.0	51.0	4.7

Source: STATEC

Les enquêtes de conjoncture sont des enquêtes mensuelles *qualitatives*, harmonisées au niveau communautaire. En principe, les entreprises sondées ne doivent répondre aux questions que par une des trois réponses suivantes: stabilité, augmentation ou diminution. Les réponses agrégées sont exprimées à l'aide des pourcentages respectifs de personnes ayant répondu par l'une de ces trois options.

Les enquêtes sont censées donner une représentation rapide de la situation conjoncturelle. Le périmètre de l'enquête est équivalent à celui des enquêtes d'activités *quantitatives* (tableaux 3a et 3b).

Tableau 5a: Marché du travail (1)

	Demandes d'emploi non satisfaites (1)*	Emploi salarié intérieur (2)	Emploi indépendant intérieur (3)	Emploi intérieur (4)=(2+3)	Frontaliers étrangers travaillant au Luxembourg (5)	Frontaliers luxembourgeois travaillant à l'étranger (6)	Fonction- naires interna- tionaux (7)	Frontaliers nets (8)= (5-6-7)	Emploi national (9)=(4-8)	Population active (10)=(9+1)	Taux de chômage (11)=(1/10)
	1000 personnes										En % de la population
1990	1.9	170.4	16.7	187.1	33.7	0.7	7.8	25.2	161.9	163.8	1.2
1995	4.8	197.5	16.3	213.8	55.5	0.7	7.8	47.0	166.8	171.6	2.8
1996	5.3	203.1	16.4	219.6	59.6	0.7	7.7	51.2	168.4	173.6	3.0
1997	5.7	210.0	18.6	228.6	64.4	0.7	7.8	56.0	172.7	178.4	3.2
1998	5.4	219.7	18.9	238.6	70.8	0.7	7.8	62.3	176.3	181.7	3.0
1999	5.2	231.5	19.1	250.6	78.4	0.7	7.7	70.0	180.6	185.9	2.8
2000	4.8	245.4	19.4	264.8	87.4	0.7	7.8	78.9	185.9	190.7	2.5
2001	4.5	260.1	19.6	279.7	97.3	0.7	7.6	89.0	190.7	195.2	2.3
2002	5.2	268.8	19.8	288.6	103.0	0.7	7.7	94.6	194.0	199.2	2.6
2003	7.0	274.2	19.9	294.1	106.9	0.7	7.9	98.2	195.9	202.9	3.5
2004	8.0	281.3	20.0	301.2	111.9	0.7	8.3	102.9	198.4	206.4	3.9
2005	8.9	290.4	20.0	310.4	118.3	0.7	9.0	108.6	201.8	210.8	4.2
2006	9.5	302.4	20.0	322.4	126.2	0.7	9.2	116.3	206.1	215.6	4.4
2007	9.6	316.3	20.3	336.6	136.2	0.7	9.4	126.1	210.4	220.1	4.4
2T 2007	9.2	315.2	20.3	335.4	135.1	0.7	9.2	125.3	210.1	219.4	4.2
3T 2007	9.1	318.3	20.4	338.7	138.0	0.7	9.2	128.2	210.5	219.6	4.1
4T 2007	9.8	323.0	20.5	343.6	140.2	0.7	9.2	130.4	213.2	223.0	4.4
1T 2008	10.0	326.1	20.6	346.7	143.1	0.7	9.3	133.0	213.7	223.6	4.5
<i>févr-08</i>	10.2	326.1	20.5	346.6	143.4	0.7	9.3	133.4	213.2	223.4	4.6
<i>mars-08</i>	9.5	327.9	20.6	348.5	144.4	0.7	9.3	134.3	214.2	223.7	4.2
<i>avr-08</i>	9.5	330.2	20.6	350.8	145.7	0.7	9.3	135.6	215.2	224.7	4.2
	Taux de variation annuels en %										
1990-1995	20.0	3.0	-0.5	2.7	10.5	0.0	0.1	13.3	0.6	0.9	
1995-2000	0.1	4.4	3.5	4.4	9.5	0.0	0.0	10.9	2.2	2.1	
2000-2005	13.3	3.4	0.6	3.2	6.3	0.0	3.0	6.6	1.7	2.0	
2000	-8.7	6.0	1.3	5.7	11.5	0.0	1.1	12.7	2.9	2.6	
2001	-4.9	6.0	1.2	5.6	11.4	0.0	-2.1	12.9	2.6	2.4	
2002	14.5	3.3	1.2	3.2	5.8	0.0	0.6	6.3	1.7	2.0	
2003	34.4	2.0	0.3	1.9	3.8	0.0	3.3	3.9	0.9	1.8	
2004	14.0	2.6	0.3	2.4	4.7	0.0	4.7	4.7	1.3	1.7	
2005	12.1	3.2	0.2	3.0	5.8	0.0	8.9	5.6	1.7	2.1	
2006	6.0	4.1	0.1	3.9	6.7	0.0	2.2	7.1	2.1	2.3	
2007	1.4	4.6	1.5	4.4	7.9	0.0	1.9	8.5	2.1	2.1	
2T 2007	4.4	4.4	1.6	4.2	7.9	0.0	1.8	8.4	1.9	2.0	
3T 2007	0.8	4.7	1.5	4.5	8.0	0.0	1.8	8.5	2.2	2.2	
4T 2007	-2.9	5.1	2.1	4.9	8.3	0.0	1.8	8.9	2.7	2.4	
1T 2008	-4.4	5.4	2.1	5.2	8.7	0.0	1.8	9.3	2.8	2.5	
<i>févr-08</i>	-3.1	5.4	2.0	5.2	8.9	0.0	1.8	9.5	2.7	2.4	
<i>mars-08</i>	-5.4	5.4	2.0	5.2	8.9	0.0	1.8	9.5	2.7	2.3	
<i>avr-08</i>	-1.1	5.4	1.9	5.2	8.9	0.0	1.8	9.4	2.7	2.6	

Les chiffres *en italique* sont provisoires dans la mesure où l'emploi salarié est estimé (et donc aussi la population active).

\* La série publiée est corrigée des ruptures de série en 1997 et en 2000, c.-à-d. que la nouvelle série a été recalculée sur base de l'évolution des anciennes séries.

Ruptures: Jusqu'à la fin de 1997, une partie des personnes "en mesures" ont été incluses dans les DENS, ce qui a conduit à une surévaluation du chômage. Depuis le début de 1998, l'Administration de l'Emploi (ADEM) publie séparément les chiffres concernant le chômage (série révisée) et ceux se rapportant aux personnes en mesures. Pour 1997, un calcul rétroactif a été effectué, où les personnes, "en mesures" en 1997, ont été éliminées de la série de DENS.

Sources: ADEM (Administration de l'Emploi), IGSS, STATEC

Le tableau 5a reprend l'ensemble des variables du marché du travail luxembourgeois qui sont pertinentes pour le calcul du taux de chômage. Celui-ci étant un concept "résident" (ou national, même si la nationalité ne joue pas), les frontaliers sont éliminés de l'emploi salarié. En tenant compte des fonctionnaires internationaux travaillant (et résident) au Luxembourg et des quelques frontaliers luxembourgeois travaillant à l'étranger, on passe de l'emploi intérieur (colonne 4) à l'emploi national (colonne 9) et puis à la population active et au chômage. A noter que toutes les séries ont une fréquence mensuelle, mise à part celles des frontaliers luxembourgeois sortants et des fonctionnaires internationaux. Par ailleurs, l'emploi salarié est disponible avec un retard de 3 mois sur les statistiques du chômage.

Tableau 5b: Marché du travail (2)

	Travail intérimaire				Autres indicateurs		Taux de chômage CVS	
	Nombre d'heures prestées	Travailleurs intérimaires (fin de mois)	Chômage complet indemnisé	Offres d'emplois non satisfaites	Bénéficiaires de mesures pour l'emploi	Total des demandeurs d'emplois résidents inscrits à l'ADEM	Taux de chômage désaisonnalisé au sens strict*	Taux de chômage désaisonnalisé au sens large*
	1000 heures	Nombre de personnes				Nombre de personnes		En % de la population active
1995	341.7	2 483	...	...	...	...	2.8	...
1996	362.6	2 736	...	...	...	...	3.0	...
1997	439.7	3 248	3 191	931	1 317	7 055	3.2	4.0
1998	525.2	3 902	2 450	1 443	1 718	7 137	3.0	4.0
1999	534.1	3 932	2 222	1 530	1 751	6 991	2.8	3.8
2000	617.9	4 473	2 025	1 364	2 109	6 891	2.5	3.6
2001	660.0	4 758	2 080	1 381	2 606	7 155	2.3	3.7
2002	650.1	4 720	2 775	940	3 257	8 466	2.6	4.2
2003	692.7	5 055	3 942	842	3 495	10 497	3.5	5.2
2004	754.3	5 489	4 712	1 014	3 740	11 723	3.9	5.7
2005	872.1	6 145	5 068	1 210	3 941	12 889	4.2	6.1
2006	1 000.9	6 982	4 856	1 717	3 978	13 466	4.4	6.3
2007	1 125.3	7 782	4 754	2 473	3 733	13 356	4.4	6.1
2T 2007	1 203.7	8 236	4 663	2 905	3 964	13 180	4.4	6.1
3T 2007	1 174.2	8 227	4 473	2 346	3 621	12 706	4.3	6.0
4T 2007	1 099.9	7 336	4 647	2 085	3 470	13 244	4.3	5.8
1T 2008	...	...	4 925	2 257	3 315	13 278	4.2	5.7
févr-08	...	...	5 077	2 301	3 360	13 545	4.2	5.7
mars-08	...	...	4 713	2 126	3 267	12 767	4.2	5.6
avr-08	...	...	4 554	2 360	3 303	12 812	4.2	5.6
					Taux de variation annuels en %		Variation en point de %	
1995-2000	12.6	12.5	...	...	...	...	-0.3	...
2000-2005	7.1	6.6	20.1	-2.4	13.3	13.3	1.7	2.5
1996	6.1	10.2	...	...	...	...	0.2	...
1997	21.3	18.7	...	...	...	...	0.2	...
1998	19.4	20.1	-23.2	55.0	30.4	1.2	-0.2	0.0
1999	1.7	0.8	-9.3	6.0	1.9	-2.0	-0.2	-0.2
2000	15.7	13.8	-8.9	-10.8	20.4	-1.4	-0.3	-0.2
2001	6.8	6.4	2.7	1.2	23.6	3.8	-0.2	0.0
2002	-1.5	-0.8	33.4	-31.9	25.0	18.3	0.3	0.6
2003	6.6	7.1	42.0	-10.4	7.3	24.0	0.8	0.9
2004	8.9	8.6	19.5	20.5	7.0	11.7	0.4	0.5
2005	15.6	12.0	7.5	19.4	5.4	9.9	0.4	0.4
2006	14.8	13.6	-4.2	41.9	0.9	4.5	0.2	0.1
2007	12.4	11.5	-2.1	44.0	-6.2	-0.8	0.0	-0.2
2T 2007	11.0	11.0	-0.7	60.5	-5.3	1.3	0.1	0.0
3T 2007	12.5	11.5	-1.1	27.5	-8.7	-2.1	-0.1	-0.3
4T 2007	7.6	7.6	-4.8	16.3	-9.7	-4.8	-0.2	-0.4
1T 2008	...	...	-5.9	-11.6	-14.5	-7.1	-0.3	-0.6
févr-08	...	...	-5.3	0.6	-13.3	-5.8	-0.3	-0.6
mars-08	...	...	-6.7	-27.0	-16.7	-8.6	-0.3	-0.7
avr-08	...	...	-6.0	-17.8	-15.9	-5.4	-0.2	-0.5

Sources: ADEM (Administration de l'Emploi), IGSS, STATEC

\* La série publiée est corrigée des ruptures de série en 1997 et en 2000, c-à-d. que la nouvelle série a été recalculée sur base de l'évolution des anciennes séries. (cf. explications sous tableau 5a: Marché du travail).

Le taux de chômage désaisonnalisé est calculé par le STATEC et les chiffres sont censés donner une indication sur l'évolution "fondamentale" du chômage, en faisant abstraction du phénomène saisonnier. Le chômage complet indemnisé reprend les personnes touchant une indemnité de chômage. Les offres d'emploi non satisfaites correspondent aux places déclarées vacantes auprès de l'Administration de l'emploi à la fin du mois de référence. Les mises au travail et mesures de formation reprennent l'ensemble des personnes qui sont dans une des mesures chapeautées par l'Administration de l'Emploi. Touchant des indemnités pécuniaires, ces personnes ne peuvent être considérées comme chômeurs (demandeurs d'emplois non satisfaits). Le total des demandeurs d'emplois additionne les personnes "en mesure" ainsi que les chômeurs.

Tableau 5c-1: Taux de chômage harmonisé, total et jeunes, comparaison internationale

	Belgique	France	Allemagne	Luxembourg*	Zone euro	UE27
	En % de la population					
	Total					
1995	9.7	11.1	8.0	...	10.5	...
1996	9.6	11.6	8.7	...	10.7	...
1997	9.2	11.5	9.4	2.7	10.6	...
1998	9.3	11.1	9.0	2.7	10.1	...
1999	8.5	10.5	8.2	2.4	9.2	...
2000	6.9	9.1	7.5	2.3	8.2	8.7
2001	6.6	8.4	7.6	2.0	7.8	8.5
2002	7.5	8.7	8.4	2.7	8.2	8.8
2003	8.2	9.5	9.3	3.7	8.7	9.0
2004	8.4	9.6	9.8	5.1	8.8	9.0
2005	8.4	9.7	10.6	4.5	8.9	8.9
2006	8.2	9.2	9.8	4.7	8.4	8.2
2007	7.4	8.3	8.4	4.7	7.4	7.1
2T 2007	7.7	8.5	8.5	4.7	7.5	7.2
3T 2007	7.2	8.2	8.3	4.7	7.4	7.1
4T 2007	7.0	7.9	8.0	4.7	7.2	6.8
1T 2008	6.9	7.8	7.4	4.6	7.1	6.7
janv-08	7.0	7.9	7.6	4.6	7.1	6.8
févr-08	6.9	7.8	7.4	4.7	7.1	6.7
mars-08	6.9	7.8	7.3	4.5	7.1	6.7
	Jeunes (moins de 25 ans)					
1995	22.9	27.0	8.9	7.2	21.8	...
1996	22.1	28.5	9.6	8.2	22.0	...
1997	22.0	28.4	10.0	8.0	21.3	...
1998	22.2	25.7	9.2	6.9	19.4	...
1999	21.2	23.4	8.1	7.0	17.2	...
2000	16.9	20.1	7.5	7.1	15.4	17.4
2001	16.8	19.3	7.8	7.1	14.9	17.3
2002	17.9	19.7	9.0	7.7	15.5	17.9
2003	21.6	20.7	9.9	11.0	16.3	18.0
2004	21.1	21.9	11.8	16.8	17.0	18.4
2005	21.4	22.7	13.8	13.7	17.2	18.3
2006	20.6	22.1	12.6	16.2	16.2	17.1
2007	18.8	19.4	11.0	17.4	14.8	15.3
2T 2007	20.3	20.0	11.1	17.4	14.8	15.4
3T 2007	17.9	18.8	11.0	17.0	14.6	15.2
4T 2007	17.5	18.3	10.7	16.9	14.6	14.8
1T 2008	18.2	18.0	9.8	16.1	14.5	14.6
janv-08	18.3	18.1	10.1	16.0	14.6	14.7
févr-08	18.2	17.9	9.8	16.6	14.5	14.6
mars-08	18.2	18.1	9.6	15.7	14.5	14.6

Source: EUROSTAT

\*Les taux de chômage pour le Luxembourg publiés par Eurostat divergent de ceux publiés par le STATEC (cf. partie 6. Marché du travail), du fait que le STATEC a utilisé des données de population révisées pour 2007.

Le taux de chômage harmonisé d'Eurostat est calculé sur base des résultats des enquêtes sur les forces de travail EFT (enquête trimestrielle pour le cas du Luxembourg) et des données mensuelles administratives sur le chômage enregistré (demandes d'emploi inscrites à l'ADEM pour le cas du Luxembourg). Ainsi, ce taux de chômage tient, à côté des personnes inscrites à l'Administration de l'emploi, également compte des personnes non-inscrites à la recherche d'un emploi. Comme les données EFT sont utilisées, ces taux de chômage sont basés sur les définitions recommandées par l'Organisation internationale du travail (OIT). Suivant la définition d'Eurostat, les chômeurs sont les personnes âgées de 15 à 74 ans, sans travail, disponibles pour commencer à travailler dans les deux semaines et qui ont activement recherché un emploi pendant les quatre semaines précédentes.

Tableau 5c-2: Taux de chômage harmonisé, par sexe, comparaison internationale

	Belgique	France	Allemagne	Luxembourg*	Zone euro	UE27
	En % de la population					
	Femmes					
1995	12.7	13.1	9.0	4.3	12.6	...
1996	12.5	13.5	9.2	4.2	12.6	...
1997	11.9	13.3	9.8	3.9	12.6	...
1998	11.6	12.9	9.3	4.0	12.0	...
1999	10.2	12.2	8.5	3.3	10.9	...
2000	8.5	10.9	7.5	3.1	9.8	9.8
2001	7.5	10.0	7.4	2.5	9.3	9.4
2002	8.7	9.9	7.9	3.7	9.5	9.6
2003	8.9	10.6	8.7	4.7	9.9	9.7
2004	9.5	10.6	9.1	7.1	10.0	9.7
2005	9.5	10.7	10.0	5.9	9.9	9.6
2006	9.3	10.1	9.4	6.3	9.4	8.9
2007	8.4	8.9	8.3	5.7	8.4	7.8
2T 2007	8.9	9.1	8.4	5.8	8.5	7.9
3T 2007	8.0	8.8	8.2	5.5	8.3	7.7
4T 2007	7.8	8.5	7.8	5.4	8.2	7.5
1T 2008	7.7	8.5	7.4	5.7	8.1	7.4
janv-08	7.8	8.6	7.5	5.7	8.1	8.1
févr-08	7.7	8.5	7.4	5.7	8.1	8.1
mars-08	7.7	8.5	7.3	5.6	8.0	8.0
	Hommes					
1995	7.6	9.4	7.2	2.0	8.9	...
1996	7.4	10.0	8.2	2.2	9.2	...
1997	7.3	10.1	9.0	2.0	9.2	...
1998	7.6	9.5	8.8	1.9	8.6	...
1999	7.1	9.0	8.1	1.8	7.8	...
2000	5.7	7.6	7.5	1.8	6.9	7.8
2001	5.9	7.0	7.8	1.7	6.7	7.7
2002	6.7	7.8	8.8	2.1	7.2	8.2
2003	7.7	8.5	9.8	3.0	7.7	8.4
2004	7.5	8.8	10.3	3.7	7.9	8.5
2005	7.6	8.8	11.1	3.5	8.0	8.3
2006	7.4	8.4	10.2	3.5	7.4	7.6
2007	6.6	7.8	8.4	4.0	6.6	6.6
2T 2007	6.7	7.9	8.6	3.9	6.6	6.6
3T 2007	6.6	7.7	8.4	4.0	6.6	6.5
4T 2007	6.4	7.4	8.1	4.1	6.5	6.3
1T 2008	6.3	7.2	7.5	3.8	6.3	6.2
janv-08	6.4	7.2	7.7	3.7	6.3	6.2
févr-08	6.3	7.2	7.4	3.9	6.3	6.2
mars-08	6.3	7.2	7.3	3.8	6.3	6.2

Source: EUROSTAT

\*Les taux de chômage pour le Luxembourg publiés par Eurostat divergent de ceux publiés par le STATEC (cf. partie 6. Marché du travail), du fait que le STATEC a utilisé des données de population révisées pour 2007.

Tableau 6a: Statistiques du commerce extérieur

	Exportations en valeur				Importations en valeur				Solde commercial			
	Total	à l'intérieur de l'UE	dont: Union monétaire	à l'extérieur de l'UE	Total	à l'intérieur de l'UE	dont: Union monétaire	à l'extérieur de l'UE	Total	à l'intérieur de l'UE	dont: Union monétaire	à l'extérieur de l'UE
	Mio EUR											
1995	5 720	4 930	4 386	790	7 488	6 661	6 458	827	-1 768	-1 731	-2 072	-37
1996	5 533	4 823	4 283	709	7 573	6 830	6 632	743	-2 040	-2 006	-2 349	-34
1997	6 260	5 398	4 722	862	8 543	7 490	7 275	1 053	-2 283	-2 092	-2 553	-191
1998	7 222	6 214	5 392	1 009	9 736	8 649	8 298	1 086	-2 513	-2 436	-2 906	-78
1999	7 290	6 422	5 560	868	10 286	8 634	8 241	1 652	-2 996	-2 212	-2 681	-785
2000	8 498	7 376	6 425	1 122	11 633	10 150	9 592	1 483	-3 135	-2 774	-3 167	-361
2001	9 165	7 999	6 795	1 166	12 584	11 164	10 395	1 420	-3 419	-3 165	-3 601	-254
2002	9 005	7 885	6 823	1 121	12 276	11 227	10 496	1 049	-3 271	-3 342	-3 673	71
2003	8 834	7 703	6 737	1 130	12 109	11 223	10 690	886	-3 275	-3 519	-3 953	244
2004	9 747	8 571	7 590	1 176	13 637	12 406	11 936	1 232	-3 890	-3 834	-4 346	-56
2005	10 319	8 808	7 696	1 511	14 187	12 811	12 269	1 376	-3 868	-4 003	-4 573	135
2006	11 307	9 566	8 351	1 741	15 644	14 073	13 512	1 571	-4 337	-4 508	-5 161	170
2007	11 786	10 119	8 771	1 667	16 246	14 684	14 009	1 562	-4 460	-4 565	-5 238	106
1T 2007	3 111	2 676	2 337	435	4 074	3 715	3 546	359	-963	-1 039	-1 209	76
2T 2007	3 014	2 594	2 245	420	4 269	3 762	3 580	507	-1 256	-1 168	-1 335	-87
3T 2007	2 747	2 343	2 014	404	3 877	3 436	3 286	441	-1 130	-1 093	-1 272	-37
4T 2007	2 915	2 507	2 175	408	4 026	3 772	3 597	254	-1 111	-1 265	-1 422	154
déc-07	880	745	644	135	1 298	1 215	1 155	83	-418	-470	-511	52
janv-08	1 035	896	770	139	1 260	1 189	1 129	71	-225	-292	-359	68
févr-08	1 018	892	772	126	1 285	1 212	1 152	72	-266	-321	-379	54
	Taux de variation annuels en %											
1996	-3.3	-2.2	-2.3	-10.3	1.1	2.5	2.7	-10.2				
1997	13.1	11.9	10.3	21.5	12.8	9.7	9.7	41.7				
1998	15.4	15.1	14.2	17.0	14.0	15.5	14.1	3.1				
1999	0.9	3.4	3.1	-14.0	5.7	-0.2	-0.7	52.1				
2000	16.6	14.9	15.5	29.3	13.1	17.6	16.4	-10.3				
2001	7.9	8.5	5.8	3.9	8.2	10.0	8.4	-4.2				
2002	-1.7	-1.4	0.4	-3.9	-2.4	0.6	1.0	-26.1				
2003	-1.9	-2.3	-1.3	0.9	-1.4	0.0	1.8	-15.6				
2004	10.3	11.3	12.7	4.0	12.6	10.5	11.7	39.0				
2005	5.9	2.8	1.4	28.5	4.0	3.3	2.8	11.7				
2006	9.6	8.6	8.5	15.2	10.3	9.9	10.1	14.2				
2007	4.2	5.8	5.0	-4.3	3.8	4.3	3.7	-0.6				
1T 2007	11.7	14.2	13.6	-1.7	6.9	7.2	6.1	3.5				
2T 2007	4.7	6.4	6.0	-4.5	4.1	4.8	4.1	-0.7				
3T 2007	2.1	2.2	0.9	1.5	5.7	3.7	3.6	24.5				
4T 2007	-1.3	0.5	-0.3	-11.3	-1.0	1.8	1.1	-29.1				
déc-07	-2.1	1.2	0.4	-17.1	-2.6	-0.3	-1.1	-26.8				
janv-08	1.7	2.8	1.3	-4.6	1.3	3.1	2.5	-22.4				
févr-08	4.1	6.4	5.5	-9.5	-3.1	1.8	1.8	-46.4				

Source: STATEC



Tableau 6c: Balance des paiements: compte des opérations financières

Période	Solde	Investissements directs		Investissements de portefeuille		Produits fin. dérivés	Autres investissements		Avoirs de réserve
		A l'étranger	Au Luxembourg	Avoirs	Engagements		Avoirs	Engagements	
									Mio EUR
2002	-2 668	-133 517	122 341	7 026	70 389	-1 452	-46 327	-21 089	-38
2003	-1 962	-88 399	79 037	-69 724	87 009	5 275	-28 758	13 692	-94
2004	-2 808	-67 678	63 335	-69 713	111 215	-2 638	-93 406	56 083	-5
2005	-4 585	-100 208	93 298	-214 684	254 467	-3 666	-153 996	120 165	39
2006	-3 671	-88 175	99 565	-143 289	200 621	8 070	-210 392	129 904	24
2007	-3 533	-132 865	86 798	-114 104	228 729	1 607	-186 182	112 423	61
1T 2007	-650	-36 873	43 141	-40 746	68 602	-1 173	-46 654	13 046	7
2T 2007	-148	-20 599	10 846	-31 092	58 612	534	-44 154	25 707	-1
3T 2007	-1 590	-47 802	9 070	-24 392	64 152	2 399	-41 208	36 205	-14
4T 2007	-1 146	-27 592	23 741	-17 874	37 363	-153	-54 165	37 465	70

Sources: BCL, STATEC

Le compte des opérations financières englobe les contreparties financières des transactions de l'économie réelle, ainsi que les opérations sur actifs financiers. Un montant positif indique une entrée, un montant négatif une sortie. Pour les avoirs de réserve, un montant négatif indique une augmentation, un montant positif une diminution.



# Annexe II: Enquêtes sur l'activité industrielle

## Indices en base 2000=100

Tableau 1: Production du mois

NACE Rev.1	Libellé	2004	2005	2006	2007
					Variation en %
C+D+E	Ensemble de l'industrie	4.5	0.5	2.7	0.5
	Activités dans le domaine de l'énergie <sup>1</sup>	1.6	-1.1	-1.5	-4.3
	Industrie des biens intermédiaires (hors énergie) <sup>1</sup>	5.7	-1.5	6.8	1.3
	Industrie des biens d'équipement <sup>1</sup>	5.6	9.3	0.5	12.8
	Industrie des biens de consommation <sup>1</sup>	2.4	2.1	-4.3	-6.0
(C+D+E+)-(27.1+27.2)	Ensemble de l'industrie (à l'exclusion de la sidérurgie)	4.8	2.0	0.6	0.6
14	Extraction de pierres, de sables et d'argiles	0.4	-3.4	-23.2	2.0
15.1 à 15.8	Industrie alimentaire	6.5	10.2	0.2	7.0
15.9 +16.0	Industrie des boissons et du tabac	3.0	1.5	-13.9	-5.2
17 à 19	Industrie textile, habillement etc.	0.7	4.4	2.2	-0.6
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	11.9	-1.0	-4.5	6.9
21 + 22	Industrie du papier et du carton - Edition et imprimerie	14.1	1.1	-3.8	-14.8
24	Industrie chimique	-0.3	-2.5	-9.9	-5.8
25.1	Industrie du caoutchouc	9.1	5.1	2.1	6.1
25.2	Transformation des matières plastiques	6.7	3.5	5.0	-2.5
26.1 à 26.3	Fabrication de verre, d'articles en verre et de produits céramiques	9.2	-3.2	9.2	7.7
26.4 à 26.8	Fabrication de matériaux de construction et de produits abrasifs	-17.4	0.4	4.0	6.0
27.1 + 27.2	Sidérurgie et fabrication de tubes	2.3	-11.8	21.4	-0.5
27.3 à 27.5	Première transformation de l'acier, prod.de métaux non ferreux, fonderie	10.3	-5.7	7.0	1.6
28	Travail des métaux	1.7	2.2	6.1	2.7
29	Fabrication de machines et d'équipements	2.5	12.8	-2.3	9.7
30 à 33	Fabrication d'articles électriques et électroniques	14.3	7.2	3.6	18.5
34 à 36	Fabrication de matériel de transport - Autres industries manufacturières	8.1	2.0	-1.9	-1.0
40	Production et distribution d'électricité et de gaz	1.6	-1.1	-1.5	-4.3

<sup>1</sup> Regroupement industriel selon le règlement (CE) 586/2001 du 26 mars 2001

Tableau 2: Volume de travail presté

NACE Rev.1	Libellé	2004	2005	2006	2007
					Variation en %
C+D+E	Ensemble de l'industrie	0.2	-3.0	-1.1	-1.2
	Activités dans le domaine de l'énergie <sup>1</sup>	-85.4	-8.0	-7.0	-7.9
	Industrie des biens intermédiaires (hors énergie) <sup>1</sup>	-0.9	-6.2	-1.7	1.9
	Industrie des biens d'équipement <sup>1</sup>	0.9	1.9	1.2	0.1
	Industrie des biens de consommation <sup>1</sup>	4.5	0.6	-1.4	-8.4
(C+D+E+)-(27.1+27.2)	Ensemble de l'industrie (à l'exclusion de la sidérurgie)	0.8	-2.6	-1.8	-1.3
14	Extraction de pierres, de sables et d'argiles	-2.3	-2.7	1.0	1.9
15.1 à 15.8	Industrie alimentaire	10.3	7.6	1.3	-1.7
15.9 + 16.0	Industrie des boissons et du tabac	3.4	-1.4	-5.6	-7.3
17 à 19	Industrie textile, habillement etc.	-2.5	-4.0	0.4	-11.5
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	-2.7	0.9	-3.1	1.0
21 + 22	Industrie du papier et du carton - Edition et imprimerie	3.9	-4.1	-6.5	-23.3
24	Industrie chimique	-4.7	-7.8	-31.8	-3.1
25.1	Industrie du caoutchouc	-0.6	-1.7	4.0	3.9
25.2	Transformation des matières plastiques	3.8	-13.7	-1.1	-2.4
26.1 à 26.3	Fabrication de verre, d'articles en verre et de produits céramiques	-2.7	-13.4	-4.7	-4.9
26.4 à 26.8	Fabrication de matériaux de construction et de produits abrasifs	-6.7	-7.2	-5.6	-2.0
27.1 + 27.2	Sidérurgie et fabrication de tubes	-4.6	-6.2	4.1	-0.8
27.3 à 27.5	Première transformation de l'acier, prod.de métaux non ferreux, fonderie	-5.1	-11.5	-3.8	-4.3
28	Travail des métaux	1.5	-1.1	2.3	9.4
29	Fabrication de machines et d'équipements	1.4	4.1	1.4	1.0
30 à 33	Fabrication d'articles électriques et électroniques	4.6	4.0	-0.7	1.2
34 à 36	Fabrication de matériel de transport - Autres industries manufacturières	8.4	1.0	4.4	-3.2
40	Production et distribution d'électricité et de gaz	-85.4	-8.0	-7.0	3.6

<sup>1</sup> Regroupement industriel selon le règlement (CE) 586/2001 du 26 mars 2001

Tableau 3: Chiffre d'affaires

NACE Rev.1	Libellé	2004	2005	2006	2007
					Variation en %
C+D+E	Ensemble de l'industrie	20.8	2.1	14.7	4.9
	Activités dans le domaine de l'énergie <sup>1</sup>	14.1	33.2	36.8	8.8
	Industrie des biens intermédiaires (hors énergie) <sup>1</sup>	29.9	-2.4	15.1	3.7
	Industrie des biens d'équipement <sup>1</sup>	7.4	6.5	17.9	10.7
	Industrie des biens de consommation <sup>1</sup>	2.7	2.0	-2.6	2.7
(C+D+E+)-(27.1+27.2)	Ensemble de l'industrie (à l'exclusion de la sidérurgie)	19.1	4.3	11.5	2.0
14	Extraction de pierres, de sables et d'argiles	-1.1	-6.4	7.3	12.4
15.1 à 15.8	Industrie alimentaire	5.7	6.5	4.7	10.2
15.9 + 16.0	Industrie des boissons et du tabac	10.2	-0.8	-11.1	2.7
17 à 19	Industrie textile, habillement etc.	2.1	4.5	1.6	-0.4
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	15.2	-5.0	-1.7	11.6
21 + 22	Industrie du papier et du carton - Edition et imprimerie	18.7	2.8	-0.9	0.1
24	Industrie chimique	-10.6	-8.7	-29.4	-13.5
25.1	Industrie du caoutchouc	197.2	-2.2	4.5	-3.2
25.2	Transformation des matières plastiques	4.5	6.6	20.5	-3.9
26.1 à 26.3	Fabrication de verre, d'articles en verre et de produits céramiques	11.2	-5.1	-0.2	10.7
26.4 à 26.8	Fabrication de matériaux de construction et de produits abrasifs	-2.5	-10.1	13.0	9.6
27.1 + 27.2	Sidérurgie et fabrication de tubes	29.4	-8.4	31.6	18.1
27.3 à 27.5	Première transformation de l'acier, prod.de métaux non ferreux, fonderie	21.0	4.4	36.0	4.9
28	Travail des métaux	10.6	3.8	20.6	-4.4
29	Fabrication de machines et d'équipements	1.0	0.8	17.8	9.3
30 à 33	Fabrication d'articles électriques et électroniques	22.3	16.9	8.1	9.8
34 à 36	Fabrication de matériel de transport - Autres industries manufacturières	5.1	2.2	-0.5	0.2
40	Production et distribution d'électricité et de gaz	14.1	33.2	36.8	8.8

<sup>1</sup> Regroupement industriel selon le règlement (CE) 586/2001 du 26 mars 2001

Tableau 4: Salaires et traitements

NACE Rev.1	Libellé	2004	2005	2006	2007
					Variation en %
C+D+E	Ensemble de l'industrie	2.1	1.9	2.7	2.4
	Activités dans le domaine de l'énergie <sup>1</sup>	4.5	3.4	4.1	3.6
	Industrie des biens intermédiaires (hors énergie) <sup>1</sup>	0.0	-0.3	1.4	3.0
	Industrie des biens d'équipement <sup>1</sup>	3.7	6.3	6.7	8.2
	Industrie des biens de consommation <sup>1</sup>	5.6	3.8	2.7	-3.6
(C+D+E+)-(27.1+27.2)	Ensemble de l'industrie (à l'exclusion de la sidérurgie)	2.8	2.8	2.1	1.9
14	Extraction de pierres, de sables et d'argiles	-0.4	-1.5	9.6	2.1
15.1 à 15.8	Industrie alimentaire	6.4	8.9	2.6	6.7
15.9 + 16.0	Industrie des boissons et du tabac	11.3	0.2	-2.7	-1.8
17 à 19	Industrie textile, habillement etc.	4.7	1.7	3.7	-0.7
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	1.0	2.5	-1.5	4.6
21 + 22	Industrie du papier et du carton - Edition et imprimerie	5.2	3.7	3.6	-9.5
24	Industrie chimique	-0.3	2.8	-30.8	-16.7
25.1	Industrie du caoutchouc	-0.2	3.8	4.7	3.5
25.2	Transformation des matières plastiques	0.8	0.2	-1.7	-2.7
26.1 à 26.3	Fabrication de verre, d'articles en verre et de produits céramiques	-0.5	-5.6	9.1	-1.9
26.4 à 26.8	Fabrication de matériaux de construction et de produits abrasifs	0.0	-3.1	5.3	2.6
27.1 + 27.2	Sidérurgie et fabrication de tubes	-2.3	-3.6	7.1	5.4
27.3 à 27.5	Première transformation de l'acier, prod.de métaux non ferreux, fonderie	-1.4	-3.7	1.0	3.6
28	Travail des métaux	1.6	3.0	5.2	9.5
29	Fabrication de machines et d'équipements	2.0	4.5	7.0	9.6
30 à 33	Fabrication d'articles électriques et électroniques	10.6	13.8	6.5	6.7
34 à 36	Fabrication de matériel de transport - Autres industries manufacturières	11.1	6.8	8.0	1.7
40	Production et distribution d'électricité et de gaz	4.5	3.4	4.1	3.6

<sup>1</sup> Regroupement industriel selon le règlement (CE) 586/2001 du 26 mars 2001

Tableau 5: Emploi salarié

NACE Rev.1	Libellé	2004	2005	2006	2007
					Variation en %
C+D+E	Ensemble de l'industrie	-0.6	-0.4	-1.1	-1.0
	Activités dans le domaine de l'énergie <sup>1</sup>	1.0	-0.5	1.3	0.3
	Industrie des biens intermédiaires (hors énergie) <sup>1</sup>	-2.5	-2.8	-2.7	0.6
	Industrie des biens d'équipement <sup>1</sup>	1.0	3.3	2.3	0.7
	Industrie des biens de consommation <sup>1</sup>	2.3	1.7	-0.7	-5.6
(C+D+E+)-(27.1+27.2)	Ensemble de l'industrie (à l'exclusion de la sidérurgie)	0.1	0.3	-1.3	-1.1
14	Extraction de pierres, de sables et d'argiles	1.0	-0.8	-2.3	0.8
15.1 à 15.8	Industrie alimentaire	3.0	5.8	1.7	1.3
15.9 + 16.0	Industrie des boissons et du tabac	2.1	0.1	-5.9	-5.0
17 à 19	Industrie textile, habillement etc.	-1.8	-0.9	1.4	-4.3
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	-3.2	-1.2	-1.5	1.8
21 + 22	Industrie du papier et du carton - Edition et imprimerie	3.8	-0.2	-0.4	-12.9
24	Industrie chimique	-2.9	-6.3	-27.6	-9.6
25.1	Industrie du caoutchouc	-1.7	1.9	3.7	-0.1
25.2	Transformation des matières plastiques	-0.7	-3.2	-3.9	-3.5
26.1 à 26.3	Fabrication de verre, d'articles en verre et de produits céramiques	-5.1	-4.2	-4.1	-6.6
26.4 à 26.8	Fabrication de matériaux de construction et de produits abrasifs	-2.1	-3.7	-1.0	-2.6
27.1 + 27.2	Sidérurgie et fabrication de tubes	-5.3	-5.7	0.3	-0.1
27.3 à 27.5	Première transformation de l'acier, prod.de métaux non ferreux, fonderie	-5.8	-7.2	-2.8	-1.9
28	Travail des métaux	-0.9	0.7	1.8	7.6
29	Fabrication de machines et d'équipements	1.6	3.7	1.2	2.4
30 à 33	Fabrication d'articles électriques et électroniques	3.1	7.2	1.9	1.4
34 à 36	Fabrication de matériel de transport - Autres industries manufacturières	9.0	4.4	0.7	-2.6
40	Production et distribution d'électricité et de gaz	1.0	-0.5	1.3	0.3

<sup>1</sup> Regroupement industriel selon le règlement (CE) 586/2001 du 26 mars 2001



# Annexe III: Encarts publiés dans les dernières Notes de conjoncture

NDC	pages	Intitulé	publié
NDC 01-2008	50	La faible diversification de l'économie luxembourgeoise est-elle un facteur de risque?	05.06.08
	75	Comparaison européenne de l'inflation sur les dix dernières années	
	125	Écarts entre prévisions et réalisations effectives des soldes publics pour les années 2005-2007	
NDC 03-2007	39	Évolution récente du pouvoir d'achat au Luxembourg	27.02.08
	60	Modifications des principales hypothèses (par rapport aux prévisions publiées dans la NDC 1-07)	
	61	Principales mesures de politique économique et sociale prises en compte pour l'établissement des projections	
	68	Un scénario alternatif plus défavorable	
	70	L'impact du secteur financier sur le reste de l'économie	
NDC 02-2007	11	Le ralentissement s'annonce dans la zone euro	19.10.07
	23	La hausse des taux se répercute sur le coût des crédits immobiliers	
	35	Productivité du travail dans les branches: comparaison entre le Luxembourg et la zone euro	
	47	Influence de la structure de consommation sur l'inflation	
	58	Amélioration des termes de l'échange	
NDC 01-2007	12	Moins de faillites au Luxembourg en 2006	18.05.07
	53	Le carry trade	
	62	Dynamique du cycle des affaires au travers des branches: l'influence du secteur financier	
	72	Implications de la réémergence de la Chine sur l'économie mondiale et sur celle du Luxembourg	
	84	Modulation du système de l'échelle mobile des salaires	
	97	Révision des données de la population	
	108	D'une analyse des stocks de salariés vers une analyse des flux de main-d'œuvre	
	134	Le passage du budget institutionnel au déficit/surplus de l'administration centrale	
NDC 03-2006	69	Volatilité et croissance: une approche comparative par pays	05.02.07
	77	Évolution de la durée de travail au Luxembourg	
NDC 02-2006	16	La correction des variations saisonnières	13.10.06
	20	Prise en compte des grandes orientations de politique économique et budgétaire pour l'établissement des prévisions	
	44	2000-2005: Retour sur 5 années d'inflation	
	50	Évolution du coût salarial des travailleurs résidents et frontaliers	
	50	Distribution des salaires	
	59	Les travailleurs détachés	
	63	Les mesures pour l'emploi – définitions	
	68	Enregistrement dans les comptes économiques des opérations d'échange d'actions Arcelor-Mittal	
NDC 01-2006	16	Révision des comptes nationaux luxembourgeois	12.05.06
	23	Comment le FMI décrit l'évolution économique mondiale depuis l'année 2000	
	24	Impact des mesures annoncées par le Gouvernement	
	31	Impact sur l'économie luxembourgeoise d'un choc sur les prix pétroliers	
	93	Pétrole cher et biocarburants	
	115	Repondération et extrapolation des résultats des enquêtes sur les forces de travail (EFT) des années 2002, 2003 et 2004	
	120	Différentes définitions du chômage	
	121	Révision statistique du chômage de source ADEM	
	122	Hausse du chômage: effets structurels	
	129	Statistiques des postes vacants	
	145	Changements méthodologiques relatifs à l'établissement des comptes publics	
	NDC 03-2005	23	
37		Nouvelle pondération de l'indice des prix à la consommation (IPC) en 2006	
39		Les hausses de tarifs publics	
47		Quelques précisions méthodologiques	
50		La problématique des emplois "fictifs"	
57		Le chômage dans la Grande Région	
64		L'énigme des faibles taux d'intérêt de long terme	
NDC 02-2005	22	Perception du chômage et confiance des consommateurs	07.10.05
	35	Mécanisme de l'indexation des salaires	
	37	Prévisions d'inflation: quelles hypothèses retenir?	
	39	Inflation au Luxembourg: comparaison détaillée avec la zone euro	
	42	Inflation et cycle économique: comparaison Luxembourg/zone euro	
	56	Le travail à temps partiel au Luxembourg	
	58	Travail intérimaire, comparaison européenne	
	58	Travail intérimaire, comparaison européenne	
NDC 01-2005	15	Pourquoi des comptes nationaux trimestriels? Quelques précisions méthodologiques	12.05.05
	21	Divergences entre le PIB et la somme des valeurs ajoutées	
	35	La libéralisation des services en Europe	
	60	Confiance des consommateurs et chômage: une tendance opposée	
	100	Libéralisation des prix	
	128	Fonctionnaires et agents des organismes internationaux	
	134	Taux d'emploi	
	138	Le chômage au sens du BIT	
	153	Changements méthodologiques relatifs à l'établissement des comptes publics	

Annexe III: Encarts publiés dans les dernières Notes de conjoncture

NDC	pages	Intitulé	publié		
NDC 03-2004	34	Prix du pétrole et prix des carburants	04.02.05		
	50	Inflation: comparaison entre le Luxembourg et la zone euro			
	58	Évolution contrastée des principales composantes de l'indicateur synthétique de compétitivité			
	62	La problématique des reclassements			
	67	Estimation des heures travaillées en 2003			
NDC 02-2004	11-12	Les nouveaux Etats membres	15.10.04		
	25	De l'utilité d'un modèle économétrique complet pour effectuer des prévisions			
	26-28	Croissance et chômage: que dit la loi d'Okun pour le Luxembourg?			
	38-40	Les ventes de cigarettes au Luxembourg			
	48-50	Indices boursiers et croissance économique			
	56	Libéralisation des prix			
	62	Les grands pays émergents – défis et opportunités à moyen terme (Guy Schuller)			
	68	Résidence et nationalité des travailleurs intérimaires et des entreprises utilisatrices			
70-71	Influence de la saisonnalité du travail intérimaire sur l'emploi et le chômage				
NDC 01-2004	68	Remarque méthodologique: Production bancaire et marge d'intérêts	17.05.04		
	90	Quelques définitions et explications (Indice des prix à la consommation)			
	101	Différences entre le coût salarial dans l'optique IGSS et dans l'optique des Comptes Nationaux			
	104	Mécanisme de l'indexation des salaires			
	107	Taux de prélèvement sur les bas salaires			
	139	Le rôle du STATEC (finances publiques)			
	141	Mesurer la pression fiscale			
	148	Output gap			
	148	Établissement du solde structurel			
	NDC 04-2003	16		Enquête de conjoncture dans l'industrie: tendance de la production et carnets de commandes	21.01.04
17		Indicateur de confiance: Relation entre chômage et situation économique			
29		Enquêtes "baromètre" dans le secteur financier			
NDC 03-2003	9	Utilité des indicateurs conjoncturels internationaux pour la prévision économique au Luxembourg	15.10.03		
	48	Définition concernant le marché du travail			
	56	Seuils de création et taux de chômage			
NDC 02-2003	10	Les risques potentiels de la déflation	30.06.03		
	44	On distingue huit sortes de mesures pour l'emploi			
	52	Le secteur financier dans Modux			
NDC 01-2003	5	Est-ce que la baisse récente des exportations de la zone euro est à mettre en relation avec l'appréciation du cours de change de l'euro par rapport au USD?	25.04.03		
	98	Remarque méthodologique: Production bancaire et marge d'intérêts			
	105	Remarque méthodologique: le secteur financier et sa décomposition par branches			
	106	Les produits luxembourgeois concernés par la future directive sur les revenus de l'épargne			
	128	Peut prétendre au salaire social minimum pour travailleurs qualifiés			
	132	Développements méthodologiques récents de l'indice des prix à la consommation			
	13	Qu'entend-on par récession?			
	17	L'apport des enquêtes d'opinion à l'analyse de l'évolution de l'activité dans l'industrie			
	22	Lien entre évolutions en valeur et en volume			
	22	L'évolution des prix			
	44	Taux de chômage et emploi frontalier			
	48	La construction d'une série statistique homogène relative au salaire social minimum			
	NDC 03-2002	12		Risques pesant sur la croissance en 2003	7.10.02
		26		Les soldes d'hiver et d'été	
	NDC 02-2002	12		Perspectives économiques 2002/2003 pour l'économie luxembourgeoise	29.06.02
NDC 04-2001	13	Des indicateurs d'activité mensuels pour l'intégralité du secteur de la construction	25.01.02		
NDC 03-2001	34	Étude: Évolution de l'emploi par branches	19.10.01		
	50	Étude: Un NAIRU pour le Luxembourg?			
NDC 02-2001	9	Le PIB potentiel du Luxembourg	13.07.01		
	22	Solde de la balance courante et balances partielles			
	56	En marche vers le premier groupe sidérurgique mondial			
	125	Développements méthodologiques récents de l'indice des prix à la consommation			
	138	Introduction de l'assurance-dépendance au 1.1.1999			
NDC 01-2001	6	Les raisons du fort ralentissement de la croissance américaine	20.04.01		
	6	Quels faits ont déclenché cet "atterrissage"?			
	12	Points de retournement de la conjoncture			
	20	Implication de la revalorisation des barèmes dans la fonction publique sur la base statistique servant à l'analyse conjoncturelle des salaires.			
	25	Évolution atypique en octobre 2000.			

## Annexe IV: Abréviations et Notations

ADEM	Administration de l'emploi (Luxembourg)
AEA	Association of European Airlines
BCE	Banque Centrale Européenne
BCL	Banque Centrale du Luxembourg
BIT	Bureau International du Travail
BNB	Banque Nationale de Belgique
CAA	Commissariat aux Assurances
CAF	Coût, Assurance, Fret
CE	Commission Européenne
CEA	Comptes économiques de l'agriculture
CEPI	Conseil européen des professions immobilières
CEPS/Instead	Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques
CES	Conseil Economique et Social
CFL	Chemins de Fer Luxembourg
CIE	Centre informatique de l'Etat
CISS	Centre Informatique de la Sécurité Sociale
COICOP	Nomenclature des fonctions de la consommation individuelle – Nations Unies; OCDE
CSM	Coût Salarial Moyen
CSSF	Commission de Surveillance du Secteur Financier
CVS	Corrigé des Variations Saisonnières
DIRD	Dépense Intérieure brute de Recherche et Développement expérimental
ECHP	European Community Household Panel
EFT	Enquêtes sur les Forces du Travail
ESS	Enquête sur la structure des salaires
EURES	European Employment Services
Eurostat	Office statistique des Communautés européennes (OSCE)
FBCF	Formation brute de capital fixe
FCP	Fonds Commun de Placement
Fed	Réserve Fédérale, Banque Centrale des Etats-Unis
FMI	Fonds monétaire international
GPL	Groupement Pétrolier Luxembourgeois
HORECA	Hôtels, Restaurants, Cafés et Cantines
IATA	International Air Transport Association
IDH	Indice de Développement Humain
IGF	Inspection Générale des Finances
IGSS	Inspection Générale de la Sécurité Sociale
IISI	Institut International du fer et de l'acier
ILR	Institut Luxembourgeois de Régulation
ILRES	Institut Luxembourgeois de Recherches Sociales et d'Etudes de Marché
IMD	International Institute for Management and Development
INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques en France
IPCH	Indice des Prix à la Consommation Harmonisés
IPCN	Indice des Prix à la Consommation National

IPCUM	Indice des Prix à la Consommation Harmonisé dans l'Union Monétaire
NACE	Nomenclature générale des activités économiques dans les communautés européennes
NDC	Note De Conjoncture
NEM	Nouveaux États Membres
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OPC	Organismes de Placement Collectif
P&T	Postes et Télécommunications
PAC	Politique agricole commune
PAN	Plan d'action national pour l'emploi
PDR	Plan de Développement Rural
PIB	Produit Intérieur Brut (selon le SEC95)
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PPP	Private public partnerships
PSC	Programme de Stabilité et de Croissance
PSF	Professionnels du secteur financier
SELL	Panel socio-économique "Liewen zu Lëtzebuerg"
R&D	Recherche et Développement
RESTENA	Réseau téléinformatique de l'éducation nationale et de la recherche
RGPP	Répertoire Général des Personnes Physiques
RNB	Revenu National Brut
SEC95	Système européen harmonisé de comptes nationaux
SER	Service d'Economie Rurale
SES	Société Européenne des Satellites
SICAV	Société d'Investissement à Capital Variable
SIFIM	Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés
SILC	Survey on Income and Living Conditions
SMS	Short Message Service
SPA	Standard de Pouvoir d'Achat
SSM	Salaire Social Minimum
STATEC	Service central de la statistique et des études économiques (Luxembourg)
TGV	Turbine Gaz-Vapeur
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
TVA	Taxe sur Valeur Ajoutée
UE15	Union Européenne des quinze
VAB	Valeur Ajoutée Brute
VAN	Valeur Ajoutée Nette
WEF	World Economic Forum

## BON DE COMMANDE

Veillez enregistrer ma commande pour:

le Rapport annuel 2008 (Note de conjoncture n° 1-2008)

la Note de conjoncture n° 2-2008

un abonnement annuel 2008 (deux notes de conjoncture)

Nom, prénom: .....

Société: .....

Adresse complète: .....

.....

.....

Signature: ..... Date: .....

A retourner au: **STATEC** Tél: 247-84377  
Fax: 46 42 89  
Boîte postale 304  
L-2013 Luxembourg  
E-mail: info@statec.etat.lu

Prix de l'abonnement annuel: 11.00 euros  
Prix du Rapport annuel (n° 1): 8.00 euros  
Prix du No 2: 5.00 euros

**Paiement après réception de la facture**